

مكتبة من رايون

«Le Monde des livres»

Le Monde



15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14830 7 F

VENDREDI 2 OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

BOURSE

Armée contre séparatistes kurdes

Combats meurtriers en Turquie

Une logique militaire

DEUX cents militants armés en 1984. Au moins dix mille aujourd'hui. Comparer ces deux chiffres résume bien l'aggravation, au fil des ans, du problème kurde en Turquie. Cette minorité, forte de quelque deux millions de personnes, a, il est vrai, toujours eu des relations difficiles avec la majorité turque. Mais, au départ, les Kurdes, pour l'essentiel, revendiquaient seulement la reconnaissance de leur identité culturelle, notamment sur le plan linguistique.

Ceux qu'Ankara appelait, avec quelque dédain, les « Turcs des montagnes » demandaient aussi que leurs régions ne soient pas abandonnées à leur sous-développement. Dans ces conditions, la terreur imposée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), qui n'hésite pas à s'en prendre aux villageois, allant jusqu'à assassiner femmes et enfants, n'aurait pas dû rendre sa lutte pour l'indépendance très populaire.

TOUT en faisant quelques concessions tardives - notamment quant à l'usage de la langue - l'Etat turc n'a cependant pas assez tenu compte des aspirations de la population. Ainsi la lutte s'est-elle radicalisée. Le PKK, naguère groupe terroriste isolé, est devenu un mouvement de guérilla, moins rejeté que naguère. Poussé par les chefs de l'armée, dont il semble de plus en plus l'otage sur ce dossier, le gouvernement s'entérme dans une logique militaire.

A ses yeux, le problème kurde reste une affaire de terrorisme, qui sera réglée quand le PKK sera éradiqué. Il peut se demander comment comptent sur un quasi-consensus de la classe politique et de la population turques, qui partagent cette analyse. De même, le gouvernement a des raisons de penser que, privé des bases arrière, voire des moyens financiers, dont il dispose chez les voisins de la Turquie, le PKK aurait du mal à persister avec la même intensité les forces de sécurité. Les autorités d'Ankara sont soutenues par leurs alliés occidentaux, qui, pas plus qu'elles, ne souhaitent la création d'un Etat kurde.

MAIS il est clair que la répression ne suffira pas à régler le problème. D'autant que le PKK a profité de la guerre du Golfe pour récupérer de l'armement lourd. En outre, même si Ankara vient de décider d'acheter plusieurs dizaines d'hélicoptères américains, Washington ne paraît pas aussi enclin à passer l'éponge sur les incursions de l'aviation turque en territoire irakien contre les bases de repli du PKK.

Sur le terrain, les affrontements, désormais quotidiens, sont de plus en plus meurtriers. Le fossé est plus profond que jamais entre la population et les forces de sécurité, qui, en vertu de l'état d'urgence, ont les pleins pouvoirs dans les provinces kurdes depuis plusieurs années.

On avait pu croire, il y a onze mois, lors de l'arrivée au pouvoir de M. Demirel, que celui-ci trouverait, contrairement à ses prédécesseurs, une solution politique au problème kurde. Cela avait suscité beaucoup d'espoirs dans les capitales occidentales. Aujourd'hui, c'est l'inquiétude qui l'emporte.

M0147 - 1002 0 - 7.00 F



La succession de M. Poher au Sénat

L'UDF tente de contrer la candidature Pasqua

Les sénateurs devaient élire, vendredi 2 octobre, le successeur de M. Alain Poher, qui a décidé de ne pas se représenter à la présidence du Sénat, qu'il occupe depuis vingt-quatre ans. Les sénateurs UDF, réunis jeudi après-midi, avaient l'intention de désigner en leur sein un candidat unique, après l'annonce par M. Charles Pasqua, président du groupe RPR, de sa propre candidature. Celle-ci a conduit l'UDF à tenter de se rassembler, alors que M. Pasqua ne peut espérer l'emporter que grâce à la division de ses partenaires de la majorité sénatoriale.

ISTANBUL

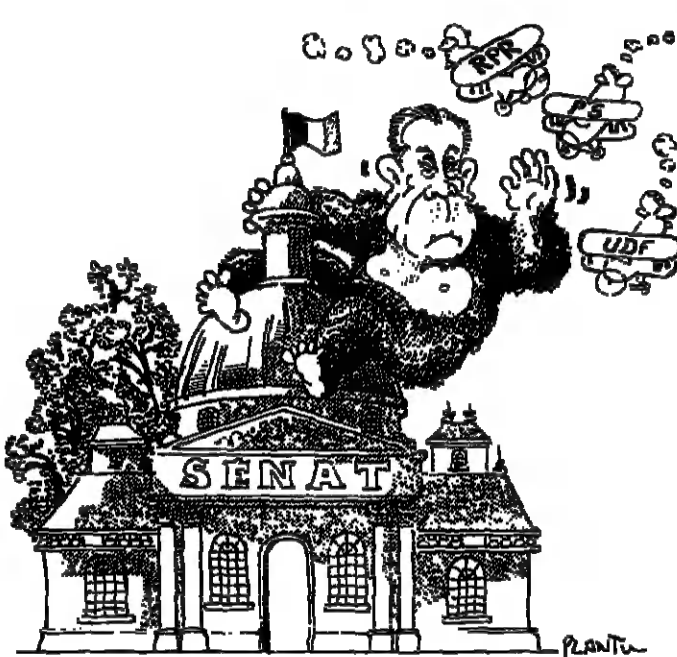
de notre correspondante

« Nous devons les battre, nous allons les battre, nous pouvons les battre », a affirmé le premier ministre turc, M. Suleyman Demirel, mercredi 30 septembre, à l'issue des deux jours de violents combats entre séparatistes kurdes et forces gouvernementales qui, selon lui, auraient fait plus de deux cent dix morts dans la province de Hakkari, l'une des provinces du Sud-Est anatolien à majorité kurde. « Il n'y a qu'une solution, a ajouté M. Demirel. La Turquie a été attaquée et cette attaque va être repoussée. Si nous avions pu régler ce problème par des solutions politiques, cela aurait été fait au cours des neuf dernières années. »

Selon M. Demirel, cent soixante-quatorze des quatre cents à cinq cents combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) auraient trouvé la mort.

NICOLE POPE

Lire la suite page 4



Lire page 7 l'article de GILLES PARIS et un point de vue de M. Hubert Haenel, sénateur RPR du Haut-Rhin

La Corse à la dérive

I. - L'élan brisé du statut Joze

AJACCIO

de notre envoyé spécial

Le traumatisme de Furiani, la poussée estivale de l'insécurité et les ravages du feu l'avaient presque fait oublier, la Corse vit une expérience institutionnelle inédite. Elle s'est affranchie du droit commun des régions. Mais les audaces d'un territoire autonome lui restent inconnues. Faute de mieux, la loi l'a rebaptisée « collectivité territoriale », catégorie incertaine, hybride, qui résume à elle seule le casse-tête que représente pour Paris cette île aussi légitime que réfractaire, où l'Etat est autant désiré que fêtré. De cette nouvelle identité administrative, ses promoteurs escomptaient de puissantes vertus thérapeutiques. Six mois après - mais peut-être est-ce

encore trop tôt? - la Corse a pourtant du mal à s'arracher de son état d'immobilité.

L'affaire aurait pu être rondement menée si, d'emblée, elle ne s'était heurtée à un premier écueil : la coalition qui contrôle l'Assemblée de Corse, et donc le conseil exécutif qui en est issu, rassemble ceux-là mêmes qui avaient farouchement combattu le statut Joze. On y trouve les amis de MM. Jean-Paul de Rocca Serra (RPR) et de François Giacobbi (MRG), les deux chefs de clan de l'île qui ont suspendu leur rivalité historique pour livrer bataille à l'« ouverture » avec des accents de comités de salut public. A l'inverse, les avocats de la réforme ont fait naufrage.

FRÉDÉRIC BOBIN

Lire la suite page 9

Un budget dans la tourmente

La crise économique et monétaire laisse peu de marge de manœuvre au gouvernement

par Alain Verhulst

On retiendra plus tard du budget de l'Etat pour 1993, rendu public à la fin du mois de septembre 1992, qu'il fut enfanté dans des circonstances particulièrement difficiles, fragilisant dès le départ les conditions mêmes de son existence.

Une crise monétaire d'une violence rarement atteinte avait ébranlé au cours du mois de septembre plusieurs monnaies, dont celles de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de l'Espagne, mais aussi celles de pays nordiques comme la Finlande et surtout la Suède. Malgré sa bonne santé fondamentale, le franc avait été malmené et n'avait dû son salut qu'à une forte remontée des taux d'intérêt ainsi qu'au soutien massif d'un mark

resté bon comme l'or en dépit des gigantesques problèmes causés à l'Allemagne par sa réunification.

Le système monétaire européen (SME), qui, depuis la fin des années 70, s'était donné comme ambition - et y était largement parvenu - de stabiliser les taux de change entre monnaies européennes, ce système avait presque explosé sous la pression de la spéculation internationale. Signe de la gravité de la crise : le fonctionnement du SME et les taux d'intérêt très élevés qu'il engendrait au détriment de la bonne marche des économies avaient été remis en cause par plusieurs de ses participants, au premier rang desquels la Grande-Bretagne. La tourmente monétaire avait été aggravée par une crise économique répandue depuis la fin de 1990 dans le

monde entier, y compris au Japon, et, paradoxalement, par la tentative faite par les douze pays de la Communauté européenne d'accélérer le processus de rapprochement politico-économique notamment par la création d'une banque centrale unique et, à terme, d'une monnaie unique.

Ces événements d'une importance considérable, qui avaient renforcé une inquiétude déjà largement répandue, étaient survenus alors même que les dirigeants de plusieurs pays, en position difficile, voyaient leur autorité ébranlée : M. John Major en Grande-Bretagne, M. Helmut Kohl en Allemagne, M. François Mitterrand en France.

Lire la suite page 18 et nos informations pages 17 à 21

JACQUELINE DE ROMILLY

de l'Académie française

Pourquoi la Grèce?

Jacqueline de Romilly

de l'Académie française

POURQUOI LA GRÈCE? Pourquoi les textes et la culture de la Grèce antique ont-ils pénétré d'abord le monde romain, puis toute l'Europe, au point que leur influence s'exerce encore en notre temps? Jacqueline de Romilly aborde ici de front la question qu'elle s'est posée tout au long de ses recherches et de sa vie.

ÉDITIONS DE FALLOIS/AUTOMNE 1992

Privatisations en Russie

C'est sans doute la plus vaste opération de privatisation jamais lancée : jeudi 1^{er} octobre, en Russie, dix mille premiers bons de privatisation, devant donner la possibilité, à terme, aux 150 millions de Russes de devenir actionnaires d'une entreprise, ont été délivrés. Cette opération doit toucher près de 70 % de la capacité de production de la Russie. Les bons donneront droit à acheter des actions à partir du 1^{er} janvier 1993.

Lire page 4 l'article de JOSE-ALAIN FRALON

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 780 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; Grèce, 50 p; Irlande, 220 IR; Italie, 1,20 L; Japon, 2,50 ¥; Luxembourg, 42 F; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 f; Portugal, 170 ESC; Singapour, 480 F CFA; Suède, 16 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Budget

Une économie moderne pour une France solidaire

par Michel Charasse

L'année 1993 sera l'année de l'Europe. Au 31 décembre 1992, l'acte unique entrera en vigueur. Dès lors, la voie pour le prochain budget est tracée : mobiliser tous les efforts de la nation pour finir de préparer cette échéance. Pour la France en tête de l'Europe, telle est l'ambition du gouvernement. La préparation du grand marché unique a imprégné chacun des budgets de la législature qui s'achève. Le budget de 1993 est un budget sérieux, imaginatif et sans démagogie. Il achève l'œuvre engagée en 1988. Une double ambition a présidé à son élaboration : renforcer les atouts de la France dans la compétition européenne, conduire les mutations sans rupture du tissu social.

De l'avis général, à l'étranger comme chez nous, l'économie française est la mieux placée pour tirer parti de la reprise progressive de l'activité qui devrait intervenir dès la fin de cette année dans le monde. Ses atouts sont considérables. Il faut les rappeler, même brièvement, à un moment où le pessimisme et la sinistrose sont à la mode et obscurcissent la réalité.

Notre croissance est l'une des plus fortes d'Europe. Avec un taux de 2,1 % en 1992 et 2,6 % en 1993, notre pays est nettement au-dessus de la moyenne du reste de la CEE, 1,2 % en 1992 et 1,7 % en 1993. C'est son premier atout. Après des déficits de 49 milliards et de 30 milliards de francs en 1990 et 1991, la balance commerciale devrait dégager un excédent de 25 milliards cette année et, à nouveau, de 20 milliards en 1993. Le redressement spectaculaire de nos comptes extérieurs, avec un solde industriel positif et le solde des transactions courantes le meilleur des grands pays industrialisés après celui du Japon, tel est le deuxième atout économique de la Maison France. Le troisième, l'inflation jugulée, malgré les regrets de tant de beaux esprits, est bien connu et ne mérite pas de longs développements, si ce n'est pour souligner que, avec une croissance des prix inférieure à 3 % (2,8 % en 1992 et en 1993), la performance de notre

pays est là encore l'une des meilleures de l'OCDE et, surtout, que le pouvoir d'achat des salariés et des épargnants est préservé. La maîtrise des finances de l'Etat complète ces bons résultats économiques. Le déficit du budget en 1993, 165 milliards, soit 2,2 % du PIB, reste toujours l'un des plus faibles d'Europe. En 1993, le solde des administrations publiques (Etat, Sécurité sociale et collectivités locales confondues) atteindra 2,4 % du PIB en France contre 3,8 % en Allemagne, 5,2 % au Royaume-Uni et 9,2 % en Italie. La moyenne de la CEE est à 4,9 %.

Cette performance est d'autant plus remarquable qu'elle s'accompagne d'une baisse continue de la pression fiscale. Alors que les autres pays européens augmentent leurs impôts, la France ne cesse de baisser les siens. Avec 14,9 % du PIB seulement, les prélèvements fiscaux seront en 1993 à leur plus bas niveau depuis vingt-cinq ans. Quant aux prélèvements totaux, ils baisseront eux aussi de 43,5 % cette année à 43,3 % l'an prochain. Rappelons, sans vouloir polémiquer, qu'ils étaient à 44,5 % du PIB en 1987 et qu'ils ont donc diminué de 1,2 point depuis cette date, soit un allègement de 90 milliards des charges fiscales et sociales pesant sur l'économie.

Progression modérée des dépenses

La maîtrise du déficit résulte d'une progression modérée des dépenses à 3,4 %. Comme toujours, l'opposition dira que c'est trop et qu'il faudrait davantage d'économies. Mais, comme tous les ans aussi, elle passera son temps, durant les débats, à réclamer plus de crédits et plus d'allègements fiscaux. C'est la loi du genre, mais je ne puis me résigner à un tel double langage chez tant d'hommes et de femmes épris du bien public.

Avec 281 milliards, une augmentation de 7,2 % et près de 10 000 créations d'emplois, l'éducation est toujours la « priorité des priorités » du budget 1993. Effort spectaculaire : depuis 1988, 80 milliards de crédits et 55 000 postes supplémen-

taires. C'est un investissement considérable pour l'avenir mais dont les résultats se font déjà sentir dans la vie quotidienne des Français, au moment des rentrées scolaires et universitaires. A partir de 1993, l'augmentation des bourses et la création d'un crédit d'impôt éducatif renforceront cette politique d'accès du plus grand nombre à l'éducation et à la culture. Le budget prévoit également d'achever la réforme de l'impôt sur les sociétés avec l'unification de son taux à 33 1/3. En cinq ans, les charges des entreprises auront été allégées de plus de 50 milliards. La recherche, enfin, qui fait l'objet d'un effort soutenu et régulier depuis 1988, verra ses crédits progresser de 5,2 % en 1993. En francs constants, les seuls moyens budgétaires auront progressé de 18 % en cinq ans.

Quelle rupture avec la période de 1986-1988 ! On oublie un peu vite qu'en 1987 on supprimait des emplois à l'éducation nationale et qu'on annulait fin 1986 plus de 1 milliard de crédits de recherche.

Mais la politique budgétaire n'est pas faite exclusivement pour la « France qui gagne ». Elle a l'impérieuse obligation d'éviter les cassures, les fractures inévitables dans la phase d'accélération et de mutation intenses que vivent actuellement les économies développées. On ne peut se résigner à accepter que certains soient les laissés-pour-compte de la construction européenne. Une France à deux vitesses, c'est une France condamnée à régresser. Trop d'exemples sont là près de nous pour le prouver. Aucune économie n'est durablement puissante sans un effort social solidaire. C'est pourquoi le budget de 1993 comporte un effort considérable pour assurer une croissance géographiquement équilibrée, faciliter les mutations sociales inévitables et aider les plus démunis.

Dans la phase d'adaptation profonde que traverse notre économie, les risques de dévitalisation de portions entières du territoire, zones rurales fragilisées et zones industrielles en reconversion, sont réels. Seule une politique globale d'aménagement du territoire peut les éviter. Notre budget accorde donc une place prioritaire à ce secteur qui recevra 23 % de plus. Une politique d'aménagement du territoire englobe nécessairement une politique d'infrastructures et d'équipements collectifs harmonieusement distribués dans l'espace : les crédits routiers augmentent de 19 %, les moyens accordés aux transports collectifs de plus de 25 % et les constructions scolaires et universitaires recevront plus de 6 milliards. Tel est la conviction que le prochain budget intègre correctement cette vision d'ensemble.

Le budget de 1993 s'est trouvé confronté à la réforme de la politique agricole commune. Le monde agricole est d'autant plus inquiet des conséquences de cette réforme que certains présentent l'avenir sous les traits les plus sombres. Ces apprentis sorciers font du mal à leur pays en conduisant les ruraux au désespoir. Le gouvernement, lui, aide réellement les agriculteurs, sans leur cacher la nécessité d'une adaptation progressive et accompagnée par la solidarité nationale. Le programme d'accompagnement trouve naturellement sa place dans le budget de

l'agriculture, qui atteindra presque 40 milliards, soit 6,4 % de plus. Deux axes principaux caractérisent les actions en faveur de l'agriculture. Tout d'abord, un important effort d'allègement des charges est engagé, avec notamment la première étape de la suppression de la taxe foncière départementale et régionale sur les terres agricoles. Le deuxième axe de l'action gouvernementale consiste à soutenir le revenu des agriculteurs en difficulté avec en particulier une nouvelle prime au maintien de l'élevage extensif qui facilitera les pratiques culturales respectueuses de l'environnement.

Le point noir du chômage

Je rappellerai, au début de mon propos, les succès de l'économie française. Je n'ignore pas, bien entendu, le point noir qui subsiste : le chômage. Même si la dégradation depuis la fin 1991 est moins forte en France (50 000 chômeurs de plus) qu'ailleurs (145 000 en Allemagne, 200 000 au Royaume-Uni), même si, depuis deux mois, un inflexionnement significatif de tendance paraît se dessiner et même si je suis toujours aussi sceptique sur la fiabilité des statistiques, la persistance d'un taux de chômage supérieur à 10 %, l'importance du chômage de longue durée et de celui de jeunes sont autant d'interpellations et de maux insupportables. Je le reconnais d'autant plus aisément que je le disais déjà, dans l'indifférence générale, au cours des années de forte croissance de 1988 à 1989. A l'époque, nous étions bien seuls, Pierre Bergé et moi-même, à louer que nous n'étions pas seuls, que le chômage était la première des inégalités. C'est donc logiquement que le budget 1993 recodifie la formidable effort consenti cette année. Au-delà des crédits budgétaires en progression de plus de 5 %, et de la réduction d'impôt pour emplois familiaux, un nouveau programme exceptionnel de près de 9 milliards sera financé sur des crédits d'actifs publics comme en 1992.

Je serais incompétent si je ne mentionnais pas la poursuite de l'action engagée en faveur du revenu minimum d'insertion (plus de 14 milliards l'an prochain), de la sécurité de la justice, de l'environnement, des banlieues et du logement social avec, dans ce secteur, la création d'un fonds de garantie de l'accession sociale et un programme de 80 000 prêts localisés aidés (il y en avait 55 000 en 1988).

Je vois déjà les sourires amusés de certains à la lecture sans doute un peu fastidieuse de ces indispensables rappels. Tout serait-il donc parfait ? Bien évidemment non. Nul doute, comme tous les ans, que le budget sera accusé d'être trop rigoureux par les uns, trop généreux par les autres, parfois les deux, et par les mêmes qui préchent la rigueur en général et la dépense en particulier. Dans cette période économique difficile, il faut se fixer une ambition. Celle de ce projet de loi de finances est de promouvoir une France forte et solidaire abordant l'avenir comme une chance et non comme une menace.

► Michel Charasse est ministre du budget.

« Les juges parlent », de Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann

Magistrature adolescente

par Daniel Soulez Larivière

Nos collaborateurs Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann viennent de publier aux éditions Fayard un livre intitulé *Les juges parlent*. Nous avons demandé à M. Daniel Soulez Larivière, avocat au barreau de Paris, d'en rendre compte.

L'Histoire n'est-elle que la réponse à la question qu'on a choisie de se poser à soi-même ou à d'autres ? C'est ce que le lecteur peut se demander à l'issue de la lecture du livre de Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann, au terme des 661 pages d'interviews de juges que les deux journalistes du Monde ont mis bout à bout.

Pourquoi ces dix-neuf et pas d'autres ? Parce qu'en bons journalistes les deux auteurs pensent sans doute que ces dix-neuf juges ont fait parler d'eux et que le public aime les entendre parler de la justice. C'est un pari pris qui en vaut un autre, tout autant, ou tout aussi peu qu'il y aurait de chances d'écouter des magistrats inconnus choisis par la SORFES, dire des choses intéressantes. Regrettons qu'ils n'aient entendu que deux femmes pour dix-sept hommes et que le choix de leurs collègues masculins comme le leur fut déterminé par des critères de notoriété bien parisiens. Cette moussade de l'actualité tient trop lieu de structure aux interviews et les deux auteurs paraissent trop épris d'une vision manichéenne de l'institution. Ainsi, tel juge qui a inculpé un ministre est-il présenté comme « au nombre de ces magistrats qui, jour après jour, font relever le titre à la justice de ce pays » ; tel autre « porte haut l'effigie d'une indépendance affirmée de manière bourgeoise » ; enfin, le premier président de la Cour de cassation se voit presque reprocher — et pardonner — d'avoir fait un bref passage dans un cabinet ministériel d'un garde des sceaux de droite... On se demande bien pourquoi.

Mais cela ne gêne pas l'intérêt, ou l'amusement, que procure la lecture par la découverte de multiples petites informations qui, tels des morceaux de puzzle, finissent par faire un portrait. Pêle-mêle, on découvre avec frayeur qu'Edith Bozette, au moment de prendre le cabinet d'instruction des plus grandes affaires pénales financières de ce pays, ne savait pas lire un bilan. On recueille avec émotion l'aveu murmuré du juge Grellier, selon lequel la beauté de la loi l'a conduit à inculper Michel Droit : « Tout a été anormal ; j'ai donc été probablement moi-même anormal ». On tremble avec les autres juristes en attendant le juge Guichard ramener « les Sengier, les Jean-Pierre, les Pascal, de l'image terrifiante qu'ils ont donnée de la profession, car les portes s'ouvrent ». Belle apologie de la régulation sociale par la terreur !

On préfère l'entendre expliquer la méthode qui consiste à s'adresser aux médias pour obtenir des moyens matériels de traiter un accident d'avion après la catastrophe du mont Sainte-Odile. On plaint le juge Jean-Pierre qui semble perdu entre le psychanalyste et les médias et sacrifie désormais à cette idéologie classique de la

magistrature selon laquelle, puisque la justice est brutale et injuste avec les petits, il est juste qu'elle soit aussi brutale et injuste avec les grands.

On respire, on se soulage à entendre Laurent Davennes, procureur à Evry, expliquer (sans que ce soit son expression personnelle) que la procédure peut tuer comme le feu tue à la guerre et qu'il faut y prendre garde.

D'autres, enfin, comprennent en lisant les propos du juge Marsaud que la fréquentation des politiques forme plutôt le bon sens que le contraire, bien que ses déclarations assez cyniques sur l'affaire Abclah fassent froid dans le dos : « Les gens ont été rassurés : on leur désignait un adversaire ». Chaque interview comporte ainsi son petit cadeau au lecteur, sur le registre amusant, voire insidieux, tel Paul André Sédou, grande figure de la droite judiciaire, donnant des conseils au gouvernement pour régler l'affaire Urbs, ou dans le tonalité grave comme Pierre Truche, procureur général de Paris, reconnaissant l'affaire Berle.

Paillettes et tristesse

Il reste que le visage de la magistrature constitué par ses multiples paillettes est d'une grande tristesse. Au cours de ces dix-neuf interviews n'apparaît pas une seule idée susceptible de transformer le monde judiciaire dont tous, pourtant, se plaignent. La conceptualisation est très faible et la langue de bois forte.

Dans la magistrature, n'ouvrirait-on des portes que pour les reformer aussitôt ? Parfois au prix d'une contorsion acrobatique. Ainsi de la secrétaire générale du Syndicat de la magistrature, Béatrice Paré, dans ce saisissant dialogue : « Ce qui m'attriste aujourd'hui, c'est le jeune qui arrive à l'Ecole avec une classe moyenne, avec une licence en droit. Moi, quel ? »

— Vous vous effrayez ?
— Non.

Où se trouve la réflexion sur le recrutement, la formation, le choix des missions des juges, les réformes des procédures et des outils de travail intellectuel de la magistrature ? Nulle part. On en reste toujours, en matière de réforme, à la tarte à la crème de l'indépendance — malgré la réaction sceptique de Pierre Truche — et du manque de moyens. Mais rien sur la base de ce qui constitue dans une démocratie la force d'un pouvoir judiciaire.

L'impression retenue de ce livre est celle d'un corps de la magistrature ressemblant à celui de ces grands dadaïstes d'adolescents, dégringolés, parfois ravis et accablés pour un rien, ou parfois agressifs, malheureux, mécontents sans le faire toujours exprès, mécontents de tout, en voulant à l'état comme à leur parent et au monde entier. Chez le juge, le diagnostic est presque toujours le même : manque d'amour. Ce livre permettrait-il aux juges d'être ainsi davantage ?

► Les juges parlent, de Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann, Fayard éd., 574 p., 150 F.

Le Monde ScPo

5^e SÉMINAIRE SCIENCES PO-LE MONDE

Faut-il enterrer l'autorité ?

« Pas de pouvoir sans autorité », dit l'adage. Qu'en est-il dans notre société ?

mercredi 25 novembre 1992

matin

9h00 Introduction par Michel Crozier

Séances présidées par René Rémond
SOCIÉTÉ : CONTRAINTES ET CONVIVIALITÉS...
avec : François Dubet, Gérard Demuth, Marguerite Genzittel, Paul Bernard.

11h15 POLITIQUE : POUVOIRS ET CONTESTATIONS !
avec : Yves Meny, Henri Emmanuelli, Gilles de Robien, Marie-Christine Blandin, Alain Juppé.

après-midi

Séance présidée par Jacques Lesourne
ENTREPRISES : EXÉCUTANTS OU ACTEURS ?
avec : Jean-Louis Belfa, Jean Bergougnoux, Arnaud de Boysson, Daniel Labbé, Rose-Marie van Lerberghe, Michel Meyer, Renaud Sainsaulieu.

17h30 CONCLUSION PAR ALAIN LANCLOT

Ce séminaire s'adresse aux membres des Directions Générales des Entreprises, Administrations et Collectivités locales.

Hôtel NIKKO, 75015 Paris.
Frais de participation : 2 100 Francs.
Renseignements et inscriptions :
Institut d'Etudes Politiques de Paris - Service Formation Continue
215, bd Saint-Germain - 75007 Paris.
Tél : 45 49 50 97 - 45 49 51 94 / Fax : 42 22 60 79

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
Institut du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-28-33
Communication paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-0377

PRINTED IN FRANCE

Imprimé par
« Le Monde »
112, c. M.-Grosbois
94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 208.905 F

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Crozier
Membres du comité de direction :
Jacques Guille, Philippe Dupuis, Isabelle Tardif.
15-17, rue de Colonne-Pierre-Alexandre
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : 46-62-72-72 - Société filiale de la SARL Le Monde et de M. Jean-Louis Belfa

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Compotes 30-15 - Tapes LEMONDE ou 30-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS PAR MINUTE
36-15 - Tapes LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 201.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-32-90

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse défectueux en provenance : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom :
Prénom :
Adresse :

Code postal :
Localité :

Pays :

J'atteste avoir l'obligation d'inscrire tous les renseignements sur les cartes d'abonnement.
PP-Paris RP 221 MO 02

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

La conférence de Genève privilégie les « petits pas »

Convoqués mercredi 30 septembre à Genève par les deux coprésidents de la conférence de paix sur la Yougoslavie, le président croate, M. Franjo Tudjman, et son homologue yougoslave, M. Dobrica Cosic, auraient conclu un accord en huit points, dans lequel ils s'engagent à faire des efforts en vue d'une solution juste, pacifique au conflit bosniaque.

Au terme d'une journée de discussions, les deux coprésidents de la conférence, MM. Cyrus Vance (ONU) et David Owen (CEE), ont réussi à arracher à MM. Cosic et Tudjman une déclaration commune, dans laquelle ils condamnent la « purification ethnique » et s'engagent à accélérer le processus de normalisation entre leurs deux pays. Un processus en

trois volets : humanitaire (le retour des réfugiés), économique (le rétablissement des voies de communication, en particulier entre Belgrade et Zagreb), et militaire (la délimitation de la frontière de l'État). Ce dernier point, qui doit encore être approuvé par les Nations unies à New-York, est dans l'esprit de la conférence de Genève, la première étape d'une cessation des hostilités dans tout le pays. La présidence croate de Pravlata est une véritable plateforme militaire, grâce à laquelle l'armée fédérale yougoslave tient sous la menace de ses canons Boka-Kotorica et Dubrovnik. Selon l'accord, sa délimitation devra être effective le 20 octobre. MM. Tudjman et Cosic se sont engagés à se retrouver à cette date

en présence de MM. Vance et Owen. D'autre part, selon M. Owen, les protagonistes du conflit bosniaque ont accepté le principe de discussions sur la délimitation de Sarajevo. Des négociations, visant à obtenir une « cessation des hostilités », devraient commencer immédiatement sous la médiation de la Force de protection de l'ONU en Yougoslavie (FORPRONU). Selon des diplomates, lord Owen et M. Vance vont tenter de multiplier les accords locaux de « cessation des hostilités », terme qu'ils préfèrent à celui de « cesse-le-feu ».

Les mêmes sources estiment cependant que l'on est encore loin d'une solution. Pour preuve, l'armistice, paru jeudi, dans le quotidien le Suisse, dans

lequel le dirigeant serbe Radovan Karadzic déclare : « Ce qui est clair, c'est que nous ne rendons jamais la partie serbe de Sarajevo, où nous avons notre propre maire, notre parlement municipal. Et ce sera pour toujours. »

Interrogé sur une éventuelle interdiction des vols militaires sur tout le territoire de la Bosnie-Herzégovine, afin de favoriser une reprise du pont aérien humanitaire, M. Karadzic a répondu : « Jamais, et nous allons quitter immédiatement cette conférence s'ils exigent cela de nous ! Les Musulmans possèdent plus de soldats, et une infanterie plus importante que la nôtre. Ce qui fait l'équilibre des forces, c'est notre supériorité aérienne, et une artillerie lourde. »

Le CICR a obtenu certaines garanties relatives à sa mission en Bosnie-Herzégovine

GENÈVE

de notre correspondant

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), dont l'action en Bosnie se heurte à de multiples obstacles, a réuni, mercredi 30 septembre, à son siège à Genève, les représentants plénipotentiaires de la Bosnie-Herzégovine, de la Serbie et de la Croatie. Des observateurs délégués par Belgrade et des membres du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) assistaient à cette rencontre au cours de laquelle ont été pris des engagements portant entre autres sur le traitement des blessés et des malades, la protection des hôpitaux, l'assistance aux populations civiles, le sort des prisonniers de guerre et le respect de l'emblème de la Croix-Rouge.

Des engagements similaires avaient déjà été signés, le 22 mai, par les mêmes personnalités, et renouvelés ensuite au moins à six reprises - sans effet. Tout se passe sur le terrain comme si les militaires n'avaient jamais reçu d'ordre précis de la part des responsables politiques. « On ne peut pas se sentir humilié, on ne peut pas se sentir humilié », a déclaré un responsable politique, « on ne peut pas se sentir humilié, on ne peut pas se sentir humilié ».

Pour la Croix-Rouge internationale, il ne fait pas de doute que toutes les parties sont responsables de l'échec et qu'on ne peut rejeter ce dernier sur « des éléments incontrôlables » car, comme nous l'a déclaré M. Thierry Gernon, délégué général du CICR pour l'Europe, c'est au pouvoir en place qu'il appartient de les contrôler. On se félicite à Genève que les représentants des diverses factions en guerre acceptent à chaque invitation du CICR de s'associer à la même table, mais on ne se fait pas d'illusions exagérées quant aux résultats de cette dernière rencontre. Il est vital, dans l'intérêt des victimes, que les cent cinquante membres de la Croix-Rouge sur le terrain puissent travailler dans des conditions de sécurité.

On n'oublie pas, ici, qu'au cours d'une opération de secours, Frédéric Maurice, chef de la délégation du CICR à Sarajevo, avait été tué - et deux des délégués qui l'accompagnaient, blessés par balles, après avoir été délibérément pris pour cible, au mépris de l'emblème

de la Croix-Rouge, visible de loin. Certains délégués du CICR qui ont l'expérience de missions au Biafra, au Bangladesh et en Somalie nous ont dit n'avoir jamais connu un « enfer » comme celui de l'ex-Yougoslavie. Ils souhaitent donc, naturellement, que les engagements conclus à Genève soient enfin pris en compte par les combattants, car le CICR ne peut être actif que si un minimum d'accords sur son mandat a été accepté par tous.

Évoquant les témoignages selon lesquels trois mille Bosniaques musulmans auraient été exécutés dans des camps de concentration serbes (le Monde du 30 septembre), M. Gernon s'est contenté de nous répondre : « On ne peut rien exclure lorsque le pire est réalisable. » Pour un savoir davantage, le CICR devrait, en vertu des conventions de Genève, être informé sur l'emplacement des camps et recevoir des listes de détenus et la notification de chaque arrestation. Or, les belligérants ne le font pas. Qui plus est, dans les camps, il ne devrait y avoir que des combattants prisonniers de guerre. Mais lorsque les délégués parviennent à visiter les lieux de détention, ils n'y trouvent souvent que des civils. On peut donc se demander ce que sont devenus les militaires capturés et si l'on ne se serait pas « débarrassé » d'eux. Mais, ajoute notre interlocuteur du CICR, « nous avons réussi à conclure un accord pour la libération de 1 600 détenus de l'Imposolje et leur transfert vers des lieux (supposés) plus sûrs. Nous espérons, dans peu de jours, pouvoir procéder à une opération semblable dont bénéficieraient, cette fois, 3 700 détenus de Manjupala ».

ISABELLE VICHNIAC

1. Référendum sur des élections anticipées en Serbie. - Les Serbes se prononceront, le 11 octobre, par référendum sur l'éventuelle tenue d'élections générales en Serbie d'ici à la fin de l'année. A décidé, mercredi 30 septembre, le Parlement de Belgrade, dominé aux deux tiers par le Parti socialiste (ex-communiste). Ces nouvelles élections, qui pourraient menacer le pouvoir du président Slobodan Milosevic (socialiste, ex-communiste), auront lieu à la fin de la moitié des élections se prononcant en ce sens à l'issue du référendum. - (AFP)

EN BREF

■ ESPAGNE : un homme assassiné au Pays basque. - Un homme âgé de trente et quelques ans a été tué d'une balle dans la tête à Renteria, au Pays basque espagnol. Les autorités soupçonnent le mouvement séparatiste basque ETA. - (Région)

■ GEORGIE : possible de combats meurtriers. - Les troupes de la garde nationale géorgienne ont été placées mercredi 30 septembre en état d'alerte maximum à la suite de la dégradation de la situation en Abkhazie, dans l'ouest de la Géorgie, où une vingtaine de combattants ont été tués mardi. - (AFP)

■ GRANDE-BRETAGNE : le journaliste arrêté pour « perjure » a été libéré sous caution. - Un journaliste de la chaîne de télévision britannique privée Channel Four, Ben Hamilton, interpellé, mardi 29 septembre pour « perjure », après avoir réalisé un documentaire sur les liens entre forces de l'ordre et terroristes loyalistes en Irlande du Nord (le Monde du 1^{er} octobre), a été libéré sous caution mercredi, à-t-on appris de source judiciaire. - (AFP)

■ IRLANDE : un référendum sera organisé sur le divorce. - Le gouvernement irlandais a annoncé, mardi 29 septembre, qu'il allait organiser, mais « pas avant l'été prochain », un référendum sur le

divorce, actuellement interdit. Selon le ministre de la Justice, M. Patrick Flynn, il est « temps de réexaminer » cette interdiction, qui avait été confirmée il y a six ans lors d'une consultation similaire. Un autre référendum, sur l'avortement, devrait être organisé dans le courant du mois de novembre. - (AFP)

■ IRLANDE DU NORD : un homme assassiné dans le quartier protestant de Belfast. - Un homme d'une vingtaine d'années est décédé, mercredi 30 septembre à Belfast, en Irlande du Nord, après avoir été tué d'une balle à la tête, dans une maison du quartier protestant de la ville. - (AFP)

■ TADJIKISTAN : appel à l'aide du président par intérim. - Le président par intérim du Tadjikistan, Haidar Chak Eskandarov, a demandé, mercredi 30 septembre, aux dirigeants de la CEE de « prendre toutes les mesures nécessaires pour aider » sa République, en proie à la guerre civile. Il a également demandé l'aide de l'ONU dans une lettre au secrétaire général M. Boutros-Ghali. Selon le gouvernement tadjik, des troupes russes ont pris mercredi le contrôle de l'aéroport de Douchanbé, la capitale. - (AFP, Reuters)

Les « casques bleus » empêchent le retour de réfugiés croates en Slavonie

Les autorités croates et la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) ont dissuadé, mercredi 30 septembre, quelques cinq mille réfugiés croates de regagner leurs villages de Slavonie orientale et de Baranja, occupés, depuis la fin de la guerre en Croatie, par les autonomistes serbes et placés aujourd'hui sous contrôle des « casques bleus ». La marche, qui risquait de dégénérer en affrontements, a été stoppée à la suite de négociations entre l'homme fort de la Slavonie, le Croate Branimir Glavas, et le colonel russe de la FORPRONU Vladimir Logunov.

SARVAS (Slavonie orientale)

de notre envoyée spéciale

A la sortie du village de Sarvas, au point de contrôle le plus proche d'Osijek, environ 500 Russes et 600 Croates, qui composent les deux bataillons de « casques bleus » qui contrôlent le secteur Sarvas (l'un des quatre secteurs de Croatie placés sous la protection des Nations unies), étaient, mercredi, en état d'alerte. « Nous avons pris des mesures spéciales pour empêcher par tous les moyens, sauf par le feu, le passage des réfugiés croates », explique un officier. Nous bloquons les routes car s'ils forcent le passage, les Serbes ont assuré qu'ils ouvriraient le feu. Les responsables de la FORPRONU avaient fait savoir aux autorités croates que les conditions n'étaient pas encore réunies pour pouvoir offrir des garanties de sécurité aux réfugiés croates.

Craignant d'éventuels incidents graves, ils avaient appelé mardi les autorités de Zagreb à annuler le retour en masse - jugé « dangereux et illégal » - de leurs réfugiés. Le vice-premier ministre croate, M. Mate Granic, avait, dans la soirée de mardi, lancé un appel dans ce sens, mais l'homme fort d'Osijek, M. Branimir Glavas, organisateur de l'opération, avait maintenu cette « marche de paix », arguant de la pression des réfugiés désireux de retrouver leurs foyers abandonnés il y a un an dans les tourmentes de la guerre.

De son côté, M. Milan Milanovic, le vice-ministre de la défense de la République serbe de Krajina, a annoncé mardi sur tous les territoires occupés et placés sous le contrôle de la FORPRONU, ne semblait pas, mercredi, ému de la situation. Convaincu de son bon droit et de la détermination de la FORPRONU à empêcher le passage de la « marche », il avait dit : « aucun réfugié croate ne pénétrerait en territoire serbe ». « Ces territoires, affirmait-il, nous appartenent historiquement mais aussi

parce que nous y sommes majoritaires : ils ne reviendront jamais à la Croatie. »

Il y a les réfugiés croates et, également, les réfugiés serbes, comme Dragana et Jelena, originaires de Podravica-Slavina (Slavonie occidentale), qui vivent depuis janvier à Sarvas. Pour eux, la situation est très simple. « Nous ne pouvons pas rentrer chez nous, alors pourquoi viendrions-ils, eux, ici ? ». Certes, le Parlement croate a voté la semaine dernière une loi annulant tous ceux qui se sont soulevés contre la Croatie, à l'exception des criminels de guerre, mais Dragana reste sceptique : « Qui me garantit que je ne serai pas puni pour avoir pris les armes contre

ces égorgeurs ? (les Croates). Et d'ajouter, catégoriquement : « Sachez que la cohabitation n'est plus possible ! »

De son côté, un responsable des affaires civiles de la FORPRONU à Erdut fait état de la campagne de nettoyage ethnique menée par les autorités serbes de Krajina. Qualifiant la situation de « dramatique », il affirme que les autorités locales s'emploient à faire partir tous les non-Serbes de cette région de l'est de la Croatie pour y créer « des territoires ethniquement purs ». Les non-Serbes restés en Slavonie orientale et en Baranja seraient terrorisés chaque nuit et poussés à quitter leurs villages en abandonnant tous leurs biens

après avoir signé une déclaration dans laquelle ils reconnaissent partir de leur plein gré. D'autres sont licenciés et ensuite expulsés du logement. D'autres encore sont dépossédés de leurs biens en vertu d'une loi stipulant que toute maison inhabitée pendant deux semaines revient à l'État.

Hormis le climat de terreur et plusieurs assassinats commis récemment contre des non-Serbes, des églises catholiques continuent à être incendiées. La semaine dernière, l'église de Drax (Baranja) disparaissait dans les flammes tout comme celle de Svinjarevi (Baranja) le 18 septembre.

FLORENCE HARTMANN



Julius et Isaac

Un grand roman.

Patrick Besson

Julius et Isaac

roman

Albin Michel

« Avec ce récit parfaitement maîtrisé, Besson a probablement écrit son meilleur livre. C'est paradoxal, faussement détaché et d'une subtilité qui pourrait faire croire aux bienfaits du marxisme. »

Bertrand de Saint-Vincent/Le Quotidien de Paris

« Julius et Isaac est un beau roman. »

François Nourissier/Le Figaro Magazine

« Une fresque ambitieuse et même, sous des dehors nonchalants et ironiques, plus grave qu'il n'y paraît. »

Bruno de Cessole/Le Figaro Littéraire

« D'un morceau de bravoure à l'autre, ce livre vide les entrailles d'un siècle ballonné entre le fric et la grande illusion. Un roman débordant de vie, ivre d'intelligence, qui vibre comme lame en plein cœur de la cible. »

Jean David/VSD

« Une fantasmagorie romanesque que l'on vous défie de laisser tomber avant la vingtième ligne de la deux cent quarante et unième page. Julius et Isaac relève de l'excellent Besson. Il s'agit peut-être même de son meilleur livre. »

Jean-François Josselin/Le Nouvel Observateur

ALBIN MICHEL

Magistrature adolescente

Par Dominique Soulez Larivière

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

« Les magistrats de demain sont-ils déjà nés ? »

EUROPE

RUSSIE : dans un climat de scepticisme

Le programme de privatisation a été lancé

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Que vont-ils donc bien en faire ? Alors que, jeudi 1^{er} octobre, débute une opération de privatisation d'une ampleur historique, l'incertitude reste totale quant à l'attitude que vont adopter les premiers intéressés, à savoir les 130 millions de citoyens russes.

Ce fameux jeudi, ceux-ci devaient commencer à recevoir un bon de privatisation d'une valeur nominale de 10 000 roubles (environ 40 dollars). Ces bons, ils pourront soit directement les revendre tout de suite, sur le marché, au prix que celui-ci déterminera, contre des espèces sonnantes et trébuchantes, soit attendre le 1^{er} janvier prochain et acheter des actions des quelque 8 000 entreprises qui vont être privatisées en 1993, et qui représentent, au prix d'avant la libéralisation de l'économie, quelque 1 500 milliards de roubles.

Transformés du jour au lendemain en petits capitalistes en puissance, les Russes semblent, dans leur grande majorité, manifester pour le moment un profond scepticisme quant au bénéfice qu'ils vont retirer personnellement de cette opération. D'abord, parce que, du fait de la hausse des prix et de la terrible dévaluation de la monnaie russe, 10 000 roubles ne représentent plus grand-chose. « Ce que je vais faire de mon bon de privatisation ? Je vous le donne, si vous voulez », répond Irina, femme de ménage. « Moi, je vais l'échanger contre le maximum de bouteilles de vodka », ironise un plombier. Sachant leur avoir, « Maintenant, je vais bien me renseigner sur les entreprises et, le moment venu, j'achèterai des actions. L'idéal serait de tomber sur une firme qui sera ensuite rachetée par un groupe étranger », explique Piotr, étudiant, qui a convaincu tous les membres de sa famille de lui confier leurs bons.

Pratiquement, la distribution des bons va se dérouler durant plusieurs mois. Un délai justifié par l'ampleur de la tâche puisque absolument tous les Russes devraient recevoir leurs précieux papiers. Même les prisonniers. Mais ces derniers devront envoyer une procuration à leurs familles ou au directeur de l'administration pénitentiaire. Quant aux *bonji* (sans domicile fixe), ils devront toutefois retrouver les traces d'un ancien document d'identité.

Que vaudront ces bons dans quelques jours, quelques semaines ou quelques mois, avant que l'on puisse les échanger contre des actions ? Certains affirment que des spéculateurs les achèteront, à terme, à plus de 11 000 roubles. D'autres, au contraire, jurant que les bons ne se vendent déjà plus qu'à moitié prix. La manière dont le « marché » va réagir est certes intéressante, car elle pourra donner une indication de la confiance réelle des Russes dans le processus en cours de libéralisation de l'économie. D'où la bataille politique que qui s'est engagée, entre les réformateurs, menés par le premier ministre M. Egor Gaidar, et les conservateurs. La *Pravda* de jeudi ne faisait-elle pas état d'un complot machiavélique fomenté par le gouvernement qui, « d'une main, organise scientifiquement la disette et de l'autre distribue les actions » pour faire en sorte que celles-ci soient ensuite revendues pour trois fois rien ? Les responsables des grandes industries d'Etat, de plus en plus influents, critiquent aussi ce plan de privatisation.

Cela étant, sur un plan purement économique, de nombreux experts estiment que la situation réelle des entreprises ne va pas changer du tout au tout, une fois accompli ce proces-



sus de privatisation. Pour la bonne raison, estiment-ils, que dans de très nombreux cas, notamment en province, ce seront les dirigeants actuels de ces entreprises qui rachèteront, eux-mêmes ou par l'intermédiaire de sociétés-écrans, les bons de privatisation et demeureront donc aux commandes. Reste à savoir - et c'est sans doute là l'essentiel - si cette « légitimité » capitaliste qu'ils auront ainsi acquise les incitera à une gestion plus rigoureuse d'entreprises qu'ils ont, en grande partie, contribué à séduire.

JOSÉ-ALAIN FRALON

ROUMANIE : après son succès aux élections

M. Ilescu préconise la formation d'un « gouvernement d'union nationale »

Le président Ion Ilescu, dont le Front démocratique de salut national est arrivé en première position aux élections législatives du 27 septembre, mais sans disposer de la majorité, s'est prononcé, mercredi 30 septembre, pour la formation d'un gouvernement d'union nationale avec l'opposition.

Par ailleurs, la commission électorale centrale a annoncé que quelque 13 % des bulletins de vote pour les élections législatives avaient été déclarés nuls. La Fédération internationale des droits de l'homme regrette pour sa part que les procès-verbaux des sections de vote n'aient pas été mis immédiatement à la disposition des observateurs équipés de micro-ordinateurs.

BUCAREST

de notre correspondant

Pour le président Ion Ilescu, pressenti d'être élu au second tour de l'élection présidentielle le 11 octobre, le Front démocratique de salut national, devenu le premier parti du Parlement, la victoire remportée dimanche 27 septembre est embarrassante. Ne disposant pas de

la majorité au Parlement, il doit négocier avec de nouvelles élections et des alliances relativement sûres, mais certainement dangereuses.

Le Parti de la Grande Roumanie (nationaliste) et le Parti socialiste du travail (communiste) entrent au Parlement, selon les derniers résultats, qui portent sur 92 % des suffrages. Avec ces formations ainsi que le Parti (nationaliste) de l'unité nationale des Roumains et les Agrariens, le FDSN de M. Ilescu (28 % des suffrages) disposerait d'une majorité, déjà qualifiée de « nationale-communiste » dans la presse.

En revanche, les partis qui avaient pu permettre à l'opposition de former, difficilement, une majorité (Parti libéral de M. Radu Campeanu, Mouvement écologiste) ne seraient pas représentés, n'ayant pas atteint le score minimal de 3 %, selon ces résultats. Pour éviter la crise parlementaire ou le piège politique d'une alliance qui isolerait le FDSN, il a donc chargé le ministre des affaires étrangères, M. Adrian Nastase, un proche de M. Ilescu, nommé mardi 29 septembre vice-président de cette formation, de mener des négociations pour un gouvernement « d'union nationale ». « Les partis représentés au Parlement doivent augmenter leurs rassemblements et se mettre d'accord sur une plateforme minimale de gouvernement », a déclaré à son tour mercredi, au cours d'une conférence de presse, le prési-

dent Ilescu. Jouissant d'une bonne image dans le pays, M. Nastase, élu sénateur FDSN, a déclaré qu'il s'agit « tenter de trouver une formule de gouvernement qui n'handicape pas la Roumanie, ni sur le plan international ni sur le plan intérieur », notamment avec le Front de salut national de M. Petre Roman et la Convention démocratique, en opposition à M. Ilescu.

Pour l'instant, le FSN et la Convention semblent conserver une attitude hostile. M. Roman tente d'attirer les nationalistes du PUNR, traversés par des courants de « gauches » et de « droites », dans une coalition anti-Ilescu. Mais la perspective de fauteuils ministériels plutôt que d'un retour rapide devant les électeurs pourrait modifier certaines attitudes « de principes ». D'autant plus que l'électorat du FSN a beaucoup voté pour M. Ilescu dès le premier tour de la présidentielle. Au sein de la coalition de la Convention démocratique, l'unité difficilement acquise et toujours remise en question pourrait voler en éclats.

Quant au FDSN, s'il ne parvient pas à rassembler une majorité respectable « d'union nationale », il pourra toujours se prévaloir devant les électeurs d'avoir été magnanime « dans l'intérêt du pays » et rejeter la responsabilité du blocage sur l'opposition.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Combats meurtriers en Turquie

Suite de la première page

Il avaient attaqué un poste de gendarmerie proche de la frontière irakienne à l'aube, mardi matin (Le Monde du 1^{er} octobre). Mais le premier ministre a admis que le bilan dressé de son côté par l'armée turque, 868 soldats, cinq civils et trois miliciens progouvernementaux figurent également parmi les victimes de ces affrontements, les plus violents qu'aient connus la Turquie depuis le début de la rébellion armée du PKK.

Dans un communiqué publié en Europe, le Comité du Kurdistan confirme que l'attaque du PKK, lancée par mille deux cent cinquante

combattants, était « la plus importante à ce jour ». Le communiqué affirme en revanche, que les séparatistes n'auraient perdu que de quinze à dix-sept militants mais auraient infligé de lourdes pertes aux forces de sécurité.

Les corps de plus de cinquante combattants du PKK tombés durant les affrontements forment un alignement macabre devant le poste de gendarmerie isolé sur un plateau montagneux. Selon l'officier qui commentait le reportage télévisé, soixante-dix corps environ auraient été retrouvés dans les montagnes alentour.

Les violences dans le Sud-Est, qui ont causé la mort d'environ mille sept cents personnes cette année, ne

cessent de s'intensifier. Les meurtres de nationalistes kurdes, de journalistes notamment, se poursuivent sans que les coupables soient arrêtés. « Ces gens ne sont pas des journalistes, ce sont des militants, ils se tuent entre eux », avait affirmé le premier ministre après le meurtre du journaliste kurde cette année. Sa théorie avait cependant été invalidée par l'assassinat, le 20 septembre, de Musa Anter, écrivain et éditeur kurde de soixante-quatre ans, connu et respecté même par les farouches opposants du nationalisme kurde.

De son côté, le PKK a élargi à la fois son champ d'action - en assassinant récemment des ingénieurs pétroliers et des représentants locaux du Parti de la mère patrie (ANAP), parti d'opposition de M. Mesut Yilmaz - et du Parti populiste social-démocrate (SHP, partenaire minoritaire de la coalition) - et l'envergure de ses opérations, puisque, au cours des derniers mois, des groupes de

plusieurs centaines de combattants ont effectué plusieurs raids sur des postes frontalières isolés.

L'ambiance n'est pas au compromis. En déclinant une décoration au commandant responsable du détachement militaire de la ville de Sinak, où des incidents violents avaient causé des dommages importants à la ville ainsi que la fuite de vingt-cinq mille habitants en août, le chef d'état-major des forces armées, le général Dogan Ozgen, a publiquement choisi d'ignorer les « blessures » de ceux qui avaient été « une riposte excessive des forces armées ».

« Le gouvernement parle toujours d'investir dans le Sud-Est. Les seuls investissements dont j'ai entendu parler récemment sont des investissements en armes et en hélicoptères », observe un commentateur politique.

NICOLE POPE

ALLEMAGNE

Bonn fête les dix ans de pouvoir de M. Kohl

Bonn célèbre le 1^{er} octobre l'arrivée au pouvoir. Il y a dix ans, du chancelier Helmut Kohl à la tête d'une coalition entre les Partis démocrate-chrétien, social-chrétien de Bavière et libéral (lire le supplément « Espace européen » dans Le Monde du 28 septembre).

Le vice-chancelier, M. Jürgen Möllemann, ministre de l'économie, membre du Parti libéral, a rendu hommage à l'action de M. Helmut Kohl, âgé aujourd'hui de soixante-deux ans, au cours d'une séance spéciale du conseil des ministres allemand. Une réception a été ensuite offerte par le Parti démocrate-chrétien dans un grand hôtel bonnois pour permettre aux principaux dirigeants de la coalition de dresser le bilan de ces

dix années et tenter de présenter à une opinion inquiète des perspectives d'avenir.

Pour sa part, M. Mitterrand a déclaré sur la chaîne allemande ZDF, au cours d'une émission spéciale consacrée à cet anniversaire, qu'il avait rencontré cent quinze fois le chancelier allemand et qu'il avait « découvert un homme (...) très solide, très réfléchi, habité par un idéal. Il se situe dans la lignée d'Adenauer, et je pense que c'est l'homme qui aura fait le plus avec Adenauer pour l'unité allemande ». Il a estimé, enfin, que des liens d'amitié les unissent aujourd'hui, bien que leurs options en matière de politique intérieure ne soient pas les mêmes.

Le président von Weizsäcker appelle à la vigilance face aux agressions racistes

Le président de la République allemande, M. Richard von Weizsäcker, en visite en France, s'est rendu, mercredi 30 septembre, dans une école juive de Villeurbanne, dans la banlieue lyonnaise, où il a rencontré plusieurs personnalités de la communauté juive. M. von Weizsäcker a notamment affirmé : « Nous n'avons ni l'inten-

tion, ni le droit de fermer les yeux. Nous devons rester vigilants dans le présent. Les agressions racistes et xénophobes commises aujourd'hui nous mettent en garde contre les camps de concentration qu'elles ont induits autrefois ».

Par ailleurs, des inconnus ont profané un mémorial juif, mardi à Nordhausen, dans l'ex-RDA, a annoncé mercredi la police, qui a indiqué que des symboles nazis ont été peints sur le monument. Le mémorial avait été dressé à l'emplacement d'une synagogue brûlée en 1938 lors de la Nuit de cristal. (AFP, Reuters).

« Virus séparatiste » en Belgique

Suite de la première page

PIB par habitant en 1988 : 525 000 francs belges (87 000 francs français) en Flandre ; 418 000 en Wallonie. Revenus de l'ensemble des ménages : 1678 milliards de francs belges en Flandre ; 868 milliards en Wallonie. Nombre de sociétés : 366 000 en Flandre ; 195 000 en Wallonie.

Devant le spectacle offert par cette Belgique à deux vitesses, avec propos acrimonieux de part et d'autre et accaparement de la scène politique par des querelles sans fin sur la manière de parvenir juridiquement à la cohabitation, M. Lionel Vandenberghe, président d'un mouvement qui réunit chaque été des milliers de Flamands devant un monument érigé à la mémoire de leurs aïeux tombés à la bataille de l'Yser en 1914, déclare sur le ton du constat poétique : « Amis wallons, nous avons vécu cent soixante ans ensemble sans parvenir à être heureux. Divorcions, allons chez la voisine comme l'ont fait les Tchèques et les Slovaques ».

Depuis l'été, le syndrome tchécoslovaque est si fort que le *Vif* - l'Express, principal hebdomadaire francophone (en association avec l'Express français), vient de faire sa page de couverture avec ce titre rugueux impensable : « Et si la Belgique décollait ? ». Parmi les dix scénarios de l'« éclatement », celui-ci tout bonnement : « La Wallonie se rattache à la France ». Avec la remarque que cette hypothèse « deviendrait beaucoup moins utopique si une Wallonie autonome se révélait incapable de rembourser sa part dans la dette (considérable) de l'Etat belge. La France l'y aiderait alors, acceptant cet effort en contrepartie de l'avantage qu'elle recueillerait de l'opération ».

Un Mouvement wallon pour le retour à la France est passé en

quelques mois de six cents à deux mille membres actifs. « L'aventure, pour les Wallons, ce serait l'indépendance (ou au cas où l'« éclatement » du processus de régionalisation conduirait à la partition), déclare son président, M. Maurice Labeau. Il est beaucoup plus logique de se tourner vers la France. Mais nous n'attendons pas que celle-ci se manifeste. L'initiative doit venir de nous ».

Des propos propres à donner des sueurs froides aux diplomates mais en lesquels seule une minorité se reconnaît actuellement. En revanche - pour s'en réjouir ou s'en inquiéter - beaucoup considèrent le projet gouvernemental de régionalisation poussée comme un fait important et lourd d'inconnues. En renonçant à la présidence du Parti socialiste francophone et à un portefeuille dans le gouvernement national pour prendre la direction des affaires wallonnes, il y a quelques mois, M. Guy Spillemaert avait déjà fait un choix révélateur, et il y aura sans doute moins de gens pour moquer « l'Elysette », le siège du pouvoir régional aménagé selon ses désirs à Namur.

Un à un, les remparts contre l'« éclatement » du pays cèdent. L'Université n'est plus un creuset commun. Le service militaire (fait dans des unités séparées sur le plan linguistique, mais, quand même, national) va être supprimé. Des doutes sont exprimés quant à la capacité du prince Philippe, successeur probable du roi Baudouin, à parler avec l'autorité de son oncle. Les patrons tiennent toujours un discours unitaire de façade au sein de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB), mais les membres flamands de celle-ci ont un langage différent au sein du Vlaams Economisch Verbond, leur association régionale. Comme s'ils essaient de prendre

en compte la nécessité de conserver un marché national par trop étiqué pour songer surtout à des exportations à l'échelle européenne.

Les syndicats unifiés rassemblés

En définitive, les mêmes rassemblements sont deux confédérations syndicales, infiniment plus puissantes qu'en France, car contrôlant les mutuelles de santé, la Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGTB), d'inspiration socialiste, et la Confédération syndicale chrétienne (CSC) qui, contrairement aux parités, ont gardé leur structure nationale. Leur principal souci actuel : le maintien du régime national de Sécurité sociale, que beaucoup de Flamands remettent en question, notamment parmi la clientèle d'un Parti libéral ravivé par l'impopularité des sociaux-chrétiens flamands (CVP), force incontournable des coalitions gouvernementales jusqu'à présent.

« Ceux qui, en Flandre, demandent la séparation du Nord et du Sud, veulent surtout mettre en œuvre leurs idées néolibérales, observe M. De Vits, secrétaire général (flamand) de la FGTB. Ils pensent qu'il sera plus facile de détruire le système de protection sociale belge, un des meilleurs d'Europe, sans les Wallons. Si le Parti libéral flamand (PVV) gagne les prochaines élections, la situation peut devenir très compliquée ».

Entre la Flandre de moins en moins sociale-chrétienne, de plus en plus libérale ou acquiesce à l'extrême droite, et la Wallonie encore en majorité socialiste, le clivage n'est pas seulement linguistique et culturel. Le Nord « performant » s'éloigne d'une « Wallonie profane », rabaissée par cent ans de socialisme, où les seuls médiateurs sont plus élevés par tête d'habitant, où l'usage général des retraites est une façon de lutter contre le chômage, où les fonctionnaires abondent.

Il y a là un danger pour les avan-

flamands perçoivent fort bien et qui retient leur appareil de bascule dans la surenchère nationaliste, quitte pour la FGTB à devoir exclure quelques-uns de ses militants de base, qui s'étaient présentés sur les listes du Vlaams Blok à Anvers, parti d'extrême droite issu d'une scission de la Volksunie, par conviction « flammingante ».

Le renforcement du pouvoir régional ira de pair avec la mise en veilleuse des institutions créées pour défendre conjointement les intérêts des Wallons et des Bruxellois francophones (85 % de la population de la capitale), essentiellement la Communauté française. Ces Bruxellois, et les cent mille francophones de la périphérie de Bruxelles envahie en terre flamande, sont quelque peu désarmés par la surenchère régionaliste des deux bords et se demandent quel sera leur destin à long terme. Certains « wallingants » purs et durs, notamment au PS, se doutent bien que la Flandre, plus puissante économiquement, pourrait revenir en force dans une ville qu'elle considère comme siennne, par droit du sol. Mais ils n'en ont cure, se sentant notamment peu de parenté avec une grande bourgeoisie, essentiellement libérale, parfois issue des grandes familles flamandes francophones de naguère.

A l'Université catholique de Louvain-la-Neuve, les professeurs confient qu'ils ont finalement plus d'échanges avec leurs rivaux francophones de l'Université libre (c'est-à-dire « libre examinateur ») (ULB) de Bruxelles qu'avec leurs collègues flamands de Louvain-la-Neuve, dont les élèves cessent d'apprendre le français au profit de l'anglais. Mais la perspective d'une coupure du royaume en deux les inquiète. « Nous autres Bruxellois, nous sommes les derniers Belges », dit le professeur Léon Cassiers, doyen de la faculté de médecine.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

DIPLOMATIE

Après sa rencontre avec M. Mitterrand

M. Major souligne le climat de « compréhension » entre Paris et Londres

Après un entretien d'une heure et demie au palais de l'Élysée, mercredi 30 septembre, le premier ministre britannique, M. John Major, a estimé que la France était « prête à tendre une main secourable aux Britanniques pour que les procédures de ratification (du traité de Maastricht) parviennent à leur terme dans les meilleurs délais » dans son pays.

M. Major a estimé que l'entente était complète avec l'État « sur la nature de certains changements » à apporter à la Communauté, notamment en ce qui concerne « un processus de décision plus ouvert » et une politique « mieux définie concernant le respect de l'identité nationale » des États partenaires. Le premier ministre a dit n'avoir détecté « aucune impatience » chez le président de la République, mais au contraire « beaucoup de compréhension ».

Signe de cette « compréhension », le Quai d'Orsay, par la voix de son porte-parole, M. Daniel Bernard, avait fait savoir, quelques heures

avant l'entrevue, que la France était toute disposée à accepter un certain retard dans le processus de ratification, afin de ne pas « compliquer » le dossier britannique. « Personne n'ignore que les Britanniques, pour la ratification, sont dans une situation qui n'est pas extrêmement confortable aux Communautés », a déclaré M. Bernard, qui a ajouté que la France était prête « à trouver tous les moyens pour qu'une ratification le plus rapide et la plus harmonieuse possible soit faite » en Grande-Bretagne.

Interrogé sur le contenu de l'expression « la plus rapide », il a estimé que cela voulait « dire que ça peut se passer dans les deux, trois mois ou dans quatre mois ». Si la ratification britannique n'intervenait que dans quatre mois, donc a priori après toutes les autres, l'entrée en vigueur du traité de Maastricht, prévue pour le 1^{er} janvier, s'en trouverait retardée de quelques semaines. On estimait à l'Élysée que ce ne serait « pas un drame ».

Dans leur communiqué commun publié à l'issue de la rencontre, MM. Mitterrand et Major ont appelé « de leurs vœux la ratification et l'entrée en vigueur du traité de Maastricht ». Ils sont aussi « tombés d'accord sur la nécessité d'une clarification des compétences respectives des États membres et de la Communauté » et se sont « réjouis » des progrès réalisés depuis juin « pour donner corps au principe de subsidiarité ». Le sommet extraordinaire du 16 octobre, à Birmingham, et celui, ordinaire, d'Edimbourg (en décembre) devraient apporter des éléments nouveaux permettant de clarifier un peu plus cette notion complexe de philosophie politique déjà inscrite dans le traité. Dans le même esprit, Paris et Londres se disent déterminés à associer plus étroitement les Parlements nationaux et le Parlement européen à la politique communautaire.

Après M. Pierre Joxe

M. Fillon (RPR) suggère à la France de « faire un pas en direction de l'OTAN »

A l'occasion du colloque international de Paris sur la sécurité, organisé par le ministère de la Défense, le député du RPR pour les questions de défense, M. François Fillon, s'est déclaré, mercredi 30 septembre, partisan du fait que « la France procède à un pas en direction de l'OTAN », pour, dans le cadre de la construction européenne, « rallier nos partenaires à nos vues ». Le député RPR de la Sarthe, évoquant les propos du ministre de la Défense, M. Pierre Joxe, qui, la veille (le Monde du 30 septembre), avait préconisé que la France se rapproche de l'OTAN à certaines conditions, a proposé que soit créé, au sein de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), un groupe de concertation multilatéral de façon que la France et le Royaume-Uni conservent leur statut de puissance nucléaire et la maîtrise d'emploi de leurs armes.

D'autre part, le ministre allemand de la Défense, M. Volker Rühe, a annoncé, en conformité avec des propos précédents de son collègue français, qu'un accord sur les modalités de la contribution de l'Eurocorps à la défense alliée de l'OTAN devrait être arrêté dès décembre. « Les commandements (conventions de commandement) doivent être sans équivoque : l'Eurocorps doit toujours être disponible dans son ensemble lorsque l'OTAN a besoin du corps pour la défense. L'accord nécessaire peut être préparé dès maintenant, mais devra bien entendu être introduit dans l'alliance via le Conseil de l'OTAN », a-t-il déclaré. M. Joxe, de son côté, « chaleureusement salué les idées formulées par M. Rühe ». Une participation accrue de la France à l'OTAN, a souligné son porte-parole, favoriserait un partenariat équilibré entre l'Amérique du Nord et l'Europe.

toujours l'OTAN comme la « clé de voûte » du système de sécurité en Europe. Il a mis en garde ceux qui joueraient avec le feu en spéculant sur un retrait américain du continent européen. Parlant de « partenariat stratégique », il a toutefois estimé que « l'identité européenne de sécurité » en cours d'élaboration « est un thème majeur de la mosaïque » composée par les différentes institutions participant à la sécurité européenne. De Bruxelles, le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Woerner, ancien ministre allemand de la Défense, a, de son côté, « chaleureusement salué les idées formulées par M. Joxe ». Une participation accrue de la France à l'OTAN, a souligné son porte-parole, favoriserait un partenariat équilibré entre l'Amérique du Nord et l'Europe.

La fin de la visite à Paris de M. Narasimha Rao

Des mesures sont prises pour encourager les investissements français en Inde

Le premier ministre indien, M. Narasimha Rao, a achevé, mercredi 30 septembre, une visite de trois jours en France, au cours de laquelle il a eu un nombre exceptionnel d'entretiens. Non seulement dans les domaines politique (avec M. Mitterrand, M. Bérégovoy et plusieurs ministres), mais aussi dans les domaines économique (avec M. Chirac, Giscard d'Estaing, Barre, et Rocard) et économique (plusieurs patrons de grandes entreprises), mais aussi intel-

lectuel (M. Rao a eu un échange avec des universitaires spécialistes de l'Inde), diplomatique (il a prononcé une conférence sur sa vision du nouvel ordre mondial devant des personnalités réunies par l'Institut français des relations internationales) et scientifique (M. Rao a visité l'École polytechnique, où il s'est intéressé aux récents développements en matière d'énergies alternatives).

Pour ce qui est de l'économie, le message de M. Rao était en substance : Notre récente ouverture au marché international commence à réussir, c'est le moment de parler sur l'Inde - on a besoin de vous, mais c'est aussi votre intérêt, car il y a des profits à faire chez nous ! Paris a répondu « oui » à cette « courtoisie politique ». Même le « petit outi » à Maastricht, le 20 septembre, semble avoir servi à convaincre New-Delhi que la France détient une clé du processus européen, et que c'est là, dès lors, qu'il faut se présenter en priorité pour intéresser une Communauté encore trop peu convaincue des nouvelles virtualités de l'Inde.

Bien loin du brahmane un peu compassé de l'imagerie, c'est un septuagénaire « rayonnant par l'air de Paris », décontracté et presque euphorique qu'on découvre ses interlocuteurs. Le climat des entretiens a reflété ces chaleureuses dispositions.

La « relève de conclusions » final fait état de la volonté des deux parties de « renforcer le dialogue » par une multiplication des visites de haut rang : MM. Hubert Curien (ministre de la recherche), Pierre Joxe (défense), Roland Dumas (affaires étrangères) et Dominique Strauss-Kahn (industrie) se rendront ainsi en Inde d'ici au début de 1993, et les secrétaires généraux des affaires étrangères se rencontreront désormais deux fois par an.

Pourquoi cette « concertation accrue » ? Il s'agit de « déboucher sur des initiatives communes » destinées à affirmer une vision assez voisine d'un « monde réellement multipolaire » (c'est-à-dire moins dominé par les seuls États-Unis), qui demeure, comme l'ont rappelé avec force MM. Bérégovoy et Rao, au cœur des aspirations des deux pays, même si son expression est plus malaisée depuis la disparition de l'URSS. La relance du dialogue Nord-Sud, un règlement « humain » de la dette du tiers-monde et une meilleure concertation des points de vue à l'ONU, au FMI et à la Banque mondiale sont cités parmi les chapitres prometteurs du dialogue.

Des assurances ont été données, notamment lors des entretiens de patrons français avec la délégation de New-Delhi, que ces dossiers seront désormais suivis au niveau gouvernemental. Il s'agit pour le pouvoir politique non d'intervenir directement - ce qui serait contraire à la nouvelle approche « libérale de l'Inde - mais de « suggérer et d'encourager des solutions », selon le mot de M. J. N. Dixit, directeur général des affaires étrangères.

En outre, le Protocole pour l'Inde de 1993 - un « panier » de prêts à long terme et bas taux d'intérêt, dont la négociation est en cours - sera d'un montant supérieur à celui du passé, mais son bénéfice sera lié à la passation de contrats. Par ailleurs, une convention fiscale évitant la double imposition aux sociétés travaillant dans le sous-continent, a été signée en présence des deux premiers ministres. « Au-delà, c'est aux entreprises de faire leur travail », déclarait un diplomate français. M. Bérégovoy les a en tout cas exhortés « à comprendre l'importance d'un développement de nos relations » avec l'Inde.

A défaut d'avoir à lui seul provoqué ce « nouvel élan » dans les relations bilatérales que M. Rao avait annoncé, le voyage du premier ministre a permis de prendre à bras-le-corps un contentieux entre des entreprises françaises (Mérieux, EGEELEC, Spie, Copag...) et leurs interfaces indiennes qui commencent à avoir des effets paralysants, bien au-delà des intérêts (le Monde du 1^{er} octobre).

Des assurances ont été données, notamment lors des entretiens de patrons français avec la délégation de New-Delhi, que ces dossiers seront désormais suivis au niveau gouvernemental. Il s'agit pour le pouvoir politique non d'intervenir directement - ce qui serait contraire à la nouvelle approche « libérale de l'Inde - mais de « suggérer et d'encourager des solutions », selon le mot de M. J. N. Dixit, directeur général des affaires étrangères.

Les hésitations des industriels

Les industriels français ont jusqu'à présent peu profité de la progressive ouverture du marché indien, où 200 millions de personnes (sur 880 millions d'habitants) sont pourtant estimées « solvables » : les investissements en provenance de l'hexagone ne représentent que 3,7 % du total de ceux d'origine étrangère - soit la huitième rang, bien loin derrière les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni, la Suisse, etc. Pour la période d'août 1991 à mars 1992, ils ont atteint 30 millions de francs, soit leur moyenne antérieure pour un an.

Les échanges commerciaux avec l'Inde sont, eux aussi, assez modestes - mais ils ont été excédentaires, de 775 millions de francs, en 1991, grâce aux exportations de biens d'équipement, de produits sidérurgiques, de pièces d'automobiles, de produits pétroliers, chimiques, et d'instruments d'optique. Cet excédent est cependant en baisse très nette par rapport à 1990, où il avait atteint 1,8 milliard de francs.

« Par rapport aux autres grands pays industrialisés, la

France est peu présente en Inde, déplore M. Moniek Singh Ahluwalia, directeur général du ministère de l'économie. Pourtant, dans des secteurs comme les télécoms, les logiciels, l'automobile, l'énergie ou l'aquaculture, la France dispose de technologies de pointe qui nous intéressent », a-t-il déclaré. M. Bhupendra Kumar Modi, président du groupe industriel Modi, avec lequel Alcatel a créé une joint-venture dans le secteur des télécommunications, renchérit : « Les Français devraient davantage profiter d'une conjonction exceptionnelle de facteurs : outre l'ouverture économique, le profond désir des Indiens d'améliorer leur niveau de vie ».

Les Industriels français seraient-ils frileux ? « L'Inde est un pays difficile », explique M. Michel Saillard, président du comité France-Inde du CNPF. Sa bureaucratie est très lourde et n'évolue que lentement, et son climat politique demeure assez instable. Tout cela effraie. Nos industriels préfèrent dès lors investir à Prague ou à Varsovie qu'à Bombay », a-t-il déclaré.

Enfin la France s'est vu soumettre, en l'extrême, une convention contre le terrorisme que Londres a approuvée il y a quelques jours, au grand dam d'organisations d'immigrés indiens. New-Delhi souhaite que Paris signe à son tour ce document, qui vise à faciliter l'extradition de séparatistes cachemirais, sikhs, tamouls et autres, suspects d'activités criminelles. La demande indienne fera l'objet d'un examen « dans un esprit ouvert », indique-t-on au Quai d'Orsay.

JEAN-PIERRE CLERC

Le Nigeria veut représenter l'Afrique au Conseil de sécurité de l'ONU. Le ministre des affaires étrangères du Nigeria, le général Ike Abacha, a déclaré, mercredi 30 septembre, à la tribune de l'ONU, que son pays présenterait « toutes les qualifications requises » pour devenir membre permanent du Conseil de sécurité et y représenter le continent africain. Le ministre nigérian a estimé que « cela devrait être une affaire de principe pour la communauté internationale que l'Afrique cesse d'être une région sans représentant parmi les membres permanents ». (AFP)

Le commandement suprême des forces alliées en Europe va mettre sur pied une force de réaction rapide

Le commandement suprême des forces alliées en Europe doit donner le feu vert, vendredi 2 octobre, depuis ses PC en Allemagne, à la constitution d'une force dite de réaction rapide (Allied Command Europe Rapid Reaction Force, ou ARRC), qu'il avait été prévu de former lors d'une réunion de l'OTAN, à Rome, à la fin de l'été dernier. Quand cette force sera sur pied, elle devra comprendre un maximum de 250 000 hommes.

A l'origine, le projet mobilise les États-majors de douze pays membres de l'alliance atlantique. La France n'y prenant pas part, le corps sera placé sous commandement britannique.

Mais, à ce jour, au lieu des dix divisions que devait réunir l'ARRC, pas plus de quatre divisions - soit de 60 000 à 90 000 hommes - seront déployables en cas de crise. Deux de

ces unités sont britanniques, la troisième multinationale (avec des éléments venus d'Italie, de Grèce et de Turquie) et la quatrième, dite aéromobile, devrait être elle aussi multinationale (avec des détachements britanniques, allemands, néerlandais et belges). Une division américaine (il devrait rester 150 000 GI en Europe en 1995) est susceptible de rejoindre cet ensemble qui devra être opérationnel en 1993. Cependant, tout n'a pas encore été arrêté par l'OTAN, dans la mesure où la participation des Grecs et des Turcs, dont on connaît la rivalité, est encore soumise à quelque incertitude.

De même, les missions attribuées à l'ARRC d'opérer dans des zones de crise, notamment à propos de la participation allemande à l'opération de crise qui se situerait hors des frontières traditionnelles d'une inter-

vention de l'OTAN. De ce point de vue, le ministre allemand de la Défense, M. Volker Rühe, estime que le projet ARRC est une priorité. Mais il reconnaît, dans le même temps, que la participation allemande à des missions de paix de l'ONU, comme l'intégration de la Bundeswehr à une force alliée de réaction rapide, pourrait entraîner de devoir réviser l'actuelle Constitution fédérale.

La France, qui a été la première à introduire en Europe ce concept de force d'action rapide en 1985, dispose d'un corps interarmes de 47 000 hommes qui met en œuvre deux cent quarante hélicoptères, cinq mille systèmes d'armes anti-chars et qui, si les dirigeants politiques le décident, peut être placé sous contrôle opérationnel d'un commandement de l'OTAN.

AFRIQUE

ANGOLA : les élections présidentielle et législatives

La participation au scrutin atteindrait 90 %

Quatre-vingt-dix pour cent des Angolais inscrits sur les listes électorales ont voté, mardi 29 et mercredi 30 septembre, pour élire leur président et leurs députés, selon M. Onofre Dos Santos, le directeur du Conseil national des élections (CNE). Aucun résultat significatif n'était disponible jeudi dans la matinée.

LUANDA

de notre envoyé spécial

Dans les localités alimentées en électricité, le dépouillement a pu commencer dès la fermeture des bureaux, en présence de représentants des partis politiques et de nombreux observateurs étrangers. Les premiers résultats officiels, communiqués par le Conseil national des élections, à 5 heures 30 jeudi, et concernant quarante-six bureaux répartis sur sept des dix-huit provinces angolaises (sur plus de 5 200 bureaux) donnaient un net avantage au président José Eduardo Dos Santos.

Une heure plus tôt, M. George Valentim, le ministre de l'Information de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola

(UNITA) de M. Jonas Savimbi, avait convoqué une conférence de presse pour indiquer une première tendance. Il avait alors cité les résultats du dépouillement de douze bureaux de vote où M. Savimbi arrivait largement en tête. Le ministre de l'Information de l'UNITA a vivement critiqué l'organisation de ces élections, déclarant que les résultats ne soient pas déjà officiellement annoncés comme ils l'auraient été « dans n'importe quel autre pays civilisé d'Europe ».

En début de soirée, alors que l'opération de dépouillement commençait dans Luanda, des coups de feu étaient tirés sur un bureau tout proche de la place de Mayanga. Un autre incident devait coûter la vie au policier en faction devant le domicile du vice-ministre de l'Intérieur, dans le quartier résidentiel de Miramar, non loin de la villa où réside M. Savimbi. Selon la police, citée par la télévision angolaise, ce policier aurait été tué par des membres de l'UNITA. A 4 h 15 du matin, d'importantes forces de police anti-émeutes, munies de gilets pare-balles et lourdement armées, se sont déployées dans le centre-ville, contrôlant les rues qui mènent au siège du Conseil national électoral.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

AFRIQUE DU SUD : le massacre de Bisho

La commission d'enquête juge l'armée du Ciskei « moralement indéfendable »

Moins d'un mois après le massacre de Bisho, la commission d'enquête sur les violences, que préside le juge Richard Goldstone, a rendu, mercredi 30 septembre, un rapport particulièrement sévère pour l'armée du Ciskei, rendue responsable de la tuerie.

Le 7 septembre, à l'appel du Congrès national africain (ANC), traditionnellement hostile à l'existence des bantoustans « indépendants », plusieurs dizaines de milliers de manifestants avaient tenté de pénétrer au Ciskei, exigeant la démission de son homme fort, le général Oupa Gqozo. L'armée avait aussitôt tiré sur la foule, faisant vingt-neuf morts (dont un soldat) et plusieurs centaines de blessés (le Monde du 9 septembre).

Selon la commission d'enquête, l'armée du Ciskei a agi « de manière injustifiable et illégale » et l'action des militaires est « moralement et légalement indéfendable ». Quant au soldat tué, il est « hautement probable » qu'il a été victime de ses camarades. La commission met également en cause « l'attitude irresponsable » de M. Ronnie Kasrils, l'un des dirigeants de l'ANC et du Parti communiste qui, à la tête d'un groupe de manifestants, avait tenté de forcer le passage pour entraîner la foule vers le stade de Bisho.

Mercredi, la commission exécutive nationale de l'ANC, tout en se félicitant du contenu global du rapport, a immédiatement pris la défense de M. Kasrils, revendiquant la « responsabilité collective » d'une éventuelle « erreur de jugement ». Elle a également salué les accords conclus entre le président De Klerk et M. Mandela, samedi 26 septembre, pour permettre la reprise du dialogue constitutionnel rompu depuis plusieurs mois. Contrairement aux vœux du gouvernement sud-africain, l'ANC a cependant refusé d'interrompre sa campagne d'« actions de masse » dont le drame de Bisho fut l'une des sanglantes péripéties.

MOZAMBIQUE : les négociations de paix

Le chef de la RENAMO a accepté de se rendre à Rome

Le chef de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), M. Afonso Dhlakama, qui, selon la diplomatie italienne, avait fait part de son refus de signer l'accord destiné à mettre fin à seize ans de guerre civile au Mozambique (le Monde du 1^{er} octobre), devait finalement se trouver à Rome, jeudi 1^{er} octobre, date prévue pour la cérémonie de signature de cet accord.

A Johannesburg, un responsable du ministère sud-africain des affaires étrangères a déclaré que le ministre M. « Pik » Botha, qui doit assister à la cérémonie de signature, était intervenu auprès de M. Dhlakama pour sauver l'accord. Le chef de la rébellion devait rencontrer le président mozambicain Joaquim Chissano peu après son arrivée. (Reuters)

ASIE

CAMBODGE : la visite de M. Pierre Joxe aux « casques bleus » français

L'armée humanitaire

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a rendu visite, du 23 au 28 septembre, aux quelque 1 400 « casques bleus » français du Cambodge, en passe d'être bientôt 1 500 avec l'arrivée d'un renfort de gendarmerie. Le contingent français est, après celui de l'Indonésie, le deuxième en effectifs de la force « onusienne », qui compte, au total, 15 100 militaires et 3 700 civils. Ce sont des éléments de la 6^e division légère blindée, basée autour de Nîmes, qui doivent prochainement relever l'actuel détachement français.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Dans un hangar de bois, en pleine campagne, un lot d'antiques pétroliers dont pas même un musée ne voudrait s'encombrer. Là, alignés au cordeau, dix blindés M.113, si dégingandés qu'ils en sont inutilisables. Plus loin, dans l'herbe, un tas d'obus et de grenades qui achèvent de rouiller. Sur la paroi métallique de l'entrepôt de Phnom-Penh, vingt et un Mig-21 restent stockés, mais deux seulement étaient en état de marche quand les « casques bleus » français s'en sont saisis conformément aux accords de Paris du 20 octobre 1991 sur la paix au Cambodge sous l'égide de l'ONU.

« Il y a ici de fabuleux rosi-gnois », dit, sans aucune illusion, le général français Robert Rideau, qui commande en second la force internationale de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC). Commencée dans l'enthousiasme, selon M. Eric Falt, le porte-parole de l'ONU à Phnom-Penh, l'opération qui consiste à démobiliser 70 % des forces en présence - c'est-à-dire à regrouper les combattants des quatre principales factions et à détruire armes et munitions - prend des allures de « massacre », selon les militaires français qui avouent : « Tout le monde triche ».

« Au Cambodge, dit le général Rideau, chaque combattant a au moins trois armes : l'une qu'il montre et dont il consent à se défaire parce qu'elle est une antiquité, une autre qu'il cache chez lui et la troisième qu'il a prise la précaution d'aller planquer dans la campagne au cas où. Personne n'est dupe ».

Les adjoints du « patron » en second des forces militaires de l'APRONUC confient qu'on assiste à des scènes bien étranges.

Ici, ce sont des « casques bleus » malaisiens qui restituent leurs armes aux rebelles, car ils ne concevaient pas un soldat - fût-il démobilisé sur ordre de l'ONU - sans son fusil, qui sert de vœu de bon augure à son honneur de combattant. Ailleurs, les Khmers rouges s'offrent parfois le luxe de pousser en avant les anciens d'un village pour que les Nations unies les renvoient après les avoir comptabilisés, au lieu de les cantonner dans leurs camps. Là, la force gouvernementale s'invente des unités qui n'existent que sur le papier et qu'on offre des cadavres pour satisfaire l'ONU. Plus loin encore, des « casques bleus » thaïlandais, imitant le jeune André Malraux à Angkor, sont accusés de déléster le Cambodge de ses objets d'art en leur faisant franchir la frontière toute proche. Là, enfin, le matériel des forces armées, du moins de celles qui acceptent de rejoindre les cantonnements « onusiens », est donné à la police ou à la milice restées fidèles aux potentats locaux.

Le retard de l'ONU

De quelque côté que l'on se tourne, la mission de l'ONU a pris du retard sur son calendrier. M. Falt l'admet. Il lui serait difficile de le récuser. Aucune des quatre factions en présence au Cambodge ne tient, en effet, ses engagements.

Les Khmers rouges, d'abord. A l'exception de quelques « petites » dizaines de déserteurs, dont les premiers ont choisi de se rendre à des gendarmes français, les Khmers rouges n'ont livré aucune arme à l'ONU. Sur les 53 000 hommes censés avoir été regroupés à ce jour sous la bannière « onusienne », avec presque autant d'armes individuelles, 42 400 sont issus des forces gouvernementales. Le reste provient des deux autres factions. Mais, dit-il, quelque 30 000 de ces soldats cambodgiens sont repartis chez eux - moyennant la promesse d'un versement de trois à quatre mois de leurs soldes mensuels - en « permission agricole » pour récupérer le riz.

« Si on voulait au demeurant cantonner les 250 000 combattants communément recensés, admet le général Rideau, cela n'aurait pas sans causer des problèmes à l'ONU. » Pour l'instant, observe le lieutenant-colonel Marie Sandjiv, les ralliés tournent

en rond dans leurs camps de regroupement, ils jouent aux cartes, ils refont le monde. On a imaginé de les reconstruire, mais on en est aux simples balade-montagnes ».

Le premier ministre cambodgien, M. Hun Sen, préfère mettre ses interlocuteurs français en garde. Si ses forces armées, explique-t-il en substance, devaient continuer à être les seules de toutes les factions à respecter les accords de Paris en se désarmant, cela reviendrait à les affaiblir face aux Khmers rouges et à mettre en danger la sécurité à l'intérieur du pays où

constate-t-il, et les officiers gouvernementaux sont plus préoccupés des justes transactions que de l'avenir du pays. A Siem Reap, ajoute-t-il, la délinquance reste forte, et la lutte politique implacable. Dans la province de Kampot, encore, « les forces gouvernementales déportent les populations, l'aide alimentaire est distribuée au gré des affinités politiques, et les paysans sont dépouillés sous l'œil complice de la police locale ».

Le lieutenant-colonel Inastorza a pris contact, comme c'est de sa responsabilité, avec les Khmers rouges de son secteur pour

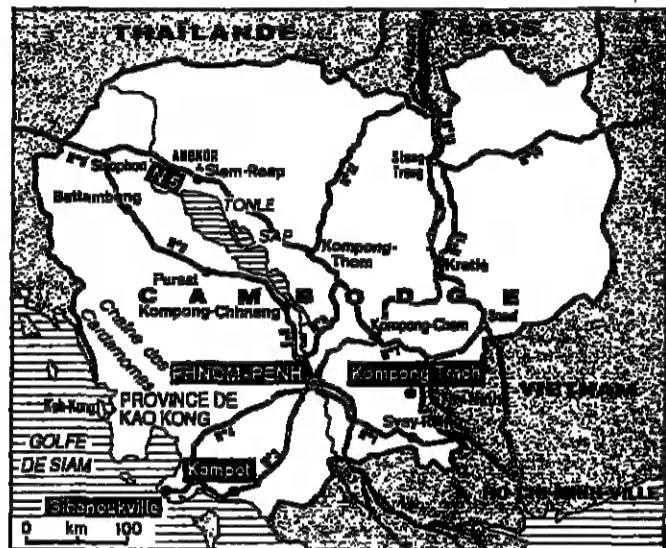
caler et un accès aux marchés locaux, sous la protection de l'APRONUC, pour pouvoir manger à leur faim. Ils vivent dans un état de total enfermement intellectuel. C'est une coquille presque vide, physiquement et psychologiquement épuisée et à la motivation politique incertaine. Des chefs sur le terrain sont prêts à la sécession. Reste à finir de les convaincre ».

En attendant que se vérifie ou non le jugement, les « casques bleus » français retrouvent, sans toujours en avoir conscience, les traditions héritées du maréchal Lyautey au Maroc et appliquées depuis, avec plus ou moins de bonheur, en Afrique ou dans le Maghreb par ceux de leurs prédécesseurs qu'en héritent aujourd'hui les officiers des affaires indiennes. Ces véritables proconsuls locaux furent, en leur temps, à la fois des administrateurs, des bâtisseurs, des juges, des officiers de santé, voire d'état civil, pour la population avoisinante.

Au Cambodge, face à « une population abrutée de misère, peu ou pas instruite, prédisposée à la soumission, incapable de projets et privée de leaders », selon des propos du lieutenant-colonel Inastorza, le « bréchet bleu » a retrouvé ses manches.

« A la vitesse du buffle »

Le voilà, donc, chirurgien, invité à opérer à Siem Reap, trois blessés après une querelle de famille qui s'est terminée au lance-roquettes. Le voilà, encore, gendarme, comme ces deux gendarmes bretons isolés en secteur tenu par le contingent bulgare, à la frontière du Vietnam, apprenant sans armes à quarante-sept policiers et douaniers cambodgiens à ne pas « racketter » ceux qui se présentent aux postes d'entrée de leur territoire. Le voilà, aussi, enseignant, chargé à Dien-Diek, à 220 kilomètres au nord de Phnom-Penh, de remettre en état les routes et les ponts détruits par vingt années de guerre civile. Le voilà, surtout, démineur sur le N.8, comme cette section détachée du 17^e régiment du génie parachutiste de Montauban et obsédée devant une foule indifférente à rendre « propres », malgré des accorçages quotidiens entre Khmers rouges et forces gouvernementales, une route qui est aussitôt réminée dans la nuit. Le voilà, enfin, instituteur ou juge de paix comme à Kompong-Trach, où les bonzes ont commandé au capitaine Vincent Guionle de rajouter des tentes pour la rentrée scolaire et où la population vient



elles ne pourraient plus garantir l'ordre public.

Cet argument peut porter, tant défilé, le banditisme de grand chemin, le ransonnement des campagnes, les attaques à main armée à Phnom-Penh même sont devenues monnaie courante.

Un « enfant-loup » de treize ans

Dans le quart sud-ouest du pays, le secteur 8 de l'ONU, qui mesure 250 kilomètres de long sur 50 de large, au bord du golfe de Siam, là où vivent pas moins de 250 000 Cambodgiens, le lieutenant-colonel Erick Inastorza, qui commande les 840 hommes du bataillon français, sait bien qu'il ne peut, pour l'instant, qu'espérer « une petite paix locale ». « Nous sommes loin des objectifs ambigus des premiers jours », dit-il. Et il donne ses raisons. Dans la province de Kao-Kong, par exemple, « les autorités locales,

connaître leur état d'esprit. Il en a profité pour faire signer par un médecin français le général Sovanna, qui commande la 405^e division de l'Armée nationale du Kampuchéa démocratique - des camions-infirmiers visitent régulièrement les différentes factions. Il a même fait transporter jusqu'à Phnom-Penh, par hélicoptère, un déserteur Khmer rouge de treize ans, « véritable enfant-loup sauvage », juge l'officier français, qui lui a confié que « Ta Mok (son chef de guerre) était prêt à se battre pendant quatre-vingt-neuf ans ».

En réalité, le « patron » du bataillon français dit posséder des renseignements bien différents sur les Khmers rouges.

Dans le secteur 8, mais la situation varie beaucoup d'une région de l'ONU à l'autre, « les Khmers rouges », dit-il, « sont des bandes de gendarmes qui se font des litres de gazole pour s'éclairer la nuit, une assistance médi-

l'entretenir - de préférence à la police locale - de ses chemailleries ».

Pour ces « casques bleus » français déçus à la perspective que l'ONU puisse s'enliser au Cambodge, la tentation de s'y investir avec dévouement est sans doute la plus forte. Et nombreux sont ceux qui y ont succombé.

Certes, revendique M. Joxe, « la plus grande organisation humanitaire en France est gouvernementale, et c'est l'armée ». Pour autant, a-t-il averti les officiers, « la démocratie ne se répète pas comme le riz » et « c'est aux peuples de tracer leur voie ». fût-elle le peuple du Cambodge, un pays où la France établit son protectorat au siècle dernier. « Nous n'allons pas écrire l'histoire du Cambodge, leur a dit le ministre de la défense, malgré la pulsion de généralistes de vos hommes ».

Avec le mandat qui lui a été spécifié de devoir organiser des élections libres en mai 1993, l'ONU est engagée dans une course contre la montre dans un Cambodge dont les habitants, si l'on en croit le colonel Yves Guilou, commandant les éléments français, « vivent au jour le jour ». M. Sergio Vieira de Mello, le directeur du rapatriement de l'APRONUC, ne dit pas différemment, qui constate combien « les accords de paix suivent leur cours cahin-caha », et, à sa façon, le lieutenant-colonel Inastorza prédit : « Ça ira à la vitesse du buffle ».

Le 5 octobre prochain, en principe, l'ONU devra commencer d'enregistrer les électeurs cambodgiens. Un processus qui suit avec attention - avant de repartir commander une compagnie dans le Vaucluse - le capitaine Jean-Luc Favier, chargé, avec 190 contrôleurs, de superviser le travail de 2 500 policiers de la province de Siem Reap, dans le nord-est du pays. A M. Joxe, ce jeune officier de gendarmerie a confié son trouble : « Je crève et je crains, lui a-t-il dit, que le relève des gendarmes français à venir sera amenée à prendre des risques que nous n'avons pas rencontrés. Tout est à craindre de la part de factions politiques qui ne respectent pas la règle du jeu, et pas seulement les Khmers rouges. Le processus électoral sera difficile ». Surtout si l'ONU, enfin, se tache à achever, quitte le Cambodge, comme il en est question, trois mois après les élections en laissant de nouveau face à face des factions qui ne sont pas réconciliées.

JACQUES ISNARD

AMÉRIQUES

HAÏTI : un an après le coup d'Etat

La répression au quotidien

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Dans la petite église Saint-Michel, un pauvre bâtiment de parpaings couvert de tôles planté au milieu du bidonville, le père Jean Bruni herangue les fidèles. Le mot a couru discrètement : rendez-vous le lendemain matin à 8 h 30 à l'église Saint-Michel pour une messe de protestation à l'occasion du premier anniversaire du coup d'Etat du 30 septembre dernier...

« Nous n'avons pas voulu organiser des manifestations, c'est trop dangereux », confie le père Antoine Adrien, l'un des principaux conseillers du président en exil Jean-Bertrand Aristide. Un an après le coup d'Etat qui, selon les organisations internationales de défense des droits de l'homme, a fait plus de mille morts, la répression reste sévère.

La vie semble normale à Port-au-Prince, où les uniformes sont beaucoup moins visibles qu'au lendemain du coup d'Etat. « Une apparence trompeuse », affirme cependant Pierre L., qui passe ses journées à recenser les exécutions sommaires, les disparitions et les mauvais traitements qui restent monnaie courante sur l'ensemble du territoire. « La répression est modulée. Elle se durcit dès que les militaires per-

voient les signes d'un début de mobilisation », ajoute-t-il.

A Jacmel, un joli petit port à une centaine de kilomètres au sud de Port-au-Prince, la peur se lit sur les visages. A l'entrée de la ville, des militaires nerveux nous arrêtent. Prétextant une convention inexistante, ils exigent 30 dollars de droit de passage. Au presbytère, le jeune abbé n'a rien vu, rien entendu, affirme ne pas sortir de son église et cherche manifestement à se défaire de la compagnie de visiteurs compromettants.

Prêtres battus

Même prudence dans les rues où les passants esquissent les questions en jetant un furtif coup d'œil en direction de la caserne. Seul le doyen des juges de la ville, M. Louvert Cormier, accepte de parler. Il confirme que le directeur de la chorale, M. Lionel Saint-Germain, a été arrêté et battu il y a une vingtaine de jours. Une instruction, M. Iris Lafontant, également soupçonné d'être favorable au président en exil, a subi le même sort. « Quant au maire élu en 1990, M. Bernard Crain, il a pu se mettre à l'abri », raconte le magistrat, qui se présente comme un ami de longue date de l'actuel premier ministre, M. Marc Bazin.

La situation est plus difficile encore dans le département de la Grande-Anse, dans le sud-ouest du pays. Mgr Willy Romelus, le seul évêque qui ait pris position en faveur du président constitutionnel, affirme avoir échappé de justesse à un attentat récent dernier après avoir ordonné plusieurs prêtres dans la petite localité des trois. Deux d'entre eux, les pères Dorcas et Vilasint, ont été sévèrement frappés. « Il y a beaucoup d'arrestations dans la région. A l'Anse d'Heinault, on vient de retrouver le cadavre du maire, M. Marcel Almonay. On lui avait crevé les yeux avant de le jeter à la mer », ajoute l'évêque de Jérémie.

La récente arrivée en Haïti d'un groupe d'observateurs de l'Organisation des Etats américains (OEA) chargés de surveiller la situation des droits de l'homme et les besoins en aide humanitaire a fait renouer un certain espoir. Mais, faute d'instructions, de véhicules et de moyens de transmission, ces « missionnaires » restent jusqu'à présent cloîtrés dans les hôtels de Port-au-Prince. « C'est vrai qu'il faudrait une présence plus nombreuse et plus visible », reconnaît un fonctionnaire de l'organisation Interaméricaine.

JEAN-MICHEL CAROTT

PROCHE-ORIENT

Sérieux incident frontalier entre l'Arabie saoudite et le Qatar

Pour la première fois depuis l'indépendance du Qatar en 1971, un sérieux incident armé s'est produit, mercredi 30 septembre, à la frontière entre l'Arabie saoudite et le Qatar. Selon Ryad, deux tués et un blessé, selon Doha, deux tués et un prisonnier, selon Doha.

Selon le Qatar, c'est une unité militaire saoudienne qui a attaqué le poste-frontière qatari d'Al-Khalifa, dans le sud-est de l'émirat. C'est une version « totalement démentie de fondement », a répliqué un porte-parole officiel saoudien. L'armée saoudienne n'y est pour rien, il s'agit d'un « échange de tirs entre des bandes » qui s'est déroulé en territoire saoudien, et ce sont les Qataris qui ont ouvert le feu « les premiers ». Un différend opposé Doha et Ryad sur une zone frontalière située entre le Qatar, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis. Le Qatar reproche à Ryad d'avoir pris le contrôle de cette zone, empêchant tout trafic routier direct entre le pays et les Emirats. - (AFP)

○ Affrontements inter-Palestiniens à Gaza. - Sixante-dix Palestiniens ont été blessés, mercredi 30 septembre, lors d'affrontements entre militants du mouvement islamique Hamas et des habitants de la localité de Khan-Youne, dans la bande de Gaza, occupée par Israël. Par ailleurs, cinq mille Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes ont entamé le même jour une grève de la faim illimitée pour protester contre leurs conditions de détention. - (AFP)

EN BREF

○ AFGHANISTAN : quatre nouvelles prisonnières à Kaboul.

- Quatre Afghans ont été pendus mercredi 30 septembre dans un parc à Kaboul en présence de milliers de personnes. Le procureur a déclaré que les quatre femmes, originaires de Faryab, dans le nord-ouest du pays, avaient reconnu avoir assassiné au moins dix personnes. Violé cinq femmes et volé des biens publics et privés. Les cordes ayant été mal nouées, trois des condamnées ne sont pas mortes sur le coup, et des gardes ont dû tirer sur leur corps pour accélérer la strangulation. Il s'agissait de la dernière exécution publique à Kaboul, après celle, le 7 septembre, de trois prisonniers. - (AFP)

○ ALGERIE : assassinat de deux policiers. - Deux policiers ont été assassinés, mardi 29 septembre, dans le quartier d'El Biar, à Alger. Les deux membres des forces de l'ordre ont été mitraillés par un groupe d'individus qui circulaient à bord d'une voiture particulière et qui ont réussi à prendre la fuite. D'autre part, un officier de police qui avait été blessé dans un attentat à Constantine, le 16 septembre, est mort mercredi. - (AFP)

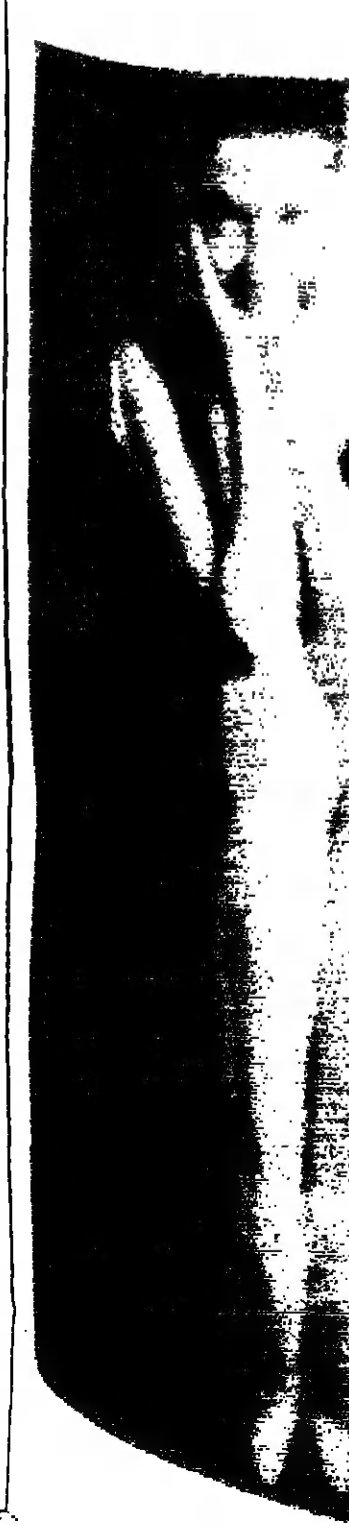
○ ETATS-UNIS : M. Bush défile. - M. Clinton d'accepter quatre débats télévisés. - Dans un discours à l'université Austin, à Carlsville (Tennessee), mardi 29 septembre, M. Georges Bush a « mis au défi » M. Bill Clinton d'accepter quatre débats télévisés, à raison d'un chaque dimanche soir, entre le 11 octobre et le 1^{er} novembre. Il a ajouté que M. Ross Perot pourrait y prendre part si celui-ci décidait de revenir dans la campagne. Cette offre intervient après que M. Bush ait rejeté par trois fois de participer aux débats organisés par une commission bipartite. - (AFP, AP)

○ LIBAN : des hélicoptères israéliens ont bombardé des positions du Hezbollah. - Au lendemain d'une

attaque du Hezbollah contre l'Armée du Liban sud, milice auxiliaire d'Israël, des hélicoptères israéliens ont mené, mercredi 30 septembre, des raids contre des objectifs de cette formation pro-iranienne au Liban sud, a indiqué la police. Un militant intégralement au moins a été blessé. Les secouristes tentaient, tard dans la nuit, de déloger d'éventuelles victimes des décombres. - (AFP)

○ PÉROU : trois policiers et un juge tués par le Sentier lumineux. - Trois policiers ont été assassinés mercredi 30 septembre à Lima au cours d'un hold-up réalisé par vingt membres du Sentier lumineux d'une banque du quartier populaire de la Victoria. Les auteurs du hold-up ont tiré en arrivant près de l'agence bancaire, atteignant mortellement les policiers. Avant de s'enfuir, ils ont laissé sur place des tracts demandant « des garanties pour la vie de leur leader Abimael Guzman arrêté le 12 septembre dernier. A Huaraz, des membres du Sentier lumineux ont par ailleurs assassiné un juge, membre de la cour supérieure de justice de la ville, Carlos Hoaman Maguina. - (AFP)

○ PHILIPPINES : remise de la base américaine de Subic Bay, à l'ambassadeur américain, M. Richard Solomon, a solennellement remis mercredi 30 septembre la base navale américaine de Subic Bay aux autorités de Manille. Le Sentier philippin avait, en septembre 1991, refusé de renoncer à un bail de dix ans pour cette installation, ainsi que pour la base aérienne de Clark. Cette décision a mis fin à une présence militaire américaine remontant à la guerre de 1898 contre l'Espagne. Un accord de départs bilatéraux, datant de 1951, continue de lier les deux pays. Washington s'obligeait à garder pour ses navires et ses avions un accès privilégié à un archipel dont la position en face de la Chine est tenue pour cruciale. - (AFP, AP, Reuters)



POLITIQUE

La bataille pour la succession de M. Alain Poher à la tête du Sénat

La candidature de M. Pasqua contraint l'UDF à se rassembler

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a annoncé, mercredi 30 septembre, sa candidature à la succession de M. Alain Poher pour la présidence du Sénat. A la suite de cette annonce, les sénateurs UDF ont décidé d'organiser, jeudi 1^{er} octobre, comme les y invitait M. Valéry Giscard d'Estaing, une «primaire» au sein des trois groupes UDF représentés au palais du Luxembourg.

Journée de surprises ou journée de doutes, les sénateurs n'auront pas perdu leur mercredi. A l'UDF, tout ne s'annonçait pourtant pas sous les meilleurs auspices. Le matin encore, à l'occasion des journées parlementaires organisées au Pré Catelan, on avait pu mesurer une nouvelle fois le fossé existant entre les Républicains et indépendants et les centristes à propos du mode de désignation de leurs candidats pour la succession de M. Alain Poher à la présidence du Sénat.

Favorable à une «primaire» interne aux trois groupes de l'UDF — les Républicains et indépendants (RI), l'Union centriste et le Rassemblement démocratique et européen (RDE) —, M. Daniel Hoffet, président des centristes, assurait à qui voulait l'entendre, mais sans trop y croire, que la réunion prévue dans l'après-midi permettrait «d'y voir plus clair». A deux pas de lui, son homologue des Républicains et indépendants, M. Marcel Lucotte, affirmait qu'il n'accepterait jamais ce système qui aurait pour conséquence d'offrir automatiquement la présidence au groupe le plus nombreux, en l'occurrence à un centriste (1). «Ca fait vingt-quatre ans que ça dure, il ne faut pas que ça rentre dans le patrimoine», concluait-il avec entrain. Un peu plus loin, M. Etienne Dailly (RDE) plastronnait : «Voulez-vous me dire ce que c'est que l'UDF au Sénat? Ça n'existe pas en tant que tel l'UDF, alors pour quoi y aurait-il un candidat UDF?». Les sénateurs RI et RDE, argumentaient leurs réflexions d'un conseil à l'attention du président de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing : «Qu'il ne s'en mêle surtout pas.»

A la tribune, devant l'arbitrage des parlementaires UDF, M. Giscard d'Estaing passait outre. «Le futur président du Sénat, ce sont les sénateurs, qui sont le choix, c'est leur affaire», commençait-il mezzo voce, avant d'affirmer que ce président devait appartenir «tout naturellement» au groupe de sénateurs le plus important, c'est-à-dire l'UDF. «A l'Assemblée nationale, nous n'avons jamais contesté que la présidence revienne à nos partenaires du RPR», ajoutait-il. Le président de l'UDF enfonçait ensuite le clou en souhaitant que les sénateurs «choisissent librement» leur candidat «par une procédure démocratique ouverte à l'ensemble des sénateurs UDF placés sur un pied d'égalité».

Pressés par M. Giscard d'Estaing, les sénateurs UDF allaient être bouculés en début d'après-midi par M. Charles Pasqua, président du groupe RPR, favorable, tout comme

M. Lucotte, à une «primaire» élargie à l'ensemble de la majorité sénatoriale.

Convoquée sur un ordre du jour anodin — «accueil des nouveaux élus» —, la réunion du groupe gaulliste donnait en effet l'occasion à M. Pasqua, qui venait seulement d'en avoir M. Jacques Chirac, de présenter sa candidature à la présidence du Sénat. L'ancien ministre de l'Intérieur, qui avait annoncé le 2 juin qu'il ne serait pas, «quoiqu'il arrive», candidat à sa propre succession à la tête du groupe RPR, faisait sonner bruyamment la corde de la transparence. Après s'en être pris avec délectation à quatre sénateurs UDF, MM. Jean-Pierre Fourcade, Jacques Larché, René Monory et Pierre-Christophe Taittinger, capables selon lui de toutes les vilénies possibles et imaginables pour accéder à la présidence, M. Pasqua assurait que «sa» primaire était le

seul moyen pour empêcher les socialistes d'arbitrer en cas de statu quo entre les candidats de l'UDF.

L'offensive du président du RPR était habile. Sommés d'accepter un système favorable au groupe le plus important, en l'occurrence le RPR, compte tenu de l'éparpillement des voix UDF dans trois groupes, les centristes étaient poussés à la fuite. Chemin faisant, le président du groupe RPR réglait provisoirement son compte à un autre candidat potentiel du RPR, M. Christian Poncet. Présent à la réunion du groupe, ce dernier ne pipait mot.

Agitant sans cesse l'épouvantail du vote socialiste, M. Pasqua comptait pour le succès de son entreprise sur le soutien des RI, qui se devaient de «tenir» contre vents et marées sur la question de la primaire élargie, et sur la pusillanimité — qu'il assurait proverbiale — des centristes. L'un et l'autre

allaient en fait lui faire défaut. A 18 heures, une petite centaine de sénateurs UDF se réunissait comme d'habitude dans la salle Clemenceau située dans les sous-sols pendant que, deux étages plus haut, M. Pasqua, tout réjoui par le bon coup joué à l'UDF, posait pour la postérité avec un groupe de visiteurs chinois.

La réunion UDF, dont on avait dit et redit qu'il ne sortirait rien, démarrait pourtant sur les chapeaux de roue. Après les interventions brèves des trois présidents, M. Lucotte indiquant qu'il n'était pas question pour lui que cette réunion soit le prétexte à la désignation de candidats, la parole passait aux sénateurs. M. Jean-Pierre Fourcade (RI), le plus ancien et le plus fervent avocat de la primaire UDF, plaçait une nouvelle fois sa cause. Il était suivi comme un seul homme par MM. Jean-Marie Girault

(RI), Jean Cluzel (UC) et Claude Huriet (UC). Au bout d'une heure et demi d'échanges, l'affaire était entendue. M. Lucotte, débordé, devait lui-même expliquer à la presse que la primaire UDF serait organisée le lendemain à 17 heures, qu'elle comporterait trois tours et que les candidats UDF à la succession de M. Poher s'y présenteraient directement, sans le filtrage préalable des groupes.

M. Pasqua apprenait la nouvelle en direct sur France 2. Elle ne semblait pas véritablement le transporter d'allégresse. De son côté, M. Poncet sortait de sa torpeur et envisageait de réclamer l'organisation d'une «primaire» au sein du RPR. Une interview au Figaro du 1^{er} octobre devait le confirmer.

Dans les couloirs du Sénat, tirant avec énergie sur les revers de son veston, M. Fourcade exultait et remerciait vivement M. Pasqua pour le coup de main involontairement donné selon lui à l'UDF. «C'est presque trop beau pour être vrai», murmurait M. Huriet, encore éberlué par la tournure prise par les événements. «J'ai l'impression de rêver», lui répondait l'ancien ministre Jean Arthuis, alors qu'à deux pas de lui M. René Monory faisait des coquetteries sur la question de sa candidature.

Il restait tout de même à savoir si en une nuit le rêve pouvait, ou non, se dissiper. Jeudi matin, les dés paraissent en tout cas définitivement jetés pour M. Gérard Longuet, président du Parti républicain. Après avoir indiqué qu'il ne souhaitait pas «que Charles Pasqua devienne président du Sénat», compte tenu de son engagement contre Maastricht, M. Longuet estimait sur Europe 1 que l'UDF devait pouvoir imposer son candidat sans le secours des voix socialistes.

GILLES PARIS

(1) Tous les nouveaux sénateurs n'ont pas encore fait connaître le nom de leur groupe. Actuellement, les centristes comptent soixante-dix sénateurs, les Républicains et indépendants quarante-huit, le Rassemblement démocratique et européen vingt-deux — y compris les membres de la majorité présidentielle —, alors que le RPR en compte au moins quatre-vingt-dix.

POINT DE VUE

Un nouveau président, pour quoi faire?

par Hubert Haenel

LES élections sénatoriales n'ont jamais suscité l'enthousiasme populaire : elles se déroulent, sans fracas médiatique, entre brèves. Cette rentrée revêtira, cependant, au Sénat, après la tentative avortée de rénovation de 1989, une importance toute particulière puisque la première tâche des trois cent vingt et un sénateurs sera d'élire le successeur d'Alain Poher. Cette élection est d'importance pour trois raisons.

Constitutionnelle d'abord. Il ne s'agit pas seulement de choisir le deuxième personnage de l'Etat dans l'ordre protocolaire, mais de désigner l'autorité qui est appelée, en cas de décès, de démission ou d'empêchement du chef de l'Etat, à exercer jusqu'à l'élection présidentielle l'intégralité des fonctions, à l'exception du droit de dissoudre l'Assemblée nationale et de celui de recourir au référendum.

Institutionnelle ensuite. La vocation, dans le système bicaméraliste

français, de la deuxième Chambre est d'assurer la permanence et la continuité, la durée et la stabilité, de privilégier le temps sur l'instant. A l'abri de la dissolution, n'ayant pas la possibilité de censurer le gouvernement, les membres de la Haute Assemblée, élus des élus, pour neuf ans, apportent à la République la sérénité que procure la maîtrise du temps. Politique et conjoncturelle, enfin. Dans le contexte actuel, comme toutes les institutions, le Sénat a besoin de redorer son blason, de donner une image claire et forte de sa mission. Ne peut-il pas être, dans les circonstances actuelles, une base de reconquête pour réconcilier la nation avec ses élus?

Tous les sénateurs sans exception attendent beaucoup de leur nouveau président pour remettre le Haute Assemblée en selle. Cette année, ils enverront de leurs terres de France après un été et un début d'automne

décapants, décidés plus que jamais à ne pas se laisser faire, décidés au changement! Le tiers des sénateurs ayant battu la campagne auront encore tout frais à l'esprit les messages reçus des grands électeurs, hommes et femmes de terrain et dont, dans le contexte actuel, on imagine fort bien le contenu.

Parmi eux, les nouveaux seront moins sensibles à l'atmosphère du palais des Médicis et à ses intrigues. Toutes et tous seront sous l'effet de la campagne référendaire, du résultat et de ses suites. La base aura enfin le parole, qu'elle s'en serve et qu'elle la garde! Les négociations par-dessus la tête des élus, les mots d'ordre, les manipulations et l'introduction des entourages ne sont plus de saison, ce ceux qui fort justement veulent redonner le parole au peuple commencent déjà par la redonner aux sénateurs!

Pourquoi, par exemple, ne pas imaginer les candidats à ce poste

présenter à leurs collègues réunis leur programme et leur ambition pour le Sénat? L'élection du président du Sénat n'est pas une simple formalité. C'est une élection particulière. Tout compte : la personnalité du candidat, son expérience, sa cote de popularité chez les sénateurs de base, sa place et son rôle dans les réseaux sénatoriaux, tous ces liens apparents ou non, tissés entre sénateurs au fil des ans, en réalité tout le visible et l'invisible de la vie de tous les jours au palais du Luxembourg.

Le 2 octobre, tout est possible. Tout est encore possible. Les Français attendent des signes de leurs élus. Nous serons jugés d'abord sur ces signes puis sur nos actes. Nos concitoyens, attentifs, nous observent et décideront ou non de ranger pour longtemps le Sénat au placard des associations.

Hubert Haenel est sénateur RPR du Haut-Rhin, premier vice-président du conseil régional d'Alsace.



Isabelle Giaravola, quadrille, dans une salle de répétition de l'Opéra Garnier

*Marque déposée de Du Pont de Nemours

Regardez-la vivre. De quoi est faite sa vie? De LYCRA*,

quand sur scène le confort de son
justaucorps lui donne grâce et liberté
de mouvement. Du film de SURLIN*,
qui protège les céréales qu'elle sature
au petit-déjeuner. De CORIAN*, quand
elle fait admirer sa cuisine dernier cri.
Ces produits découverts par Du Pont font
partie de son confort, de sa sécurité,
de son bien-être. De sa vie. De la vôtre.

Depuis près de 200 ans, Du Pont est une des sociétés qui comptent
le plus au monde pour ses recherches et ses découvertes.
Aujourd'hui, elle est une des premières en Europe pour les produits
et les technologies qui protègent et améliorent notre vie quotidienne.
Si vous pensez que vous devriez avoir Du Pont pour partenaire, ou si
vous désirez de plus amples informations sur ses activités en France
comme en Europe, veuillez écrire à Jean-Louis Tronc, Du Pont de
Nemours (France) S.A. 137, rue de l'Université, 75334 Paris Cedex 07

DU PONT

Tous les jours de nos vies

POLITIQUE

La préparation de la rentrée parlementaire

M. Fabius invite les socialistes à « valoriser » le bilan de la gauche

M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, a appelé, mercredi 30 septembre, les députés et les sénateurs socialistes, qui tenaient à l'Assemblée nationale leurs journées parlementaires, à « valoriser » le bilan de la gauche au pouvoir. M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, les a incités à aller à la bataille des législatives en mettant en avant deux mots d'ordre : « protéger et moderniser ».

Mercredi 30 septembre en fin d'après-midi, M. Jean-Claude Boudard était un député socialiste heureux. « Nous venons de vivre de vraies journées parlementaires », confiait-il dans les couloirs du troisième sous-sol de l'Assemblée nationale. Celui qui, la veille, avait exprimé sa mauvaise humeur contre l'absence d'une vraie dimension sociale dans le programme législatif du gouvernement pour cette session parlementaire d'automne avait le sentiment d'avoir été écouté et entendu.

Dans une intervention dont le ton polémique marquait clairement l'ouverture de la campagne des législatives, M. Fabius a répondu point par point à tous les motifs que les socialistes pourraient avoir de se décourager. Au lendemain du référendum, les socialistes se trouvent en porte-à-faux par rapport à leur électorat. Doivent-ils chercher à en changer? Non. « Le PS, a-t-il dit, son premier secrétaire, tel que je le conçois et tel que le dirige, est un parti qui doit représenter, à la fois, les couches en difficulté et les couches nouvelles ».

Le vote « non » des « zones industrielles en difficulté » parait à M. Fabius moins inquiétant, « électoral », pour l'avenir du PS, que celui des zones agricoles, « qui, elles, ont pris, à tort, une position qui, souvent, est viscéralement négative ». Il a demandé au premier ministre que les régions touchées par une reconversion industrielle difficile « fassent l'objet d'un traitement positif fort ». Quant aux régions rurales, M. Fabius a rappelé que l'engagement de la France est décisif dans la mise en place de l'Union européenne et qu'elle est, désormais, en position forte pour négocier à Bruxelles les décisions dont les agriculteurs ont besoin. En même temps, le premier secrétaire estime qu'« un signe clair doit être donné pour montrer que nous croyons à la vitalité de l'espace rural ». Il a demandé que soit prise en considération par le gouvernement une proposition de loi sur le développement des carburants d'origine végétale. M. Fabius a

invité les socialistes, dans la perspective des élections législatives, à « valoriser » leur bilan. « Il figurera, historiquement, au même rang, sinon au-delà de ce qui a été fait en 1936 et en 1945 », a-t-il dit. Il a souligné que la France a « les finances publiques les plus saines d'Europe » et que « le revenu moyen y est le plus élevé de tous les grands pays d'Europe ». Les socialistes doivent aussi défendre leurs projets pour les années qui viennent, en s'engageant dans un « contrat de nature quasiment personnelle » avec leurs électeurs.

« Un nouvel équilibre démocratique »

« D'abord, protéger », a-t-il dit. Qu'il s'agisse du travail, des acquis sociaux, de la sécurité publique, de l'environnement ou de l'espace rural, les socialistes, qui défendent une vision social-démocrate de la vie collective, sont, selon M. Fabius, les mieux à même de garantir la protection de tous ceux qui en ont besoin, face aux partisans de l'individualisme. Ils doivent, aussi, être les promoteurs d'un « nouvel équilibre démocratique », qui passe par une réforme des institutions.

Les socialistes doivent, selon M. Fabius, défendre leur bilan, mettre en avant leurs projets, mais, aussi, souligner les « écueils » qui les séparent de l'opposition. Quand celle-ci parle d'augmentation du salaire direct, a-t-il dit, « il faut traduire : diminution de la protection sociale ». Quant à l'éducation nationale, s'il est vrai que « le système doit être modifié et amélioré », s'il faut « réformer et redynamiser le métier d'enseignant », les socialistes doivent marquer leur différence avec une droite qui, elle, sous couvert de décentralisation, vise, selon M. Fabius, à un démantèlement généralisé d'inégalités.

Le premier secrétaire estime que le projet de budget présenté par le gouvernement donne aux socialistes une bonne base pour faire entendre leur conception de la solidarité. « Ce budget, a-t-il dit, nous le soutenons et nous le soutiendrons de la façon la plus nette ». Il a évoqué l'hypothèse de la censure, qui, venant de la droite, traduirait « son irrépressible besoin de ne pas respecter les échéances ». « Quel peut être le sens de vouloir faire tomber un gouvernement à six mois des échéances? », a-t-il demandé. En outre, selon M. Fabius, censurer un gouvernement sur son budget aurait pour conséquence « que la France n'aurait pas de budget et que l'on fonctionnerait à coups de douzièmes provisoires ». « Faut-il que la France soit sous la menace de la spéculation financière? », a-t-il

accusé. « Quant aux communistes, a-t-il dit, la question qui leur sera posée sera simple : est-ce que, de façon définitive, ils veulent prouver qu'ils ne sont pas un parti de gauche? »

Ce ton combatif a été unanimement apprécié. « Il était temps qu'enfin on nous tienne un tel discours », observait dans les couloirs M. Charles Millon, député de Saône-et-Loire, qui, dans la matinée, était lui aussi intervenu à la tribune pour dénoncer le défaitisme des socialistes. « Arrêtons de nous couvrir la tête de cendres! », avait-il lancé.

Après avoir, M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, souligné le « profond mécontentement d'une partie de la population de ce pays, notamment parmi les couches qui forment l'électorat traditionnel » du PS. Estimant que la valorisation du bilan ne peut suffire à répondre à l'attente de ces catégories sociales, « étant en profond le désaccord entre la réalité objective et la vision qu'en ont les Français », il avait affirmé que « les grands équilibres économiques, sans doute nécessaires, ne peuvent qu'être subordonnés à l'objectif central de la cohésion sociale ».

M. Bérégovoy : « protéger et moderniser »

M. Pierre Bérégovoy, après avoir donné des nouvelles du président de la République — « il va bien, il continue à exercer la plénitude de ses fonctions, la compétence sera courte » — a montré qu'il entend, d'abord, tenir bon sur sa position de garant des grands équilibres économiques et financiers. « Les Français, a-t-il dit, n'attendent pas de nous qu'on leur promette la lune, car ils risqueraient de penser qu'elle vient un peu tard ». Cependant, M. Bérégovoy considère que la rigueur dont les socialistes ont fait preuve dans la gestion de l'économie leur a assuré « une capacité d'autonomie budgétaire », qui permet au gouvernement de proposer « un budget réaliste ». « Je préférerais un déficit plus réduit », a-t-il observé, mais le choix qui a été fait est de « donner la priorité à toutes les priorités ».

M. Bérégovoy a accepté de prendre en considération la proposition de loi défendue par M. Fabius sur le carburant végétal. Quant aux personnes âgées dépendantes, il a expliqué que « des lors que le financement est concrètement assuré », la réponse du ministre des affaires sociales, M. René Teulade, et la sienne seront « positives ». L'offensive étant ainsi alimentée par des mesures budgétaires ou autres, de nature à déconstruire l'orientation

sociale de la politique gouvernementale, le premier ministre prévoit aussi de faire sa part à la tactique. Il a insisté sur le « grand débat sur l'Europe » prévu à l'Assemblée nationale, afin que « l'on dise avec qui, au sein de l'Europe, on fera ce qui est bon pour la France et avec qui, au sein de la France, on fera ce qui est bon pour l'Europe ». Il s'agit de ne pas laisser l'opposition en paix avec elle-même sur un sujet qui la divise.

« Allons à la bataille! », a lancé M. Bérégovoy, en invitant les socialistes à ne compter que sur eux-mêmes. « Nos principaux adversaires sont en bonne position dans les sondages », a-t-il observé. Il estime que le PS ne doit pas se soucier à l'excès de trouver des alliés. Ceux-ci « viendront à nous si nous sommes d'abord nous-mêmes », a-t-il assuré. Pour cela, les socialistes doivent, selon lui, « retrouver les valeurs qui sont les leurs » : celles de la République, de la laïcité, l'autorité de l'Etat, l'esprit de la démocratie. « Le mot d'ordre qu'il leur a proposé est double : « Protéger et moderniser ». Au moins les parlementaires socialistes auront-ils constaté qu'un sommet du dispositif, les violons ont été accordés.

P. J. et P. R.-D.

M. Delebarre : « Une partie de notre électorat ne nous entend plus »

M. Michel Delebarre, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique, a déclaré, mercredi 30 septembre, au « Grand débat » de Radio-Station, que « l'apparition au sein de la droite d'une république d'un formidable courant populiste, dont M. Charles Pasqua est le premier représentant », est un facteur de « banalisation des rapports entre la droite et l'extrême droite ». Pour M. Delebarre, la gauche « n'a pas le droit d'oublier les voix populaires ». « Une partie de notre électorat ne nous entend plus, a-t-il expliqué; si nous, les socialistes, nous ne leur reparlons plus, ces électeurs de gauche risquent, un jour ou l'autre, d'être attirés à un discours populiste à finalité de droite, voire d'extrême droite. Il faut qu'apparaissent, de gauche, non pas une frange populiste de gauche, mais une capacité à (...) répondre à toute partie de ceux qui, aujourd'hui, ferment nos yeux sur la France en difficulté, mais également à une partie des classes moyennes ».

M. Millon demande que l'UDF définisse « un socle de convictions »

Pour la première fois, députés et sénateurs des groupes UDF et centristes ont tenu, mercredi 30 septembre à Paris, une journée parlementaire commune. M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a souhaité que soit défini « un socle de convictions ».

Pour les leçons à tirer du référendum, tout le monde est d'accord. La France, atteinte dans sa cohésion sociale, ne va pas sans bien, il faut lui redonner confiance. Elle est menacée par la montée d'une tendance démagogique et populiste, il faut lui apporter en réponse un message populaire. Les Français aspirent à une nouvelle citoyenneté, les hommes politiques, comme l'a suggéré M. André Santini, doivent « réapprendre à écouter ».

Enfin, chacun semble aussi d'accord pour admettre, comme l'a répété son président, que l'UDF doit se situer invariablement au centre et au centre droit. « L'UDF, a redit M. Giscard d'Estaing, répond à un besoin. Être au centre est à la fois une position inconfortable, car on connaît des problèmes sur sa droite et sur sa gauche, mais on est en même temps en meilleure position pour travailler à la réconciliation des Français. (...) L'UDF est la seule formation politique française qui soit en progression dans l'opinion publique. » Il a aussi relevé que, pour la première fois, beaucoup de femmes, beaucoup de jeunes et une population urbaine avaient voté avec l'UDF pour le « oui » à Maastricht. « Il faut, a-t-il souligné, que ce vote avec nous devienne un vote pour nous ».

Toutefois, les parlementaires de l'UDF ne sont pas apparus vraiment tranquilles. Sans doute est-ce dû à l'incertitude du calendrier. M. Giscard d'Estaing, le premier, a admis que « ce calendrier était défavorable » pour pouvoir préparer dans les meilleures conditions l'alternance socialiste. Mais surtout l'UDF craint de devoir gérer demain un rejet pur et simple des socialistes plutôt qu'une franche adhésion à la cause de l'opposition. Elle a peur de ne pas être prête à temps pour pouvoir offrir aux Français un choix clair et précis. « On ne se saurait pas, a résumé M. Jacques Barrot, se contenter simplement d'un plan d'ajustement du passif ».

M. Giscard d'Estaing : fixer des objectifs

M. Millon a demandé que soit défini de toute urgence « un socle de convictions » sans lequel, selon lui, la future majorité menacerait d'implorer rapidement en plein exercice, M. Giscard d'Estaing a compris également qu'il y avait urgence. Ainsi voudrait-il proposer rapidement au RPR de « définir des objectifs de gouvernement compréhensibles pour l'opinion publique ». Mais par où commencer? Veut-on, s'est interrogé M. Gilles de Robien, réitérant les préoccupations de la base, « concocter encore gentiment entre nous un programme unique »? Le maire d'Amiens a mis le doigt dans la

plaine en manifestant ses craintes de voir ce même RPR, « désireux de donner des gages aux passésistes Pasqua et Séguin », décidé à « ériger sa propre unité sur le dos de l'UDF ». M. Yves Galland, président du Parti radical, a eu beau réclamer une réunion du bureau politique de l'UFP, n'en a plus tenu depuis bientôt un an, l'UDF ne se sent guère portée à faire confiance à son partenaire.

M. Giscard d'Estaing sait aussi que, dans sa propre maison, tout n'est pas réglé. Depuis le 20 septembre au soir, il s'est systématiquement tenu à l'écart de M. Philippe de Villiers. Mais, si les dirigeants de l'UDF veulent l'ignorer, l'animateur de Combat pour les valeurs ne tient pas à ce qu'on l'oublie. Il a demandé qu'il soit tenu compte du « souffle nouveau » qu'il incarne. De plus, les rapports se sont tendus entre M. Giscard d'Estaing et les centristes. Le président de l'UDF voudrait obtenir la promesse des centristes de rejoindre leur groupe UDF à l'Assemblée nationale au lendemain des élections législatives pour un grand groupe UDF plus puissant que celui du RPR, et donc plus près de la porte de Matignon.

De ce point de vue, le résultat de la bataille sénatoriale ne sera pas indifférent. Les centristes ont absolument besoin d'un président centriste. Pour une raison simple, que M. Bernard Bosson, chargé de voir les députés de la droite, présente en ces termes « économiques » : « Si nous n'avons pas cette présidence, nous pourrions mettre la tête sous la porte ». On comprend dès lors que M. Giscard d'Estaing se soit montré actif ces dernières heures. L'UDF ne peut se permettre de perdre cette présidence, au risque de voir toutes ses bonnes résolutions remises brutalement en cause. Mais M. Giscard d'Estaing aurait aussi avantage à ce que le CDS puisse imposer son candidat, dans l'espoir de voir ce parti devenir plus accommodant à l'Assemblée nationale. La bataille dépense largement les murs du palais du Luxembourg et les débats convulsifs.

DANIEL CARTON

M. Chirac accente son avance sur M. Giscard d'Estaing comme « présidentielle ». — Selon un sondage Louis Harris — que publie Valeurs actuelles dans sa prochaine livraison, M. Jacques Chirac apparaît toujours comme le meilleur « présidentiable » à droite, avec un score de 27 % contre 14 % à M. Valéry Giscard d'Estaing. En juillet, les deux hommes réalisaient respectivement 23 % et 16 %. Le président du RPR obtient la préférence de 41 % des sympathisants de droite, et celui de l'UDF 15 %. M. François Léotard passe de 14 % à 7 % dans l'Assemblée de l'Électeurat. M. Charles Pasqua fait son apparition avec 7 %. MM. Philippe Séguin, Philippe de Villiers et Jean-Marie Le Pen totalisent chacun 3 %. Parmi les « présidentiables » de gauche, M. Michel Rocard (22 % contre 20 % en juillet) passe devant M. Jacques Delors (21 % contre 25 %). Ce sondage a été réalisé les 25 et 26 septembre auprès de mille trois personnes.

M. Lajoinie : les communistes disent non au « calcul politicien »

A l'issue de la réunion des parlementaires communistes, M. André Lajoinie a critiqué sévèrement le projet de loi de finances pour 1993, tout en laissant entendre que les députés du PC ne voteraient pas la motion de censure que l'intergroupe de l'opposition devrait déposer sur la première partie du budget. « Sans doute, après le référendum, la droite cherche-t-elle à se rassembler », a déclaré le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, « nous ne rentrerons pas dans ce genre de calcul politicien. Nous ne sommes pas partisans du tout ou rien. Nous sommes ouverts et le resterons jusqu'en l'an 2000. La balle est dans le camp du gouvernement ».

Tout en jugeant que le projet de budget est en l'état « inacceptable », M. Lajoinie a affirmé qu'il ne désespérait pas d'obtenir des améliorations. L'annonce de dix mille emplois supplémentaires dans l'éducation nationale a ainsi satisfait les communistes : « Nous y sommes pour quelque chose », a affirmé M. Lajoinie. « La discussion budgétaire dure quarante jours », a-t-il souligné, indiquant de même coup que les députés communistes ne souhaitaient pas voir celle-ci interrompue par le vote d'une motion de censure. « Nous sommes décidés à agir avec beaucoup de détermination et nous déciderons, en temps voulu, de notre attitude », a encore affirmé M. Lajoinie. Il serait bien que le Parlement puisse modifier le budget un peu plus que les années précédentes. Je ne peux pas imaginer que le gouvernement affirme que ce budget est intouchable ».

De son côté, M. Charles Fiterman, chef de file des communistes « refondateurs », a été encore plus net, mercredi matin, sur Franco-Inter, en estimant que, après la « profonde volonté de changement » exprimée par les Français au référendum du 20 septembre, la question d'une éventuelle censure du gouvernement « conduit à retomber dans le débat politicien ». Selon l'ancien ministre des transports, les partis de gauche n'ont pas intérêt à risquer l'organisation d'élections législatives anticipées car « on n'aura pas trop de six mois pour faire quelque chose si l'on veut éviter le désastre qui s'annonce en mars ».

Selon la SOFRES

La cote de confiance de M. Mitterrand en hausse de sept points

Selon un sondage de la SOFRES réalisé après le référendum sur le traité de Maastricht (auprès d'un échantillon de mille personnes suivant la méthode des quotas) et à paraître dans le prochain numéro du Figaro Magazine, la cote de confiance de M. François Mitterrand est en hausse de sept points par rapport au mois dernier : 43 % des personnes interrogées, contre 36 % en septembre, déclarent lui faire confiance « pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ». Le pourcentage des personnes qui ne font pas confiance au président de la République baisse de 61 % à 54 %.

Dans l'opposition, c'est le président de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing, qui bénéficie le plus de l'« effet référendum » avec un gain de dix points par rapport au précédent sondage. 42 % des Français souhaitent lui « voir jouer un rôle plus important dans les mois ou les années à venir ».

Poursuivant sa convalescence, M. Mitterrand s'est entretenu, comme prévu, mercredi après-midi 30 septembre, à l'Élysée, avec le premier ministre britannique, M. John Major, mais aucun autre rendez-vous n'est inscrit à son agenda officiel jusqu'à la semaine prochaine. Le président de la République a notamment renoncé à son entretien traditionnel du vendredi avec le premier ministre. L'Élysée se refuse à confirmer ou à infirmer, mercredi soir, la rumeur selon laquelle il pourrait retourner se reposer à Belle-Île en cette fin de semaine.

La prévention de la corruption

Le gouvernement n'entend pas renoncer à interdire le financement des campagnes par les entreprises

Le conseil des ministres du mercredi 30 septembre a adopté un projet de loi organique étendant aux candidats à l'élection présidentielle l'interdiction de recevoir des dons des entreprises, interdiction déjà prévue pour les candidats aux autres élections et pour les partis politiques par le projet sur la prévention de la corruption, dont la discussion doit commencer le mardi 13 octobre à l'Assemblée nationale.

La volonté de M. Pierre Bérégovoy, pour prévenir la corruption, d'accroître la transparence des relations économiques et du financement de la vie politique, est loin d'être unanimement appréciée. A l'approche du débat parlementaire, les groupes de pression émettent la voix plus ou moins discrètement : les publicitaires multiplient les interventions médiatiques, les grosses sociétés concessionnaires de services publics, qui redoutent l'obligation de se soumettre à un appel d'offres public lors du renouvellement des concessions, font jouer leurs relations chez les élus locaux. Même EDF craint d'être gênée dans ses négociations avec les municipalités. Quant aux partis politiques, ils n'ont pas besoin d'intermédiaires pour critiquer la suppression, du projet par le gouvernement, de l'au-

torisation de recevoir légalement des dons des entreprises.

Chacun, bien évidemment, s'efforce de trouver des arguments avouables : les sociétés habituées à régner seules sur les marchés des concessions expliquent que la future législation faciliterait l'arrivée en France des entreprises étrangères; les dirigeants des grands partis, tel M. Dominique Perben, député RPR, assurent que l'interdiction faite aux candidats de recevoir des dons des personnes morales les rendra « presque entièrement tributaires des partis politiques ayant accès au financement d'Etat » et ainsi brimera « les candidats indépendants, les candidats des petits partis faiblement représentés au Parlement, les dissidents des grandes formations ».

« Soyez audacieux »

Même le Parti socialiste espère convaincre le premier ministre de se montrer moins sévère. Les rumeurs selon lesquelles des dons des entreprises aux candidats, mais sous réserve que les partis puissent continuer à en recevoir. D'autres dirigeants du PS préconisent la solution inverse.

Face à cette levée de bouilliers, M. Bérégovoy maintient son analyse. Devant les parlementaires socialistes, mercredi 30 septembre, il est montré conciliant, en assurant qu'il était « prêt à entendre » les critiques et que son projet

« pourrait être amendé », mais il a aussi ironisé sur les arguments de ses adversaires. S'il s'est dit prêt à « parler » d'une autorisation des dons des entreprises aux candidats, il a ajouté que, maintenant, qu'il y avait transparence des comptes de campagnes et plafonnement des dépenses, « un retour aux valises [pleines d'argent liquide] n'était pas possible », d'autant qu'il était prêt « à renforcer » la législation actuelle. Ainsi a-t-il demandé aux élus du PS d'être en la matière « au moins aussi audacieux qu'entend l'être le gouvernement ».

Pour montrer sa détermination, le premier ministre a fait approuver, par le conseil des ministres de mercredi, un complément au projet adopté le 9 septembre. L'interdiction du financement de la vie politique par les entreprises ayant été inscrite au dernier moment dans le texte sur la prévention de la corruption, elle ne s'appliquait pas à l'organisation des campagnes présidentielles, qui, de fait, échappent à la Constitution, d'une loi organique et le gouvernement n'avait pas eu le temps, au début du mois de septembre, de préparer une modification de celle-ci. C'est ce qu'il vient de faire. Son projet n'a qu'un seul objet : étendre aux candidats à l'élection présidentielle l'interdiction de recevoir des dons des personnes morales. Le signal est clair : M. Bérégovoy ne recule pas au Parlement. Du moins pas volontairement.

THIERRY BRÉHIER

SOCIÉTÉ

CATASTROPHES

Neuf jours après les inondations dans le Sud-Est

Le plan ORSEC est maintenu dans le Vaucluse

Après une nouvelle tournée des zones ravagées par l'inondation du 22 septembre, le préfet du Vaucluse, M. Jean Danbigny, a annoncé mercredi 30 septembre que le plan ORSEC était maintenu « dans l'immédiat ». Soixante-trois communes du département ont fait parvenir à la préfecture une demande pour être déclarées zone sinistrée. Une commission interministérielle examinera ces demandes lundi 5 octobre à Paris. Le bilan des victimes fait toujours état de trente-quatre morts et huit disparus dans le département du Vaucluse, où les recherches se poursuivent.

Pour le Secours populaire français, ce sont environ 12 000 foyers, soit quelque 40 000 personnes, qu'il faut aider. Certains ont tout perdu, y compris leur logement - trois cent dix maisons ont été détruites. Le Secours catholique a pour sa part déjà recueilli 5 millions de francs, cependant que la Croix-Rouge annonce une collecte de 29 millions de francs (dont 7 millions de la CEE, 2 millions du ministère de la santé et 20 millions versés par quelque 100 000 donateurs individuels).

SPORTS

FOOTBALL : coupes européennes. - Après Auxerre, Marseille et Monaco se sont qualifiés, mercredi 30 septembre, pour le deuxième tour des coupes européennes. Dans l'épreuve des champions, les Marseillais, qui s'étaient imposés (5-0) chez les Irlandais de Glentoran, ont obtenu une nouvelle victoire (3-0) avec de nombreux remplaçants. Chez les vainqueurs de coupe, Monaco, qui avait gagné à Legnica (1-0), a dû se contenter d'un match nul (0-0) contre les Polonais.

DÉFENSE

Un contrat de 3,7 milliards de francs

La France livrera trois sous-marins au Pakistan

Avant la fin de cette année, la France et le Pakistan auront mis la dernière main à un contrat de 3,7 milliards de francs, qui porte sur la livraison, par l'arsenal de Cherbourg, de trois sous-marins diesel-électrique de la classe Agosta-90 à la marine pakistanaise. Le principe de ce marché est acquis depuis la visite, il y a une semaine, à Islamabad de M. Pierre Joxe, le ministre français de la défense. D'autre part, le Pakistan vient de prendre livraison du premier des chasseurs de mines que la France a accepté, en janvier, de lui fournir.

Entre 1969 et 1980, la marine pakistanaise a reçu de la France quatre sous-marins classiques du type Daphné (1 040 tonnes en plongée) et deux autres de la classe Agosta (1 725 tonnes). Elle a acquis aussi quatre avions de surveillance maritime Breguet-Atlantic, quatre hélicoptères Alouette III et des missiles Exocet AM 39 sur des hélicoptères britanniques.

Pour le remplacement de ses premiers Daphné, le Pakistan a porté son choix sur une version modernisée de l'Agosta conçue par l'arsenal de Cherbourg. Longtemps, les négociations ont échoué sur le financement du projet, les services du premier ministre français faisant valoir que le Pakistan avait une dette importante à l'égard de la France dans le domaine civil. Finalement, le marché militaire a été autorisé, sur la pression du ministre de la défense. Trois sous-marins Agosta-90 seront livrés par Cherbourg au Pakistan, à compter de 1995, pour une somme de 700 millions de dollars (3,7 milliards de francs).

L'Agosta-90 déplace 1 510 tonnes en surface et son équipage de trente-six hommes sert seize armes (torpilles ou mis-

siles) contre des navires de surface ou d'autres sous-marins. Les patrouilles peuvent durer jusqu'à soixante-sept jours, à la vitesse de 20 nœuds (environ 36 kilomètres à l'heure). A l'arsenal de Cherbourg, ce contrat est censé apporter entre deux et trois millions d'heures de travail, ce qui permettra de compenser la perte d'activités due à l'annulation par la France du contrat de deux sous-marins nucléaires d'attaque.

Discussions sur la fourniture de Mirage-2000

D'autre part, le chasseur de mines Sagittaire de la marine française a été transféré, la semaine dernière, à la marine du Pakistan et il a pris le nom de *Munsif*. L'équipage étant en formation actuellement à Toulon, ce n'est qu'à la fin du mois d'octobre que le *Munsif* regagnera le Pakistan. Cette livraison fait partie d'un contrat conclu au début de cette année (le Monde du 17 janvier) qui prévoit, outre la cession par la France du *Sagittaire*, un second chasseur de mines de la même classe construit à Lorient et un troisième assemblé à Karachi. Le contrat a été estimé à quelque 1,3 milliard de francs.

La France et le Pakistan sont, enfin, en discussions sur la fourniture de Mirage 2000, mais les conversations paraissent mal engagées, pour l'instant, en raison de la difficulté pour Islamabad de trouver un financement. De même, le Pakistan n'a pas donné suite à son projet d'acheter des avions Breguet-Atlantic, et il leur a préféré trois appareils américains Orion P 3C de patrouille maritime.

SCIENCES

Le directeur du CNES se déclare confiant en l'avenir d'Hermès

« D'une manière ou d'une autre, je suis convaincu que la navette européenne *Hermès* volera », a déclaré M. Jean-Daniel Lévi, directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES), lors d'une visite effectuée, lundi 28 septembre, au centre de Toulouse. Il a confirmé, toutefois, que le budget attribué pour 1993 au projet *Hermès* passerait « de 2 milliards à un peu plus de 1 milliard de francs » (le Monde du 10 septembre).

« Financièrement, la France n'a pas les moyens de continuer toute seule sous peine de menacer d'autres programmes. Mais l'ambition européenne de posséder un moyen de transport spatial reste une réalité. *Hermès* existera, même en plus modeste... », a ajouté M. Lévi, rejoignant ainsi M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de l'espace, qui souhaite voir se pérenniser le consortium Euro-Hermès chargé de construire la navette. Le ministre allemand de la recherche et de la technologie, M. Heinz Riesenhuber, ne partage pas ce point de vue : l'un de ses porte-parole a affirmé, mardi 29 septembre, que « le programme *Hermès* est trop cher », quelle que soit la version retenue.

RELIGIONS

Mgr David souhaite que les divorcés remariés soient mieux accueillis dans l'Eglise

Après les critiques soulevées par le document de la commission familiale de l'épiscopat rappelant la discipline de l'Eglise en ce qui concerne les divorcés remariés (qui ne peuvent pas accéder aux sacraments) (le Monde du 10 juin 1992), Mgr Jacques David, évêque de La Rochelle, a rendu publique, lundi 28 septembre, une « lettre aux divorcés remariés », qui a fait l'objet d'une diffusion exceptionnelle de la Conférence épiscopale. « C'est une tristesse pour l'Eglise de ne pouvoir proposer aux catholiques divorcés remariés les sacraments de la réconciliation et de l'Eucharistie », dit Mgr David, mais ainsi elle rend un service à l'humanité en défendant l'indissolubilité du mariage. Le refus de la communion ne vient pas de ce que « Dieu refuserait le pardon, mais à cause du lien entre le mariage et l'Eucharistie ». « L'espérance », ajoute Mgr David, que l'Eglise trouvera un jour le moyen d'exprimer ce pardon et de le célébrer d'une manière qui vous encourage... »

« Vous n'êtes pas sur une voie sans issue », dit encore l'évêque de La Rochelle, invitant les divorcés remariés à « vivre leur vie de baptisés » et à prendre « toute leur part à la mission de l'Eglise ».

Le Père Max Thurian devient membre de la commission théologique internationale

Fondateur avec le pasteur Roger Schutz de la communauté ecuménique de Taizé (Saône-et-Loire), le Père Max Thurian a été nommé, mercredi 30 septembre, membre de la commission théologique internationale. Regroupant une trentaine de théologiens catholiques, cette commission assiste la Congrégation pour la doctrine de la foi que préside au Vatican le cardinal Ratzinger.

[Né le 14 août 1921 à Genève, Max Thurian, cultivateur, pasteur de l'Eglise réformée suisse, a fondé juste après la guerre la communauté de Taizé. Il a assisté comme observateur au concile Vatican II (1962-1965). Collaborateur actif du Conseil œcuménique des Eglises de Genève, il a écrit de nombreux ouvrages théologiques sur Marie, la confession, l'Eucharistie, le mariage et le célibat, avant d'être ordonné prêtre à Naples en mai 1987.]

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT

15 minutes par jour pour apprendre le solfège

service minutoriel

69F



DANS DEUX JOURS, "PLUME EN HERBE" REVÈLE LES 10 ILLUSTRATIONS QUI FONT ALLER LES MOTS DE SOI.

"Plume en herbe", c'est le grand concours des petites plumes. Organisé par Nathan, Le Monde et Waterman, il existe depuis 4 ans et rassemble de plus en plus d'enfants autour du même plaisir d'écrire. Pour les y aider, 10 illustrations signées Zola leur permettent d'imaginer et d'écrire leur histoire. Cette année, pour la 1ère fois, le jury sélectionnera 4 lauréats, deux chez les 9-10 ans et deux chez les 11-13 ans. Ils seront édités chez Nathan dans un même livre. Pour donner aux enfants le goût des livres...

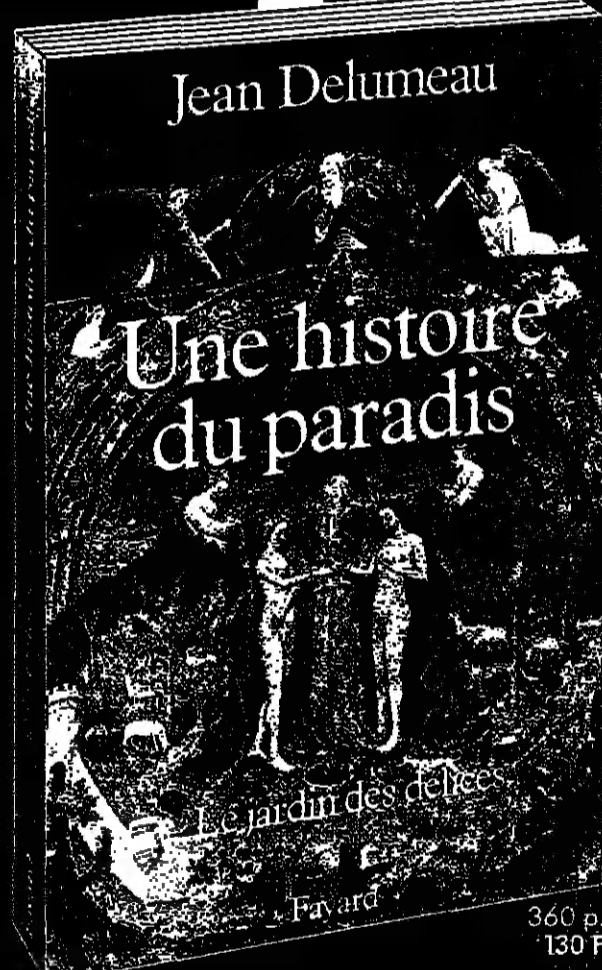
Livrets de participation disponibles dans Le Monde du 3 Octobre (daté 4 et 5 Octobre), puis gratuitement en librairie et en papeterie ou chez Nathan, 9 rue Méchain Paris 14ème (Minitel 3615 code Nathan). Clôture le 31 Décembre 92.

"Plume en herbe"

LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES 9-13 ANS

3 NATHAN Le Monde WATERMAN 2

JEAN DELUMEAU



Un Delumeau est toujours un événement. Celui-ci ouvre la route du ciel via l'étape du paradis. Après la peur, place donc au bonheur... Immense, sans faille, parfaitement maîtrisée, la science, bien sûr, et une écriture toujours finement accordée au propos juste et mesuré... Le message me bouleverse, le ce que je crois discret, en acte, d'un homme de cœur et d'un chrétien soucieux de mettre sa culture au service de sa compréhension du christianisme, je serais tenté d'écrire d'un christianisme qui soit compréhensible pour ceux qui sont en droit de nous demander de leur en rendre compte.

Pierre Chaunu, Le Figaro

C'est un jardin extraordinaire... Le péché, la peur, la culpabilisation, les grands malheurs et fléaux, le besoin d'être rassuré, le pardon ont sous la plume de Jean Delumeau trouvé leur historien qui, à l'aide de textes de première main, retrace, entre XIV^e et XVIII^e siècles, les façons dont en Occident les hommes ont vécu avec le drame, la peur et l'Eglise. Le voici parvenu aux images des rêves heureux et des grands bonheurs, de la joie céleste et de l'éternité radieuse; images et représentations qui ont une longue histoire faite de désirs, d'utopies, de nostalgie et d'espérances.

Arlette Forge, Libération

FAYARD

CINÉMA

Voyage en Italie

A la recherche de l'innocence perdue

LES ENFANTS VOLÉS
de Gianni Amelio

Il ladro di bambini, alors provisoirement titré en français *Le Voleur d'enfants*, fit passer, sur le dernier Festival de Cannes, un vrai moment d'émotion. C'était le seul film italien en sélection officielle. Il reçut le Grand Prix du Jury et le Prix oscaristique. Consécration pour son auteur Gianni Amelio (quarante-six ans), peu connu en France bien qu'il tourne pour la télévision et le cinéma depuis 1970. Seul son second film, *La Cité du soleil*, sortit, en 1974, une diffusion commerciale. Mais, bonne nouvelle, *Portes ouvertes*, réalisé en 1990 d'après un roman de Leonardo Sciascia, va sortir en salles fin octobre.

En rejoignant, à partir d'un fait divers réel, la réalité italienne contemporaine, Gianni Amelio a, du même coup, retrouvé ce langage cinématographique simple et direct né, jadis, du «néo-réalisme» (ici, particulièrement, le néo-réalisme de Vittorio de Sica), qui s'éleva contre la misère matérielle et morale des débuts. Si, d'une certaine manière, *Les Enfants volés* (1) est un manifeste artistique, c'est aussi le constat qui vient à son heure, d'une société à la dérive, rejetée dans ses marges les exclus du système économique, ces gens du Sud surtout, envers lesquels on ne manifeste plus aucune solidarité.

A la périphérie de Milan, dans un logement pauvre d'une cité délabrée, un petit garçon de neuf ans, Luciano (Giuseppe Lencitano), regarde fixement, sans dire un mot, une Sicilienne sans âge s'affairant à de mystérieux préparatifs. Elle l'envoie dehors pour se débarrasser de lui. Dans l'escalier, Luciano croise un homme très bien habillé, un bourgeois. Cet homme est le «client»

de sa sœur Rosetta, âgée de onze ans et que leur mère prostituée depuis deux ans. Tandis que Luciano erre dans la cour, la police arrête le client, la mère et Rosetta (Valentina Scalici). Ce prologue du film, on le reçoit comme un coup de poing et, pendant toute la suite, le regard noir de l'enfant qui s'enferme dans le mutisme, ce regard de juge, va être l'un des points de vue de la mise en scène.

L'envers de la Sicile touristique

Antonio (Enrico Lo Verso), jeune carabinieri d'origine calabraise, est chargé d'escorter les deux enfants dans un foyer tenu par des religieuses, où ils doivent être placés. Son brigadier ayant filé à Bologne rejoindre une femme, Antonio se trouve livré à sa seule initiative lorsqu'à Civita-

vecchia, on refuse de prendre les enfants en charge, Rosetta, la rebelle, étant considérée comme une pestiférée. Et comme il doit les conduire dans un autre foyer en Sicile, que Luciano, souffrant, ne supporte pas le train, Antonio loue une voiture et offre à ses «prisonniers» trois jours de vacances, en passant par le bord de mer.

Ces enfants qui l'encombraient, il a compris leur détresse, il veut réconcilier le frère avec cette sœur qu'il déteste, réconcilier Luciano et Rosetta avec leur enfance sacragée. Ce voyage vers le sud de l'Italie, sans uniforme, est pour le petit carabinieri noir et blanc, une révélation de la réalité des exclus.

Civita vecchia grouillant de sans-logis, la Calabre est un monde défilant et l'envers de la Sicile touristique n'agrémente pas

le tableau. Une seule chose «fonctionne» : la télévision, diffusant ses images, qu'on regarde ou pas. Partout, c'est le manque d'amour ou simplement l'indifférence quand l'hostilité s'efface. Antonio, lui, donne tout ce qu'il peut donner, au risque d'y perdre sa fonction.

Une photo de lui petit garçon, déguisé en Zorro, en fait un héros pour Luciano, des gestes de tendresse en font un père pour Rosetta. Gianni Amelio a évité la bonté lénifiante, l'idéalisme rassurant. Ce film qui fait venir les larmes est tendre et dur à la fois, vrai comme la vie, jusque dans son interprétation.

JACQUES SICLIER

(1) Ce nouveau titre permet d'éviter une confusion avec le *Voleur d'enfants* de Christian de Chalonge (d'après Jules Supervielle).

Remède-miracle

ASHAKARA
de Gérard Louvin

C'est peu dire que Gérard Louvin peine à démarrer son histoire de médicament-miracle, dont une fièvre de la brousse connaît le secret, et qu'utilise en tout humanisme son frère le bon docteur. A leurs basques gravitent les truands locaux, attirés par les gains que promet un magistral des industries phar-

maceutiques européennes. Son envoyé sur place, à Lomé, est un gentil blanc qui s'appelle Blanc, c'est plus clair. Pour le bon droit et les beaux yeux d'une fille du docteur, il choisira bientôt le camp des justes.

Laborieusement mise en place, l'intrigue s'enlise longtemps dans des discussions diaboliques sur le pillage des richesses africaines, coupées par des séquences touristiques et musicales, dont on se demande si elles sont là pour décorer, ou, au contraire, si le récit n'est pas qu'un prétexte.

Bizarrement, et très plaisamment, *Ashakara* finit pourtant par trouver son rythme, chaotique, feuilletonnesque, tour à tour buissonnier et truffé de rebondissements, de notations, de personnages secondaires, de bouts d'histoire en plus, jusqu'à une poursuite en voiture joyeusement «à la B.A.», ponctuée d'un duel au pistolet en forme de canular nonchalant et justicier. Une sorte de BD optimiste et sans prétentions, qui ouvre quelques pistes dans le domaine désertique de la comédie africaine.

J.-M. F.

Fond de l'œil

L'ESPRIT DE CAIN
de Brian De Palma

De *Seurs de sang* (1973) à *Body Double* (1985), en passant par *Carrie* et *Paisans*, Brian De Palma a mis au point un genre particulier de suspense psychologique et d'épouvante, nourri de références cinématographiques (Hitchcock regnerait) et de jeux avec les techniques de prise de vues - et de son. Depuis, il a tenté d'adapter ce style au film noir (*Les Incorruptibles*), au film de guerre (*Outrage*), à la chronique sociale (*Le Bûcher des vanités*), sans grande réussite. Il revient cette fois à sa première maîtrise.

De Palma, qui n'a rien perdu en habileté, manque tout le reste. Organisme un peu déformé de phobies, de cauchemars, de trucs optiques et de références, le cinéaste semble un Monsieur Loyel faisant tourner à vide des animaux bien dressés, mais au poil terne. Son histoire de pédophile, victime d'un traumatisme d'enfance, est sujet à de criminelles déductions de la personnalité relève de la manipulation experte mais gratuite. Rien ne touche ni n'écroche, sinon le dépitant sentiment d'être installé de force sur un scénario relayant des montages de folie très apprêtée, plongeant dans des mises en scène de convention.

J.-M. F.

Les couleurs du doute

Un adolescent devient adulte :
sujet bateau, mais le contexte ne l'est pas

UNE VIE INDÉPENDANTE
de Vital Kanevski

Dans un paysage de neige et de brouillard, au loin, un cheval avance avec difficulté. Ça ne va pas, dit une voix. C'est le film, pas le cheval, qui revient en arrière. Ainsi sommes-nous prévenus : la façon dont Vital Kanevski va conter son histoire ne sera pas réaliste. Son histoire est la suite de *Bouge pas, meurs et ressuscite*. Nous en retrouvons le héros, l'adolescent aux pommettes kal-moules - double du réalisateur, Pavel Nazarov. Il va rencontrer l'injustice, être blessé comme un enfant qui ne comprend pas, faire lui-même du mal, partir, chercher sa vie, une autre famille, au long des fleuves, des ports, des grands espaces sibériens. Il va mener une idylle avec la sœur de son amie, morte au précédent épisode de cette autobiographie à peine déguisée. Il veut jouer, s'aimer, se fuir, se retrouver, ne plus se reconnaître. Il veut devenir adulte.

Une vapeur rose

Bouge pas, meurs et ressuscite était un film en noir et blanc, rude et fauché. *Une vie indépendante* - prix du Jury au dernier Festival de Cannes - se peint en couleurs effilées, comme usées, sales de traces sanglantes, coupées de noirs violents, mais toujours dans une ambiance de *Roi des Aulnes*, un parti pris d'esthétisme brumeux où les contours et les frontières s'estompent. «Quand Staline est mort, il y a eu dans le ciel une vapeur rose, une

fumée un peu floue : c'est de cette idée que le film se nourrit», raconte Kanevski.

Mais en même temps, au-delà de la misère et de son cynisme, des duretés et des trivialités, au-delà des plaisirs picaresques, ce qui apparaît dans ce film, plus encore que dans le précédent, c'est le désarroi du déracinement. On voit des rails, une route, un train, une fosse, un bout de cabane, qui pourraient être situés ici ou là. Les personnages apparaissent minuscules contre des horizons démesurés, ou dans des coins, des fragments d'endroits - lambeaux d'images imprimés dans la mémoire sans que l'on puisse dire où ni quand.

Les cinéastes de l'Est, censés avoir recouvré leur vérité, leur histoire, en quelque sorte leur famille, semblent déboussolés. Moins par les incertitudes du présent que, de façon bizarre, par celles du passé. On dirait qu'ils ne parviennent pas à rassembler les liens avec cette famille, aussi floue finalement que la vapeur rose dans le ciel à la mort de Staline. Qu'ils tombent sur un père improbable comme dans *Luna Park*, trébuchent les cadres de leur appartenance de père comme dans *Le Chêne*, montrent des femmes tirées entre le besoin d'amour avec un «homme d'avant» et le désir de connaître d'autres gens comme dans *Chère Emma*, se mettent en quête d'une tante dont ils ont vaguement entendu parler comme dans *Une vie indépendante*. Tous, à l'image du héros de Kanevski, débambulent, orphelins, entre vertige et aveuglement.

COLETTE GODARD

MUSIQUES

La seconde vie d'Izzy Stradlin

Un an après avoir quitté Guns N'Roses, le guitariste entame une carrière en solo prometteuse

IZZY STRADLIN
AND THE JU JU HOUNDS
à l'Espace Omano

Mercredi soir, les Ju Ju Hounds donnaient à Paris le second concert de leur brève existence. Le bassiste a joué avec les Broken Homes, le guitariste solo chez les Georgia Satellites, le batteur a fait une tournée derrière Bob Dylan, le chanteur et guitariste, lui aussi, est en rupture de groupe. Mais Izzy Stradlin a tourné le dos à Guns N'Roses, ce qui s'entend. Pas tant dans la musique des Ju Ju Hounds que dans les hurlements du public qui réclame *Mr. Brownstone* ou d'autres titres parmi ceux que Stradlin composa pour Guns N'Roses. Mais, ce soir, le jeune homme frère ne se retournera pas sur son passé.

Le premier album d'Izzy Stradlin and the Ju Ju Hounds doit sortir le 12 octobre, chez Geffen, la compagnie de Guns N'Roses. On y retrouvera des sonorités familières, mais pas celles qu'on attendait : les guitares d'*Exile on Main Street*, des Rolling Stones, le reggae passé à la moulinette punk à la manière des Clash. Si Izzy Stradlin s'est mis en congé du rock'n'roll c'est, c'est pour faire de la musique. La veille du concert, il expliquait doucement, presque timidement : «Avec ce groupe, je fais dans la journée ce que j'ai décidé le matin. Avec Guns N'Roses, chaque jour était un point d'interrogation. Est-ce qu'on arrivera à temps au concert ? Est-ce qu'on jouera ?»

Stradlin a recruté des musiciens expérimentés, capables de l'accompagner dans sa rééducation musicale. Le guitariste appartient à une génération qui a connu le rock grâce aux Ramones ou à Motorhead pour ensuite découvrir les Rolling Stones, puis le blues. Il met dans l'exécution d'une musique familière une fougue, une naïveté qui ont depuis longtemps déserté la plupart de ses inspirateurs. «Mon style d'écriture a changé, parce que je suis beaucoup moins en rogne qu'avant. Au sein de Guns N'Roses, l'acharnement

entre les gens donnait des résultats toxiques», ajoute-t-il.

Pour l'instant, les Ju Ju Hounds en sont encore au stade de la lune de miel. Leur concert fut bref (une heure, le temps de jouer l'intégralité de l'album), parfois chaotique, mais perpétuellement empreint d'un excellent esprit, à la fois joyeux-fou et sérieux. Ce ne sont pas des Vatel du rock, ils ne se suicident pas pour une fausse note et ardemment (on sent un respect pour la musique, pour les instruments). Certes, Izzy Stradlin n'est pas un grand chanteur. Sur disque, sa voix rauque, qui évoque un peu celle de Keith Richards, en plus souple, colle assez bien aux ambiances poisseuses des chansons.

Sur scène, encore pris par le trac, il fait ce qu'il peut, se cachant derrière la rythmique brutale et carrée, derrière les solos classiques, parfois bavardes, souvent élégants de Rick Richards. Il n'empêche, c'est lui que les spectateurs sont venus voir, trop heureux d'approcher de près, dans une petite salle, un morceau de mythe. Izzy Stradlin s'affirme heureux d'avoir quitté les stades pour les clubs, n'a pas l'air trop pressé de renouer avec les disques de platine et les tournées sans fin. Mais il continue sur sa lancée, il est loin d'être à l'abri du danger.

THOMAS SOTINEL

THEATRE INTERNATIONAL
DE LANGUE FRANÇAISE
la Villette

Parc de la Villette, M. Poë de Pantin
ESQUISSES POUR L'AFRIQUE!

7 au 14 octobre
VENENGA

9 au 11 octobre
MISERE

15 au 18 octobre
VENTEAU CEUX DU MONTONGE

LOCATION 43.22.60.97

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais sur : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

**Sauvent les particuliers, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 19 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur G.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 48 62 12 62.**

LUNDI 5 OCTOBRE
S. 1 - Tableaux russes. - ARCOLE (M^e RENAUD).
S. 2 - Beau mobilier. Objets d'art. - M^e JUTHEAU.
S. 5 et 6 - Objets d'art et bel ameublement. - M^e ROGEON.
S. 11 - Tableaux russes. Etienne Picard. Anne de Courlon. - M^e MILLON, ROBERT.

MERCREDI 7 OCTOBRE
S. 2 - Bijoux et argenterie dont 35 bijoux d'artistes sur réalisation de sage de la St HUGO DIFFUSION. - M^e MILLON, ROBERT.
S. 3 - Tablx anc. Porcelaines et faïences. Argenterie. Objets de vitrine. - M^e BOISGIRARD.
S. 7 - Dess. anc. et mod. Tablx mod. Meub. et objets d'art XVIII^e et XIX^e. Mob. jardins en fer forgé. - M^e RIBREYRE, BARON.
S. 13 - Meubles. Livres anciens de Jules Verne. - M^e BINOCHKE, GODEAU.
S. 14 - 14 h 15. Objets d'art et de bel ameublement des XVIII^e et XIX^e siècles. - M^e ADER, TAJAN, M. J.-P. Dillé, expert.
S. 15 - Tableaux, mobilier des XVIII^e, XIX^e et XX^e. - M^e CHAMPELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. Tél. : 43-22-30-13.

JEUDI 8 OCTOBRE
S. 9 - Importantes estampes modernes. Collection Henri M. Petiet. - M^e PICARD, M^e Rousseau et M. Romand, experts.

VENREDI 9 OCTOBRE
S. 2 - Livres anciens et romantiques. Livres illustrés modernes et mémoires. ARCOLE (M^e OGER, DUMONT). SUITE DE CETTE VENTE LE SAMEDI 10 OCTOBRE S. 2.
S. 13 - Tab., bib., meub. - M^e BONDU.
S. 14 - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M^e AUDAP, GODEAU, SOLANET.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHKE, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 41-42-76-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
JUTHEAU, 13, rue Grange-Batelière (75009), 48-00-55-22.
MILLON, ROBERT, 19, rue Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PICARD, 4, rue Drouot, (75009), 47-70-74-22.
RIBREYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

هكذا من راصل

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. et dim. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 19 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 10 octobre.

LAURE ALBIN-GUILLOT, ELI LOTAR. Galerie du Forum, jusqu'au 10 octobre.

CHARLOTTE SALOMON : VIE OU THÉÂTRE ? d'art graphique, 4 d'âge. Jusqu'au 3 janvier.

Musée d'Orsay

1, rue de la Bellechasse (40-49-48-14). T.J. et dim. 9 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 10 octobre.

PHILIPPE BERTIN, HANIS YIAKOU-MIS. Photographies. Du 3 octobre au 1 novembre.

PALAIS D'ARGENT, L'ARCHITECTURE BANCAIRE EN FRANCE DE 1850-1930. Exposition-dossier. Entrée : 10 F. Jusqu'au 10 janvier.

PIERRE LAPIN : MUSÉE D'ORSAY. Exposition-dossier. Entrée : 10 F. Billet d'accès au musée. Jusqu'au 10 janvier.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (40-70-11-10). T.J. et dim. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 10 octobre.

HOMMAGE À ANDRÉ CADRE. Entrée : 10 F. Jusqu'au 4 octobre.

BRICE MARDEN. Entrée : 10 F. Jusqu'au 11 octobre.

PAULIN. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 octobre.

MICHEL VERJUX. Entrée : 30 F. Jusqu'au 11 octobre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. du Général-Eisenhower.

LES ETROUSQUES ET L'EUROPE. Les étrusques (44-13-17-17). T.J. et dim. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 14 octobre.

PICASSO ET LES GALERIES NATIONALES (44-13-17-17). T.J. et dim. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 14 octobre.

LA XVI^e BIENNALE INTERNATIONALE DES ANTIQUAIRES. (43-89-85-24). T.J. et dim. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 4 octobre.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place du Jeu de Paume (42-60-66-66). T.J. et dim. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 10 octobre.

GÉNÉRIQUE 1 : DESORDRES. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 8 novembre.

MUSÉES

ABUDRAMANE, BASSERODE. Les arts de la guerre. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 octobre.

LE NOUVEAU L'ART. Université et art contemporain. Musée d'art contemporain. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 novembre.

BRADERIE. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 2, rue de la Harpe, 10, rue de la Harpe. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 novembre.

ABUDRAMANE, BASSERODE

Les arts de la guerre. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 octobre.

LE NOUVEAU L'ART. Université et art contemporain. Musée d'art contemporain. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 novembre.

BRADERIE. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 2, rue de la Harpe, 10, rue de la Harpe. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 novembre.

ABUDRAMANE, BASSERODE

Les arts de la guerre. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 octobre.

LE NOUVEAU L'ART. Université et art contemporain. Musée d'art contemporain. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 novembre.

BRADERIE. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 2, rue de la Harpe, 10, rue de la Harpe. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 novembre.

ABUDRAMANE, BASSERODE

Les arts de la guerre. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 octobre.

LE NOUVEAU L'ART. Université et art contemporain. Musée d'art contemporain. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 novembre.

BRADERIE. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 2, rue de la Harpe, 10, rue de la Harpe. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 novembre.

ABUDRAMANE, BASSERODE

Les arts de la guerre. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 octobre.

LE NOUVEAU L'ART. Université et art contemporain. Musée d'art contemporain. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 novembre.

BRADERIE. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 2, rue de la Harpe, 10, rue de la Harpe. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 novembre.

ABUDRAMANE, BASSERODE

Les arts de la guerre. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 octobre.

LE NOUVEAU L'ART. Université et art contemporain. Musée d'art contemporain. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 novembre.

BRADERIE. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 2, rue de la Harpe, 10, rue de la Harpe. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 novembre.

ABUDRAMANE, BASSERODE

Les arts de la guerre. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 octobre.

LE NOUVEAU L'ART. Université et art contemporain. Musée d'art contemporain. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 novembre.

BRADERIE. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 2, rue de la Harpe, 10, rue de la Harpe. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 novembre.

LA MÉNAGERIE DU PALAIS

13, rue de la Harpe (47-23-38-53). T.J. et dim. 9 h à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée au musée). Jusqu'au 10 octobre.

TRENTÉ 92. 5^e Biennale de la jeune photographie en France. Palais national de la photographie. Tokyo, 13, rue de la Harpe. T.J. et dim. 9 h à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée au musée). Jusqu'au 9 novembre.

MONNAIES DE CHINE

Bibliothèque nationale, Cabinet des médailles. 59, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.J. et dim. 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 décembre.

MONTMARTRE, VILLAGE URBAIN, QUARTIER RURAL. Musée de Montmartre, 12, rue de la Harpe (46-06-81-11). T.J. et dim. 11 h à 18 h. Jusqu'au 11 octobre.

PIERRE LAPIN

Bibliothèque nationale, Cabinet des médailles. 59, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.J. et dim. 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 décembre.

MONTMARTRE, VILLAGE URBAIN, QUARTIER RURAL. Musée de Montmartre, 12, rue de la Harpe (46-06-81-11). T.J. et dim. 11 h à 18 h. Jusqu'au 11 octobre.

PIERRE LAPIN

Bibliothèque nationale, Cabinet des médailles. 59, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.J. et dim. 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 décembre.

MONTMARTRE, VILLAGE URBAIN, QUARTIER RURAL. Musée de Montmartre, 12, rue de la Harpe (46-06-81-11). T.J. et dim. 11 h à 18 h. Jusqu'au 11 octobre.

PIERRE LAPIN

Bibliothèque nationale, Cabinet des médailles. 59, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.J. et dim. 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 décembre.

MONTMARTRE, VILLAGE URBAIN, QUARTIER RURAL. Musée de Montmartre, 12, rue de la Harpe (46-06-81-11). T.J. et dim. 11 h à 18 h. Jusqu'au 11 octobre.

PIERRE LAPIN

Bibliothèque nationale, Cabinet des médailles. 59, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.J. et dim. 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 décembre.

MONTMARTRE, VILLAGE URBAIN, QUARTIER RURAL. Musée de Montmartre, 12, rue de la Harpe (46-06-81-11). T.J. et dim. 11 h à 18 h. Jusqu'au 11 octobre.

PIERRE LAPIN

Bibliothèque nationale, Cabinet des médailles. 59, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.J. et dim. 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 décembre.

MONTMARTRE, VILLAGE URBAIN, QUARTIER RURAL. Musée de Montmartre, 12, rue de la Harpe (46-06-81-11). T.J. et dim. 11 h à 18 h. Jusqu'au 11 octobre.

PIERRE LAPIN

Bibliothèque nationale, Cabinet des médailles. 59, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.J. et dim. 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 décembre.

MONTMARTRE, VILLAGE URBAIN, QUARTIER RURAL. Musée de Montmartre, 12, rue de la Harpe (46-06-81-11). T.J. et dim. 11 h à 18 h. Jusqu'au 11 octobre.

PIERRE LAPIN

Bibliothèque nationale, Cabinet des médailles. 59, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.J. et dim. 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 décembre.

MONTMARTRE, VILLAGE URBAIN, QUARTIER RURAL. Musée de Montmartre, 12, rue de la Harpe (46-06-81-11). T.J. et dim. 11 h à 18 h. Jusqu'au 11 octobre.

PIERRE LAPIN

Bibliothèque nationale, Cabinet des médailles. 59, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.J. et dim. 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 décembre.

MONTMARTRE, VILLAGE URBAIN, QUARTIER RURAL. Musée de Montmartre, 12, rue de la Harpe (46-06-81-11). T.J. et dim. 11 h à 18 h. Jusqu'au 11 octobre.

PIERRE LAPIN

Bibliothèque nationale, Cabinet des médailles. 59, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.J. et dim. 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 décembre.

MONTMARTRE, VILLAGE URBAIN, QUARTIER RURAL. Musée de Montmartre, 12, rue de la Harpe (46-06-81-11). T.J. et dim. 11 h à 18 h. Jusqu'au 11 octobre.

PIERRE LAPIN

Bibliothèque nationale, Cabinet des médailles. 59, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.J. et dim. 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 décembre.

MONTMARTRE, VILLAGE URBAIN, QUARTIER RURAL. Musée de Montmartre, 12, rue de la Harpe (46-06-81-11). T.J. et dim. 11 h à 18 h. Jusqu'au 11 octobre.

PIERRE LAPIN

Bibliothèque nationale, Cabinet des médailles. 59, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.J. et dim. 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 décembre.

MONTMARTRE, VILLAGE URBAIN, QUARTIER RURAL. Musée de Montmartre, 12, rue de la Harpe (46-06-81-11). T.J. et dim. 11 h à 18 h. Jusqu'au 11 octobre.

PIERRE LAPIN

Bibliothèque nationale, Cabinet des médailles. 59, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.J. et dim. 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 décembre.

MONTMARTRE, VILLAGE URBAIN, QUARTIER RURAL. Musée de Montmartre, 12, rue de la Harpe (46-06-81-11). T.J. et dim. 11 h à 18 h. Jusqu'au 11 octobre.

Nous publions le jeudi (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

ANDRÉ BRASILLIER

108, rue de la Harpe (40-67-97-00). T.J. et dim. 9 h à 18 h. A partir du 10 octobre de 9 h à 17 h 30. Jusqu'au 22 novembre.

JEAN CHAUVIN. Espace de la patrie. 22, rue de la Harpe (40-67-97-00). T.J. et dim. 11 h à 18 h. Jusqu'au 17 octobre.

LA COLLECTION

Fondation Jean Dabouff, 137, rue de la Harpe (47-34-12-83). T.J. et dim. 14 h à 18 h. Du 1^{er} octobre au 1^{er} novembre.

COLLECTION D'ARTS DES DÉPÔTS. Bibliothèque nationale, Cabinet des médailles. 59, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.J. et dim. 11 h à 19 h. Jusqu'au 17 octobre.

GÉNÉRIQUES

Hôtel de la Harpe, 11, rue de la Harpe (42-66-71-71). T.J. et dim. 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 octobre.

HELIOPOUS. Le club du baron Empain. Institut du monde arabe, 1, rue de la Harpe (40-67-97-00). T.J. et dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 octobre.

HUANG YONG PING

Bibliothèque nationale, Cabinet des médailles. 59, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.J. et dim. 11 h à 19 h. Jusqu'au 17 octobre.

LES JARDINS DU SAUVAGE HAUSMANN. Le Louvre, 1, rue de la Harpe (40-67-97-00). T.J. et dim. 11 h à 19 h. Jusqu'au 10 octobre.

ANTOINETTE DE LA BOULAYE

38, rue de la Harpe (42-72-08-10). Jusqu'au 17 octobre.

MARTINE BOULEAU. Galerie Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

JACQUES BOUTIN. Galerie Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

ANTOINETTE DE LA BOULAYE

38, rue de la Harpe (42-72-08-10). Jusqu'au 17 octobre.

MARTINE BOULEAU. Galerie Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

JACQUES BOUTIN. Galerie Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

ANTOINETTE DE LA BOULAYE

38, rue de la Harpe (42-72-08-10). Jusqu'au 17 octobre.

MARTINE BOULEAU. Galerie Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

JACQUES BOUTIN. Galerie Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

ANTOINETTE DE LA BOULAYE

38, rue de la Harpe (42-72-08-10). Jusqu'au 17 octobre.

MARTINE BOULEAU. Galerie Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

JACQUES BOUTIN. Galerie Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

ANTOINETTE DE LA BOULAYE

38, rue de la Harpe (42-72-08-10). Jusqu'au 17 octobre.

MARTINE BOULEAU. Galerie Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

JACQUES BOUTIN. Galerie Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

ANTOINETTE DE LA BOULAYE

38, rue de la Harpe (42-72-08-10). Jusqu'au 17 octobre.

MARTINE BOULEAU. Galerie Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

JACQUES BOUTIN. Galerie Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

ANTOINETTE DE LA BOULAYE

38, rue de la Harpe (42-72-08-10). Jusqu'au 17 octobre.

MARTINE BOULEAU. Galerie Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

JACQUES BOUTIN. Galerie Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

ANTOINETTE DE LA BOULAYE

38, rue de la Harpe (42-72-08-10). Jusqu'au 17 octobre.

MARTINE BOULEAU. Galerie Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

JACQUES BOUTIN. Galerie Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

ANTOINETTE DE LA BOULAYE

38, rue de la Harpe (42-72-08-10). Jusqu'au 17 octobre.

MARTINE BOULEAU. Galerie Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

JACQUES BOUTIN. Galerie Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

ANTOINETTE DE LA BOULAYE

38, rue de la Harpe (42-72-08-10). Jusqu'au 17 octobre.

MARTINE BOULEAU. Galerie Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

JACQUES BOUTIN. Galerie Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

INVENTAIRE

24, rue de la Harpe (42-78-05-62). Jusqu'au 17 octobre.

CHRISTIAN JACCORD. Peintures-objets et papiers. 10, rue de la Harpe (45-62-67-07). Jusqu'au 31 octobre.

PETER JOSEPH. Galerie Laage-Salomon, 57, rue de la Harpe (42-78-11-71). Jusqu'au 18 octobre.

JEAN KAPERA

Galerie Fanny Laffaille, 4, rue de la Harpe (45-63-62-00). Du 1^{er} octobre au 17 novembre.

ALAN KAPROW. Espace Danguy, 57, rue de la Harpe (42-78-11-71). Jusqu'au 17 octobre.

KARSKAYA. Galerie Philip, 14, rue de la Harpe (48-04-88-22). Du 1^{er} octobre au 17 novembre.

MARIE-JO LAFONTAINE

Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-55). Jusqu'au 11 octobre.

PIERRE LANNELUC. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

ALAN MAC VENEY. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

CHARLES-HENRI MONVERT

Quinze ans de peinture. Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

THIERRY MOUILLE. Galerie Barbier-Beltz, 7, rue de la Harpe (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.

SHAUNE NEILL. Galerie Keller, 15, rue de la Harpe (47-00-41-47). Jusqu'au 10 octobre.

NUITS

Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de la Harpe (42-78-13-44). Jusqu'au 10 octobre.

ROMAN OPALKA. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

JEAN-LUC PARENT. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

GIUSEPPE PENONE

Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

RAMSA. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

PIERRE TAL-COAT. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

RAMSA

Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

PIERRE TAL-COAT. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

RAMSA. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

PIERRE TAL-COAT

Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

RAMSA. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

PIERRE TAL-COAT. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

RAMSA

Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

PIERRE TAL-COAT. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

RAMSA. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

PIERRE TAL-COAT

Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

RAMSA. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

PIERRE TAL-COAT. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

RAMSA

Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

PIERRE TAL-COAT. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

RAMSA. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

PIERRE TAL-COAT

Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

RAMSA. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

PIERRE TAL-COAT. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

RAMSA

Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

PIERRE TAL-COAT. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

RAMSA. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

PIERRE TAL-COAT

Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

RAMSA. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

PIERRE TAL-COAT. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

RAMSA

Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

PIERRE TAL-COAT. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

RAMSA. Galerie Lannelluc, 54, rue de la Harpe (42-61-19-07). Jusqu'au 7 novembre.

ASNIÈRES-SUR-OISE

Champs de la Harpe, 10, rue de la Harpe (30-35-40-18). T.J. et dim. 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 octobre.

BIÈVRES. Cité d'art sur la photographie. Musée de la Harpe, 10, rue de la Harpe (30-35-40-18). T.J. et dim. 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 octobre.

CHATELAIN-MALABRY

Il y a cent quatre-vingt-cinq ans. Châteaubriand, 10, rue de la Harpe (30-35-40-18). T.J. et dim. 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 octobre.

CLAMART. Humbert. Fondation Jean Arp, 21-23, rue de la Harpe (45-34-22-63). Ven. sam. dim. 14 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.

LA DÉFENSE

Scène de mode. 11, rue de la Harpe (45-34-22-63). Ven. sam. dim. 14 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.

HERBLAY. Martine Diemer. Centre d'art contemporain du Val-de-Marne, 40, rue de la Harpe (30-35-40-18). T.J. et dim. 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.

IVRY-SUR-SEINE

Cinq années d'art contemporain du Fonds national d'art contemporain, 83, rue de la Harpe (30-35-40-18). T.J. et dim. 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.

POINTEAUX. André Mantelet (1878-1953). Musée Camille-Pissarro, 17, rue de la Harpe (30-35-40-18). T.J. et dim.

CLIO LE SON DE CONDUITE

Framboise, bleu cobalt, blanc glacier ou noir nacré, la Clio NRJ porte son nom à merveille. Equipée d'une radio 2 x 6 watts, commande satellite, de 4 haut-parleurs et d'un toit ouvrant, la Clio NRJ est idéale pour s'oxygéner la tête. 2 motorisations : "Energy" ou Diesel, boîte 5 vitesses, 3 ou 5 portes, venez découvrir la toute nouvelle série limitée Clio NRJ.



**ECONOMISEZ
JUSQU'A
7000 F.**

ECONOMISEZ JUSQU'A 7000 F. sur la reprise de votre ancien véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois, ou 90 % sur le prix des équipements en option, du contrat Losange ou du contrat d'entretien selon les véhicules signalés dans la limite de 7000 F.

Offres non cumulables et réservées aux particuliers.

PORTES OUVERTES RENAULT

DU 2 AU 5 OCT.

**REPRISE
5 000 F. TTC
MINIMUM**

REPRISE 5000 F. MINIMUM TTC de votre véhicule pour tout achat d'une Renault 4, Supercinq ou Clio. Cette offre, réservée aux particuliers possesseurs du véhicule depuis au moins 6 mois, concerne les véhicules neufs (VP).



**ENEZ
PARTAGER
NOTRE
ENTHOUSIASME**

**24 CLIO  ET 200 000 FLACONS
75 CL. ISOTHERMES A GAGNER**

Devenez vite l'heureux gagnant de l'une des 24 Clio NRJ ou l'un des 200 000 flacons isothermes, en participant au grand jeu national gratuit de la clé.

3615 3616
RENAULT



DANS TOUT LE RESEAU RENAULT

Le Monde
ANTU
MASTRICHT!
EUROPEENS
ANNE EUROPEENS!



1992
les meilleurs dessins
de main de journaux

هكذا من الأصل

D. G.

ÉCONOMIE

Le projet de loi de finances pour 1993

Le duo de Bercy, triste et fatigué

La fatigue post-électorale d'un M. Michel Charasse, ministre du budget, pour son nom ? Sénat, l'autre, M. Michel Sapin, ministre de l'économie, pour le « oui » à Maastricht ? Au franc fort ? Est-ce la faiblesse des marges de manoeuvre économique dont dispose le gouvernement ? Ou bien le fait que les conditions de la loi de finances pour 1993 avaient déjà été rendues publiques ? La traditionnelle séance de présentation à la presse, samedi 23 septembre, du projet de loi de finances pour 1993, n'a pas été un événement. Ni d'un côté ni de l'autre. L'enthousiasme autour de leur « bébé », ni même de vives convictions.

Proche du président de la République, le véritable charpentier du projet de loi de finances, M. Michel Charasse a tenu le feu, « pour la cinquième fois », dit-il, « à la présentation de ce projet de loi de finances pour 1993, des premières données chiffrées du dossier fiscal et budgétaire. A raison de 10 minutes, la minute ou presque et d'autant de ségnes (RMI, PAC, PAP, PLA, PNB, TVA...), il a réussi à en dire l'essentiel en moins d'une heure. Les questions ont été retenues pour ce budget deux objectifs, a-t-il rappelé : « l'ajustement du pays au marché unique de 1993 » et « la reprise de la croissance ».

Le ministre démissionnaire - M. Charasse a précisé qu'il avait remis son poste à la disposition du président de la République - pour aller rejoindre le Sénat - s'est alors lancé dans une présentation des grandes lignes du projet de loi de finances pour 1993, des premières données chiffrées du dossier fiscal et budgétaire. A raison de 10 minutes, la minute ou presque et d'autant de ségnes (RMI, PAC, PAP, PLA, PNB, TVA...), il a réussi à en dire l'essentiel en moins d'une heure. Les questions ont été retenues pour ce budget deux objectifs, a-t-il rappelé : « l'ajustement du pays au marché unique de 1993 » et « la reprise de la croissance ».

gnor, voire favoriser l'accélération de la reprise. Et donc deux grandes priorités dans les dépenses publiques : celles destinées à la modernisation et celles devant favoriser les solidarités, nationale et internationale.

Hormis une petite histoire de Coluche reprise quelques instants après au journal de TF1 auquel il participait, M. Charasse semblait avoir perdu, après quatre années à Bercy, de sa seconde. Certes, il a répondu à M. Duquesne, l'état inquiétant des comptes sociaux ne va-t-il pas rendre nécessaire une augmentation des cotisations ou de la contribution sociale généralisée, la CSG ? « Nous n'avons pas prévu de dégradation des comptes sociaux en 1993 », a-t-il répondu, ajoutant : « Pour le reste, interrogez Toulouze » le ministre des affaires sociales. A propos de l'écart, énorme, constaté depuis trois ans entre les recettes fiscales prévues et celles réellement encaissées, le ministre a avoué que même l'inspection des finances, lancée dans l'inspection de ce « gap », n'en avait trouvé aucune véritable explication. Une faille exceptionnelle.

Une gestion notariale...

« L'ensemble des chiffres de la gestion notariale », a-t-il répondu par chiffres, des chiffres et des chiffres - « Je peux vous résumer par mille chiffres », a-t-il répliqué à un moment... et on peut le croire - l'auditeur, au moment, l'impression d'être dans le bureau d'un notaire. Mais qui donc avait parlé, un temps, de « gestion notariale des comptes publics » ? N'était-ce pas un terme Michel Rocard ?

Proche justement de M. Rocard, M. Sapin a donné, lors de la présentation du projet de loi de finances, les hypothèses économiques sur lesquelles celui-ci avait été établi : « la stabilité du franc, le maintien d'une inflation faible (2,8 % en 1993 comme en 1992) », une reprise de la croissance à 2,8 %, et « un excès d'optimisme ».

Le ministre de l'Économie a expliqué que les hypothèses concordantes des prévisions récentes des organisations internationales (OCDE ou le FMI). Selon lui, le dynamisme des exportations devrait en 1993, mais il n'est pas sûr que la consommation des ménages devrait connaître une légère reprise, l'investissement des entreprises...

Bien que ne s'agisse pas d'un « schizophrène » qui aurait perdu la notion d'intérêt, M. Sapin a indiqué que le gouvernement avait retenu, pour calculer la charge de la dette publique, des taux moyens pour 1993 en baisse d'environ un point par rapport à ceux de 1992 : 5,50 dollars et 5,50 francs. « Le mouvement de hausse des taux est en train de se renverser », a une nouvelle fois prédit M. Sapin. Il a en outre indiqué que le gouvernement prévoyait pour 1993 des cessions d'actifs pour environ 18 milliards de francs. Pour 1992, les recettes tirées des ventes de participations dans des entreprises publiques se seraient élevées jusqu'à 10-12 milliards de francs d'ici la fin de l'année.

Peu enthousiastes, les députés Michel Rocard, il est vrai, qu'il ne seront pas là pour écouter ce dernier budget de la législature. Et que le débat à l'Assemblée sera, cette année plus encore qu'à l'habitude, brouillé par des considérations de politique politicienne. Comme l'a souligné le ministre du budget, l'opposition avait annoncé son intention de censurer le gouvernement sur le projet de loi de finances avant même de le connaître. Pour ce qui le concerne en tout cas, le sénateur Charasse n'a pas l'intention d'amender le texte de l'ex-ministre Charasse.

ERIK IZRAELEVICZ

Réactions syndicales et politiques réservées

Toutes les organisations syndicales - à l'exception de la CGC qui ne s'est pas encore officiellement exprimée - émettent des réserves sur le projet de budget 1993.

■ FO : critique. - Force ouvrière estime que le projet de budget « est basé sur un pari : une reprise de l'économie basée sur une baisse des taux d'intérêt » et considère que « le déficit budgétaire est plus subi que voulu ». Critique l'égard du plan du travail, « l'idée dont les salariés ont les premières victimes », FO déclare « ne pas accepter la nécessité de consolider la désinflation ».

■ CFTC : réserve. - La CFTC déclare qu'elle est « loin du compte », mais reconnaît « le premier signe positif de la reconquête par le gouvernement, de la volonté de donner la priorité aux conditions de vie des familles ». Mais la CFTC rappelle qu'elle demande « une politique sociale fondée sur la priorité famille ».

■ CGPME : impatience. - M. Lucien Rebuffel, président de la CGPME, estime que « le budget 1993 ne montre pour l'instant que les PME-PMI françaises ». Réclamant un plan gouvernemental pluriannuel, il souligne que la PME attendent, avec impatience, certaines mesures leur permettant d'investir, d'embaucher, de survivre.

■ CNPF : fragile. - Selon le CNPF, ce budget va « fragiliser les entreprises déjà affaiblies par deux ans de ralentissement économique ». En prélevant sur les entre-

prêts des grandes firmes, le budget ne navigue pas sur le bon pied. M. Maastricht, poursuit M. Albert, qui traduit l'expression de M. Pierre Bérégovoy « une politique sociale à crédit », par « une politique sociale ».

■ M. Le Garrec : nouveau. - Tout en soulignant que le projet de loi de finances pour 1993 « préserve les conditions d'une croissance durable », M. Jean Le Garrec, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, se félicite, dans un communiqué, mercredi 30 septembre, de ce que le gouvernement ait « une concertation avec la majorité de l'Assemblée nationale », inscrit dans son projet « trois grandes mesures nouvelles : un accroissement du précédent de l'effort d'aménagement du territoire (...), une de grande ampleur en matière de logement social (...), l'allègement, à hauteur de 3,5 milliards de francs, des charges de solidarité des ménages ».

■ M. Balladur : optimiste. - Favorable à la politique du gouvernement, M. Balladur, ministre de l'économie de M. Chirac entre 1986 et 1988, critique vivement, un entêtement à libérer du 1^{er} octobre, le gouvernement. « La politique (économique) menée depuis quatre ans n'a pas été bonne et a conduit dans une impasse », déclare l'ancien ministre d'Etat qui estime qu'il « faudra faire (...) avant les élections législatives, que les Français soient dûment informés de la situation (...) des finances publiques (...) en 1986 ». Il ajoute : « Je crains que ses résultats n'en soient plus inquiétants ».

■ M. Balladur : optimiste. - Favorable à la politique du gouvernement, M. Balladur, ministre de l'économie de M. Chirac entre 1986 et 1988, critique vivement, un entêtement à libérer du 1^{er} octobre, le gouvernement. « La politique (économique) menée depuis quatre ans n'a pas été bonne et a conduit dans une impasse », déclare l'ancien ministre d'Etat qui estime qu'il « faudra faire (...) avant les élections législatives, que les Français soient dûment informés de la situation (...) des finances publiques (...) en 1986 ». Il ajoute : « Je crains que ses résultats n'en soient plus inquiétants ».

Le Train Bleu

Un voyage féérique pour l'œil après 3 ans de travaux.

Réouverture le 1^{er} octobre

Supplément d'abonnement du Chef Michel COMBY

Carre de Lyon - 75012 Paris - Réservation : 45 45 09 06

Ouvrez tous les jours

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. de mer et toute l'année.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOPHIA

PREMIER SEMESTRE 1992 :
173,2 MILLIONS DE FRANCS DE RESULTAT NET CONSOLIDE.
Activité soutenue depuis le début de l'exercice.

Le Conseil d'Administration, réuni le 24 septembre 1992 sous la Présidence de M. Jean-Claude WAGNER, a pris connaissance des comptes sociaux et consolidés de l'exercice au 30 juin 1992 et du résultat net consolidé des 8 premiers mois de l'année.

Le résultat net consolidé du Groupe d'assurance au 30 juin 1992 est de 173,2 millions de francs, en progression de 7 % par rapport à celui du premier semestre écoulé. Hors éléments exceptionnels (14 millions de francs en 1991 contre 2 millions de francs en 1991), le résultat net est comparable à celui du premier semestre 1991.

Le résultat net du résultat consolidé de SOPHIA, société-mère du Groupe, est également en progression par rapport à 1991. Compte tenu de la conjoncture économique, ces résultats sont satisfaisants et conformes aux prévisions.

A fin août, le Groupe SOPHIA a produit près d'un milliard de francs de primes, dont 400 millions de francs en crédit-bail Sicomi, 300 millions de francs en crédit-bail non Sicomi, 300 millions de francs en crédit-bail équipements publics et divers. Les marges sont maintenues.

Le patrimoine du Groupe a connu une augmentation de son taux de vacance, celui-ci passant de 3,5 % fin 1991 à 5,5 % à ce jour. Il est rappelé que l'âge moyen de l'immeuble du parc immobilier du Groupe dépasse 10 ans et que celui-ci recèle à la fois des capacités de hausses de valeur et des plus-values importantes.

SOPHIA a conclu récemment avec le Groupe NOVALLIANCE un accord de partenariat visant à développer le Groupe SOPHIA aux montages immobiliers et nouveaux parcs d'activités logistiques réalisés par GARONOR S.A. Région Parisienne et en Province. A cette occasion, SOPHIA souscrit, pour un montant de 120 millions de francs, à une prochaine émission d'obligations convertibles GARONOR.

La Société a intervenu sur le marché des billets de trésorerie à moyen terme négociables (BMTN) à sa notation (AA2) par Standard and Poors-ADEF en juin 1992. Les sommes collectées sur ce marché ont pu être à des conditions améliorées.

Il est rappelé que l'action SOPHIA est éligible au Plan d'Epargne en Actions (PEA).

AGF Groupe des Assurances Générales de France

SOPHIA : 18, rue de la Ville l'Evêque Paris 75008 - Tél. : 44.51.44.51

NOÉMIE, ÉCRIVAIN

DANS DEUX JOURS, "PLUME EN HERBE" RÉVÈLE
LES 10 ILLUSTRATIONS QUI SOUFFLENT LES MOTS JUSTES.

"Plume en herbe", c'est le grand concours des petites plumes. Organisé par Nathan, Le Monde et Waterman, il existe depuis 6 ans et rassemble de plus en plus d'enfants autour du même plaisir d'écrire. Pour les y aider, 10 illustrations signées Zai leur permettent d'imaginer et d'écrire leur histoire. Cette année, pour la 1ère fois, le jury sélectionne 10 lauréats, deux chez les 9-10 ans et deux chez les 11-13 ans. Ils seront édités chez Nathan dans un même livre. Pour faire vivre aux enfants une belle aventure...

Livrets de participation disponibles dans Le Monde du 2 Octobre (daté 4 et 5 Octobre), puis gratuitement en librairie et papeterie ou chez Nathan, 9 rue Méchain Paris 14ème (Minitel 3615 code Nathan). Clôture le 31 Décembre 92.

"Plume en herbe"

LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES ANS

3 NATHAN Le Monde WATERMAN 2

ÉCONOMIE

Dans la tourmente

Suite de la première

De l'autre côté de l'Atlantique, M. George Bush, le président sortant, a été battu par son rival démocrate, le candidat de la gauche, Bill Clinton. Le dollar, sous-évalué, perdait en valeur, menaçant la compétitivité de nombreuses fabrications européennes.

Dans ces conditions, le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy, lui-même menacé d'être censuré, a échoué de six mois, par la proximité d'élections législatives, à négocier un budget vraiment convaincant. Le trouble de l'équipe au pouvoir a été aggravé après avoir caressé pendant deux mois (juillet-août) l'idée d'une simplification générale de l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire d'une nouvelle complication de l'impôt qu'on a parvenu à éviter par de nouvelles déductions particulières.

La fragilité de l'exercice, présentée mercredi 17 septembre à la presse par un ministre, M. Michel Charasse, en rupture avec le Sénat, cette fragilité inscrite dans les chiffres. Alors que la crise monétaire, à peine terminée, que l'Allemagne

manifeste une intention de réduire le rôle de l'argent, le budget français prévoit une baisse d'un point de pourcentage l'année prochaine (de 10 % à 9 %) d'un demi-point de plus (de 9 % à 8,5 % en moyenne).

Une intention plus grande

Une telle hypothèse n'est pas complètement irréaliste, elle est seulement fragile. Mais elle a l'avantage pour M. Bérégovoy d'être d'allure sensiblement celle du budget de 1993, qui charge de la dette publique, qui atteindra 177,7 milliards de francs. Elle permet aussi de justifier le relatif optimisme des comptes économiques pour l'année prochaine.

La croissance économique va-t-elle enfin s'accroître? C'est bien le pari que le gouvernement en prévoyant un taux de croissance de 2,6 % l'année prochaine, après 2,1 % cette année. Il y a sept ou huit mois, une telle vision aurait semblé réaliste. Les chefs d'entreprise reprennent confiance, les statistiques montrent une amélioration de la situation. Il n'en va plus de même actuellement. Les taux d'intérêt, qui au centre des difficultés actuelles des européens, sont, à quel-

ques variantes près, toujours élevés. On voit mal les chefs d'entreprise recommencer à augmenter leurs investissements. C'est pourtant ce que prévoit le gouvernement (+3 % après -2,4 % l'année), alors que beaucoup de capacités de production modernes restent inexploitées après l'effort d'équipement très important accompli en 1987 (+45 %).

Le niveau extrêmement bas du dollar est probablement le principal élément de perturbation mondiale. De plus un plus nombreux de nos industriels français qui, sur les marchés étrangers, voient fortement concurrencés par des produits américains aux prix anormalement bas. Le gouvernement a prévu un compte 1993 sur le dollar à 5,50 francs. Il n'en prenait pas le chemin avec un billet vert actuellement en pleine dégringolade, largement au-dessous de 5 francs.

Le plus probable est que la France ne soit pas la seule à souffrir de la baisse du dollar. En revanche, le livre, la lire, la peseta, trop longtemps sur-évalués, vont, redonner aux économies nées avec des dévaluations importantes, une compétitivité qu'elles avaient perdue.

adopté des plans d'austérité rigoureux pour combattre l'inflation et le déficit public, ne pourra participer en 1997 à l'Union économique et monétaire prévue par le traité de Maastricht. Ces pays clients nous font plus de mal que de bien.



défait en important beaucoup moins, et l'Allemagne risque bien d'être dans le même état. En revanche, le livre, la lire, la peseta, trop longtemps sur-évalués, vont, redonner aux économies nées avec des dévaluations importantes, une compétitivité qu'elles avaient perdue.

postule une forte reprise économique et donc de l'activité économique - ce qui est probable - à stimuler les affaires par distribution de pouvoir d'achat. Mais, dans la mesure où l'hypothèse de l'avenir, la distribution de 3,6 milliards aux familles d'étudiants n'est peut-être qu'une mauvaise contrepartie au projet, les dépenses de réduction de la dette de l'État.

Un médicament réconfort

Le Conseil national du patronat français (CNPF) va, quant à lui, reprocher au gouvernement d'avoir prolongé la politique d'allègements fiscaux en faveur des entreprises. Mais, même que l'impôt sur les sociétés est maintenu en France l'un des plus bas du monde (de quoi rallumer les fureurs du Parti socialiste et du Parti communiste), les résultats des sociétés semblent s'être nettement redressés. Les entreprises françaises qui voudront recommencer à augmenter leurs investissements pourront le faire. Les moyennes leur manqueront pas.

Le déficit annoncé pour 1993 - 165,4 milliards de francs - ne devrait pas inquiéter les marchés des changes, mais nous restons le pays européen le mieux géré du

Le projet de loi

point de vue de nos finances publiques. Il n'est resté que moins de 10 % de l'ensemble des administrations publiques (État, Sécurité sociale, collectivités locales), qui est le critère pris en compte par le traité de Maastricht. Nous en sommes donc à environ 2,7 %, plus loin de la limite de 3 % que ne l'est l'Allemagne en soit 5,5 % et la Grande-Bretagne 4,6 % n'est qu'un médicament réconfort.

La vérité est que nous avons depuis dix ans des marges de manœuvre. Les dépenses que nous avons été bien aise de pouvoir utiliser, n'en déplaise à ceux qui pensent depuis vingt ans que la régulation conjoncturelle est le budget relève de vieux réflexes de la politique économique.

Le problème d'une nouvelle stratégie économique se posera peut-être à l'automne, quand pas moins l'activité se répartira pas moins la nouvelle majorité l'emporte sur les prochaines législatives : quelle politique sera-ce tout le monde conserve une monnaie sur les marchés des changes à créer de nouveaux emplois. Les choix de M. Bérégovoy sont clairs et ne changeront pas. L'opposition ferait bien de nous le faire savoir.

ALAIN VERNHOLES

La préparation des budgets en Europe

Madrid présente un projet d'une grande rigueur

MADRID

correspondant

« C'est le budget le plus restrictif de ces vingt dernières années », a déclaré, mardi 29 septembre, M. Carlos Solchaga, ministre de l'Économie et des Finances, en présentant devant les députés le projet de budget pour 1993. Il s'agit d'une année électorale, a-t-il remarqué, le ministre qui a inauguré l'austérité à la crise économique internationale beaucoup plus importante que personne ne pouvait le prévoir. La présentation du budget de crise a eu pour conséquence immédiate la démission du secrétaire d'État et la démission de José Miguel Hernandez Vasquez, en signe de protestation contre les réductions imposées à la ministre. « Nous savons que nous devons serrer la ceinture mais on a hâté le processus », a-t-il déclaré. Le budget de la défense est

en diminution de pratiquement 10 %.

L'année 1993 s'annonce comme l'année de la grande rigueur et M. Solchaga a clairement indiqué qu'il ne fallait pas espérer sortir des difficultés avant 1994. Selon les prévisions annoncées, la croissance ne sera que de 1 % contre 1,5 % cette année, soit le plus faible depuis 1981. Le chômage progressera considérablement : on prévoit 175 % sans-emploi, un nombre qui portera le chômage à 18,9 % de la population active. Les investissements chuteront pour leur part de 1,2 % et de l'inflation se situera à 2,6 % contre 5 % (contre 6,4 % cette année). Un ralentissement qui est loin des objectifs précédemment fixés par le gouvernement.

Le gouvernement socialiste a aussi décidé de rompre le pacte social que les syndicats qui permettaient le fonctionnement de l'é-

travail sur le plan salarial le dépassement du pourcentage d'inflation initialement prévu. Les augmentations ne pourront pas dépasser 4 %. À partir du 1er janvier d'autre part, le tabac augmentera de 5 % et le litre de 7 pesetas (1 peseta = 0,048 franc) par litre. La TVA est déjà passée de 13 % à 15 % et les impôts ont été relevés de 0,5 % à 3 % selon les revenus à compter du 1er août.

Dans ce projet de budget, placé sous le signe des sacrifices, le déficit public devrait atteindre 2,3 % du produit intérieur brut. Mais, en 1992, les prévisions étaient de 1,9 %, et, selon les derniers calculs, il est estimé d'ores et déjà à 2,6 %. Au lendemain de la présentation, l'agence de notation américaine Moody's a annoncé qu'elle plaçait la dette de l'Espagne, en raison d'une possible révision à la baisse.

MICHEL BOLE-RICHARD

Rome prévoit trois années d'austérité

ROME

de notre correspondante

Le nombre de Romains qui, aux journalistes, ont fait le pied à l'étrier du jour, dans l'espoir d'obtenir des informations, montre assez que le climat qui prévaut actuellement en Italie, n'est pas celui de la prospérité. Un climat, qui, les jours précédents, tournait à la panique, à la peur, à l'attente d'un « précipité » imminent sur les comptes courants et les dépôts bancaires, des centaines d'Italiens se sont précipités lundi vers les banques pour retirer leurs économies. Le point que le président du conseil, lui-même, a assuré qu'il s'agissait d'une crainte irrationnelle, et que le gouvernement de la Banque d'Italie, M. Carlo Azeglio Ciampi, était contraint de demander aux grands établissements bancaires « rassurer » les clients les épargnants. Résultat de ce

mini-vent de panique et de spéculation dont la lire, toujours « flottante », est l'objet, l'Italie italienne était tombée à son cours le plus bas vis-à-vis du deutschemark (900 l. pour 1 mark).

L'avenir n'est pas tellement plus radieux, l'Union européenne, en attendant d'un Giuliano Amato, jours calmes mais épuisés, la pénurie s'appuie à affronter « trois années de purgatoire ». Condition indispensable selon lui pour pouvoir « aligner sur les autres pays la Communauté européenne en 1994 ». Objectif avoué pour 1993 : un déficit prévu de 150 000 milliards de lire (120 milliards de francs), soit 10 000 milliards de plus par rapport aux premières estimations, et l'inflation qui devrait plafonner à 4,5 % au lieu des 3,5 % espérés. En attendant, la seule voie pour réduire les finances publiques reste celle des « sacrifices ». C'est ainsi que le fameux plan d'austérité de 93 000 milliards de lire a été maintenu dans son intégralité (le plan de 1991 et 1992). Le gouvernement a par ailleurs annoncé son intention de réaliser un « emprunt consistant » auprès de la CEE.

Seuls quelques amendements, obtenus sous la pression des syndicats que par un réel débat au sein du gouvernement, tentent de mieux répartir les maigres ressources. Ces amendements, qui touchent les familles, les 40 % des revenus au-delà duquel les frais (hors hospitalisation) les médicaments seraient plus remboursés, à pratiquement saut dans les filets : le seul compte du nombre de personnes à charge par foyer et le calcul des plus nuancés. Le même, le dépôt de blocage des dépenses à la retraite pour l'année

1993, plupart des dossiers déjà en cours seront acceptés et les entreprises en crise auront des conditions particulières. Enfin, la discussion du départ à la retraite obligatoire à soixante-cinq ans pour les hommes n'est pas encore définitivement close. Pour contrebalancer l'impôt sur les signes extérieurs de richesse, qui fait sourire par son inefficacité, est attendu aux entreprises.

Les coupes prévues dans le budget de fonctionnement des différents ministères sont toutes à la hausse pour un montant de 80 000 milliards de lire. Disposition qui a donné lieu à de vives réactions au sein du gouvernement, le ministre de l'Industrie, M. Giuseppe Guarino (DC), contestant violemment la décision selon lui des aides à l'investissement, tandis que le ministre de l'Instruction publique, M. Francesco Russo Jorjolino (DC), taxé d'une économie de 400 milliards de lire, proposait de

Enfin, l'Union à l'ordre du jour ne placera pas sur les contribuables - qui se sont vu promettre au moins quelques allègements fiscaux pour 1994 - la charge de la hausse de la monnaie unique - et également, et assez inutilement, sur les entreprises et les travailleurs indépendants. C'est ainsi que l'impôt sur les 0,75 % sur le patrimoine des entreprises a été l'objet d'un décret-loi, applicable immédiatement. De même, un effort particulier sera pour rendre effectif « un impôt minimum » sur les professions libérales et les indépendants qui déclarent des revenus trop bas.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

IP
VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur OSP - 11, rue La Boétie-PARIS
Tél. : 45.63.12.66 - FAX : 45.63.89.01

Vte P. just. MEAUX (77) jeudi 15 octobre 1992 à 10 h
PAVILLON à DAMMARTIN-EN-GOËLE (77230)
14, chemin des Jons de piscine, CCE TOTALE 31 à 07 ca
M. à P. : 350 000 F - S'adr. M. NORET, avocat à Meaux
(77100) 19, place Henri-IV - Tél. : 64-34-08-27

Vente au Palais de Justice PARIS, jeudi 15 octobre 1992 à 14 h 30
APPARTEMENT à SARCELLES
(Val-d'Oise) - 21, place Charcot
M. à P. : 350 000 F
Maitre Yves TOURAINE, avocat à Paris 9^e, 48, rue de Clichy
Tél. : 48-74-45-85 - Maître CHEVRIER, liquidateur à Paris, 16, rue de l'Abbé-de-l'Épée

Vte au Palais de Justice de PARIS, 11 OCTOBRE 1992, à 14 h 30, en UN LOT
1^{er} et 2^e CHAMBRE + CHAMBRE - S. DE BNS - W.C.
A PARIS (16^e) 25-27, r. des Vignes
MISE à PRIX : 300 000 F
S'adresser : SCP BERLIOZ, avocat à Paris (17^e), 81, bd de Courcelles -
Tél. : 44-01-44-01. Au Greffe du Tribunal de Grande Instance

sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
le jeudi 15 octobre 1992 à 14 h 30
en un seul lot, dépendant d'un ensemble immob.
BOULIQUE et ATEL à PARIS 11^e
au rez-de-chaussée à gauche dans bât. sur rue
48, rue de la Fontaine-au-roi - Mise à P. : 60 000 F
S'adresser : SCP SCHMIDT, avocat au barreau de Paris, demeurant
76, avenue de Wagram à Paris 17^e - Tél. : 47-63-29-24

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de CRÉTEIL
le JEUDI 15 OCTOBRE 1992 à 9 h 30
APPARTEMENT au PLESSIS-TRÉVISE (94)
2 à 6, 10 et 12, avenue Ardouin
5 p.p. bâtiment E, 3^e étage - 1^{er} porte cochée - CAYE - PARKING
M. à P. : 200 000 F - R. MALANGRAU, M. BÉTEILLE-COUSSEAU
Associés - 2, carrefour de la Vallée - Paris 6^e
Tél. : 43-26-82-98 de 9 h 30 à 12 heures - S'adresser pr visiter

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
le Jeudi 15 octobre 1992 à 14 h 30
en un seul lot, dépendant d'un ensemble immob.
PETITE BOUTIQUE à PARIS 18^e
au rez-de-chaussée, 101, rue de la Chapelle, 101, rue de la Chapelle, 101, rue de la Chapelle
131, boulevard Ney, et 131, rue de la Chapelle, 101, rue de la Chapelle
avec CAYE sous le sol à laquelle on accède par une trappe
et par la porte 15 donnant dans les sous-sol
Mise à P. : 100 000 F
S'adresser M. SCHMIDT, avocat au barreau de Paris, demeurant
76, avenue de Wagram à Paris 17^e - Tél. : 47-63-29-24

Vente sur conversion de saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
le LUNDI 19 OCTOBRE 1992 à 14 h, en TROIS LOTS, à
PARIS 16^e - 5, av. de la Porte-de-Passy
1^{er} lot :
APPARTEMENT de 6 P. Ppales
au 1^{er} étage, comp. : entrée, double séjour, 3 chambres, petit bureau,
cuisine, office, 2 salles de bains, 2 w.c., 1 cave.
2^e lot : au 1^{er} étage
2 CHAMBRES
3^e lot : au sous-sol
UN PARKING
Mise à P. : 1^{er} lot : 1 500 000 F
2^e lot : 90 000 F - 3^e lot : 70 000 F
S'adr. : M. ALAIN de GEMINI, avocat à Paris 7^e, 17, rue de l'Université - Tél. : 42-61-13-45 - RIBEAUD-DUMAS, de la SCP BOU-
TEAU, LECOQ, DUMAS - Tél. : 42-61-13-45

VENTE PAR ADJUDICATION en la Chambre des Crimes du Tribunal de
Grande Instance de GRENOBLE, au Palais de Justice, pl. St-André, le
MARDI 20 OCTOBRE 1992, à 14 h, EN UN LOT
UN PROGRAMME IMMOBILIER
à VOCATION PARA-HOTELIÈRE
dépendant de la station de montagne de
GRESSE-EN-VERCORS (Isère)
Comp. environ 250 APPARTEMENTS meublés en duplex, duplex
et STUDIOS dans 4 bâtiments construits en 1989, outre un rez-de-chaussée
et le étage du Bât. A : UN RESTAURANT avec cuisine, coin salon
BAR, SALLE DE SPECTACLES, le tout représentant une capacité
d'accueil de 1 500 personnes environ.
Saisi au préjudice de la S.A. PATRIMONIALE DE GRESE-EN-VERCORS
et à la requête de la SNC SECURITE PACIFIC CREDIT-BARIL
MISE à PRIX 35 000 000 F
Consigner pour enchérir : 13 666 667 F. On ne peut enchérir que
par le ministère d'un avocat au barreau de GRENOBLE.
S'adresser pour tous renseignements :
- M. PARIS : Cabinet de M. Jean BRACHINI, avocat, 7, rue de Penitence
75008 PARIS - Tél. : (1) 42-65-47-75.
- A GRENOBLE : Cabinet de M. DELMAS et GALLIZIA, avocats asso-
ciés, 12, place Victor-Hugo, 38000 GRENOBLE - Tél. : 76-97-12-95.
Le cahier des charges et les plans y annexés peuvent être consultés
au Greffe du Tribunal de Grande Instance de GRENOBLE,
tous les jours sauf le MARDI, de 14 h à 16 h 30.

litec
LE DROIT
DE L'ÉTAT D'ISRAËL
- Une introduction -

Par Ariel Bin-NUN
Préface de Pierre DRAI
Traduction Anne-Claude DUCOUT
Adaptation David COHEN

174 pages
150 F (France) 172 F

En vente chez votre libraire ou :
litec
27, place Dauphine - 75001 - Soufflot - 75005 PARIS
158, rue Saint-Jacques - 75001

ÉCONOMIE

de finances pour 1993

Recettes : 35 milliards de francs de moins qu'en 1992

Le projet de budget pour 1993, s'il prévoit une augmentation des dépenses publiques de 3,4 par rapport à 1992 (soit 45 milliards de francs), table sur un recul des recettes générales de l'Etat de 2,8 %, soit de 34,5 milliards de francs par rapport à la loi de finances pour 1992, telle qu'elle fut votée par le Parlement fin 1991. C'est pourquoi le budget global s'accroît considérablement, passant de 89,5 milliards de francs dans la loi de finances initiale de 1992 à 165,4 milliards de francs.

Dans la réalité, les choses sont un peu différentes, puisqu'on sait fort bien que le budget de 1992 n'a pas du tout été exécuté conformément aux prévisions : le déficit de 1992 - qu'on

connaît qu'au cours du premier semestre 1993 - risque d'atteindre 185 ou 190 milliards de francs. Les recettes fiscales auraient été inférieures à 100 milliards de francs à ce qui avait été escompté dans la loi de finances initiale de 1992. Vu sous cet angle, le déficit annoncé pour 1993 traduirait une réduction. Ce qui est d'ailleurs cohérent avec les hypothèses économiques retenues par le gouvernement, qui table sur une accélération de la croissance économique (+2,6 après +2,1 en 1992) et une consommation des ménages progressant plus rapidement qu'en 1992 (2,3 contre 1,8 %).

Le projet de budget comporte 3,8 milliards de francs de mesures fiscales en faveur des ménages

en 1993 : réduction d'impôt pour les dépenses de scolarité et majoration de l'allocation de rentrée scolaire (3,6 milliards de francs) ; amélioration des dispositions concernant l'investissement dans le locatif (100 millions l'année prochaine, 750 millions en régime de croisière) ; élargissement de la réduction d'impôt pour grosses réparations (500 millions en 1993, 2,2 milliards par la suite) ; détaxe pour les pots catalytiques (800 millions en 1992) ; exonération des revenus du plan épargne actions (PEA) (200 millions en 1993, 2 milliards par la suite)...

A ces 3,8 milliards de francs de pertes fiscales s'ajoute le coût des mesures fiscales des années précédentes : la réduction d'impôt au titre des

emplois familiaux (3,3 milliards de francs) ; suppression du majoré TVA (milliards de francs), soit 9 milliards de francs. Au total, 12,8 milliards de francs d'allègements fiscaux.

Les entreprises, leur seraient plus imposées en 1993 : + 5 milliards de francs de la suppression de la déductibilité des dividendes d'un nouveau régime fiscal pour les plus-values latentes sur les OPCVM (organismes collectifs de placement en valeurs mobilières). Cependant, du fait des mesures acquises les années précédentes (sur l'impôt notamment), leurs charges seraient allégées de 3,5 milliards de francs en 1993.

Fiscalité des ménages

■ Impôt sur le revenu : actualisation du barème

Toutes les limites des tranches du barème ainsi que la limite d'application de la décade sont intégrées relevées de 2,8 %, c'est-à-dire dans une proportion égale à celle de la hausse prévue des prix en moyenne en 1992. Il s'agit ainsi d'éviter un alourdissement de l'imposition à mesure que l'inflation

Pour l'application des articles de 1992, la décade s'applique à tous les contribuables dont l'impôt n'excède pas 1 110 francs au lieu de 4 970 francs en 1991.

L'impôt est, en outre, minoré dans les mêmes limites que pour l'application des revenus de 1991. Le seuil d'application de chaque taux de réduction est relevé de 2,8 %. Le plafond de l'avantage en impôt procuré par le quotient familial, relevé lui aussi de 2,8 %, est porté de 12 350 francs à 12 910 francs pour chaque demi-part. Le plafond de l'avantage en impôt procuré par le premier enfant à charge des parents seuls est fixé à 16 500 francs, au lieu de 16 050 francs. L'abattement accordé par enfant marié rattaché est porté de 22 100 francs à 22 730 francs.

■ Une réduction d'impôt pour frais de scolarisation

Les familles dont les enfants poursuivent des études secondaires ou supérieures bénéficient d'une réduction d'impôt fixée à 400 francs par enfant fréquentant un établissement scolaire ou universitaire jusqu'à 1 000 francs par enfant fréquentant un établissement supérieur. Le bénéfice de cette réduction d'impôt est subordonné à la condition que l'enfant ait un certificat de scolarité établi par

le chef de l'établissement fréquenté.

Une aide spécifique, sous forme de l'impôt sur le revenu, est par ailleurs instituée en faveur des contribuables non imposables sur le revenu. Elle est de 1 200 francs pour un élève de lycée.

■ Un avantage en faveur des acquéreurs de voitures particulières

Une aide de 3 000 francs par véhicule est accordée aux acquéreurs de voitures particulières neuves équipées d'un moteur essence n'excédant pas 2 000 cm³ de cylindrée et d'un pot catalytique. Les véhicules doivent être immatriculés pour la première fois entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 1991.

Fiscalité des entreprises

■ La réforme de l'impôt sur les sociétés

Engagée depuis 1985, la réforme de l'impôt sur les sociétés devrait être désormais achevée : le taux de l'IS, qui était alors de 50 %, est réduit de 34 % à 33,33 % pour les bénéfices nets à compter du 1^{er} janvier 1991.

Le supplément d'impôt sur les sociétés dû à raison des bénéfices distribués est supprimé pour les distributions faites au cours d'exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 1993. Le précompte applicable en cas de prélèvement sur la réserve des plus-values à long terme est plafonné au taux normal de l'impôt sur les sociétés. Enfin, le taux des acomptes d'impôt sur les sociétés échus au cours des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 1993 est réduit, pour l'ensemble des entreprises, de 36 % à 33,33 %. Cette dernière réduction doit procurer aux entreprises un

avantage en trésorerie estimé à 3,8 milliards de francs en 1993.

■ Suppression de la déductibilité des dividendes

Les sociétés françaises qui se constituent (ou procèdent à des augmentations de capital), jusqu'au 1^{er} janvier 1993, et sous certaines conditions, déduisent de leurs bénéfices imposables une fraction des dividendes versés aux actions représentatives d'apports en numéraire. Ce régime de déductibilité des dividendes est supprimé pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 1993.

La suppression de ce régime procure à l'Etat un gain de 3,8 milliards de francs en 1993 et de 1,9 milliard en régime de croisière.

■ Reconstitution et adaptation du crédit d'impôt recherche

Le dispositif du crédit d'impôt recherche est révisé pour les dépenses exposées au cours des années 1993 à 1995. Les modalités de son imputation sont aménagées de manière à rendre son contrôle plus efficace. Cette aide fiscale est désormais imputable sur l'impôt de l'année au titre de laquelle le crédit d'impôt est déterminé et sur celui des cinq années suivantes.

Le coût de la reconstitution du dispositif ainsi aménagé est évalué à 4 milliards de francs.

■ Alourdissement de la fiscalité des OPCVM détenues par les entreprises

La fiscalité actuelle favorisant le placement financier aux dépens de l'investissement productif, un nouveau régime entrera en vigueur les 1^{ers} janvier 1993. Les OPCVM (organismes de placement en valeurs mobilières) et les obligations à coupon zéro, détenues par les entreprises, ne bénéficieront plus de la réduction d'impôt de 50 % sur les plus-values. Elles seront soumises à l'impôt sur les sociétés à 33,33 %.

Les ressources de la nation

| | 1991 (résult.) | 1992 (estim.) | 1993 (prév.) |
|---|----------------|---------------|--------------|
| ● RESSOURCES DE LA NATION (en volume et en pourcentage) | | | |
| 1) Produit intérieur brut marchand | + 0,7 | + 2,1 | + 2,8 |
| 2) Importations | + 2,3 | + 2,5 | + 8,8 |
| ● EMPLOI DES RESSOURCES DE LA NATION | | | |
| 1) Consommation des ménages | + 1,3 | + 1,8 | + 2,3 |
| 2) Investissement total | - 1,2 | - 0,8 | + 2,4 |
| 3) Exportations | + 4 | + 6,6 | + 5,1 |
| ● HAUSSE DES PRIX (en pourcentage) | | | |
| - En glissement (décembre à décembre) | 3,1 | 2,8 | 2,8 |
| - En moyenne annuelle | 3,2 | 2,8 | 2,8 |
| ● POUVOIR D'ACHAT (en pourcentage) | | | |
| - Du salaire moyen par tête | + 1 | + 1,3 | + 1,1 |
| - Des prestations sociales | + 3,4 | + 2,8 | + 2 |
| - Du revenu disponible brut | + 1,8 | + 2,2 | + 2,3 |

celles applicables au régime courant.

Les parts ou actions d'OPCVM détenues par les sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés sont désormais évaluées à leur valeur liquidative à la clôture de chaque exercice. L'écart d'évaluation est compris dans le résultat imposable de l'exercice suivant et soumis à l'impôt dans les conditions normales. Les produits capitalisés avant l'entrée en vigueur de la mesure restent soumis à l'impôt dans la mesure où ils sont soumis à l'impôt sur les sociétés. Afin de favoriser les placements des entreprises en actions, les titres d'OPCVM émis avant le 1^{er} janvier 1993 et soumis à ce nouveau dispositif, ces nouvelles dispositions s'appliquent pour la détermination des résultats imposables des exercices clos à compter du 1^{er} janvier 1992.

De la même manière, la capitalisation des intérêts des titres à coupon zéro est imposée à chaque année au compte, en fonction de la valeur actuelle à la clôture de chaque exercice. Cette mesure s'applique aux titres émis à compter du 1^{er} janvier 1993 lorsque la prime de remboursement excède 10 % du prix d'acquisition.

Ces mesures permettront à l'Etat d'obtenir un supplément de recettes de 5 milliards de francs sur 1993. En régime de croisière, l'incidence nette serait de l'ordre de 1 milliard.

■ Aménagement du régime des sociétés mères

Pour maintenir son attrait par rapport au régime d'imposition du droit commun, le régime fiscal des sociétés mères est aménagé. Jusqu'alors, les produits des actions ou parts d'intérêt d'une filiale perçus par la société mère étaient exonérés du bénéfice imposable de cette dernière sous réserve d'une quote-part de frais et charges. Cette quote-part était fixée forfaitairement à 5 % du produit total des participations, crédits d'impôt compris. La réintégration de la quote-part de frais et charges dans le bénéfice de la société mère est supprimée. La règle de détermination d'un seuil minimal de 10 % de participation pour pouvoir bénéficier du régime fiscal des sociétés mères est maintenue.

Les sociétés mères approuvées plus strictement. Ces dispositions s'appliquent pour la détermination des résultats des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 1993. Leur coût est évalué à 1,8 milliard de francs pour 1993.

Aide au logement

■ Soutien renforcé à l'investissement immobilier locatif

Afin de développer le parc des logements locatifs et de soutenir l'investissement dans le bâtiment, l'avantage fiscal accordé aux investisseurs est accru. Le taux de réduction d'impôt accordé au contribuable qui fait

construire un logement neuf destiné à la location est porté de 10 % à 20 % du prix de revient du logement, un prix plafonné à 300 000 francs pour une personne seule et à 600 000 francs pour un couple. Le montant maximum de cette réduction d'impôt est ainsi de 60 000 francs ou 120 000 francs. Il n'est pas applicable aux constructions : le propriétaire s'engage à louer le logement au usage de résidence principale pendant neuf ans (au lieu de six auparavant) ; le loyer ne doit pas excéder le plafond fixé pour l'application de la loi d'orientation pour la ville ; la location doit prendre fin dans les six mois qui suivent l'achèvement de l'immeuble ou son acquisition. La réduction d'impôt est répartie sur cinq années au maximum à raison d'un cinquième chaque année du quart des limites fixées.

Un avantage fiscal identique est accordé aux souscriptions au capital de SCPI lorsque la mesure s'applique à affecter intégralement le produit de la souscription nouvelle à l'achat de logements destinés à la location.

Le coût de la mesure est de 100 millions de francs en 1993 et de 750 millions en régime de croisière.

■ Reconstitution de la réduction d'impôt pour dépenses de grosses réparations

Le régime de réduction d'impôt pour les dépenses de grosses réparations de l'habitation principale, qui arrivait à son terme le 31 décembre 1992, est prorogé jusqu'au 31 décembre 1993. Compte tenu des aménagements apportés par la loi du 15 juillet 1992, le coût de cette mesure est de 2,2 milliards de francs en 1994.

L'effort en faveur des agriculteurs

■ Suppression des parts départementales et régionales de la taxe foncière sur les propriétés non bâties

La politique d'allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties due par les agriculteurs est poursuivie dans le cadre de la loi de finances pour 1993.

Barème de l'impôt sur le revenu

(Fractions du revenu imposable pour 2 parts)

| | 1991 | 1992 | Taux (en %) |
|--------------------------|-----------|-----------|-------------|
| N'excédant pas 31 080 F | 31 080 F | 38 440 F | 0 |
| de 31 080 F à 39 080 F | 39 080 F | 40 160 F | 5 |
| de 39 080 F à 46 300 F | 46 300 F | 47 000 F | 9,6 |
| de 46 300 F à 73 180 F | 73 180 F | 75 240 F | 14,4 |
| de 73 180 F à 94 080 F | 94 080 F | 96 700 F | 19,2 |
| de 94 080 F à 118 080 F | 118 080 F | 121 380 F | 24 |
| de 118 080 F à 142 900 F | 142 900 F | 148 900 F | 28,8 |
| de 142 900 F à 184 880 F | 184 880 F | 189 480 F | 33,6 |
| de 184 880 F à 274 880 F | 274 880 F | 282 380 F | 38,4 |
| de 274 880 F à 371 800 F | 371 800 F | 388 380 F | 43,2 |
| de 371 800 F à 446 900 F | 446 900 F | 458 420 F | 48 |
| de 446 900 F à 508 340 F | 508 340 F | 522 580 F | 53,9 |
| Au-delà de 508 340 F | | | 56,8 |

Prélèvements obligatoires

(en % du PIB)

| An profit de : | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 |
|--------------------------------------|------|------|------|------|------|------|
| Impôts (hors Sécurité sociale) | 24,1 | 23,8 | 23,8 | 23,5 | 22,9 | 22,8 |
| État (1) : | | | | | | |
| - Collectivités locales | 16,7 | 16,8 | 16,3 | 15,8 | 15,1 | 14,9 |
| - CEE | 5,9 | 6,0 | 6,0 | 6,2 | 6,3 | 6,3 |
| - Prélèvements sociaux | 1,2 | 1,1 | 0,9 | 1,2 | 1,2 | 1,2 |
| Prélèvements obligatoires | 19,8 | 19,9 | 20,1 | 20,4 | 20,6 | 20,5 |
| Prélèvements obligatoires | 43,8 | 43,7 | 43,7 | 43,9 | 43,5 | 43,3 |

1) Cette décomposition ne prend pas en compte les prélèvements sociaux versés aux organismes sociaux de l'Etat, qui représentent, selon, les années, de 0,1 à 0,3 p. du PIB.

Comment varieront les divers impôts

(en millions de francs)

| | Résultats 1991 | Loi de finances initiale 1992 | Evaluations révisées 1992 | Projet de loi de finances pour 1993 |
|--|----------------|-------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|
| Impôt sur le revenu | 303 514 | 318 440 | 314 000 | 324 750 |
| Impôt sur les sociétés | 154 441 | 162 850 | 136 000 | 152 935 |
| Autres impôts directs | 104 970 | 109 785 | 106 000 | 107 170 |
| Enregistrement et timbre | 79 198 | 83 706 | 79 900 | 85 870 |
| Produit des douanes | 130 561 | 132 930 | 132 800 | 138 871 |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 841 927 | 709 187 | 672 500 | 703 889 |
| pour mémoire : TVA nette | [510 314] | [584 187] | [532 500] | [555 369] |
| Autres impôts indirects | 38 285 | 43 608 | 41 300 | 44 636 |
| RECETTES FISCALES BRUTES | 1 452 876 | 1 560 506 | 1 482 500 | 1 558 101 |
| Remboursements et dégrèvements | - 224 567 | - 225 120 | - 240 100 | - 238 311 |
| RECETTES FISCALES NETTES | 1 228 309 | 1 335 386 | 1 242 400 | 1 319 790 |
| Prélèvements | - 215 383 | - 231 293 | - 225 048 | - 237 448 |
| RECETTES FISCALES NETTES | 1 012 926 | 1 104 093 | 1 017 351 | 1 082 342 |
| Recettes non fiscales | 155 987 | 140 649 | 158 753 | 127 903 |
| RECETTES TOTALES DU BUDGET GÉNÉRAL | 1 168 913 | 1 244 742 | 1 176 104 | 1 210 245 |

En 1993, les recettes totales baissent de 2,8 % par rapport à la LFI 1992 mais progressent de 2,9 % par rapport aux recettes révisées.

ÉCONOMIE

Le projet de loi

Dépenses : une progression de 3,4 % par rapport

Les dépenses définitives de l'Etat progressent de 3,4 % dans le projet de budget pour 1993. L'augmentation en valeur réelle n'est que de 0,6 %, l'on tient compte de la hausse des prix prévue pour l'an prochain. Les sacrifices qu'ont dû accepter de nombreux ministères ont été compensés par une grande partie de la progression de la dépense l'année prochaine est absorbée par les charges de la dette publique qui atteindront 177,8 milliards de francs l'an prochain - si le taux d'intérêt n'augmente pas - en progression de 6,7 % par rapport à 1992. Or, les charges de la dette publique représentent

maintenant 15 % du total des dépenses de l'Etat. Il faut voir le prix d'un endettement qui atteint maintenant 1 000 milliards de francs (en 1992) et augmente chaque année en flux du fait des déficits budgétaires annuels.

Les dépenses civiles de fonctionnement et d'intervention ont monté à 855,9 milliards de francs, soit une progression de 3,7 % par rapport à la loi de finances initiale pour 1992. Mais ce regroupement dissimule des évolutions fort différentes : les seules dépenses d'intervention augmentant de 0,7 % en valeur, passant de 372,1 milliards de francs à 374,7 milliards de francs, ce

qui équivaut à une diminution de presque 2 % en termes de dépenses de fonctionnement (la progression des traitements de la fonction publique) progressent au contraire fortement, de 449,5 milliards de francs en 1992 (loi de finances initiale) à 477,4 milliards en 1993 (+ 6,2 %).

Comme les dépenses d'intervention, les dépenses civiles en capital (investissements) ralentissent la progression d'ensemble. Elles diminuent en effet de 1,9 % d'une année sur l'autre, revenant de 89,6 à 87,9 milliards de francs. Les dépenses militaires, elles atteignent 245,6 milliards de francs contre 240,4 milliards en 1992.

soit une hausse de 2,2 % en un an, inférieure au taux d'inflation.

Au total, quatre secteurs jugés prioritaires échappent à la rigueur : l'éducation nationale dont le budget atteint 281,4 milliards de francs, en augmentation de 7,2 % par rapport à 1992 ; l'emploi et la formation professionnelle ; la justice ; la sécurité publique. Les effectifs de l'éducation nationale augmentent de 9 770, passant de 731 000 à 740 770. Les dépenses publiques ont en progression nette de 3 731 milliards de francs, à la culture, à l'équipement, à l'agriculture...

Les grandes priorités

Education nationale : un effort continu

Le projet de loi de finances pour 1993 maintient la priorité accordée à l'éducation nationale par la loi d'orientation du 10 juillet 1989. Ce budget atteint 281,4 milliards de francs, en hausse de 7,2 % par rapport à 1992 (+18,8 milliards de francs). Il prévoit la création de 9 770 emplois, soit près de deux fois plus qu'en 1992. En cinq ans, les crédits accordés à l'éducation nationale auront ainsi augmenté de 83 milliards de francs (+ 29,5 %).

L'enseignement scolaire bénéficiera de 241,9 milliards de francs, soit une progression de 6,8 % (15,4 milliards de francs). Les créations nettes d'emplois atteindront 4 550, contre 2 880 en 1992. Ces moyens supplémentaires visent d'abord à renforcer les équipes pédagogiques et administratives ainsi que l'aide aux élèves : 900 emplois d'enseignants supplémentaires, 1 450 emplois pour l'encadrement administratif. D'autre part, en plus de crédits pour l'innovation pédagogique (notamment pour l'enseignement des langues vivantes) et la modernisation des équipements informatiques, les nouveaux inscrits pour la revalorisation de la fonction enseignante et l'application du protocole Dreyfus (2,2 milliards de francs, l'année précédente, il sera porté à 2,4 milliards) seront de 12 000 professeurs, dont 4 000 dans les lycées et collèges, et 8 000 dans les écoles. Les moyens de fonctionnement des écoles et collèges seront de 5,2 milliards de francs d'augmentation de programme, soit près de 2 milliards de plus qu'en 1992. Les moyens de fonctionnement des universités connaissent, pour leur part, une augmentation de 190 millions de francs en 1991. En cinq ans, la part de l'Etat dans le plan Université 2000 - aménagement et développement des enseignements supérieurs - aura ainsi été portée à 16,2 milliards de francs.

Les crédits de l'enseignement supérieur seront de 39,5 milliards de francs, soit une progression de 9,5 % (3,4 milliards de francs) en 1992. Le plan de l'enseignement supérieur sera doté de 5,2 milliards de francs d'augmentation de programme, soit près de 2 milliards de plus qu'en 1992. Les moyens de fonctionnement des universités connaissent, pour leur part, une augmentation de 190 millions de francs en 1991. En cinq ans, la part de l'Etat dans le plan Université 2000 - aménagement et développement des enseignements supérieurs - aura ainsi été portée à 16,2 milliards de francs.

Le projet de loi de finances pour 1993 maintient la priorité accordée à l'éducation nationale par la loi d'orientation du 10 juillet 1989. Ce budget atteint 281,4 milliards de francs, en hausse de 7,2 % par rapport à 1992 (+18,8 milliards de francs). Il prévoit la création de 9 770 emplois, soit près de deux fois plus qu'en 1992. En cinq ans, les crédits accordés à l'éducation nationale auront ainsi augmenté de 83 milliards de francs (+ 29,5 %).

Justice : + 6,9 % par rapport à 1992

Le budget 1993 entretient le haut degré de priorité accordé par le gouvernement. Le montant des crédits progresse de 6,9 % par rapport à 1992, passant de 203,5 milliards de francs à 216,9 milliards de francs l'année prochaine. Les crédits de fonctionnement sont de 199,5 milliards de francs, en hausse de 6,9 % par rapport à 1992. Les crédits de capital (investissements) sont de 17,4 milliards de francs, en hausse de 6,9 % par rapport à 1992. Le projet de loi de finances pour 1993 prévoit une augmentation des capacités d'investissement des services judiciaires : les autorisations de programme sont portées à 795 millions de francs, en progression de 22 %.

Le projet de loi de finances pour 1993 prévoit une augmentation des capacités d'investissement des services judiciaires : les autorisations de programme sont portées à 795 millions de francs, en progression de 22 %.

Le projet de loi de finances pour 1993 prévoit une augmentation des capacités d'investissement des services judiciaires : les autorisations de programme sont portées à 795 millions de francs, en progression de 22 %.

Le projet de loi de finances pour 1993 prévoit une augmentation des capacités d'investissement des services judiciaires : les autorisations de programme sont portées à 795 millions de francs, en progression de 22 %.

Le projet de loi de finances pour 1993 prévoit une augmentation des capacités d'investissement des services judiciaires : les autorisations de programme sont portées à 795 millions de francs, en progression de 22 %.

Environnement : crédits en hausse de 9,4 %

Le budget de l'environnement atteint 1 596 millions de francs, soit une augmentation de 9,4 % par rapport à 1992. Depuis 1983, ce budget aura vu ses crédits multipliés par 2,3. Les actions prioritaires de ce ministère concernent la protection du cadre de vie en ville, des paysages et la lutte contre l'effet de serre. En outre est poursuivie l'action en faveur des agences de l'eau contre les déchets.

Le budget de l'environnement atteint 1 596 millions de francs, soit une augmentation de 9,4 % par rapport à 1992. Depuis 1983, ce budget aura vu ses crédits multipliés par 2,3. Les actions prioritaires de ce ministère concernent la protection du cadre de vie en ville, des paysages et la lutte contre l'effet de serre. En outre est poursuivie l'action en faveur des agences de l'eau contre les déchets.

Le budget de l'environnement atteint 1 596 millions de francs, soit une augmentation de 9,4 % par rapport à 1992. Depuis 1983, ce budget aura vu ses crédits multipliés par 2,3. Les actions prioritaires de ce ministère concernent la protection du cadre de vie en ville, des paysages et la lutte contre l'effet de serre. En outre est poursuivie l'action en faveur des agences de l'eau contre les déchets.

Le budget de l'environnement atteint 1 596 millions de francs, soit une augmentation de 9,4 % par rapport à 1992. Depuis 1983, ce budget aura vu ses crédits multipliés par 2,3. Les actions prioritaires de ce ministère concernent la protection du cadre de vie en ville, des paysages et la lutte contre l'effet de serre. En outre est poursuivie l'action en faveur des agences de l'eau contre les déchets.

Le budget de l'environnement atteint 1 596 millions de francs, soit une augmentation de 9,4 % par rapport à 1992. Depuis 1983, ce budget aura vu ses crédits multipliés par 2,3. Les actions prioritaires de ce ministère concernent la protection du cadre de vie en ville, des paysages et la lutte contre l'effet de serre. En outre est poursuivie l'action en faveur des agences de l'eau contre les déchets.

Le budget des routes s'établit à 8,45 milliards de francs

Le budget des routes s'établit à 8,45 milliards de francs, soit une progression de 13,9 % par rapport à 1992. Les crédits d'équipement (6,63 milliards de francs), qui augmentent de 19,4 %, permettront de financer les contrats de plan Etat-régions et de poursuivre les grands programmes engagés par l'Etat (aménagement du Massif central, aménagement de la RN7 notamment). Le budget de 1993 consacre d'autre part des crédits importants aux investissements dans les collectifs : métros et tramways de province.

Cadre de vie et habitat

Le budget de l'environnement atteint 1 596 millions de francs, soit une augmentation de 9,4 % par rapport à 1992. Depuis 1983, ce budget aura vu ses crédits multipliés par 2,3. Les actions prioritaires de ce ministère concernent la protection du cadre de vie en ville, des paysages et la lutte contre l'effet de serre. En outre est poursuivie l'action en faveur des agences de l'eau contre les déchets.

Le budget de l'environnement atteint 1 596 millions de francs, soit une augmentation de 9,4 % par rapport à 1992. Depuis 1983, ce budget aura vu ses crédits multipliés par 2,3. Les actions prioritaires de ce ministère concernent la protection du cadre de vie en ville, des paysages et la lutte contre l'effet de serre. En outre est poursuivie l'action en faveur des agences de l'eau contre les déchets.

Le budget de l'environnement atteint 1 596 millions de francs, soit une augmentation de 9,4 % par rapport à 1992. Depuis 1983, ce budget aura vu ses crédits multipliés par 2,3. Les actions prioritaires de ce ministère concernent la protection du cadre de vie en ville, des paysages et la lutte contre l'effet de serre. En outre est poursuivie l'action en faveur des agences de l'eau contre les déchets.

Le budget de l'environnement atteint 1 596 millions de francs, soit une augmentation de 9,4 % par rapport à 1992. Depuis 1983, ce budget aura vu ses crédits multipliés par 2,3. Les actions prioritaires de ce ministère concernent la protection du cadre de vie en ville, des paysages et la lutte contre l'effet de serre. En outre est poursuivie l'action en faveur des agences de l'eau contre les déchets.

Le budget de l'environnement atteint 1 596 millions de francs, soit une augmentation de 9,4 % par rapport à 1992. Depuis 1983, ce budget aura vu ses crédits multipliés par 2,3. Les actions prioritaires de ce ministère concernent la protection du cadre de vie en ville, des paysages et la lutte contre l'effet de serre. En outre est poursuivie l'action en faveur des agences de l'eau contre les déchets.

Evolution des déficits budgétaires

(en milliards de francs)

| | Prévu en LFI | Réalisé | Déficit réalisé (%) |
|------|--------------|---------|---------------------|
| 1984 | -125,80 | -146,18 | -3,35 |
| 1985 | -140,19 | -153,29 | -3,26 |
| 1986 | -145,34 | -141,09 | -2,78 |
| 1987 | -129,29 | -129,06 | -2,25 |
| 1988 | -114,58 | -114,70 | -2,30 |
| 1989 | -100,54 | -100,39 | -1,63 |
| 1990 | -90,17 | -93,15 | -1,43 |
| 1991 | -80,68 | -131,76 | -1,96 |
| 1992 | -89,94 | -185,7 | -2,20 |
| 1993 | -185,39 | - | - |

(*) Années d'attente officielle des données.

Les contributions au budget européen

(en milliards de francs)

| | Prévu | Réalisé |
|------|-------|---------|
| 1986 | 42,7 | 45,8 |
| 1987 | 43,4 | 50 |
| 1988 | 54,8 | 64,5 |
| 1989 | 64,5 | 61,2 |
| 1990 | 63,5 | 66 |
| 1991 | 70,8 | 74,7 |
| 1992 | 84,1 | 77 |
| 1993 | 83,1 | - |

Evolution des emplois publics

| | Effectifs 1992 | Effectifs 1993 | Evolution en pourcentage |
|--|----------------|----------------|--------------------------|
| I. EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENTS SCOLAIRES ET SUPÉRIEURS | 731 000 | 740 770 | +0,9% |
| II. JUSTICE | 86 628 | 97 147 | +0,9% |
| III. INTERIEUR (hors appelés) | 101 082 | 102 722 | +0,7% |
| IV. AUTRES BUDGETS CIVILS | | | |
| Affaires étrangères et coopération | 10 233 | 10 281 | +0,5% |
| Affaires sociales et travail | 23 324 | 23 315 | -0,2% |
| Agriculture | 23 588 | 23 605 | -0,2% |
| Culture | 12 151 | 12 058 | -0,8% |
| Energie, finances et budget | 139 846 | 177 088 | +0,5% |
| Equipement, logement, transports | 113 512 | 112 911 | -0,5% |
| Services du premier ministre | 2 405 | 2 390 | -0,4% |
| Autres budgets (du budget général) | 22 139 | 21 350 | -3,6% |
| Budgets annexes | 10 342 | 10 390 | +0,5% |
| TOTAUX (IV) | 403 019 | 400 095 | -0,7% |
| V. DEFENSE (hors appelés) | 409 530 | 406 165 | -1,2% |
| TOTAUX (hors appelés) | 2 079 627 | 2 083 328 | +0,2% |
| Emplois non budgétaires des établissements publics de la recherche | 55 294 | 55 694 | +0,7% |

Les masses budgétaires

(en milliards de francs)

| | Loi de finances initiale pour 1992 | Projet de budget pour 1993 | Montant de la différence | Evolution en % |
|--|------------------------------------|----------------------------|--------------------------|----------------|
| Dette publique | 166,7 | 177,8 | +11,1 | + 6,7 |
| Dépenses civiles de fonctionnement et d'intervention | 825,1 | 855,9 | +30,8 | + 3,7 |
| Dépenses civiles en capital | 89,6 | 87,9 | -1,7 | - 1,9 |
| Budget militaire | 240,4 | 245,6 | +5,2 | + 2,2 |
| Total des dépenses du budget | 1 321,8 | 1 367,2 | +45,4 | + 3,4 |
| Recettes nettes | 1 244,7 | 1 210,2 | -34,5 | - 2,8 |
| Solde des opérations définitives | -77,1 | -157 | -80 | -104 |
| Comptes spéciaux du trésor (solde) | 12,8 | 8,4 | -4,4 | -34,1 |
| Solde général | -89,9 | -165,4 | -75,5 | -84,1 |

ÉCONOMIE

de finances pour 1993 à 1992

• Culture et audiovisuel : nouvel effort.

Le budget de la culture s'élève à 13,79 milliards de francs, en augmentation de 6,5 % par rapport à 1991. Priorité est donnée à la sauvegarde et à l'enrichissement du patrimoine (1,3 milliard de francs, soit 75 millions de plus qu'en 1991) et aux enseignements techniques (104 millions de plus qu'en 1991). Le budget de l'audiovisuel public est quant à lui de 10,4 %.

• Départements et territoires d'outre-mer : + 6,3 % sur un an.

Le budget des DOM-TOM s'élève à 2,3 milliards de francs en dépenses ordinaires (fonctionnement) et crédits de paiement (investissement), soit une augmentation de 6,3 %. Il s'agit d'un milliard d'autorisations de programme.

• Logement : petit budget pour grosse crise.

Les crédits inscrits au budget du logement sont de 34 milliards de francs, en hausse de 0,8 % par rapport à 1991 (33,7 milliards de francs). Pour mémoire, ils s'élevaient à 34,029 milliards de francs en 1988, à 38,276 milliards en 1989, à 39,962 milliards en 1990, à 38,603 milliards en 1991. Trente mille prêts d'accèsion à la propriété (PAP) sont budgétés comme l'an passé, chiffre tombé à 35 000 en cours de discussion budgétaire au fin 1991. Sur ce total, 31 000 PAP, ont été consommés et, récemment, le ministre délégué au logement a annoncé 7 000 de plus pour 1992 (non inscrits). Comme l'an passé, le projet de budget prévoit 80 000 prêts locatifs aidés (PLA), dont 10 000 sont destinés à faciliter l'insertion.

• Sécurité : poursuite des actions menées.

Les crédits alloués aux dépenses de sécurité atteignent 120 milliards de francs, ce chiffre ne comprenant pas les sommes dépensées dans le cadre de la politique de l'emploi. Ces 120 milliards se répartissent en interventions directes (100 milliards de francs), en subven-

tions (31 milliards de francs), en fonctionnement (1 milliard) et en actions d'insertion dans le DOM (14,3 milliards de francs). Le seul budget du ministère des affaires sociales et de l'intégration représente 200 milliards de francs.

• La jeunesse et les sports : le seul des 3 milliards de francs.

Le budget de la jeunesse et des sports franchit le seuil des 3 milliards de francs, en progression de 4,9 % par rapport à 1991.

Action internationale

• Europe : 83,5 milliards de francs en 1992, soit 1,5 milliard de plus qu'en 1991.

Les prélèvements au profit de la Communauté s'élèvent à 84,3 milliards de francs dans le budget initial de 1992 (mais 77 milliards de francs seulement dépensés).

Les dépenses de la Communauté communautaire, mais les actions structurelles, sont de 30 %, ont fortement progressé ces dernières années, avec l'objectif d'un doublement des dépenses.

• Défense : 245,6 milliards de francs.

Le budget de la défense s'élève à 245,6 milliards de francs, soit une progression de 2,2 %. Les dépenses, en crédits atteignent 197,9 milliards de francs. Les dépenses ordinaires s'élèvent à 2,9 %.

• Action extérieure : 0,58 % du PIB pour l'aide publique au développement.

L'aide publique au développement (APD), destinée exclusivement aux pays du Sud, devrait atteindre 0,58 % du PIB en 1993, soit 43,3 milliards de francs. Cette aide représentait 0,50 % du PIB en 1988. Au sommet de Rio, en juin 1992, un objectif de 0,7 % du PIB a été fixé par le président de la République pour l'an 2000.

Les hommes • Activités industrielles
• Productions • Pêche • Circulation
• Finances • Les Etats

IMAGES

135 FF

ECONOMIQUES DU MONDE 1992-93

37^e ANNÉE

Editions SEDES

88, rue St-Germain - 75005 Paris
Tél. (1) 43 25 23 23 - CDP Paris 1 212 92 V

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Compagnie Financière de Paribas

1^{er} SEMESTRE 1992 : RÉSULTAT NET DE 1106 MILLIONS DE FRANCS

Lors de sa réunion du 24 septembre 1992, le Conseil de Surveillance de la Compagnie Financière de Paribas a examiné les comptes consolidés du Groupe pour le premier semestre 1992, arrêtés le 30 juin 1992 par le Directoire.

Le premier semestre 1992 a été caractérisé par une stabilité du résultat net consolidé du Groupe par rapport au premier semestre 1991, malgré d'une baisse du résultat en capital et d'une diminution du résultat en revenu.

Le résultat net en part de la Compagnie Financière, hors intérêts minoritaires, s'élève à 1106 millions de francs, en baisse de 15 % par rapport au 30 juin 1991.

Les comptes au 30 juin 1992 font apparaître les données de synthèse suivantes :

| ACTIVITÉ | | | |
|--------------------------------------|----------|----------|--|
| en milliards de francs | 30/06/92 | 31/12/91 | |
| - Total du bilan | 1 125 | 1 035 | |
| - Crédits à la clientèle | 458 | 453 | |
| - Dépôts de la clientèle (hors CDD) | 205 | 202 | |
| - Participations (valeur estimative) | 60,1 | 63,7 | |

| RÉSULTATS GLOBAUX | | | | |
|--------------------------|----------|----------|------------------|----------|
| en millions de francs | 30/06/92 | 30/06/91 | Variation (en %) | 31/12/91 |
| - Résultat net consolidé | 1 106 | 1 254 | - 11,8 | 1 097 |
| - Opérations en revenu | 728 | 1 507 | - 52 | - 120 |
| - Opérations en capital | 1 330 | 107 | + 143 | 1 217 |

| RÉSULTATS PART DU GROUPE | | | | |
|--------------------------|----------|----------|------------------|----------|
| en millions de francs | 30/06/92 | 30/06/91 | Variation (en %) | 31/12/91 |
| - Résultat net consolidé | 1 106 | 1 101 | + 0,5 | - 184 |
| - Opérations en revenu | 66 | 778 | - 91 | - 1150 |
| - Opérations en capital | 1 040 | 323 | + 99 | 636 |

Les comptes semestriels ont été établis selon des méthodes comptables inchangées. Le périmètre de consolidation n'a pas enregistré de modification significative. Les chiffres du premier semestre 1991 ne comprennent pas les résultats particuliers de la Paribas Suisse, ayant affecté le résultat en fin d'année 1991.

BAISSE DU RÉSULTAT EN REVENU

Le résultat en revenu du Groupe Paribas hors intérêts minoritaires s'est établi au 30 juin 1992 à 66 millions de francs contre 778 millions de francs au 30 juin 1991.

Ce recul s'analyse ainsi :

- une progression du produit net bancaire, d'environ 1 % par rapport au 30 juin 1991, qui est le reflet d'une évolution contrastée des recettes des filiales bancaires : bonnes performances des activités de marché, des activités de banque commerciale, des activités de banque et de Grande-Bretagne, et stabilité des autres activités ;

- une progression des frais généraux de 7 % par rapport au 30 juin 1991, reflétant notamment le renforcement des moyens de la Banque Paribas dans le domaine des activités de marché et la gestion institutionnelle privée ;

- le maintien à un niveau élevé de la dotation aux provisions pour risques bancaires, qui s'élève à 3 000 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport au 30 juin 1991. Cette évolution résulte d'une conjoncture difficile en Europe, notamment en Grande-Bretagne et dans le secteur de l'immobilier.

Les résultats aux provisions de la Compagnie Bancaire et du Crédit du Nord ont progressé, tandis que celles de la Banque Paribas sont en recul par rapport au 1^{er} semestre 1991.

HAUSSE DU RÉSULTAT EN CAPITAL

Le résultat en capital du Groupe hors intérêts minoritaires s'est établi au 30 juin 1992 à 1 040 millions de francs contre 107 millions de francs au 30 juin 1991.

Cette hausse s'explique par :

- d'importantes plus-values dégagées notamment par la cession de la participation du Groupe Paribas dans Matin Communication, l'introduction en bourse de Lapeyre, filiale de Poliet, et par la vente du portefeuille des Ciments Français au Groupe Bénéteau. Le résultat sur ces opérations avant impôts s'élève plus de 1 milliard de francs, soit 5 fois plus qu'au 30 juin 1991 ;

- un comportement satisfaisant des participations du Groupe malgré un ralentissement économique en 1991.

FONDS PROPRES ET ACTIF NET ESTIMÉ

Au 30 juin 1992, les fonds propres comptables du Groupe ont représenté au total 57,3 milliards de francs, soit sensiblement la même valeur qu'à fin 1991.

L'actif net consolidé du Groupe au 30 juin 1992, tel qu'il est d'habitude pris en compte dans les valeurs de fonds de commerce, s'élève avant résultat à 76,6 milliards de francs contre 76,3 milliards au 31 décembre 1991.

En part du Groupe, l'actif net consolidé s'établissait après résultat à 52 milliards de francs au 30 juin 1992 contre 51,5 milliards au 31 décembre 1991 et représentait 66 francs par titre en circulation contre 610 francs à fin 1991.

* 540 francs au 28 septembre 1992

PARIBAS ACTIONNAIRES

1 rue d'Antin - 75002 PARIS - Tél. (1) 43 25 23 23 - 36.16 11 11

QUATRE PETITS
EXERCICES
À FAIRE
ABSOLUMENT
AVANT D'ALLER
AU SICOB.

Et si vous communiquiez avec les outils d'aujourd'hui ?

Exercice n°1

Essayez d'organiser
deux fois par semaine une
réunion avec vos
collaborateurs des
quatre coins du monde.

Exercice n°3

Essayez d'envoyer
un texte à Denver (Colorado)
et de le recevoir annoté
en moins de 15 minutes.

Exercice n°2

Essayez de joindre
en moins de 15 minutes
cinq de vos
collaborateurs
en déplacement.

Exercice n°4

Essayez d'envoyer
un fichier de 300 pages
en 2 minutes, à l'autre
bout de la France.

TOUTES
LES SOLUTIONS
SONT AU STAND
FRANCE TELECOM
AU SICOB, DU 5 AU 9
OCTOBRE, PARC
DES EXPOSITIONS
PARIS-NORD
VILLEPINTE - HALL 1

FRANCE
TELECOM



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 1^{er} OCTOBRE

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

| VALEURS | % du nom. | % du coupon | VALEURS | Cours prix. | Dernier cours | VALEURS | Cours prix. | Dernier cours |
|----------------------|-----------|-------------|--------------------|----------------|------------------|----------------------|----------------|------------------|
| Obligations | | | | | | | | |
| Emp. S&P 1970 | | | CATRAM 81 | 3880 | ..... | Petit Caillon | ..... | ..... |
| 10.00% 7/84 | | | Compton | ..... | 481 10 | Pier Paladino | 1100 | ..... |
| Emp. S&P 12.5/82 | | | Cos Industriale | 3760 | ..... | Pordor | ..... | 400 |
| Emp. S&P 12.5/84 | | | Cos Lyn Alcantara | 321 | 321 | Praxair (PL) | 356 | 370 |
| Emp. S&P 12.5/86 | | | Cosco | 830 | 830 | Publicis | 500 | 542 |
| 10.26% mar. 86 | | | Cosco M&P | ..... | 15 30 | Rhone-Poulenc | 119 | ..... |
| OAT 10% 5/7000 | 107 | 107 | Credit Gen. Ind. | ..... | 78 | Ronde | 136 | ..... |
| OAT 8.9% 12/1987 | 107 | 107 | Cu Universal (Cul) | 570 | ..... | Rougie | 209 50 | 162 |
| OAT 8.9% 1/1989 | 101 70 | 101 70 | Darby | 880 | 680 | SACER | ..... | ..... |
| PTT 11.2% 85 | ..... | ..... | Dassault | 1055 | 1269 | S.A.F.A. | 211 | ..... |
| CF 10.35% 85 | ..... | ..... | Degussa | 2100 | ..... | S.A.F.I.C. Atlas | ..... | ..... |
| CF 10.35% rap. 85 | 108 60 | 108 60 | Digital Video | 540 | 513 | Sign | 360 | 380 |
| CMA 10 % 1/87 | ..... | ..... | Dixie Borden | 3910 | ..... | Sipr, Dominique (S.) | 107 50 | 107 |
| Chl Bares 6000F | 96 46 | 96 46 | Eding, Park | 420 | 306 | Solomon M. | 486 | 500 |
| Chl Paribas 5000F | ..... | ..... | Edison-Wegor Cl | 471 | 476 | Sotom M. | 146 | ..... |
| Chl Saar 5000F | ..... | ..... | Elect | 371 | 370 | S.P.A.C. | 688 | ..... |
| Chl 1/82 5000F | ..... | ..... | Fidel | 289 00 | 280 | Stedde | ..... | 417 |
| Chl 9 % 88 | ..... | ..... | F.I.P.P. | 86 56 | ..... | S.Ead. Port. (M) | 135 | 136 |
| Chl 10.50% dls 85 | 107 86 | 107 86 | F.I.A.C. | 1776 | 1761 | Sic | 615 | ..... |
| Chl 8.5% 85 100 | ..... | ..... | Forcelle (Fol) | 437 | ..... | Sislat | 100 | 102 |
| CNCA | 108 10 | 108 10 | Free Lycaonem | 526 | 528 | S.I.P.H. | 120 | ..... |
| Coma | ..... | ..... | Fugate | 316 | ..... | S.M.C.I. | 100 | ..... |
| Alcatel 6 % janv. 88 | 832 | ..... | Gencom | 716 | 780 | Sohi | 561 | ..... |
| Ly. Eaux or 6.5% | 788 | ..... | Genetec | 450 | 440 | Sohy | 239 | ..... |
| Thomson or 9.2% 88 | 721 | ..... | Genetec | 1415 | 1440 | Solcom (ex. Sator) | 70 | 65 00 |
| | | | Frank. Paul-Henri | 2030 | ..... | Solcom | 2001 | ..... |
| | | | Gardien | 416 | ..... | Soudey Angoules | 861 | 880 |
| | | | Gencom | 265 | 888 | Souabot | 320 | 330 |
| | | | Gilestet | 450 | 463 | Stara | 618 | ..... |
| | | | G.L.F. | 314 | 311 | Telcomp | 2200 | 2150 |
| | | | Groupe Victoria | 889 | 826 | Texas-Agropar | 221 | ..... |
| | | | G.T. (Transport) | 994 | 187 | Tour Eiffel | 211 | 211 |
| | | | Imvictat | 323 | 330 | Ubrat | 1180 | ..... |
| | | | Imvictat | 642 | 540 | Vale | 460 | 460 |
| | | | Imvictat | 4540 | 4600 | Vigant | 1800 | ..... |
| | | | Invest. (St. Ch.) | 3392 | ..... | Von | 125 | ..... |
| | | | Lombard Freres | ..... | ..... | Mme. Del. Bessone | 281 | ..... |
| Actions | | | | | | | | |

SICAV **SA**[illegible]

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

Marché des Changes

| COURS INDICATIFS | COURS préc. | 1/10 | COURS DES BILLET | | MONNAIES ET DEVIS | COURS préc. | COURS 1/10 |
|---------------------------|----------------|------|------------------|-------|----------------------------|----------------|---------------|
| | | | achat | vente | | | |
| Exon (Unité 1 cent)..... | 4 785 | | | | | | |
| Ecu..... | 6 811 | | | | | | |
| Allemagne (100 dm)..... | 337 503 | | | | Or fin (pau en barre)..... | 53800 | 53900 |
| Belgique (100 fr)..... | 13 403 | | | | Or fin (en lingot)..... | 54400 | 53750 |
| Paye-Ras (100 fr)..... | 28 030 | | | | Wapillon (200)..... | 311 | 315 |
| Italie (1000 lire)..... | 8 848 | | | | Pièce Fr (10 fr)..... | 360 | 300 |
| Danemark (100 kr)..... | 81 280 | | | | Pièce Tunes (20 fr)..... | 318 | 318 |
| Gde-Bretagne (1 £)..... | 8 490 | | | | Pièce Latine (20 fr)..... | 316 | 314 |
| Grèce (100 drachmes)..... | 2 224 | | | | 50 francs..... | 405 | 402 |
| Suède (100 kr)..... | 207 140 | | | | Pièce 20 dollars..... | 1840 | 1805 |
| Norvège (100 kr)..... | 83 230 | | | | Pièce 10 dollars..... | 970 | 1050 |
| Autriche (100 sch)..... | 46 034 | | | | Pièce 5 dollars..... | 536 | 540 |
| Espagne (100 pes)..... | 4 612 | | | | Pièce 50 pesos..... | 2015 | 2030 |
| Portugal (100 esc)..... | 3 785 | | | | Pièce 1000 escudos..... | 320 | 316 |
| Canada (1 \$ can)..... | 3 808 | | | | | | |
| Israël (100 n)..... | 1 000 | | | | | | |

Marché libre de l'o

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 30 septembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue de ses travaux, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits :

Financement des campagnes électorales

Le ministre du budget a présenté le projet de loi de finances pour 1993 (le Monde du 1^{er} octobre, page 17 à 21).

Ordonnances relatives à la Mayotte

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté six ordonnances relatives à la collectivité territoriale de Mayotte. Sont étendues : adaptées à Mayotte la plupart des dispositions du code de la santé publique qui ne l'avaient pas encore été. Diverses dispositions relatives à la lutte contre l'acoolisme étendues à Mayotte. Sont étendues à Mayotte la loi du 2 août 1961 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique et les odeurs, la loi du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des

déchets et la récupération des matériaux et la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. La procédure d'étude d'impact obligatoire sera la réalisation de projets. Le dispositif métropolitain d'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation, tel qu'il est prévu par une loi du 11 juillet 1985, s'appliquera à Mayotte. Un cadastre sera établi.

Bilan de la saison touristique

Le ministre délégué au tourisme a présenté une communication sur le bilan de la saison touristique.

1. - Les résultats enregistrés dans le secteur du tourisme en 1992 ont été excellents. Le nombre de touristes étrangers ayant séjourné dans le pays a augmenté de 11,4 % au cours des huit premiers mois de 1992 par rapport à la période correspondante de 1991. L'excédent des échanges touristiques s'établit fin août à 42 milliards de francs, en progression de 6,7 milliards de francs par rapport à la même période de 1991.

2. - L'hôtellerie et les produits touristiques doivent être mieux adaptés aux aspirations de la clientèle. Il est indispensable de veiller à une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'hébergement.

La qualité représente un enjeu pour le développement du tourisme : la conception d'équipements touristiques devra mieux tenir compte des exigences de leur protection.

Une proposition de loi en cours d'examen dans le Parlement permettra de clarifier les compétences de l'Etat et de chacune des collectivités locales dans les domaines de l'aménagement et de promotion touristiques. La réforme du régime juridique des stations sera étudiée.

Ce bilan encourageant des situations contrastées selon les zones géographiques et les secteurs d'activité.

3. - L'hôtellerie et les produits touristiques doivent être mieux adaptés aux aspirations de la clientèle. Il est indispensable de veiller à une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'hébergement.

La qualité représente un enjeu pour le développement du tourisme : la conception d'équipements touristiques devra mieux tenir compte des exigences de leur protection.

Une proposition de loi en cours d'examen dans le Parlement permettra de clarifier les compétences de l'Etat et de chacune des collectivités locales dans les domaines de l'aménagement et de promotion touristiques. La réforme du régime juridique des stations sera étudiée.

Ce bilan encourageant des situations contrastées selon les zones géographiques et les secteurs d'activité.

3. - L'hôtellerie et les produits touristiques doivent être mieux adaptés aux aspirations de la clientèle. Il est indispensable de veiller à une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'hébergement.

La qualité représente un enjeu pour le développement du tourisme : la conception d'équipements touristiques devra mieux tenir compte des exigences de leur protection.

Une proposition de loi en cours d'examen dans le Parlement permettra de clarifier les compétences de l'Etat et de chacune des collectivités locales dans les domaines de l'aménagement et de promotion touristiques. La réforme du régime juridique des stations sera étudiée.

Ce bilan encourageant des situations contrastées selon les zones géographiques et les secteurs d'activité.

3. - L'hôtellerie et les produits touristiques doivent être mieux adaptés aux aspirations de la clientèle. Il est indispensable de veiller à une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'hébergement.

La qualité représente un enjeu pour le développement du tourisme : la conception d'équipements touristiques devra mieux tenir compte des exigences de leur protection.

Une proposition de loi en cours d'examen dans le Parlement permettra de clarifier les compétences de l'Etat et de chacune des collectivités locales dans les domaines de l'aménagement et de promotion touristiques. La réforme du régime juridique des stations sera étudiée.

Ce bilan encourageant des situations contrastées selon les zones géographiques et les secteurs d'activité.

3. - L'hôtellerie et les produits touristiques doivent être mieux adaptés aux aspirations de la clientèle. Il est indispensable de veiller à une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'hébergement.

La qualité représente un enjeu pour le développement du tourisme : la conception d'équipements touristiques devra mieux tenir compte des exigences de leur protection.

Une proposition de loi en cours d'examen dans le Parlement permettra de clarifier les compétences de l'Etat et de chacune des collectivités locales dans les domaines de l'aménagement et de promotion touristiques. La réforme du régime juridique des stations sera étudiée.

Ce bilan encourageant des situations contrastées selon les zones géographiques et les secteurs d'activité.

3. - L'hôtellerie et les produits touristiques doivent être mieux adaptés aux aspirations de la clientèle. Il est indispensable de veiller à une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'hébergement.

La qualité représente un enjeu pour le développement du tourisme : la conception d'équipements touristiques devra mieux tenir compte des exigences de leur protection.

Une proposition de loi en cours d'examen dans le Parlement permettra de clarifier les compétences de l'Etat et de chacune des collectivités locales dans les domaines de l'aménagement et de promotion touristiques. La réforme du régime juridique des stations sera étudiée.

Ce bilan encourageant des situations contrastées selon les zones géographiques et les secteurs d'activité.

3. - L'hôtellerie et les produits touristiques doivent être mieux adaptés aux aspirations de la clientèle. Il est indispensable de veiller à une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'hébergement.

La qualité représente un enjeu pour le développement du tourisme : la conception d'équipements touristiques devra mieux tenir compte des exigences de leur protection.

Une proposition de loi en cours d'examen dans le Parlement permettra de clarifier les compétences de l'Etat et de chacune des collectivités locales dans les domaines de l'aménagement et de promotion touristiques. La réforme du régime juridique des stations sera étudiée.

Ce bilan encourageant des situations contrastées selon les zones géographiques et les secteurs d'activité.

3. - L'hôtellerie et les produits touristiques doivent être mieux adaptés aux aspirations de la clientèle. Il est indispensable de veiller à une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'hébergement.

La qualité représente un enjeu pour le développement du tourisme : la conception d'équipements touristiques devra mieux tenir compte des exigences de leur protection.

Une proposition de loi en cours d'examen dans le Parlement permettra de clarifier les compétences de l'Etat et de chacune des collectivités locales dans les domaines de l'aménagement et de promotion touristiques. La réforme du régime juridique des stations sera étudiée.

Ce bilan encourageant des situations contrastées selon les zones géographiques et les secteurs d'activité.

3. - L'hôtellerie et les produits touristiques doivent être mieux adaptés aux aspirations de la clientèle. Il est indispensable de veiller à une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'hébergement.

La qualité représente un enjeu pour le développement du tourisme : la conception d'équipements touristiques devra mieux tenir compte des exigences de leur protection.

Une proposition de loi en cours d'examen dans le Parlement permettra de clarifier les compétences de l'Etat et de chacune des collectivités locales dans les domaines de l'aménagement et de promotion touristiques. La réforme du régime juridique des stations sera étudiée.

Ce bilan encourageant des situations contrastées selon les zones géographiques et les secteurs d'activité.

3. - L'hôtellerie et les produits touristiques doivent être mieux adaptés aux aspirations de la clientèle. Il est indispensable de veiller à une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'hébergement.

La qualité représente un enjeu pour le développement du tourisme : la conception d'équipements touristiques devra mieux tenir compte des exigences de leur protection.

Une proposition de loi en cours d'examen dans le Parlement permettra de clarifier les compétences de l'Etat et de chacune des collectivités locales dans les domaines de l'aménagement et de promotion touristiques. La réforme du régime juridique des stations sera étudiée.

Ce bilan encourageant des situations contrastées selon les zones géographiques et les secteurs d'activité.

3. - L'hôtellerie et les produits touristiques doivent être mieux adaptés aux aspirations de la clientèle. Il est indispensable de veiller à une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'hébergement.

La qualité représente un enjeu pour le développement du tourisme : la conception d'équipements touristiques devra mieux tenir compte des exigences de leur protection.

Une proposition de loi en cours d'examen dans le Parlement permettra de clarifier les compétences de l'Etat et de chacune des collectivités locales dans les domaines de l'aménagement et de promotion touristiques. La réforme du régime juridique des stations sera étudiée.

Ce bilan encourageant des situations contrastées selon les zones géographiques et les secteurs d'activité.

3. - L'hôtellerie et les produits touristiques doivent être mieux adaptés aux aspirations de la clientèle. Il est indispensable de veiller à une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'hébergement.

La qualité représente un enjeu pour le développement du tourisme : la conception d'équipements touristiques devra mieux tenir compte des exigences de leur protection.

Une proposition de loi en cours d'examen dans le Parlement permettra de clarifier les compétences de l'Etat et de chacune des collectivités locales dans les domaines de l'aménagement et de promotion touristiques. La réforme du régime juridique des stations sera étudiée.

Ce bilan encourageant des situations contrastées selon les zones géographiques et les secteurs d'activité.

3. - L'hôtellerie et les produits touristiques doivent être mieux adaptés aux aspirations de la clientèle. Il est indispensable de veiller à une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'hébergement.

La qualité représente un enjeu pour le développement du tourisme : la conception d'équipements touristiques devra mieux tenir compte des exigences de leur protection.

Une proposition de loi en cours d'examen dans le Parlement permettra de clarifier les compétences de l'Etat et de chacune des collectivités locales dans les domaines de l'aménagement et de promotion touristiques. La réforme du régime juridique des stations sera étudiée.

CARNET DU Monde

Décès

M. M. Dominique Angèle d'Aurillac, née Marie, Louis et Laure, ses frères et sœurs, la grande tristesse de faire part du décès.

Paul ANGLÈS d'AURILLAC, survenu le 25 septembre 1992.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le mercredi 2 septembre, en l'église Saint-Vincent-de-Paul, à Paris.

130, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris.

Yves Bertrand, mari, Emmanuel Bertrand, Denise Court, Jean-Paul Patrick Court, Les familles Court, Bertrand, Perigault et Borgoni, la douleur de faire part du décès de Dieu, l'âge de cinquante ans.

Marie-France BERTRAND, née Court, survenu le 29 septembre 1992, après une longue et douloureuse maladie.

La cérémonie religieuse a été célébrée vendredi 2 octobre, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle, à Lorient.

Une messe aura lieu jeudi 15 octobre, à 9 heures, à son intention, en la chapelle de l'Ecole militaire à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Yves Bertrand, 20, rue de Constantinople, 13000 Paris.

Antoine et Marie Buhot, Nicolas Buhot, Claude-Olivier Buhot, Tous ses proches et ses amis, ont la douleur de faire part de la mort violente et brutale.

Elisabeth BUDHUT-MAILLER, Les obsèques auront lieu son domicile, Saint-Georges, 46600 Montvalent, le samedi 3 octobre 1992, à 16 heures.

Eric Dumont, son fils, Nicole Pinot, ex-épouse, Daniel Dumont, son frère, Marcel Pinson, son oncle, Toute la famille, Daniel et Philippe, ses amis, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Jean-Claude DUMONT, mort accidentellement le 2 septembre 1992.

Un hommage sera rendu au crématorium du Père-Lachaise, dans l'intimité.

11, rue Jean-Aicard, 75011 Paris.

M. Hélène Frappat, née Fernande Vailhé, M. Marc Girard, ses enfants, leurs petits-enfants, ses arrière-petits-enfants, Les familles Frappat, Rossignol, Billon du Plan, ont la tristesse de faire part de la mort du

docteur Charles FABRE, chevalier de la Légion d'honneur, le 28 septembre 1992, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

38730 Virieu-sur-Rhône.

M. M. Jean-Pierre Guyot, leurs enfants, M. M. Jean-François Guyot, leurs enfants, M. M. Hervé Guyot, et leurs enfants, M. M. Jean-Dominique Guyot, leurs enfants, M. M. Christine Guyot, et leurs enfants, Sœur Anne-Véronique, Ses neveux, Et toute la famille, la douleur de faire part du décès.

M. Pierre GUYOT, née Estienne Galliac, le 2 septembre 1992.

La cérémonie religieuse a été célébrée le vendredi 2 octobre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, à Passy, 90, rue de l'Assomption, Paris-16^e.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

69, rue de l'Assomption, 75016 Paris.

Nous remercions le docteur HENNEQUIER, dont les obsèques religieuses ont été célébrées le vendredi 23 septembre 1992, à l'église de (Aveyron) et dont l'inhumation a eu lieu au cimetière du maquis Julien à Sancy (Nièvre).

(Né le 9 février 1913 à Saint-Pierre-de-Vaux, M. Pierre Hennequier, journaliste en 1935, est entré dans la Résistance comme le secrétaire général de la section de la Résistance à Sancy. Il a été détenu par les Allemands, en novembre 1941, au fort de Sancy, puis libéré. Un an après, le réseau Auz-Transports travaille, en zone sud, au profit du mouvement. Il a été arrêté par la Gestapo, en août 1944, Julien est détenu au camp de Sancy, dans la Nièvre, un important maquis FTP qui lutte des combats violents face à 3 000 Allemands, puis par l'aviation et l'artillerie, et qui échappent à la destruction en se repliant dans la Nièvre. En 1946, Pierre Hennequier est chargé de mission à la présidence du conseil. De 1948 à 1975, il est directeur aux usines SIMCA, devenue Chrysler-France. Directeur de la revue Hommes vivants, il a publié plusieurs ouvrages, dont *Toujours de nos journées de la Résistance*, et le *Journal de la guerre 1939-1945* et de la *Distinguée Service Order*, Pierre Hennequier était colonel et commandeur de la Légion d'honneur.)

Le Nouveau Musée-Villeurbanne le regret d'annoncer le décès.

Maryse HUGONNET, survenu le mercredi 2 septembre 1992.

CARNET DU MONDE Renseignements : 40-65-28-94 Tarif : ligne H.T.

Toutes rubriques 96 F Abonnés et actionnaires 85 F Communications diverses 100 F Titres 55 F

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5880

1. Œuvre pour le théâtre. 2. C'est juste un doigt qu'il lui faut. Préposition. L'eau de Crémone. 4. L'homme à partager. Qui a pu se faire « esifier ». Il peut arriver qu'il n'y ait rien à en tirer. 5. L'homme d'une génération à l'autre. Prendre le dessus. 6. Fait bloc. Portaise d'écousson. 7. Cri de joie. Phonème. 8. S'oppose à une remontée. Homme de glace. 9. Mangouste poisson. Pêche par le chais.

Solution du problème n° 5878

1. Lampistes. 2. Amoureuse. 3. Roueries. 4. MO. 5. Orna. 6. Ars. 7. Nuées. 8. Tue. Nis. 9. El. Fer. Or.

1. Larmoyantes. 2. Amour. 3. Boule. 4. Mou. Nasse. 5. Arc. 6. 7. Tucs. 8. 8. Esseu. 9. On. 8. Se. Essoré.

GUY BROUTY

Remerciements

Le 31 juillet 1992 décédant

Louis FRÉOUR, membre du conseil national de la Résistance (Arraché à la clandestinité), cofondateur de Force ouvrière, premier président ouvrier de la Caisse nationale de retraite ouvrière.

Aline, Antoine, Jean et Sylvie Degorsas, ses petits-enfants, tiennent à remercier toutes les personnes qui leur ont manifesté leur sympathie en cette douloureuse circonstance.

46, d'Aulnay, 93270 Sevran.

M. Gaston MORIN, enfants et petits-enfants, profondément touchés des marques de sympathie et d'amitié que vous leur témoignez, vous remerciant.

M. Gaston MORIN, remercie les personnes qui se sont associées à leur peine.

M. Rosengart remercie toutes personnes ayant manifesté leur sympathie à l'occasion des obsèques de son fils.

Lucien ROSENGART.

Anniversaires

Tous ceux qui l'aimèrent honorent la mémoire de

Pierre Louis LAJUGIE de LA RENAUDIE, qui fut juste et bon.

Ce jour, premier anniversaire de son départ à Dieu, tous ceux qui l'ont approché, aimé, aient pensés pour

Adam LAJUGIE, et se souviennent de personnes, de son travail d'artiste, de son œuvre de critique et d'homme de télévision.

Messes anniversaires

Une messe sera célébrée le vendredi 9 octobre 1992, à 12 h 15, à l'intention de

Paul-Louis BEAUMONT, inspecteur général honoraire de l'instruction publique, croix de guerre palmée, officier de la Légion d'honneur.

10, rue de Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}.

Services religieux

La traditionnelle cérémonie de Hazzars, pour les victimes de la Shoah, sera célébrée le dimanche 10 octobre 1992, à 10 h 45 précises, par le Mémorial du martyr juif inconnu, 17, Geofroy-l'Asnier, Paris-4^e.

L'invocation sera faite par le Piar, international, ecclésiastique.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^e

43-20-74-52

MINITEL par le 11

STERN

GRAVEUR depuis 1840

Cartes de visite Invitations Papiers de haute qualité

Le prestige la gravure 47, Passage aux Panoramas 75002 PARIS

Tél. : 45.08.86.45 - Fax : 42.36.94.48

TAILLEUR HOMME - DAME

Joseph CASSARO

12, rue Falguière 75015 Paris

Falguière Montparnasse

Tél. : 43-20-79-20

INSEE La référence au bout des pages. RAPPORT SUR LES COMPTES DE LA NATION 1991 "UNE ANNEE EN DEMI-TEINTE" La situation économique de la France en 1991 dans un contexte international difficile. 220 pages - 140 F. En librairie et dans les directions régionales INSEE

Le Monde L'IMMOBILIER appartements villas

3^e arrdt MARAIS ARTS ET MÉTIERS Paris 2^e arrdt, STUDIO, 3-40, cuisine, cuisine service, 400 000 F, 44-78-86-97

TEMPLE (Paris) BEAU 2-3 pièces 63 m², Poutres Tout confort, 1 200 000 F, 44-78-86-85

Unique, maison 45 m², 13, rue des Fontaines-du-Temple, 1^{er} étage, 13 h 30-18 h 30, 44-78-77-87

4^e arrdt PLACE VOISGES (Paris) 115 000 F, 44-78-86-85

5^e arrdt Duplex 5^e étage, 300 m², 112 m², 3 300 000 F, AGI BASTILLE 44-78-10-20

7^e arrdt AV. Saxe, 860 000 F, 45-44-54-55

11^e arrdt M^r PARMENTIER Immeuble récent, 2 étages, 53 m², 400 000 F, 44-78-86-97

NATION BEAU 2^e étage, 40-78-86-85

METRO JULES-FURFAN Pierre de la Basse Basse Basse Entrée, cuisine, 1^{er} étage, 480 000 F, 44-78-86-97

20^e arrdt METRO PÈRE-LACHAISE Beau 2^e étage, 100 m², 1^{er} étage, 450 000 F, 44-78-86-97

Hauts-de-Seine ANTONY (RER) NEUVE P. DE TAILLE 340 m², 1 900 000 F, 45-62-10-19

BOULOGNE Prémium Livraison immédiate 4 P., 102 m², 2 étages, Superbe séjour, 3 chambres, 2 000 000 F, 47-58-07-17

BREGUET 47-58-07-17

94 Val-de-Marne FONTENAY-S/BOIS 10 RER BOIS, NEUF, DUPLEX, TRIPLEX 42-55-11-68

Les Terrasses de Joinville Immeuble grand standing Construction 1992 Duplex 140 m², 1^{er} étage, Terrasse-jardin 100-75-55 m², 19 000 F/m² moyen, Documentation et R.V. Immeuble 42-51-51-51

appartements villas

Prox BOIS VINCENTES Bar-Rest. Brasserie en SARL, 100 m², 1^{er} étage, 98 p. Matériel et agencement récents, Loyer foncier 2 200 F, 8,5 F/m² + financement assuré Repr. Créd. poss. 43-68-01-39

CARNET DU MONDE Renseignements : 40-65-28-94 Tarif : ligne H.T.

Toutes rubriques 96 F Abonnés et actionnaires 85 F Communications diverses 100 F Titres 55 F

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5880

1. Œuvre pour le théâtre. 2. C'est juste un doigt qu'il lui faut. Préposition. L'eau de Crémone. 4. L'homme à partager. Qui a pu se faire « esifier ». Il peut arriver qu'il n'y ait rien à en tirer. 5. L'homme d'une génération à l'autre. Prendre le dessus. 6. Fait bloc. Portaise d'écousson. 7. Cri de joie. Phonème. 8. S'oppose à une remontée. Homme de glace. 9. Mangouste poisson. Pêche par le chais.

Solution du problème n° 5878

1. Lampistes. 2. Amoureuse. 3. Roueries. 4. MO. 5. Orna. 6. Ars. 7. Nuées. 8. Tue. Nis. 9. El. Fer. Or.

1. Larmoyantes. 2. Amour. 3. Boule. 4. Mou. Nasse. 5. Arc. 6. 7. Tucs. 8. 8. Esseu. 9. On. 8. Se. Essoré.

GUY BROUTY

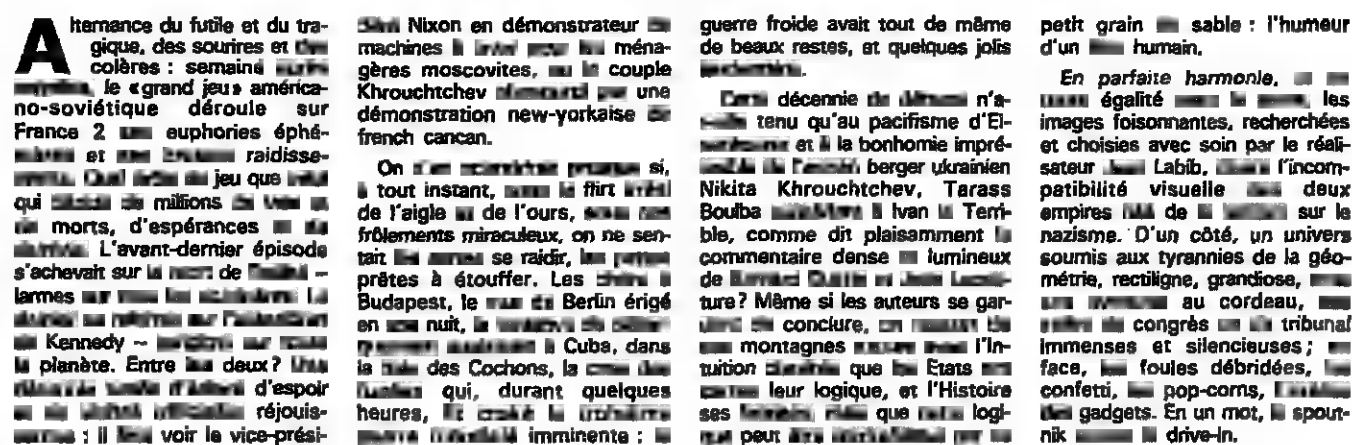
Pompes Funèbres Marbrerie CAHEN & C^e 43-20-74-52 MINITEL par le 11

STERN GRAVEUR depuis 1840 Cartes de visite Invitations Papiers de haute qualité Le prestige la gravure 47, Passage aux Panoramas 75002 PARIS Tél. : 45.08.86.45 - Fax : 42.36.94.48

TAILLEUR HOMME - DAME Joseph CASSARO 12, rue Falguière 75015 Paris Falguière Montparnasse Tél. : 43-20-79-20

DANIEL SCHNEIDERMAN

Le flirt de l'aigle et de l'ours



Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément. Signification des symboles :
 ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻◻◻ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 1^{er} octobre

TF 1

20.55 Sport : Football.
Coupe d'Europe de l'UEFA : Saragosse-Cœnt, en direct d'Espagne.

22.50 Magazine : L'Amour au danger.
Présenté par Jacques Pradel et Catherine Leroy : Une histoire en trop.

F 2

20.50 ► Magazine : Envoyé spécial.
De Paul Nahon et Bernard Benyamini. Les bistros, de Pierre Bonte et Michel Levesque. L'Orellie, c'est la vie, de Pierre Lano et Thierry de Lestrade : La Sécurité sociale, de Jean-Marc Saban et Pierre Moschowitz.

22.20 Téléfilm : Prémonitions.
De George Mililica, avec Zach Galligan, Catherine Mary Stewart.

23.50 Journal et Météo.

0.10 Magazine : Le Carole du minute.
Présenté par Michel Field. Invités : André Engel, Daniel Buren, Alain Lipietz et Luc Ferry.

F 3

20.45 La Dernière Séance.

21.00 1-911 : Le Convul maudit.
Présenté par de Roy Rowland (1950). Avec Joel McCrea, Arlene Dahl, Barry Sullivan.

22.30 Dessins animés : The Hick Chick / Henpecked Hoboes.

22.55 Journal et Météo.

23.25 **Le film :**
La Grande Évasion. ■■
 Film américain de **Rod Taylor** (1941).
 Avec **Humphrey Bogart**, **John Lupton**, **Alan**
Curdie (v.o.).

CANAL PLUS

23.30 **En clair jusqu'à 23.35**
Documentaire : **Michael Jackson.**
 En direct de **France 1**.

23.45 **Finish d'Informations.**

22.50 **Sport : Football**
 Coupe d'Europe de l'UEFA : **Salonique**
Paris-Saint-Germain, en direct de **France 1**.

0.40 **Cinéma :**
A nos amours. ■■■■
 Film français de **Maurice Pialat** (1983). Avec
Sendrine Bonnaire, **Dominique Besnehard**,
Pialet.

ARTE

20.40 **Soirée thématique. Bilderwelten. Soirée**
 proposée par **Claudio Jannet**.

20.45 **Documentaire : Le Chat et le** ■■■■
Portrait d'Art Spiegelman, de **Gregg Stefan**
Trotter.

21.10 **Cinéma d'animation :**
Yannick ■■■■
 de **Lucien**.

21.25 **Documentaire :**
Entretien avec la dessinatrice
Annie Goetzinger.
 De **Marie et Michel** ■■■■

21.00 **Vidéo : Future Subjunctive.**
 De **Marion** ■■■■

Documentaire :
Comic Book Confidential.
De **Hal Mann.**

M 6

20.45 Cinéma : Le Roi de la plage. ☐
Film américain de **Gary Marshall** (1985).

22.40 Téléfilm : L'Épave du 14.
De **Paul Verhoeven**, avec **Samuel Bak**, **Vanessa DeYoung.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Avignon 92.
Kelly, d'après **Franz Kafka** (Allemagne).

21.30 Profils perdus. **José Card** (2).

22.40 Les Nuits magnétiques. *Les Nuits magnétiques*, de **André Breton** (France).

0.05 Du jour au lendemain. Avec **Jean-José Sarr** et **Renée** sans rivale).

0.50 Musique à Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 7 octobre lors des Semaines musicales d'Autonieu) : Œuvres de Schubert, Wolf, Hahn, Gershwin, Bartók, Debussy, Boulez, Stravinsky, Delibes, Martin, par Barbara Hendricks, soprano, Michel Bouleau, piano.

23.09 Météo la nuit. *Œuvre de Météo, Mar- zhu.*

0.33 L'Heure bleue. *Œuvre de Météo, Mar- zhu.*

Vendredi 2 octobre

| TF 1 | |
|-------|---|
| 15.25 | Feuilleton : Hôpital central. |
| 16.15 | Club Dorothée. Ricky ou le Balie Vie ; Il n'y a ça suffit ; Clip Jeu. |
| 17.25 | Jeu : Une famille en or. |
| 17.55 | Série : Hélène et les garçons. |
| 18.25 | Feuilleton : Sainte Barbara. |
| 19.00 | Magazine : Coucou, il y a nous ! Présenté par Christophe De la France 3 et Michel Galabru |
| 19.50 | Diversissement : Le Barbier Show (en 1.55). |
| 20.00 | Le et Météo. |
| 20.45 | Magazine : Les légendes de la galerie . Présenté par Laurent Cabrol. |
| 21.00 | Jeu : Le Défi. Animé par Nathalie Simon et Olivier Théron. |
| 22.45 | Magazine : Grande Reportages. De Michèle Cotta et Henri Charbon, Nuits de Chine, nuits câlines, de Bernard Dobord et Jean-Pierre Froment. Une émission spéciale en Chine ? |
| 23.55 | Diversissement : Arthur, émission impossible. |

18.55 Un livre, un jour.
Nous nous souvenons de Jean Seneaux.

19.00 Le 18-20 de l'Information.
Du 19.12 à 19.35, le journal de la région.

20.06 Jeu : Hugodoffres.

20.15 Divertissement : La Chanson.

20.45 Magazine : Thalians.
Bernie Splen, de Roger Pons et Jacques

21.45 Magazine : Caractères.
Présenté par Bernard Rapp. Invités : Hélène
Cécile et Jean-Louis (Victorieux Russie).
Patrick Chomoussou (Texaco). Serge Flippini
(Comedie). Jean-Louis B. Yehoshua
(Monsieur Mari).

22.50 Journal et Météo.

23.10 Les nouvelles.
La Fin d'un empire, de Yourie Podnieks.

CANAL PLUS

Documentaire :
Le Mystère des dauphins.

16.00 Cinéma : Le Voleur d'innocence.
Film franco-espagnol de Christian
Chazotte (1981).

18.00 Film de pecheux. Berte Juice.

20.40 Magazine :
Transit.
De Daniel Laconte. Les petits et grands événements de la semaine internationale par une série allemande et une série française.
21.00 Téléfilm : Le Saut.
De Franz Seitz, avec Bruno Ganz, Franziska Weller (1^{re} partie).
L'adaptation par Franz Seitz, producteur du Tambour, du célèbre roman de Hermann Goedicke (1936) en 1950.
23.50 Documentaire :
Les Chans du Succès.
1^{re} partie.

M 6

14.50 Magazine :
Jeu : Zygopolis.
Série : Campus ~~Week~~.
1^{re} partie : ~~Week~~.
19.00 Série : Les Rois du paradis.
19.54 Six minutes d'informations,
Météo.
20.00 Série : Madame ~~est morte~~.

F 2

15.15 Variétés : La Chance aux chansons.
Le **Chœur de la Ville de Paris**. Avec **Maria Vialard**, **Alexandre Vico**, **Kerolinto**, **Clair Chevalier**, **Nellie Laurence**.

16.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.

16.35 Feuilleton : Beaumanoir.

17.05 Magazine : Giga.
La fête à la maison : Quel de neuf docteur ? Reportages.

18.30 Le Jeu !
Animé par **William Leymeryg**.

19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus.
Animé par **Nagui**.

Jeu : Journal, Journal courses

Météo

20.50 Téléfilm : Notorious.
De **Colin Bucksey**, avec **John Shea**, **Jerry Robertson**.
D'après **Les Enchaînés**, d'**Alfred Hitchcock**.

22.30 Magazine : Sportissimo.
Présenté par **Gérard Holtz**.

23.45 Journal des courses. Journal Météo.

Cinéma : Les Amants. ■■
Film français de **Louis Malle** (1958).

En clair jusqu'à 20.36

17.25 Le Top.

19.20 Magazine : Nulles part ailleurs. **19.25** Nicole Rieri.

20.30 Le Journal du dimanche.

20.35 Téléfilm : Sept morts par coïncidence. De **John** Taylor, avec Richard Crenna, **Barbara** Harris.

22.15 Documentaire : Martine Leplat.

22.55 Flash d'informations.

23.00 Cinéma : Dick Tracy. **23.15** Film américain de Warren Beatty (1990). Avec Warren Beatty, Marlon Brando, Al Pacino.

23.45 Cinéma : Le Mystère von Bülow. **23.55** Film allemand de Barbet Schroeder (1990). Avec Jean-Claude Dreyer, Jeremy Irons, **Barbara** Harris (v.o.).

ARTE

le dimanche jusqu'à 19.00

17.00 Documentaire : Comic Book Confidential. De **Walter** (v.o.).

23.30 Magazine L'Asphalte ■■ 23.00.
Téléfilm du rebond.

20.45 Le Plaqueau aux couleurs.
De Jeff Blackner, ■■■ Richard Grenna,
Tyne Daly. ■■■■

22.30 ■■■■ : Mission impossible,
vingt ■■ après.

22.15 Magazine : Emotions.

0.20 Magazine : Rapline.
Destroyman, Boudoucon productions.

FRANCE-CULTURE

01.00 Radio-archives.

21.30 Musique : ■■■■ and Blue.
Le ■■■■ du jazz : ■■■■ ■■■■

22.40 Les ■■■■ magnétiques.
■ ■■■■ ■■■■

0.05 Du jour au lendemain.
Dans la bibliothèque de... Juan José ■■■■

0.50 Musique : ■■■■

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Châtelet) : Sympho-
nie n° 4 en ré mineur op. 120, de Schu-
mann : Symphonie n° 4 en sol majeur, de
Franz Schubert.

F3

15.35 Série : **Le** croisière s'amuse.
16.20 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
17.55 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.25 Jeu : Questions pour **un** champion.

19.00 Documentaire :
Gaudi.
De Manuel Huerfano.

19.55 Série : Monty Python's
Flying Circus.
La **France 2** l'individu.

20.30 8 1/2 Journal.

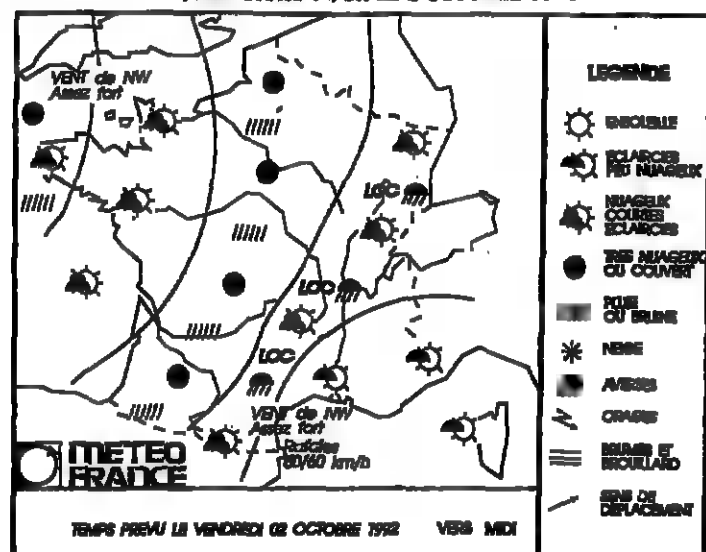
FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Châtelet) : Symphonie en ré mineur, op. 120, de Schumann ; Symphonie n° 4, sol majeur, de Mahler, par l'Orchestre de France, dir. : Claudio Abbad ; Edith Wiens, soprano.

23.09 Jazz club : Par Claude Carrière et Jean Desmet. En direct du Jazz-Club à Paris : Thelma Houston Jr., batterie ; Bobby Porcelli saxophone alto ; Willie Williams, saxophone ténor ; Don Sickler, trompette ; Ronnie Metcalfe, piano ; Dwayne Burno, contrebasse.

1.05 Papillons de nuit : Par David Jissa,

PRÉVISIONS POUR LE 2 OCTOBRE 1982



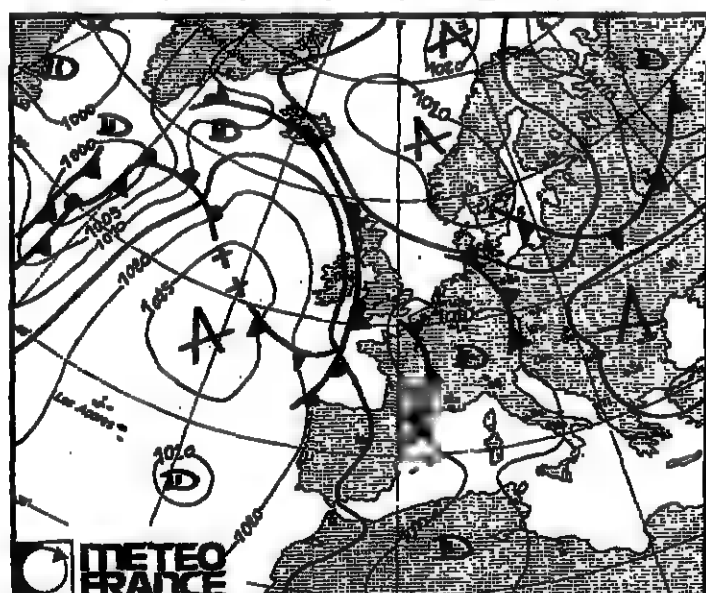
Vendredí : nuages abondants accompagnés de pluie. Le jour sera en tout le sud-est, ce sera encore une belle journée, avec de l'auvent, un mistral et une tramontane rás. Les nuages seront par contre abondants, donnant par moments de petites pluies et quelques averses : les régions les plus brèves seront le Nord-Est et la région Rhône-Alpes, où la pluie n'arrive qu'en fin de journée.

Les températures seront légèrement plus basses que jeudi, et seront le plus souvent

de 12 degrés, mais pourront descendre vers 7 degrés dans le massif Central et les Alpes, et au contraire de 17 degrés dans le sud-est. A 14 degrés sur le littoral méditerranéen ; quant aux maximums, elles seront comprises entre 17 et 20 degrés, le midi n'étant pas en dessous de 18, le midi nord, et entre 18 et 20 degrés sur le littoral, atteignant encore 23 degrés sur les régions néennes.

Entre le mistral et le tramontane, un vent de nord-ouest parfois assez fort, surtout le long des côtes de la Méditerranée ; ailleurs, le vent sera faible ou modéré, de sud ou d'ouest.

PRÉVISIONS POUR LE 3 OCTOBRE 1992 ■ 0 HEURE TUC

[illegible]

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

A propos du rôle de la Bundesbank dans la crise monétaire

La querelle anglo-allemande rebondit

LONDRES

de notre correspondant

Les relations entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont été marquées par une succession de malentendus, de brèches et de réconciliations. Alors que le premier ministre britannique, James Douglas Smith, a déclaré un climat plus serein entre Londres et Bonn, comptant sur cela pour une bonne nuit de M. Mitterrand, les accusations relatives aux capitaux ont repris de plus belle, mardi 30 septembre.

Quelques heures après un long entretien téléphonique avec le chancelier M. Kohl, le ministre des Affaires étrangères, David Owen, a déclaré que le rôle joué par la Bundesbank, la divulgation de documents relatifs à la défense du franc, ultérieurement remis à l'ambassade d'Allemagne à Londres, a de nouveau refroidi les relations diplomatiques entre les deux pays.

Ce document de quatre pages est une réponse du président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, aux accusations britanniques selon lesquelles la banque de Francfort aurait pu empêcher la défense du franc de l'Allemagne, en attaquant sur les marchés financiers, avant sa sortie de la circulation.

La réponse de M. Schlesinger est articulée en plusieurs points : après avoir démenti que les propos relatifs à la défense du franc, ultérieurement remis à l'ambassade d'Allemagne à Londres, a de nouveau refroidi les relations diplomatiques entre les deux pays.

Il dément, d'autre part, que la «Buba» ait privilégié la défense du franc, ultérieurement remis à l'ambassade d'Allemagne à Londres, a de nouveau refroidi les relations diplomatiques entre les deux pays.

Des «accusations»
Il dément, d'autre part, que la «Buba» ait privilégié la défense du franc, ultérieurement remis à l'ambassade d'Allemagne à Londres, a de nouveau refroidi les relations diplomatiques entre les deux pays.

rumours qui courent les marchés

A Londres, la divulgation de cet échange d'arguments entre les deux pays est «profondément regrettable», surtout pour les relations anglo-allemandes. M. Norman Lamont, le chancelier de l'Échiquier, a déclaré avoir été vivement critiqué dans la presse britannique pour s'être livré à des «excuses humiliantes».

Ce nouvel épisode de la querelle anglo-allemande intervient au moment où le gouvernement britannique est soumis à de fortes pressions pour clarifier ses positions européennes, à la fois à propos de la ratification du traité de Maastricht et d'un éventuel retour de la livre au sein du SME.

En l'état actuel des divisions du Parlement britannique, la mobilisation des «eurosceptiques», le retour de la loi de ratification devant la Chambre des communes serait extrêmement risqué pour M. Major. Il se prépare à un congrès de la formation Tory, la semaine prochaine, à Brighton, qui sera sans aucun doute mouvementé, surtout si, comme il en est question, M. Thatcher prend la parole de la campagne en faveur de l'organisation d'un référendum sur le statut de la livre.

LAURENT ZECCHINI

La destitution du chef de l'Etat

M. Collor restera président en titre du Brésil pendant une période de transition

Une étrange période de transition a commencé, mardi 30 septembre à Brasilia, au lendemain du vote de l'Assemblée nationale consacrant la destitution du président Fernando Collor de Mello. Les sénateurs doivent désormais statuer sur le sort de celui qui n'est plus président en exercice mais demeure en titre.

BRASILIA

de notre envoyé spécial

Le président de la Chambre des députés, M. Ivo Pinheiro, a transmis à la Chambre le projet de loi de ratification d'une commission spéciale de vingt et un sénateurs a été installée. Elle aura pour charge de juger M. Collor dans les cent quatre-vingt jours impartis par la Constitution. Le délai commencera à partir de la communication officielle, par le secrétaire de la Haute Assemblée, le sénateur Carlos Carneiro, de l'accusation au chef de l'Etat.

M. Collor restera toutefois président en titre, jusqu'à la destitution définitive.

La destitution du chef de l'Etat

La destitution du chef de l'Etat

Un calendrier électoral chargé

Un petit déjeuner a été servi, mercredi, aux dirigeants des trois grands partis de l'opposition, MM. Orestes Quirino (Parti du mouvement démocratique brésilien, centre), Luis Inacio Lula da Silva (Parti des travailleurs, gauche) et Tasso Jereissati (Parti social-démocrate brésilien).

Le sénateur Fernando Henrique Cardoso (PSDB), qui a été élu président, a déclaré que les importants textes législatifs en attente concernant la réforme fiscale, la modernisation des ports, la propriété intellectuelle et le développement des petites entreprises, devraient être adoptés avant la fin de l'année.

Quelques autres décisions apparaissent définitives, la

future division en deux ministères de l'économie et des finances. Mais, comme le remarque le politologue Walder de Góes, «la difficulté provient de ce que le groupe qui arrive au pouvoir, tout en étant beaucoup plus nombreux au Parlement, est aussi totalement hétérogène. Il en résulte un risque d'instabilité et surtout de conflits d'intérêts». Un avis partagé par plusieurs observateurs, qui se disent déjà sceptiques sur la capacité d'action d'un gouvernement de coalition.

Les complications commencent avec la difficile nomination des ministres au titre de finances. En fait, chaque parti, l'œil fixé sur la prochaine campagne présidentielle de 1994, surveille d'ores et déjà les décisions de ses rivaux. Cela d'autant plus que le calendrier électoral est chargé. Outre les élections municipales du 3 octobre, et le deuxième tour prévu au mois de novembre, les Brésiliens devront encore voter pour le futur régime politique du pays en avril 1993 et, pour la révision de la Constitution à la fin de l'année prochaine. Autant d'échéances ne facilitent pas l'entente nationale.

Les grandes lignes du futur gouvernement ne sont cependant pas totalement inconnues. Elles devraient se traduire virtuellement par la politique présidentielle. «Le nouveau président, dit l'ancien président de la Banque centrale, M. Carlos Langoni, a clairement exclu la poursuite de la «dollarisation» de l'économie et suivra une approche conservatrice sans grandes modifications. Il bénéficiera d'un soutien qui lui permettra d'accroître ses rentrées, par une réforme fiscale, tout en préservant la lutte contre l'inflation. Le défi le plus difficile, souligne-t-il, concernera la demande d'une population fortement touchée par la récession».

DENIS HAUTIN-GURRAUT

M. Dumas va se rendre en Syrie, en Egypte et en Israël

Le ministre français des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, se rendra en Syrie, en Egypte et en Israël pour discuter du processus de paix. Proche-Orient, à samedi 1er octobre, le porte-parole du Quai d'Orsay. Le ministre des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, se rendra en Syrie, en Egypte et en Israël pour discuter du processus de paix. Proche-Orient, à samedi 1er octobre, le porte-parole du Quai d'Orsay.

de la présidence du Conseil
Le ministre des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, se rendra en Syrie, en Egypte et en Israël pour discuter du processus de paix. Proche-Orient, à samedi 1er octobre, le porte-parole du Quai d'Orsay.

Selon le centre médical de crise de Sarajevo

Dix mille enfants tués ou portés disparus en Bosnie en six mois de guerre

Selon le centre médical de crise de Sarajevo, dix mille enfants ont été officiellement portés morts ou disparus en six mois de guerre en Bosnie-Herzégovine. L'organisme, qui centralise des chiffres provenant de l'ensemble de l'ex-République yougoslave, a confirmé, jeudi 1er octobre, la mort de

1 447 enfants sur un ensemble de 14 364 personnes dont la mort est tenue pour certaine. En outre, 8 550 autres enfants figurent parmi les 57 000 personnes enregistrées comme disparues ou «liquides» dans la région, précise le centre, d'application aux personnes que l'on s'efforce de retrouver. (Reuters)

Mort de Jean Aurenche

Un «Diable au corps», «Jeux interdits», la «tradition de qualité» des années 50

Le scénariste, dialoguiste et réalisateur de cinéma Jean Aurenche est mort le 29 septembre à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Jean Aurenche fut le plus célèbre scénariste français des années 50, l'inventeur, en quelque sorte, avec son compère Pierre Bost, dialoguiste, de la «tradition de qualité» : celle des films artistiques adaptés de grandes œuvres littéraires. Né le 11 septembre 1903 à Pierrefeu (Drôme), Jean Aurenche débute dans la publicité, au groupe Edmond Damiour, où travaillent Jean Anouilh et Paul Grimault. Pour Grimault, il écrit avec Anouilh des sketches qui seront réalisés en films animés. Il est l'ami de Jacques Prévert qui lui confie les scénarios de ses films : «Les Enfants du paradis» (1945), «Les Enfants du désert» (1946), «Les Enfants du désert» (1946), «Les Enfants du désert» (1946).

une nouvelle de François Boyer, et Gervaise (1956) d'après l'«Assommoir» d'Emile Zola. Mais c'est avec Claude Autant-Lara, leur réalisateur de prédilection, qu'ils donnent toute leur mesure, qu'ils appliquent avec le plus de rigueur les principes d'adaptation définis par Aurenche : le «Diable au corps» (1946), «Occupé d'Amélie» (1949), «L'Auberge rouge» (1951), sur un scénario original de Jean Aurenche, le «Blé en herbe» (1953), le «Rouge et le Noir» (1954), «Traversée de Paris» (1956), «En cas de malheur» (1958). Cette adaptation de Simon Marchand d'Alexandre Dumas de la «tradition de la qualité».

Mais la nouvelle vague a pris le pouvoir. François Truffaut, qui détestait cette «tradition de qualité», le combat violemment. Les héritiers de Bernanos n'avaient-ils pas refusé l'adaptation du «Journal d'un curé de campagne» ? Avec ce projet, en cent Aurenche et Bost sur leur déclin, même s'ils continuaient de travailler. Resté fidèle à Autant-Lara, Jean Aurenche, avec ou sans Pierre Bost, perd de son mordant et de sa personnalité dans une adaptation du «Journal de Dostoevski» (1958), le «Journé vers l'éternité» de Marcel Aymé (1959), et surtout dans les films à thème du cinéaste tels «Tu ne feras point de mal à ta femme et à ta mère».

En 1973, Bertrand Tavernier leur donna l'occasion d'une revanche éditoriale en leur demandant d'écrire pour son premier film, «Histoires de Saint-Paul», l'adaptation d'un roman de Simonon. Pierre Bost mourut en 1975. Jean Aurenche était alors, avec Bertrand Tavernier, le grand promoteur d'une nouvelle qualité française combinant les scénarios bien construits, le réalisme psychologique et le cinéma d'auteur.

A travers l'univers d'auteur de Tavernier, le septuagénaire Jean Aurenche peut donner libre cours à son goût de la critique sociale, de la révolte, de la déraison : «Que la fête commence» (1975), le «Juge et l'Assassin» (1976), et «Comp de torchon» (1981), l'adaptation d'un roman américain de Jim Thompson dans l'Afrique-Equatoriale française de 1938. Il se distinguera encore avec une adaptation de Simonon, «L'Étoile Nord» (1982), réalisé par Pierre Gaspard-Delanoë.

JACQUES SIGLIER

SOMMAIRE

DÉBATS

Budget : à la solidarité, par 2

ÉTRANGER

Le projet de loi contre la corruption : le gouvernement n'attend pas renoncer à interdire le financement des campagnes par les entreprises 8
La préparation de la rentrée parlementaire 8

POLITIQUE

La succession d'Alain Poirer au Sénat 7
Le projet de loi contre la corruption : le gouvernement n'attend pas renoncer à interdire le financement des campagnes par les entreprises 8
La préparation de la rentrée parlementaire 8

SOCIÉTÉ

La diversité des législations en Europe fait obstacle à la répression du «blanchiment» des capitaux 10
Au procès du trio à la 205 rouge, la fausse piste des légionnaires 10
A Bordeaux, l'audition des parties civiles dans l'affaire Papon a commencé 10
Défense : la France livre trois sous-marins au Pakistan 11
Le maintien du plan ORSEC dans la Vaucluse 11

CULTURE

Cinéma : les Enfants volés, de Gianni Amelio ; Une vie indépendante, de Vitell Kanevski ; Ashkara, de Gérard Louvin ; la Cité de la Joie, de Roland Joffé ; l'Esprit de Calix, de Brian De Palma 12
Arts : un écolier finlandais 12
Théâtre : tribune de femmes 13

ÉCONOMIE

Les provisions font plonger les résul-

tats d'Indonésie et de la Thaïlande 16

Le plan d'économies d'Al-Far 16

La préparation de la loi de finances pour 1993 17 à 21

Après l'OPA de British Petroleum, Gerard aide sa division de 22

La vie des entreprises 22

LE MONDE DES LIVRES

Le poète qui se cachait du monde 22
L'homme qui ne se corrige pas 22
Le feuilleton de Michel Mitré 22
Histoires littéraires par François Bost : «Passions géographiques» 22
Le cas du langage 22
Sikata : «Promesses et menaces» 22
Solera à l'épreuve du temps 22
Anniversaire : Rensu célébré 22
Injuré : Grandeur et décadence du 22
argentine 22
per M. Zand : «Un Anglais» 27 à 40

Services

Abonnements 2
Annonces classées 24
Cartes 24
Loto 9
Marchés financiers 22 et 23
Météorologie 25
Mots croisés 25
Radio-télévision 25
Expositions 25

La télémétrie du Monde : 36 15 LM

Ce numéro comporte un cahier «Le Monde des Livres» 27 à 40

Le numéro du «Monde» daté jeudi 1er octobre a été tiré à 486 566 exemplaires.

Demain dans «le Monde»

«Sans visa» : Palerme, la mort en deuil

La Mafia le suit : Palerme est en révolte, Palerme gronde. La Mafia est partie en guerre contre «les hommes du désespoir», comme on ose aujourd'hui les appeler. Cosa Nostra est mise hors la loi. Pour combien de temps ? Dans le même supplément, Saint-Domingue à sa dixième centenaire anniversaire des grandes découvertes et la gloire de Christophe Colomb. Découverte : Britanniques de cœur, Galois de langue. Nature : l'émancipation des Césars.

SCIENCE & VIE MICRO

SVM

LE N°1 DE LA MICRO INFORMATIQUE

SPÉCIAL GUIDE D'ACHAT

CHOISIR SON MICRO

- Tous les bons modèles
- des meilleurs constructeurs
- Six configurations types à la loupe
- Bien comprendre pour mieux choisir

GRATUIT ! UNE DISQUETTE POUR DÉCOUVRIR LOTUS ORGANIZER

3617 SVM2
Le texte intégral des 12 derniers numéros de SVM.

JACQUES SIGLIER

ROLAND BARTHES

de Patrick Maurès.
Le Promeneur, 52 p., 58 F.

LE MÉCHANT COMTE

de Patrick Maurès.
Gallimard, 83 p., 62 F.

L'EXCENTRIQUE est le partenaire indispensable du conformiste, du « normal », du « commun » précieux, celui qui le rassure dans sa normalité, indique les limites à ne pas franchir (au-delà desquelles il n'y aurait plus de bornes, dit-on) ; il lui sert de déviance, de déviation, qui soulagent la voie autorisée et la sécurisent tout en l'insultant. Il est, comme le bouffon du roi, une espèce nécessaire au trop grand poids du pouvoir, mais il n'est pas institutionnalisé comme le bouffon : il a plutôt le statut de l'indépendance de l'artiste. Le dandy, une des figures singulières les mieux caractérisées de l'excentricité, est, avant tout, un homme de la vie. Mais, dans la littérature, il y a des figures singulières d'écart possibles : un éventail infini de bifurcations subtiles, c'est même une des disciplines préférées de l'excentricité qui mesure ce qui sépare l'affectation de l'élégance, et le beau geste de la folie curieuse.

Mais Patrick Maurès n'est-il pas un excentrique : ce petit quadragénaire à cheveux blancs et le journalisme français avec une désinvolture gaie et un humour certain qui ne lui ont pas valu que des succès éphémères. Auteur du *Second mandat* paru au Montain au Seuil, il a publié un ouvrage sur les *Méchants comtes* aux Éditions du Regard, un *Manuel* sur les cafés italiens au Quai Voltaire, et la revue *Le Promeneur*, dirigé la revue *FMR*, de Franco Maria Ricci, et, à présent, le *Manuel* du Promeneur (où l'on compte des écrits de classiques et de curiosités, notamment les textes d'Edith Sitwell ou de Lytton Strachey consacrés aux excentriques anglais) ainsi que les *Manuels* de Thames & Hudson France. Ce n'est pas vraiment une carrière banale dans l'édition, plutôt un labyrinthe de curieuses incursions et d'obstins, d'amateur au sens noble du terme, guidé par un petit nombre d'idées très bien choisies, peu susceptibles a priori de faire un gros chiffre d'affaires, mais capables de capter l'attention fidèle d'un noyau dur de lecteurs tendres.

DANS un bref et effectueux hommage à Roland Barthes, il nous commente, lycéen, il nous aide d'écouter ce maître admiré, l'occasion de la « rendez-vous manqué », décevant, vite réparé par d'autres, — et de devenir son élève au sein d'une sociologie déstructurée et de la rhétorique. Il nous fait entrer dans un pavillon de la rue de Tournon. C'était l'époque de la « patchouli », de l'« eph » et du foulard indien, bijoux en fer battu et meubles en plastique orange. C'était aussi l'époque de la « critique », où Roland Barthes était à la manière, douce, feutrée, tranchante, un des plus « dandys » de l'intelligentsia française. Maurès en fait un portrait : « Son visage était étonnamment mobile, passant avec la vitesse d'un nuage de l'écoute la plus généreuse à une totale fermeture ; son regard était d'une grande tendresse, ironique et indulgent, mais contrastait en quelque sorte avec le reste du visage : un nez cassé, proéminent, une bouche lippue, dont il

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Patrick Maurès : curieux obstiné.

De l'excentricité

exagérait, affectant une expression gouailleuse, la cigarette fichée au coin des lèvres, en une pose dont on imaginait qu'elle correspondait à un stéréotype sexuel lointain et désuet.

C'est aussi Barthes et ses routines, son compartimentage du temps entre téléphone, rendez-vous, sieste, sortie aux boîtes de garçons. Barthes et ses régimes pour maigrir, Barthes et son honneur de l'ennui, sa brusquerie, à table, dans les relations de séduction, les trous de cigarette dans ses pulls en cachemire, son dédain de l'élégance, son refus du dogmatisme intellectuel et de la médiatisation (qui n'était pas, tant s'en faut, au même répugnant qu'elle atteint aujourd'hui), sa « liberté » à s'imposer. Barthes et sa liberté : « Pendant les dernières années de son enseignement, nous avions pu croire que l'incroyable impact de son travail et de ses livres avait fini par nous débarrasser du terrorisme du savoir, de l'intimidation uni-

versitaire, de l'affirmation dépitée des petits maîtres ; nous sommes à présent qu'il n'en est rien et que dominent plus que jamais les convenances tranquilles. » C'est là, en effet, quelque chose que nous avons tous perdu avec Roland Barthes.

EN cherchant d'évoquer la vie de John Wilmot, comte de Rochester (1647-1680), Maurès s'attaque à une des figures les plus altières de l'excentricité anglaise, et l'on sait à quel point d'excellence sont parvenus les Anglais dans ce domaine de longue tradition. *Le Méchant Comte* n'est pas une biographie documentée, exhaustive, à l'américaine. Elle est écrite à la manière des biographies chinoises classiques ou des *Wang Imaginaires* de Marcel Schwob. Il s'agit moins de reconstituer au jour le jour la vie du personnage, ce qui serait du impossible en l'occurrence, faute de documents, que de l'évoquer par quelques significatifs de son existence. Le tour de magie est réussi : en peu de pages, la silhouette « gracieuse du comte malfaisant » jaillit, étonnante, imprévisible et contrastée, celle d'un personnage désespéré.

Fils d'un gentilhomme fortement attaché à la cause royaliste dans une période de grands désordres, Rochester hérita, à la mort de son père, de la faveur de Charles II. Après des études à Oxford et un tour des grandes villes d'Europe, Rochester parvint à la Cour. Il y fit sensation, par son charme, ses imperfections, ses bons mots meurtriers. Il fut l'ami de tous les monarques. Charles II lui pardonna le peu près qu'il lui fit au cours de son amitié. Il convoqua une riche héritière, Elizabeth Malet, et, pour devancer les autres prétendants, le kidnappa en plein Londres. Il est emprisonné, puis pardonné, par le roi, d'abord, et par l'héritière, qu'il épousera plus tard. Pour prouver son courage, Rochester s'engage dans la guerre qui oppose l'Angleterre aux Pays-Bas. Il a des gestes de bravoure et superbes que sa réputation est faite. Mais, comme le note Maurès, il ne s'agit pas pour lui, par ces actions, d'entrer dans la communauté humaine, d'acquiescer à un ensemble de valeurs, seulement de « payer son dû » une bonne fois pour toutes, de traverser une épreuve nécessaire. Parce que la bravoure, il n'y croit pas, il ne croit rien de ce qui anime le singe humain.

Très vite, il s'acharne à détruire sa réputation, vit en ivrogne, se montre lâche au moment d'un duel, se dérobe en mendiant, en docteur charlatan, se moque de sa propre passion de l'honneur. Une conscience suraiguë de l'éphémère de la vie peut conduire à d'impétueux excès. Séduit par une jeune actrice, il lui envoie ce billet sur-le-champ : « Chère madame, vous êtes folle à lier ; ce pour quoi je ne vous en aime que plus... » Après la comédie, cinq ans d'orgie, où il mène une vie de jeunes pages. Il écrit et se désintéresse de son œuvre, tient pour rien cette vanité des gens de lettres qui se soucient de la postérité. L'inachèvement lui plaît, car qu'il empêche la clôture, la pesance, la prétention. Croire en soi, en son génie ? Écœurante vulgarité. Cet homme qui, en viree avec Charles II incognito dans un bordel, n'hésite pas à voler l'argent de son roi pour lui faire une farce, et fait semblant de se convertir sur son lit de mort, à trente-trois ans, laissant une poignée de lettres, quelques pièces, des centaines de bons mots, et un long poème sur le rien, *Upon Nothing*, ne peut inspirer, trois siècles après sa mort, qu'une franche sympathie.

VALÉRY LARBAUD

Cahier de l'Hérmine
dirigé par Anne Chevalier,
100 p., 100 F.

LITTIRES D'UN RETIRÉ

de Valéry Larbaud.
Préface de Paul
par Michel Braudeau.
La Table Ronde,
215 p., 99 F.

P OURQUOI rêver de l'Islande ? Parce qu'elle a une très jolie forme sur la carte », répondait Valéry Larbaud. Il avait attrapé ce qu'on appelle la passion géographique. Cela nous prend dès l'enfance. Vous regardez votre carte et vous avez le coup de foudre pour la Jamaïque, la Patagonie, le Kerguelen ou le département des Deux-Sèvres. Parfois, c'est le plan du métro qui nous donne envie de découvrir ou de mieux connaître le pont de la Seine et la gare de Lille... A dix-sept ans, Valéry fit un « tour d'Europe ». C'était une récompense pour avoir obtenu la première partie du baccalauréat. Il vérifia ses rêves ou ses pressentiments. Il fut à qui ressemblaient Liège, Cologne, Berlin, Saint-Petersbourg, Moscou, Constantinople, Sofia, Belgrade et Vienne. Quelque cinquante ans plus tard, Larbaud avait été récompensé de la même manière et pour les mêmes raisons. Seul que le jeune Larbaud s'était contenté de la Provence et de la Corse. Mais il avait connu, bien sûr, l'émotion de « se déplacer » et les étonnements qu'évoquait Larbaud : « Ces plaisirs qui nous ramènent à la première jeunesse du jour en tout pays. »

Dans le *Cahier de l'Hérmine* dirigé par l'auteur du *Femina* Marquez, Roger Grenier rappelle que Valéry Larbaud avait une internationale à la fois trait de caractère le réviser la géographie parisienne. D'après lui, la rue Saint-Lazare vous menait à

Milan, sur la place du Dôme, à l'avenue de la Grande-Armée à Paris, à Oxford. Il ajoutait que, si l'on prenait par Autueil, on arrivait vite à Cluses ou à Brignolles. Aurait-il voulu pour le tour de l'Europe ? Avec sa perception très particulière de la capitale française, il nous donne des renseignements aux touristes égarés. « Tout à l'heure, disait-il, je sortirai dans l'aube et dans la nuit extrême de l'aube... (...) Je traverserai l'aube et la nuit, à chaque instant, de ces renouvelles et prolongées. »

CETTE très internationale ou ce cœur cosmopolite n'empêchaient pas Valéry Larbaud d'aimer son département, l'Allier, sa province, le Bourbonnais. Il a parlé de paysages qui paraissent l'attendre pour lui faire ressentir une absence. Il y retrouvait sa « garde-robe » qui commande le climat et l'atmosphère de la « province », écrit-il, « et le pays le plus romantique du monde. » Il nous fait sentir l'attachement de son voisin de la Haute-Vienne, Jean Chevalier. Larbaud et l'auteur de *Le Feu* avaient presque le même âge. Le premier était né en 1881, le second en 1882. Léon-Paul Fargue les avait précédés en 1878, et Paul Morand les avait suivis en 1893. Il faut croire que l'on s'était donné le mot afin de rendre l'époque prometteuse pour la France littéraire. Mais celle-ci l'ignorait encore.

A dix-huit ans, Valéry avait

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Passions géographiques



BERNARD CLEVER

découvert Walt Whitman, le poète qui faisait mieux respirer les jeunes asthmatiques de la France. En 1902, il avait parcouru l'Italie. Ce n'était pas la première fois, mais c'était la façon d'inaugurer le *Manuel* de retour. Pour aller à Naples, il avait sans doute pris une route parisienne qui conduisait vers la mer. Il avait sûrement passé par Autueil. « Une vie heureuse, disait-il, doit comporter beaucoup de voyages dans les grandes cités maritimes. » Il avait noté cela, et nous le rappelle un texte

de l'Hérmine. C'était une étude sur les maximes de La Rochefoucauld. Valéry Larbaud ne cessait de faire toujours des éloges avec l'espérance d'en recevoir. Au contraire du *Manuel*, il pensait qu'il nous arrive de jouer sans cesse de retour. La preuve, c'est que nous le faisons parfois d'une manière « discrète » ou « discrète ». Et Valéry Larbaud avait les mérites de Walt Whitman et les charmes de l'Italie, c'était pour le seul plaisir d'admirer. Il reprochait à La Rochefoucauld d'avoir méconnu cette sorte de bonheur. Il

virgile. » Toujours les séductions de la province... Quant à Léon Werth, c'était l'homme à la pipe, le voyageur de Paris-Brest, l'auteur de la *Maison blanche*.

Le 17 octobre 1925, Valéry Larbaud, qui rentrait d'Italie, écrivait à Paul Morand, pour lui dire sa déception de ne pas le trouver à Paris : « Je pensais qu'une fois votre voyage d'Amérique terminée, vous reviendriez en France, vous de repartir pour le Siam. » L'homme pressé avait pris l'autre route, celle du Pacifique... « Cela m'a fait très vivement », écrit Larbaud. Je ne sais quand les deux voyageurs se rencontrèrent. Ils devaient avoir du mal à se croiser. Le 17 avril 1930, Valéry faisait savoir à son ami qu'il venait de terminer un petit roman sur la littérature. C'était une réponse à l'essai de Paul Morand sur la vitesse. Dans manières de courtoisie « l'ange géographique ». Dans *Jaune*, Valéry Larbaud raconte l'histoire du prénom perdu. A la faveur d'une sieste, il avait rêvé d'un « prénom féminin » qui « convenait à la femme la plus divine, la plus parfaite, la plus aimable ». Il avait émis l'idée de l'un de ses amis pour l'informer de sa « tentative ». Mais il oubliera le prénom dans le roman qui suivra. Quel charme et quelle mélancolie ! Valéry Larbaud avait eu la prémonition ce jour de 1935 où les mots se bécotaient et se dessinaient sur des lèvres sans mémoire ! Devenu aphasique, il aurait dit seulement : « Bonsoir, les choses d'ici-bas. » Son dernier salut à la géographie.

À Signaler également la Correspondance de Valéry Larbaud avec André Spire, préface de Bernard Chevalier, Éditions des Cahiers, 100 p., 120 F.

PI 14/22 22 22 LA Ga bre CH TH éna

1, 1 TJ 21 PH MI 14 14 TEC 181 Entr PIB Exp d'ac 188

N

11, 40- férie HOI Entr BRK qu'a OPA 4 oc MICI qu'a

Av. 1 LES 1 rias r mar. i Entré avec i tambr PICA nation de il Entré avec i bre a LA X NALI 143-61 dim d d qu'a

Place T.J. 10 GENE nation. 30 F.

ABUD' nation hôtel c Antoin 18 h. 1 L'ART nisme nation de C 44-06 17 h. E bre. BRADI galerie des Per et dim 15 oct AUGUI Centre Palais e Wilson 10 h 1 EN AVI ograph Prédict mar. de (entrée bra. FIGURE rano de Musée-1 couf 14 jours bre au 2 IMPREI que nôt Petits-C 11 h 1 MARY PHOTO

PAR

« Der Marais » de rue que de « Un berrin : nard et de bron RE vreuse (« Jac Bacz. 1 Paris pi « Le 1 par l'hot devant capitale « Hôse des Vos Saint-Pa « La S chitactu 14 h 30 « Le 1 de Best dans les stédo. L'

LA VIE DU LANGAGE

par Denis SIKK

Promesse et serment



Hérode devait-il tenir ?
livrer Salomé, « qui épousa
Aristobule », la tête de ce pauvre
Jean-Baptiste ?

La nature des institutions, leur
place dans la forme
société peuvent donc contraindre à
hiérarchiser ou à écarter certaines
obligations. Les hommes
inventent le serment, façon de
parler, dit Hobbes, qui s'ajoute à
promesse ou à affirmation.
C'est pourquoi nous disons en
français dans un ordre fixe : « pro-
mis, juré ».

Il y a un garant suprême,
pour imposer la crainte du
châtiment en cas de transgression.
Déjà inventé pour d'autres bonnes
raisons, les dieux peuvent
servir. « Faire un serment », dit
Hobbes, c'est renoncer, si
l'on s'exécute pas, à la pitié de
Dieu. L'inciter à exercer
vengeance. Tout serment implique
menace : à la différence de la
promesse. Jean-Pierre Marcos (5)
rappelle la formule péenne du ser-
ment, laquelle est une scène
autre Jupiter, plus tonnant que
frondeur : « Sinon, que Jupiter me
tue, comme je tuerai cet animal. »
C'est à dire, les saints, puis
politiquement, les hommes ont juré
aussi par différentes forces de la
nature, à commencer par les ours,
ou s'en doute.

Plus tard, on se prendra à jurer
PAR Dieu, les saints, puis
jeant de préposition : SUR la
Bible, l'Evangile, ou le Coran ; sur
des reliques, des autels, etc.
un peu sauvage, Joseph, dans la
Genèse, prête serment à son père
Jacob, « lui jurant la main sur
la cuisse ». Pudique, le diable, la
de Jérusalem commente joi-
ment : « Pour rendre le serment
infrangible par un juré, les
parties vitales. » Une telle pratique
tombée, semble-t-il, en désue-
tude. Les risques nous paraissent
grands, jurons plus
volontiers sur quelque chose
restant.

Le corps ou les parties sont donc
intéressés au serment ; à quoi
s'ajoute le geste requis de la main
droite. Aussi un serment est-il plus
solennel qu'une promesse : la
crainte de Dieu, de ses représen-
tants ou de substituts n'est
jamais absente. Le serment n'est
issu du latin *sermentum*.

L'« étrange que le colloque
l'universalité du langage » néglige
un fait : les deux petits livres
récents (6) éclairent d'une
manière aussi agréable que
le français et la littérature
française naissent la pratique du
serment. René Balibar écrit
« La littérature française est
née à Strasbourg », le 14 février 1911. Ce jour-là, ajoute
Bernard Cerquiglini, « fonda
France, l'Allemagne, l'Europe -
mais le français écrit » :
deux petits-fils de Charlemagne,
Louis Germanique et Charles
Chauve, tour à tour leurs
langues rédigées : le tudesque
le roman, abandonnant ainsi le
latin tradition. Il faudra reparler
de deux livres passionnants.

Quelques points retiennent
immédiatement l'attention.
D'abord celui-ci : en leur début,
de Strasbourg laissent de
côté la crainte de Dieu, de sorte
que la version « commence
très simplement : *Pro Deo amur...*
(« Pour l'amour de Dieu »). C'est
Don Juan qui mettra à mal la
pieuse formule en la transformant
d'un « Pour l'amour de l'hu-
manité ».

Le « du » s'exprime
au futur, que nous utilisons tou-
jours : « Je soutiendrai (si salvari)
mon frère de aide toute
chose. » Nulle menace enfin n'est
brandie, ni aucune
automatobédiction : « Autant que
Dieu m'en donne le savoir et le pou-
voir. » Le serment médiéval
requiert seulement l'aide de Dieu :
bonité. Comme le montre Chris-
tiano Marchello-Nizola (7), la for-
mule traditionnelle : si mult Deus
(que Dieu soit en aide), qui
signifiait « je jure que... » a disparu
peu à peu, ainsi que « *Su help*
God » perdure entre autres dans
les serments américains. Il est vrai
aussi que le moindre dollar pro-
clame : *In God we trust*. Je vous
jure !

(1) Émile Benveniste, *Le Vocabulaire
des institutions indo-européennes*,
(tome II), 1969, de Minuit.

(2) Qu'est-ce qu'une promesse ? *Pactus*
et *Analytica*, A. Aarhus University Press,
Danemark, 1991, 146 p., 95 F.

(3) *Le Serment*, par Raymond
Verdier. Colloque pluridisciplinaire de
Paris-X-Nanterre. Deux volumes (457 p.
et 191 p., 1991, 500 F. les deux vol.).

(4) « Terme juridique. Engage-
ment contracté par quelqu'un, sans qu'il
soit accepté par un autre » (Littré).

(5) *La le Serment* (t. II).

(6) René Balibar, *Mystère de la litte-
raire*, « Que sais-je ? », PUF
1991, 128 p., Bernard Cerquiglini, *Idem*.

(7) Christiano Marchello-Nizola : « Une
formule européenne » dans
l'« Occident » le *Gré des langues*,
n° 3, 1992, L'Harmattan, 90 F.

D bons esprits assurent
que la promesse et le
serment imposent des
obligations à qui les
profèrent. On aimerait
les croire. Nul besoin de rappeler
les promesses électorales, les ser-
ments d'amour pour installer le
doute. Une innocente définition de
linguiste suffit. Il existe, écrit Émile
Benveniste (1), une « de ser-
ment qu'on dit promissive », « quand
il appelle une promesse ». C'est clair,
obligations
moins obligatoires que d'au-
tres ; ou obligatoires du tout.

Pour devenir expert au moins
dans l'art d'oser, Ovide conseillait
« de promettre hardiment », puisque
« ce sont les promesses qui
entraînent les femmes ». L'exemple
vient d'en haut : plus « cool » que
d'autres confrères, « Jupiter avait
coutume de faire de faux serments à
Junon : par le Styx même ». Nous
autres Français, nous suivons bien
volontiers l'exemple de Jupiter. À
quelques exceptions près, nous ne
confondons pas l'amour et le
mariage : nous réservons le ser-
ment, plus efficace première vue,
pour l'amour ; la promesse pour
le mariage ou la vente d'une
chaumière.

Les mœurs soulèvent péri-
odiquement des interrogations, des
inquiétudes, des condamnations
indignées. « Qu'est-ce qu'une pro-
messe ? » demande une publication
savante de l'université
d'Aarhus (2). Pour soutenir la force
des serments, certaines langues
ont recours à des moyens
extrêmes. Le persan, par exemple,
« dit pour Jurer *vogand*
xundan » : avaler du soufre. « L'ex-
pression, ajoute Benveniste, est à
comprendre littéralement. Le ser-
ment consistait à une oration ; c'est
l'absorption du soufre qui devait
vérifier la sincérité du jurant. »
Comment peut-on être persan ?
Imaginez-on nos climats tem-
pérés des amoureux boursés de
lire ? La santé d'abord.

Le chaste semble-t-il que Jupi-
ter, Jésus déconseillait fortement les
serments. Serment, comme on
en lit dans deux volumes
récents consacrés au serment (3).
Quoique souvent dolosive, cette
pratique est, par exemple, les
tribus de l'Inde, les Sardes, les
Nyanwezi, les Français, les maho-

métans, les Carolingiens, les Mon-
gols, chrétiens, les montagnards
mofu-diamar, Anyi d'autres
encore jurent à qui mieux mieux.
Au point que le grand juriste
Grotius (1583-1645) écrivait déjà :
« Chez tous les peuples et de tout
temps, la force du serment a tou-
jours été considérable dans les polli-
citations (4), les promesses et les
contrats. »

Voilà qui pose derechef des ques-
tions importantes. Quelles distinc-
tions établit la promesse et le
serment ? Pourquoi même les dis-
tinguer ? Il n'est pas d'intérêt
d'examiner aussi le du français.

CHACUN sait que promettre
désigne des accomplissements
d'abord avec des promesses (ou
je vous jure) de chanter la Traviata,
c'est faire, *ipso facto*, dit Austin,
une promesse, un serment.

À première vue, les comporte-
ments syntaxiques de promettre et
de jurer paraissent identiques. Les
deux verbes appellent un objet,
vous, qui fait référence à l'interlo-
cuteur : proposition subordon-
née. L'infinitif précise le
contenu de l'engagement. Faire
apparaître l'identité des sujets,
grâce à la complétive en QUE,
entraîne le futur : je vous promets
(ou jure) que je chanterai la Traviata.
Ou : je chanterai la Traviata,
je vous le jure (ou promets).
Ainsi le parlant se soumet-il
à une obligation à réaliser dans le
futur. Telle est la force, ou la fai-
blesse, d'une promesse ou d'un ser-
ment.

D'autres constructions cependant
manifestent des différences. Pro-
mettre admet un groupe nominal
fonction d'objet : je te promets
des bonbons ; ou une belle jessée.
Alors que jurer des bonbons

exclu. Si l'objet perçu comme
détachable (une jessée, par
exemple), la promesse se transforme en
menace. Rien de tel avec jurer.

Ce n'est pas tout. Seul le verbe
jurer admet le présent ou le passé
dans la complétive : je jure que je
dis la vérité ; que je n'ai pas cassé le
ruse. Jurer se détache alors la
promesse. Il n'est plus question
maintenant de renforcer une obli-
gation, mais de garantir la vérité
d'une affirmation. Il serait facile
de blâmer le péché originel ou d'ac-
cuser la nature humaine pour ces
étranges faiblesses qui conduisent à

mentir ou à faire fi des promesses.
Tout n'est pas si simple pourtant.
Malgré Kant et les grammaires
latines, il n'est pas toujours
honteux.

Le cas des promesses est plus
clair encore, si l'on considère le jeu
des institutions sociales, petites ou
grandes, qui déterminent la hiérar-
chie des obligations. Nous, par
exemple, l'appartenance à un parti
politique ou à une institution reli-
gieuse est devenue facultative. Heu-
reusement. Mais les sociétés sont
toujours mal faites, on le sait bien :
il arrive, hélas, que les obligations
se contredisent, ou que certaines
obligations paraissent plus contrai-
gnantes que d'autres. Autrement
dit, nous passons à plus clair de
notre « résoudre des conflits
d'obligations ».

Mieux John Searle, Voltaire
montre dans *Ingénu* : belle
Saint-Yves doit-elle refuser de
céder à l'infâme ministre ? risquer
la de son « promis » ? Ou doi-
elle, échange « du péché
monnaie », obtenir sa libération ?
Suivant les conseils judicieux du
Père jésuite Tout-d'un, « elle suc-
combe par vertu ». Elle meurt,
tandis que l'Ingénu est libre.

JULES, ÉCRIVAIN

**DANS DEUX JOURS, "PLUME EN HERBE" RÉVÈLE
LES 10 ILLUSTRATIONS QUI METTENT LES MOTS À LA BOUCHE.**

"Plume en herbe", c'est le grand concours
des petites plumes. Organisé par Nathan, Le
Monde et Waterman, il existe depuis 6 ans
rassemble de plus en plus d'enfants autour
du même plaisir d'écrire. Pour les y aider,
10 illustrations signées Zou leur permettent
d'imaginer et d'écrire leur histoire. Cette
année, pour la 1ère fois, le jury sélectionnera
4 lauréats, deux chez les 9-10 ans et
deux chez les 11-13 ans. Ils seront édités
chez Nathan dans un même livre. Pour don-
ner aux enfants l'envie de découvrir...

Livrets de participation disponibles dans Le
Monde du 3 Octobre (daté 4 et 5 Octobre),
puis gratuitement en librairie et papeterie
ou chez Nathan, 9 rue Méchain Paris
14ème (Minitel 3615 code Nathan). Clôture
le 31 Décembre 92.

"Plume en herbe"
LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES 9-13 ANS

3 NATHAN Le Monde WATERMAN

L'homme qui ne se corrige pas

Suite de la page 27

Le spectre va s'étaler de l'adhé-
sion mouillée, tardive, jusqu'à la
bulle cinglante. C'est vraiment
dépassé, vaticinations à poudre
aux yeux. Déjà *Panegyrique*,
en 1988, cette célébration auto-
biographique de l'ivresse du
moi, vidait l'entreprise de tout
sens, etc.), en passant par la
rigueur très philosophique. Très
philosophique, donc parfaitement
désolée : oui, oui, cette critique
radicale est radicale : certes, elle
dessaoule l'illusion où le monde

est pris ; effet, le spectacle n'a
plus cessé de s'étendre ; et, évi-
demment le nier ? pour comble d'uni-
fication, on a vu en 1989 la
bureaucratie russe se convertir
soudain comme un seul homme à
la présente idéologie de la démocra-
tie : c'est-à-dire la liberté dicta-
toriale du Marché, tempérée par
la reconnaissance des Droits de
l'homme spectateur : « nulle
lyse, nulle part, on n'a fait que
visionner l'événement médiatisé
à mort, et partout on rend à
cette tyrannie éternelle
direction repérable, Mafia,
nucléaire, urbanisation, télévi-
sion, famille, la science même,
médecine et les arts, plus rien qui
n'y soit pris » la volupté le
consentement que La Botie
déchiffrait dans la servitude
volontaire ; oui, oui, nous savons
tout cela et l'influence de Debord
résonne en maints endroits, mais
enfin, pour quelles conclusions,
quelles leçons, pour quel
programme ? Justement. Nul
programme ? Justement. Nul
l'activité analytique et
l'accélération de pensée. Plus,
prime, le ravissement de ceux
qui avancent ceux qui
vont vouloir à toute

à côté du film. n'ont le choix
qu'entre l'indignation cinglante
(Debord chez Gallimard ? Au
même office qu'Alexandre Jar-
din, encore ?) ou c'est Mingus
chez Deutsche Grammophon,
Rebeyrolle chez Templo, la
«... » ; et, sympathi-
que alternative, l'abusivement
épaté (il vit caché, loin de tous,
savez-vous, une grande mai-
son avec un grand mur, comme
dans ses livres, à l'écart de la
civilisation médiatique).

En dehors d'après réflexions
que s'approprient à leur men-
- normal, c'est au pro-
gramme, ce sont des pages sur la
bourgeoisie, le temps, l'histoire,
les sociales et le travail, -
propositions de la Société du
spectacle, le contour de
maximes tendues. « Dans le
monde réellement renversé, le
vrai moment du faux. » Ce
n'est plus l'immense accumula-
tion des marchandises qui fait
loi, c'est celle du spectacle. Un
monde changé et la loi du
monde. Toute sa loi actuelle
passe, son faux-semblant, la di-
rection, l'automobile, la vie des
gens, réseaux de distribution,
l'usage carnavalesque de la
culture, l'incertitude organisée,
l'établissement du monde, la
banalisation.

Du premier au deuxième livre
(1967-1988), la grande nouveauté
tient à l'affinement de ce pro-
tocolé désastreux. A souverai-
neté parfaitement harmonieuse,
spectacle moderne ajoute cet
qui modifie les techniques de
gouvernement habite toute
de pouvoir occulte : les
deux formes rivales du pouvoir
spectaculaire, la concentrée

(la nazie et la stalinienne par
exemple) et la diffuse (l'améri-
canisation désirée), donne lieu
par alchimie à une unité com-
plexe, prévue, soumise,
consciente, intégrée. Désormais, il
s'impose mondialement, toujours
plus irresponsable.

Ce qui surprend dans cet état
hautain précis du désastre
contemporain, sans emphase ni
solution, mais toujours écrit
comme pour être gravé dans la
pierre ou gravé sur un mur
d'école, c'est l'espèce de joie où
plonge la lecture. Une joie faite
d'inquiétude, de style et d'indé-
termination.

On dit qu'il n'y a plus d'ana-
lyse globale. Qu'il n'en faut pas.
pourtant enlèves quelques
vérités premières : « Partout se
posera la même redoutable ques-
tion, celle qui hante le monde
depuis deux siècles : comment
faire travailler les pauvres, où
l'illusion a déçu, où la force s'est
défaite ? » Sans l'ombre d'un
doute, comment prendre les
faits ? Il faut lire le livre en
considérant qu'il a été soigneuse-
ment écrit, l'intention de nuire à
spectacle. Il n'a jamais
rien dit d'outrancier. Certes. Le
présent article n'a pas d'autre
prétention. « A vrai dire, je crois
qu'il n'existe personne au monde
qui soit capable de s'intéresser à
mon livre, en dehors de ceux qui
sont ennemis de l'ordre social
existant, qui agissent effective-
ment à partir de cette situation. »
Autant aller au but. Eh bien
allons-y, lisons maintenant ! Pour
fois, dites, qu'un livre n'est
l'événement de la contrée...

Francis Marmande

L'homme qui ne se corrige pas

Sollers à l'épreuve du texte

Philippe Forest analyse minutieusement trente-cinq ans d'une œuvre complexe et multiforme

PHILIPPE SOLLERS
Philippe Forest
coll. « Les Contemporains »,
348 p., 140 F.

Avec le *Manuscrit* de Philippe Forest, la collection de Denis Roche « Les Contemporains » — qui a sorti, en printemps, l'un des meilleurs livres existant sur Marceline Duras (1) — inaugure une nouvelle formule, le « format poche » pour une lecture facile sans ambiguïté, non comme une « collection de poche » mais comme une collection d'essais sur la littérature du vingtième siècle.

Le jeune universitaire français, qui publie son premier travail de recherche, a le bon âge pour lire Sollers. Né en 1962, cinq ans après la publication du premier livre de celui-ci, il est, dans la culture, libéré de l'entrave sociale. Il n'a pas, comme un jeune homme de la cinquantaine, à la lire un livre de la quarantaine, enrobé des questions d'influence et de filiation. Enfin, il est loin du « milieu littéraire », où l'on parle beaucoup d'un auteur « Philippe » pour mieux cacher « Sollers », l'écrivain.

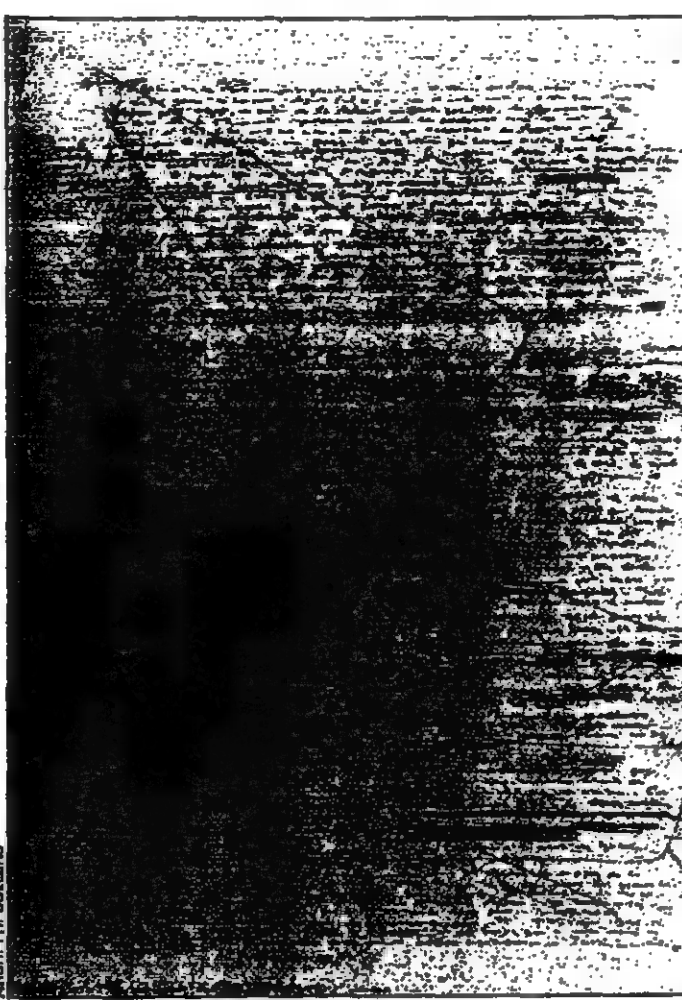
Forest est, par conséquent, un jeune qui peuvent faire subir à Sollers la seule épreuve valable, celle de l'analyse de son œuvre (2). Sa thèse est simple, mais elle est rebours du discours convenu : les romans de Sollers s'inscrivent dans une œuvre d'art, la souci d'originalité, presque obsessionnel, presque obsessionnel, ils participent d'un « mouvement d'écriture », d'un « mouvement d'écriture », d'un « mouvement d'écriture ».

La reprise et la variation, l'argumentation minutieuse, rigoureuse, « millimétrique » parfois, évidemment aux antipodes de l'humour poujadisme anti-intellectuel de la « régression française ». Elle passe « au crible » de celui que Pierre-Henri Tassin désignait, en 1965, dans *le Monde*, comme « un maître de haute conscience », « un maître d'exceptionnelle qualité ».

La « folie » de se construire

Tout commence avec l'œuvre fracassante sur la culture littéraire, en 1957, d'un jeune Bordelais, Philippe Joyaux, auquel il manque quelques années pour être majeur (il fallait à l'époque avoir vingt et un ans) et qui publie — sous le pseudonyme de Sollers — au Seuil, grâce à Jean Cayrol, un récit, *le Défi*, immédiatement remarqué par Mauriac. L'année suivante, Aragon, dans un long article des *Lettres françaises*, rebrousse son premier roman (*Une curieuse solitude*) et un écrivain qui « imagine le beau naturel du monde, de la vie ».

Le jeune homme devait choisir. Soit se conformer à la « tradition » et glorieuse paternité de faire tranquillement, de livre en livre, son parcours de « grand écrivain ». Soit se révolter, exister seul, « à rebours », au prix de l'intranquillité. La seconde solution a prévalu. Mais Sollers a-t-il vraiment choisi ? Une énergie vitale, une « folie » de se construire, de devenir l'écrivain qu'il voulait être et non celui que la société attendait pour tenir une place désignée par les autres — lui



Une page du manuscrit de Femmes

permettaient-elles d'envisager une alternative ? Le choix n'était-il pas fait dès le *Défi* (en dépit des maladroites « débuts ») et dès le premier roman (réussi), sous deux titres, déjà, de thèmes qui traversent l'œuvre, « l'aventure de la pensée et la sensibilité », la réflexion sur le langage et l'expérience intérieure ?

Alors, avant que « les pères » aient le temps de voir ce que devenait leur « enfant », celui-ci créait, en 1960, avec un groupe de jeunes écrivains, le *Tel Quel* (3) qui, rapidement, se rangeait dans le camp de « la littérature nouvelle ». Ainsi le deuxième roman de Sollers (*le Parc*, paru chez Grasset en 1961) est-il non textuel le plus proche du nouveau roman. Il est évidemment impossible de résumer ici l'analyse de toutes les étapes d'une œuvre jouant sur le multiple, l'un, avec, toujours présente, la « folie » de l'ironie et de l'humour sans laquelle le projet demeure incompréhensible. Suit le *Manuscrit* de Sollers à travers *Drame*, *Nombres*, *Lois*, l'agitation politique, la « folie » de 60 et 70, pour arriver à *Paradis* (1981), livre majeur, récit sans signes de ponctuation ni pourtant de ponctuation, travail sur « une poétique du souffle », « une parole prophétique » et un « catholicisme paradoxal ».

Paradis s'annonçait comme une œuvre « infinie et exclusive » devant « doubler » jusqu'au bout la vie de son auteur (*Paradis II* a paru en 1986 et *Paradis III* est en préparation). Mais, en 1983, est

intervenue « ce qui est ordinairement perçu comme le plus grand et le plus spectaculaire virage littéraire » de Sollers, la publication de *Femmes* (chez Gallimard et non plus au Seuil). Retour à une narration classique assimilée à une « trahison », à un « passage » à l'autobiographie (n'aurait-on pas lu *Paradis* ?). Depuis, Sollers se voit appliquer un discours répétitif — « l'impulsion à « ficeler » une véritable histoire », à créer « des personnages dignes de ce nom ».

La « comédie sociale »

Ignorant ces propos, Forest a lu ces textes où se « rumination cénitienne » — « jubilation mozartienne ». Portrait du joueur, vraie plongée autobiographique avec « folie dans le Sud », mais aussi « expérience qui pose la possibilité d'un érotisme totalement gratuit ». Le *Cœur absolu* — construit à partir de l'« histoire de deux navigations parallèles », la *Divine comédie* et l'*Odyssée* — explorant le temps « moins dans son inévitable déroulement que dans sa secrète simultanéité ». Les *Folies françaises*, récit doublement incestueux, réflexion — la culture, qui « approfondit dans la fête à Venise (1991). Entre les deux, le *Los d'or* — l'Annonciation, donc le catholicisme — où il n'est question, contrairement aux apparences, « que de la substitution de la parole au réel ».

Ce premier « tour d'ampleur » sur une œuvre toujours en mouvement n'est évidemment pas un défaut. On relèvera un certain déséquilibre entre la partie jusqu'à *Paradis* et celle qui traite de la période ultérieure. La « folie » est plus alerte, plus d'une hyperbolique volonté de démonstration pas à pas, propre à l'exercice de la « thèse », mais né ce livre. Forest pourrait légitimement objecter que le propos plus allusif de la seconde partie ne prend son sens que lorsqu'on a lu patiemment la première.

Quoi qu'il en soit, il fait clair que Sollers apparaît — et rend son livre très sévère, preuves à l'appui, à l'égard de la presse littéraire — comme « ce qui est en jeu » d'une « comédie sociale » est autrement décisif que le mariage de la « comédie sociale », indépendamment de l'attitude des écrivains à l'égard de la littérature. Comment, alors, les écrivains français contemporains (les étrangers aussi) ont-ils pu s'éloigner de la géographie pour critiquer ne croyant plus qu'à la comédie

Aragon vivant

Aragon est mort voilà presque dix ans. Le 24 mars 1982. Un numéro hors des *Lettres françaises* — publication qu'il a longtemps dirigée — lui rend un premier hommage. Ce n'est pas un hommage, mais une œuvre, un homme troublé (Aragon l'était beaucoup à la fin de sa vie), un éditorial de Jean Ristat en forme de lettre à Aragon : « Comme tu aurais l'impression de l'impression ! »

C'est dans le signe de Aragon-là que se place le long entretien avec Jean Ristat et Philippe Sollers. Ces propos, parfois durs, de Sollers sont un Aragon moins simple que celui généralement représenté aujourd'hui pour l'homme d'aujourd'hui qu'il incarne. Un Aragon qu'il faut « reprendre », « libérer », « faire vivre de façon complexe, contradictoire, peut-être plus complexe qu'on ne le dira ». « Que de dons, de puissance nerveuse ! Quelle capacité d'adaptation au travail, de persévérance, de sylabisation, d'enchaînement ! (...) Un animal de maison qui joue, mais n'est plus dans la maison. Mais cette animalité verbale, qui ne s'arrête jamais qu'à exploser, dans prise parti à l'égard du spectacle. Pourquoi avoir écrit d'un autre pour révéler qu'on a écrit ? »

Pour les lecteurs d'Aragon qui, dans ce propos, on n'a pas un plaisir à lire particulier l'hommage à Georges Limbour, paru en 1971 au moment de la mort de celui-ci, et la lettre ouverte post mortem à André Breton et propos d'un spectacle de Paul Wilson en 1971. A la dernière page des *Lettres françaises*, une photo d'Aragon allongé, et sa phrase : « Je ne peux pas mourir. Celui qui aime oublier. »

Jo. S.

(1) Les *Lettres françaises*, numéro hors-série, septembre 1992, 60 F.

Thierry Maré LA RENCONTRE AUX ENFERS



Il a douze ans. Sa mère est morte, mais très présente puisqu'elle lui téléphone tous les soirs. Son père est bien vivant, mais plutôt du genre absent, toute son énergie l'emploie à mettre en scène un Hamlet calamiteux, où les acteurs défaillants sont remplacés par des marionnettes. Mais quel fantôme pousse-t-il réellement les ficelles ?

Rentrée romanesque

nrf

GALLIMARD

Marc-Édouard Nabe VISAGE DE TURC EN PLEURS



« C'est une hallucination. Ce sont des racines retrouvées et aussitôt dissoutes. Ce sont des mosquées à la place d'usines, des danses au lieu de minarets. Bref, c'est Constantinople, Istanbul, capitale de l'arabesque. Bonne occasion pour Nabe d'écrire, à la derviche, qui existe de musique sous les apparences. »

Philippe Sollers

Rentrée romanesque

L'INFINI

GALLIMARD

qui ne se corrige

BANDES DESSINÉES / ACTUALITÉS

Enki Bilal, l'enfant de Belgrade

FROID ÉQUATEUR
d'Enki 
Ed. Les Humanoïdes associés,
56 p., 89 F.

LOVA I
Jean-Claude Servais.
Dupuis, coll. «Aire libre».
 80 p., 74 F.

MÉRITE MARITIME
de l'École de Marine.
Ed. Casterman, 70 p., 10 F.

LE SECRET DE KERMADEC
 ■ Mitton.
 ■ Soleil Productions,
 coll. « Label or »,
 ■ p., 79 F.

A la fin de sa dessinée fait
rentrer le monde en
médiatique. Il y a
une série d'entretiens,
portraits et confes-
sions, dans les parties du petit
écran, les héros du neuvième
art présentent leur dernier-né.
C'est un peu comme si l'on s'en-
tendait dire : « Je suis un homme
interrogé sur leurs affres, cri-
stiques ou leurs fantasmies, forcé-
ment quotidiens. A moi seigneur
l'honneur : Enki Bilal, enfant
de Belgrade, est entré par la
feux croisés de l'histoire immédiate
du système éditorial,
puisqu'il a le cœur de publier le
dernier album de la trilogie
Nikopol, *Froid équilibre*, avec
à ses côtés tonnent encore à
Sarajevo.

On [REDACTED] son héros [REDACTED] nom [REDACTED] ville ukrainienne, Nikopol.

dont le corps et la conscience
 sont squattés par le dieu Horus,
 aussi aussi par le fils, Nikla, et la
 belle veuve Vélén. Épousez
 City. Nous en 2023,
 ville gouvernée par une qua-
 tette de mafieux. Nikopol
 a fort à faire pour faire la
 femme aux cheveux et aux larmes
 de Bioskop (littéralement
 «cinéma» en bulgare, mais
 Bial). Le film nous mène
 du mal à déjeuner des piges d'un
 scénario truffé de références
 égyptologiques, de citations de
 poèmes d'André Breton et de luttes
 politiques à chess-bossing. Libre à
 vous de vous en faire une lecture
 un degré d'une lecture convul-
 sive - Enki Bial, mais le film
 Bunker palace hôtel, est aussi
 un décor d'opéra et de
 danse. - et de s'offrir des quel-
 ques traits d'humour, qui soulè-
 vent, comme par politesse, un
 univers comarissime de son au-
 mode.

AUTRE grand de la BD, mais dans le milieu éloquent plus méconnu l'œuvre, Jean-Claude Lova signe la première œuvre majeure : *Lova. Cet amoureux des forêts ardennaises*, une poésie du l'image qui se découvre à Fagnes que fut Guillaume Apollinaire. Il n'avait déjà prouvé avec ses autres albums, *Mémoires* ceux qui contenaient les dessins d'une ravagonne, *Tendre Mente*, un recueil de poèmes de ses années villageois. Ici, c'est l'histoire d'une petite fille prénommée Lova, qui vit dans le souvenir d'un père mort d'un accident de voiture, et qui rencontrera

hazard d'une fugue un vagabond.
Ce dernier l'entraîna à la vie du
peuple des forêts. Jusqu'à ce
qu'il disparût. Il s'agit d'une
sorte de fable sur ces quadru-
pèdes mythiques au sur la légende
de l'enfant loup, sur l'adulte de la
forêt, mais aussi, plus secrète-
ment, d'une méditation sur
l'amour-haine entre frère et sœur.
C'est une œuvre d'imagination
très poétique. Le héros, Nikolop
peut sembler compliqué pour qui
n'a pas lu les deux premiers
tomes, la *Foix aux immortels*
et la *Femme piéde*, autant que de
Jean-Charles Servais est tiré au
cordan, mais ce conte est en
fait très simple. C'est une œuvre
constitue une première pour un
auteur qui met à l'ouvrage pré-
sente le *sur et l'adulte*.

[illegible]

Le **mau** est décrit avec un **jeu** extrêmement efficace, sans être génial, et sur un ton original - même s'il s'agit d'un breton de cuisine pour les lieux et les expressions idiomatiques.

ENFIN, il convient de ne pas oublier les éditions Futuropolis, qui célèbrent leurs vingt ans. Fondées par trois amis — Florence Cestac, Étienne Lefebvre et Denis Ozanne — qui lancèrent d'abord une librairie en 1969, avant de se frotter à l'édition de BD trois ans plus tard, Futuropolis est le lieu fleuron du neuvième art. « Futuro », c'est à la fois des petits et des grands formats inclassables, les œuvres du dessinateur animalier Calvo, de Milton Caniff, d'Alain Saint-Onge (Zig et Puce), etc. On leur doit les premiers numéros de BD de Tardi, F. Murr, Munoz et Sempayo, Bilal et Audouin. Leur catalogue se situe entre Gallimard, à la cime, et la permis d'explorer une nouvelle alliance, celle des grands écrivains et des auteurs de BD. Louis-Ferdinand Céline, dans le *Voyage au bout de la nuit* bénéficia d'un trait de Tardi, « ouvert la voie à Faulkner, Proust, Maïa Orlean, etc. Pour fêter l'événement, « Futuro » édite un album grand format, *Catalogue souvenir 1972-1992*, qui constitue à lui seul un miroir d'histoire et d'audace graphiques (32 francs).

Yves-Marie

DERNIÈRES LIVRAISONS

Essais

MADELINE : La Vie quotidienne au temps de Louis XIII - L'auteur d'une collection qui a depuis longtemps gagné le faveur du public, cet ouvrage nous entraîne dans les remous d'une époque complexe, dominée par la personnalité des multiples rois de Louis XIII - « premier témoin de son temps » (Hachette, coll. « La Vie quotidienne », 271 p., 118 F.).

VÉRONIQUE DEMARS-SION : *Femmes illégitimes et abandonnées au 18^e siècle. L'exemple du Cambrésis*. - S'appuyant sur l'exemple ponctuel du Cambrésis, l'auteur s'attache à rendre compte de l'exemple du sort des mères illégitimes, marginalisées dans un monde dit de réformes et de progrès, mais aussi dans la mesure qui toujours existe entre droit théorique et pratique quotidienne (Editions Ester, BP 79 47800 Hellennes, 478 p., 130 F).

LUCIENNE MAZENOD, GHISLAINE SCHOELLER : *Les figures de la Résistance*. - Avec humour, les deux auteurs de ce dictionnaire rendent hommage, iconographie à l'appui, à toutes ces « figures historiques ou légendaires qui ont permis aux Français de dire ce qu'ils sont », d'Agnes Vignery. Greta Garbo (Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1987, n. 140 F).

JEAN-PIERRE BOUYXO, PIERRE DELANNOY : *L'Aventure hippie*. — Quelle fut la véritable des années 1960 pacifiques, du Vietnam au Katmandou ? Document sociologique, témoignage sur une génération, cet ouvrage mesure la nostalgie des « hippies » et surprendra les contemporains du New Age (Plon, 370 p., 135 F.).

UNIVERSAL COLLECTIFS : Trois volumes de la revue Autrement, — «*Autrement à l'école*», paraît l'Humour, un autre d'esprit, dirigé par Daniel Cohen (n° 131, 200 p., 110 F); dans la même «*Morales*», l'Humilité, par Dominique Lamarche-Vedel, et le Pudeur, dirigé par Michel Hottel (n° 8 et 11, 188 p., n° 97 p. 98 F chacun).

JEAN DE MENASSE : *Quelques lettres inédites* - Les Mémoires de l'un des hommes du judaïsme. Jean de Menasse se propose de nous rendre l'une des plus belles illustrations de l'amour de l'Écriture. Publié par Guy Monnot (Cerf, coll. « Patrimoine, judaïsme », 164 p., 80 F).

MARTIN BUBER : Je et Tu... « Il n'y a pas de Je en soi ; il y a le Je du mot-principe Je-Tu et le Je du mot principe Je-Cela. » Partant de ces postulats, Martin Buber, dans un ouvrage paru en 1969, propose une reforme du langage pour une nouvelle définition de la relation à l'Autre, à Soi, pour une découverte de l'Identité personnelle. Traduit de l'allemand par Geneviève Bianquis, propos de Martin Buber, préface de Gaston Aulrier (Aulrier, 172 p., 89 F).

EN POCHE

Heureux mallarméens

Les **« futurs »** auxquels Mallarmé dédiait l'**« œuvre »** de ses **« Poésies »** qu'il avait préparé et qui ne vint le jour qu'en 1977 (édition Deman), **« après »** mort, peuvent être satisfaits : depuis celle d'Henri Mondor dans **« La Pléiade »** en 1951 (pour ne parler que de l'époque récente), les **« éditions »** de Mallarmé se sont succédés. Citons surtout celle, exemplaire, des **« Poésies »** de **« Paul »** et **« de »** Gordon Millan **« Flammarion »** (1983), avec **« des »** œuvres en **« un »** **« volume »**, qui n'a jamais paru.

Les collections poétiques ont également leur dernière année à rendre accessible l'œuvre du fondateur du poème moderne. Michel Yves Bonnefroy, qui analyse le cheminement du rythme poétique de l'auteur d'*Igitur*, l'édition des *Poésies*, dans la collection « L'Œuvre complète », est la dernière de la collection Marcel Marchal, qui en est le maître d'œuvre, la suite, grâce à une œuvre en rigoureuse annotation, marquant l'équilibre entre la lecture et la simple répétition des textes. Ce volume est suivi de celui, dans la collection, de la même préface, qui termine *Igitur*, *Divagations*, *Un coup de dés*.

Signalons également l'ouverture à Valvins, dans la maison du poète, d'un musée départemental consacré des souvenirs du poète. Une exposition temporaire sur les relations de Mallarmé à Valvins, au cours desquels le poète réunissait autour de lui de jeunes écrivains, se tient actuellement dans ce musée (4, quai Stéphane-Mallarmé, 77870 Vulaines-sur-Seine, tél. (1) 84-23-73-27).

► **Poésies,** Stéphane Mallarmé, préface d'Yves Bonnefoy. **P. K.**

■ Alfred Tennyson entre dans la collection «Œuvres» La Différence (n°130) pour le centième anniversaire de sa mort, comportant ainsi une des absences criantes dont souffre, dans l'édition française, la poésie anglaise du siècle dernier. Le *Rêve d'Akbar*, traduit de l'anglais et présenté par Claude Dendrès, est augmenté d'une préface posthume du «poète laureat». La poésie chinoise est représentée par Chants des Chans (*Bai Juyi* (772-846), poète le plus peuplé paysan, traduit et présenté par Jean-Fabien Spitz, n°131), dans la même collection : *Vie qu'il faut choisir*, du fondateur du polonais moderne, Jan Kochanowski (1530-1584) (n°128), traduit et présenté par Alice-Caroline Carls. Enfin, c'est la victoire du monde latin, à travers la Rome séculaire, traduite du latin et présentées par Pierre Fages (n°132).

gouvernement civil, dans lequel l'auteur exprime son anti-monarchisme et son engagement civique ; traduit par David Michel, introduction bibliographique et notes par Simone Goyard-Fabre (n° 408). Le respect des droits individuels sous-tend la *Lettre sur la tolérance*, suivie de l'*Essai sur la critique*. Sur la lutte entre pouvoir royal et pouvoir local (n° 409), traduction par Jean Le Clerc et Jean-Fabien Spitz, introduction, notes, bibliographie et chronologie par Jean-Fabien Spitz.

Dans la même tradition, Nietzsche dans *Le Zoroastre*, Nietzsche dans Wagner, œuvre ultime du philosophe dionysien ; introductions, notes, bibliographie et index par Eric Bédouin (n° 572).

■ *Sixte le Pape Pour le critique*, Annie Marnette et Jean-Pierre Deshayes (n° 406), traduit par Jean-Fabien Spitz.

● En « GF-Flammarion », dans le domaine philosophique anglais, deux ouvrages du théoricien politique John Locke : le *Traité du*

Pour les auteurs et éditeurs importants

MANUSCRITS INÉDITS

Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre

Les œuvres manuscrites reçues par l'Académie et les membres du jury sont examinées par les commissions de lecture de tous les médias

Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

Tout ouvrage publié sera sélectionné de droit à notre Prix littéraire annuel doté de 100 000 francs

(compte régi par l'article 40 de la loi du 11 mars 1957)

Les manuscrits sont à adresser à

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE

ÉDITEUR

17, rue Galvée - 75116 PARIS - Tél : (1) 47 80 11 08 - Minutiel : 3617 AEL

Le Quid a trente ans

« Exhaustivité » ■ toujours été
■ d'ordre ■ Quid. Depuis
1963, date de sa première parution,
■ éditeurs Michèle et
Dominique Frémy ont toujours
eu le souci d'en ■ la mise à
jour la plus complète, ■ corrélation
avec une actualité ■
mutation. ■ là de
nombreuses adaptations qui font
aujourd'hui ■ Quid un des
ouvrages de référence ■ plus
solides, avec 2011 pages ■ 101
d'index. Dans tous ■ secteurs de
la connaissance, il ■ à la disposition
de ■ lecteurs un ■
de faits, dates et chiffres, avec
■ année, de notables extensions
■ nouveautés : aux pages
thématiques ■ Dernière heure ■
■ ajoutent ■ pages chronologi-
ques ■ D'un Quid à l'autre, per-
mettent de suivre l'actualité dans
sa continuité ■ son systé-
matisme ■ sont accordés une large
place, ■ une attention toute
particulière a été portée aux plus
cents changements planétaires.
Un traité de ■ l'écologie.
Un ■ annuel ■ ou, si l'on pré-
fère, un annuaire, plutôt qu'une
encyclopédie au ■ classique,
qui a ■ ■ trente ans ■ rendre
indispensable.

La couture chez les jésuites. - A l'occasion de la sortie du deuxième volume de *Jésuites, les revenants*, de Jean Lacouture, une édition du Seuil, un atelier est organisé mardi 6 octobre à 11 h 30 au Centre Sèvres (35, rue de Sèvres, 75004 Paris), avec l'auteur, Total Démond, le père Henri Madelin et Jean-Yves Calvez.

o Le Champagne **Hénaff**
de Sade et de Rabelais. —
Le Fils **Hénaff** pour l'œuvre
retrouvée, qui s'est donné pour
mission de contribuer à l'édition de
vres devenus inaccessibles. Il
d'apporter son aide, cette
année, à Gallimard, pour l'édition
de la société française pendant le
Directoire; des frères Goncourt, et à
Gallimard, pour le *Voyage en Italie*, du
marquis de Sade.



Une passion
Un livre rare.

"Avec une éloquence toute classique, un jeu des formules et des périodes oratoires qui métamorphosent la hardiesse érotique en une fervente mélodie amoureuse, Christiane Singer parie sur la puissance de la plénitude passionnelle et fait de l'Amoureuse l'incarnation des pleins pouvoirs du désir."

Patrick Kéchichian/Le Monde

"Christiane Singer chante dans un livre bruisant de sensualité, un hymne à l'amour total ■ éternel. Elle brosse ■■■ autant de finesse que d'intensité, le très joli portrait d'une femme entière ■ fidèle, passionnée ■ honnête, pour laquelle l'amour d'un homme ■ confond avec celui de Dieu."

Isabelle Pia/L'Événement du Jeudi

“Un somptueux discours, dont l'écriture est comme un grain de peu qui touche ■ ■ ■ ■ ■. C'est là un défi à la pudeur que Christiane Singer relève, ■ ■ ■ ■ ■ quelle gloire et quelle majesté. Cet absolu de l'amour que réveillent les images du passé dans la tension de leur puissance, seule ■ ■ ■ ■ ■ femme peut l'éprouver totalement. ■ ■ ■ ■ ■ écrivain ■ ■ ■ ■ ■ Christiane Singer pouvait le dire.”

Joël Schmid/Réforme

■ ALBIN MICHEL ■

LE MONDE DES LIVRES
ESSAIS

En mémoire des vaincus

Dans le sillage de Gershom Scholem, Enzo Traverso dénonce le mythe mensonger d'une « symbiose judéo-allemande »

LES JUIFS ET L'ALLEMAGNE
De la « symbiose judéo-allemande » à la mémoire d'Assolovitch
d'Enzo Traverso.
La Découverte, 260 p., 140 F.

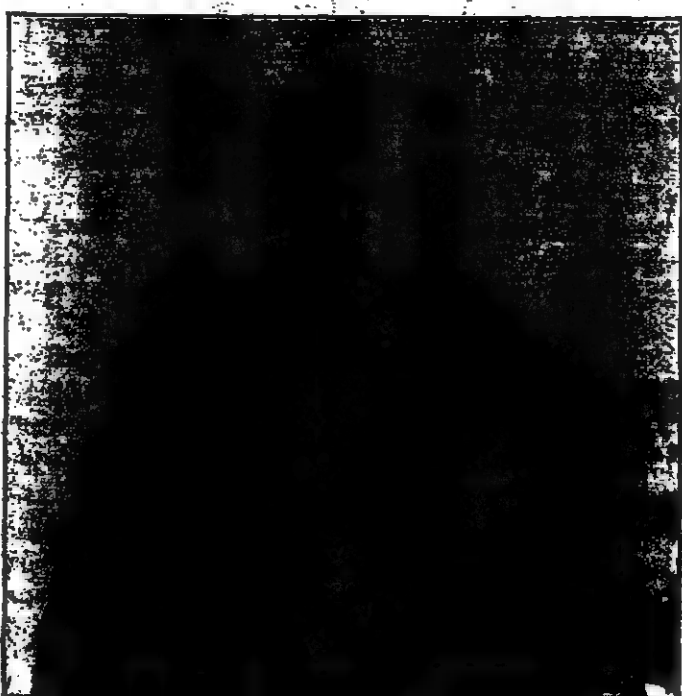
La créativité culturelle extraordinaire de la pensée judéo-allemande, du milieu du XIX^e siècle à 1933, fascine et inspire notre époque. On évoque un âge d'or révolu, détruit par l'âge de mort qui a suivi, l'oubli sur ce paradoxe : le pays où l'émancipation des juifs eut une vie intellectuelle prodigieuse et multiforme est aussi celui qui fut mis en œuvre leur destruction. Cette issue terrible, qui n'était certes ni prévisible ni inéluctable, inscrit dans l'histoire allemande, conduit cependant à s'interroger sur ce que fut l'identité des contacts entre judaïsme et germanité.

Tel est le propos d'Enzo Traverso, qui ne prétend pas ici retracer l'histoire de la « symbiose », mais s'attache à montrer, dans le sillage de Gershom Scholem (1), le quel postulat d'un « dialogue » ou d'une « symbiose » judéo-allemande a la fois une pathétique illusion du passé et un mythe mensonger du présent. Une illusion, par la plupart des juifs de ce monde disparu se sentaient profondément allemands, imprégnés et épris de culture germanique, c'était une passion sans répertoire qui se heurtait à une barrière d'incompréhension.

Le paria ou le parvenu

En fait de « dialogue », il n'y eut qu'un « monologue juif » vibrant, brillant et transmuté. Un mythe, car la contribution des juifs, écrivains et artistes, à la culture de la Mitteleuropa fut considérable, si l'on considère aujourd'hui, notamment en Allemagne, qui revendique la une partie de son patrimoine, ne saurait masquer combien les auteurs désormais célèbres furent autrefois des marginaux, des étrangers et, de plus en plus, des exclus, quant à partir de la fin du XIX^e siècle, l'antisémitisme s'est vigoureusement développé.

Juifs et Allemands, ils ne pouvaient être pleinement l'un et l'autre. Toujours renvoyés à une altérité décriée, ils n'avaient d'autre choix que celui d'incarner l'une ou l'autre des figures du judaïsme moderne cernées par Bernard Lazare puis Hannah



Joseph Roth : comme un miroir.

Arendt : celle du paria ou celle du parvenu. Enzo Traverso reprend la perspective, qui éclaire des tendances profondes, par-delà la diversité des sensibilités, des inspirations ou des prises de position des intellectuels judéo-allemands. L'étude consacrée au romancier et essayiste Joseph Roth est particulièrement éclairante.

L'itinéraire biographique, intellectuel et politique de ce « juif errant des temps modernes » impressionne, tant, à travers ses contradictions, « il semble refléter comme un miroir la condition et le sort du judaïsme paria d'Europe centrale », entre athéisme et religion, révolution et nostalgie pour l'ancienne monarchie habsbourgeoise, assimilation et idéalisation du monde traditionnel du shtetl. Dans son exil parisien, de plus en plus pessimiste et noyauté, Joseph Roth ne voyait en l'histoire qu'un cortège de défaites. Mais, contrairement à Walter Benjamin, cet autre exilé, il ne croyait pas que de ces décomptes puisse surgir une rédemption messianique. Leur sort fut tragique comme celui de l'ensemble de cette génération d'intellectuels judéo-allemands.

Qu'ils aient choisi la révolte du paria ou l'adhésion du parvenu à la grandeur germanique, Ernst Kantorowicz « débrant la mémoire de Frédéric II ou Wal-

ter Rathenau admirant la « beauté de Siegfried », tous furent des vaincus de l'histoire. Cacher ce destin derrière la promotion des œuvres et sous couvert de la version mystificatrice d'une « symbiose judéo-allemande » est, plus qu'un oubli, un déni. La redécouverte, en Allemagne aujourd'hui, de ce continent culturel englouti pose le problème du regard de ce pays à son propre passé et de la place qu'occupe le génocide dans sa mémoire collective. Enzo Traverso y consacre la dernière partie de l'ouvrage. Revenant sur les quatre décennies écoulées, il dénonce la manipulation de l'histoire dans une RDA tirant sa légitimité du combat antifasciste et son occultation dans la RFA, symbolisée par l'absence de la RFA à la conférence de Berlin.

Une réflexion critique et un travail de conviction qui plaident pour que les victimes du passé ne soient pas aussi des vaincus de la mémoire.

Nicole Lapierre

(1) « Contre le mythe du dialogue judéo-allemand », in *Flucht und Asyl. Essays zur jüdischen Gegenwart*, Cohnen-Lévy, 1978.

Pour ou contre Fukuyama

L'ILLUSION DE LA FIN
de Jean Baudrillard.
Galilée, 192 p., 98 F.

LA FIN DE L'HISTOIRE
ouvrage collectif
coordonné par Bernard Lefort.
Editions du Félin/Sauramps.
170 p., 115 F.

Un article provocant, « La fin de l'histoire », paru dans la revue *The Atlantic* l'année dernière, l'été 1989 et traduit ensuite dans le numéro 47 de *Commentaire*, suivi d'un livre intitulé *La fin de l'histoire* et *Le Dernier Homme* (1), publié par Flammarion au début de 1992 : il n'en a pas fallu davantage au politologue Francis Fukuyama, conseiller du département d'Etat américain, pour acquiescer une notoriété internationale à laquelle, à vrai dire, rien ne le préparait.

Sans doute Fukuyama, bien qu'il cite abondamment Hegel et Kojève, est-il moins un penseur que le type même du stratège en chambre : il sait tout, à tout lui, mais il se trompe chaque fois qu'il se risque à prévoir ce qui va se passer. Cependant, au-delà de l'illusion que peut susciter son absence de rigueur intellectuelle, il faut lui reconnaître un incontestable mérite : celui d'avoir ouvert un vieux débat, plus que jamais d'actualité.

Cet article que nous serions parvenus à la fin de l'histoire n'est évidemment pas nouvelle. On la trouve au cœur de toutes les doctrines millénaristes, de toutes les

politiques et religieuses. Elle peut d'autant moins être évitée, aujourd'hui, que nous approchons d'un nouveau millénaire. Et que le siècle qui s'achève en a vu de toutes les couleurs. Comment, dans ces conditions, ne pas s'interroger sur le sens de l'histoire ?

Cette interrogation était au cœur d'un colloque qui s'est tenu à Montpellier, du 15 au 17 mars 1991, à l'initiative de l'Association des amis de la librairie Sauramps, et dont les actes viennent d'être réunis en un volume où se côtoient Edgar Morin et Cornelius Castoriadis, Michel Henry et Marc Ferro. On les retrouve aussi, mais au second degré, au centre du dernier livre de Jean Baudrillard.

Au second degré car, dans les chroniques qui composent *L'illusion de la fin*, ce n'est pas l'actualité qui est prise au sérieux, c'est le discours que tiennent sur elle politiciens et journalistes, c'est la simulation qu'ils en produisent. Or ce simulacre est, selon Baudrillard, plus dangereux que le réel lui-même. C'est en lui que nous habitons. C'est lui qui forge notre destin. Le tout, autour de nous, n'est plus que simulation.

Baudrillard n'est pas un tendre. Il ne nous a pas habitués aux idées consensuelles, aux sentiments océaniques. La bêtise — même gentille — de ses contemporains n'a pu le faire exister. Mais cette fois le résultat est particulièrement féroce. Réduit à un poussière, sans même prendre le soin de le faire.

peuvre Fukuyama, Baudrillard s'attaque également aux idées généralisées à la mode, qu'il démolit avec un main plaisir.

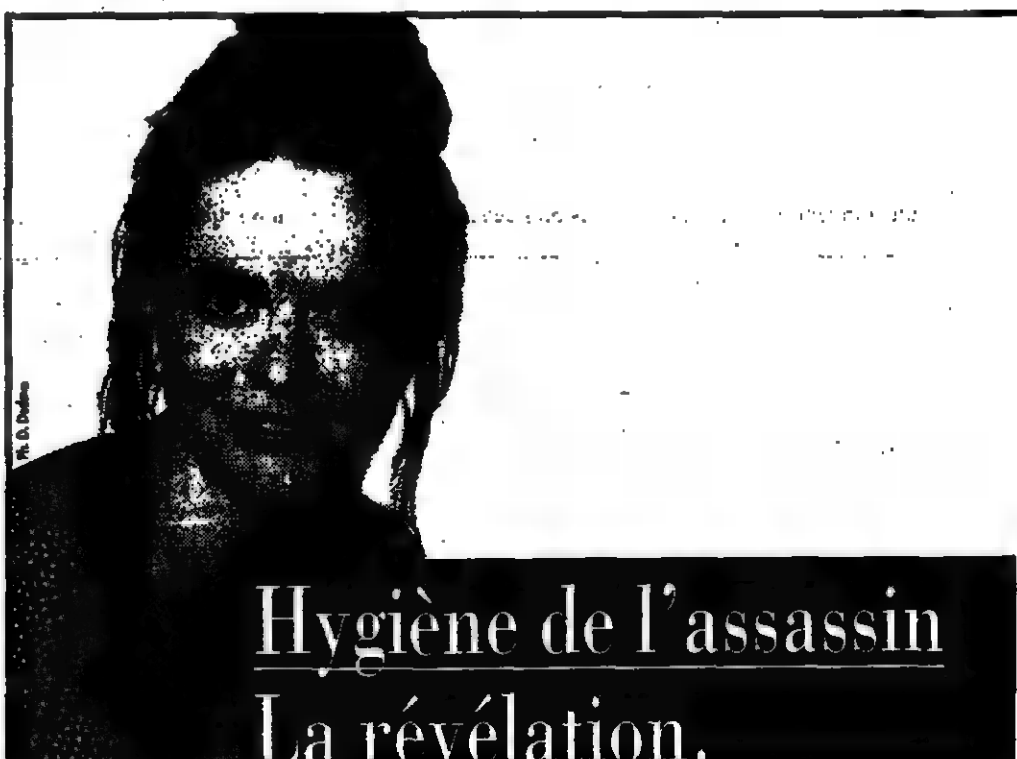
Partisans et adversaires de la guerre du Golfe, vous vous rappelez-les ? Les deux à la fois, car il n'y a pas eu lieu puisqu'on n'a même pas vu à la télévision les 200 000 morts qu'elle a causés. La fin du communisme ? Elle ne peut annoncer, pour l'Est comme pour l'Ouest, qu'une probable régression idéologique. Le triomphe du modèle libéral ? Une illusion dont on repartira. L'écologie ? Un mythe naïf et pernicieux. La défense des droits de l'homme ? Un business destiné à renforcer l'exploitation du tiers-monde. Et le reste à l'avenant...

Baudrillard, on l'a compris, ne fait pas dans la nuance, mais dans le viril. D'après lui, l'histoire n'est pas finie. Elle est simplement courbe, comme l'espace-temps ; autrement dit, elle nous promet d'un extrême à l'autre, sans rédemption possible. Je ne sais si l'histoire, de son côté, s'attachera à donner raison à Baudrillard. Mais si c'est le cas, il n'y aura pas de quoi rire.

Christian Delacampagne

(1) Voir le débat entre Bernard Bourgeois et Francis Fukuyama dans *Le Monde* du 25 février.

Signalons également la sortie de *Figures de l'histoire*, dialogue entre Marc Guillemin et Jean Baudrillard dans une collection créée par l'Association Descartes (1, rue Descartes, 75231 Paris 5^e).



Hygiène de l'assassin La révélation.

«Voici le premier roman d'Amélie Nothomb. Elle a vingt-cinq ans, son livre a beaucoup de culot. Le Procès-verbal et La Place de l'Étoile avaient aussi beaucoup de culot. C'est une qualité pour un premier roman. Tendu, vif, il s'approche de la cruauté et Amélie Nothomb tire de cet exercice littéraire un étonnant suspense. Son *Hygiène de l'assassin* aujourd'hui s'impose.»

Alain Sallès/Le Monde

«La virtuosité des dialogues, l'art du contre-pied, le jeu des réparties comptent parmi les qualités les plus frappantes de ce roman éblouissant.»

Anne Poullet/L'Express

«Presque entièrement dialogué, très drôle, ce premier roman inattendu du thriller et de la métaphysique.»

Jean-René Van der Plaster/Le Figaro

«Remarquablement écrit, jamais ennuyeux, fort, c'est un coup d'essai qui est un coup maître.»

Tanguy Mary/Le Quotidien de Paris

«Ah, que la méchanceté est réjouissante quand elle se convertit en bonne prose ! Amélie Nothomb : une extraordinaire giclée vitriol dans nos trop sages jardins à la française.»

Pascal Bruckner/Le Nouvel Observateur

ALBIN MICHEL

Popper, Goodman et le projet carnapien

Ce que les philosophies allemande et anglo-saxonne doivent au néopositivisme de Rudolf Carnap

UN UNIVERS DE PROPOSITIONS
de Karl Popper.
Traduit de l'anglais
et présenté par Alain Boyer.
Ed. de l'Éclat, 80 p., 70 F.
L'INCONNU DEVANT SOI
de Nicol-Eddith Thévenin.
Ed. Kailash, 228 p., 130 F.
LINE GOODMAN
collectif
sous la direction de Roger Pouivet.
Ed. de l'Éclat, 144 p., 35 F.

Voici comment tirer profit de votre goût pour l'écriture

ARTICLES DE PRESSE, LIVRES DIVERS, RAPPORTS, DOSSIERS PUBLICITÉ, ETC.
Vous savez et savez écrire. Vous avez un métier, de nombreuses heures de travail, vous avez une vision de votre talent, vos idées et vos travaux. Tous styles, genres et sujets acceptés.

Donnez vos compétences à la publication spécialisée :
EDITIONS D'APOLLONIA
service P/LA - 52, bd St-Jacques,
75003 PARIS

En 1928, Rudolf Carnap publiait l'une des dernières grandes œuvres de la philosophie moderne, la *Structure logique du monde*, dans laquelle il se proposait de reconstruire, à partir des seules données sensibles, l'ensemble des objets physiques, psychologiques et culturels. Si elle avait abouti, cette œuvre aurait entraîné l'élimination définitive de la philosophie au profit de la science.

Malgré une telle conséquence, Karl Popper tenta toute sa vie de se démarquer du néopositivisme carnapien. Y réussit-il ? On peut en douter à en juger par les critiques que lui adressèrent, au début des années 60, Adorno et l'école de Francfort. C'est ce débat que commente Nicol-Eddith Thévenin, en développant surtout ses implications politiques. Certes, l'auteur de la *Société ouverte et ses ennemis* a eu, dans sa jeunesse, un grand projet historique et critique. Mais celui-ci a peu à peu glissé vers le réformisme prudent, puis la neutralité sociale que lui reproche, à juste titre, Adorno.

Ajoutons que, depuis un quart de siècle, Popper a tourné le dos à l'histoire pour se consacrer entièrement à l'élaboration d'une cosmo-

logie naturaliste — dont on aura un aperçu en lisant deux de ses textes récents (1990), qui viennent d'être traduits sous le titre *Un univers de propositions*. Le premier traite de l'interprétation du hasard ; le second des racines biologiques de la connaissance.

La philosophie conservatrice elle-même ? Donnons-nous à observer que Nelson Goodman, né en 1906, semble aussi actif que Popper (né en 1902). Il intervient lui-même, avec un bref apologue, dans le volume collectif que Roger Pouivet — avec des textes de Catherine Elgin, Luciano Floridi, Jacques Morizot et Israël Scheffler — a consacré aux multiples façons de lire son œuvre et d'appliquer ses idées à des domaines nouveaux. Rigoureusement nominaliste comme son compatriote Quine, Goodman est cependant plus proche du projet carnapien puisqu'il affirme que l'art, la science et la philosophie ne sont que des constructions symboliques, parentes plutôt qu'opposées, et dont l'exploration a au moins l'intérêt de nous révéler quelques-unes des lois selon lesquelles fonctionne l'esprit humain.

Ch. D.

مركزاً من راحل

36 Le Monde • Vendredi 2 octobre 1992

Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE de l'Académie française



Hélène
Carrère
d'Encausse
Victorieuse
Russie

à
"CARACTÈRES"
le 2 octobre
FAYARD

LE MONDE DES LIVRES DOCUMENTS

L'adieu à l'URSS de Jean Elleinstein

Il fut un des brillants intellectuels du Parti communiste
A l'heure du bilan, son jugement est catégorique : globalement négatif

D'UNE RUSSIE À L'AUTRE
Vie et mort de l'URSS
de Jean Elleinstein.
Millepays, 1992, 320 p., 230 F.

Jean Elleinstein fut un brillant intellectuel du Parti communiste. Il est toujours intellectuel, mais il ne professe plus le communisme. Comme la plupart des « ex », il a commencé par rejeter Staline, puis il est venu à chercher et à trouver dans Lénine la cause du mal. Il ne s'arrête pas là puisque Marx lui-même fut pour lui l'objet d'une étude parfois très critique. Maintenant que l'URSS a disparu, le moment est venu pour lui d'en raconter la vie et la mort, de tirer le bilan.

Il n'y a rien à redire du récit composé par un historien qui connaît les méthodes et les exigences de son métier. Tout au plus regrettera-t-on quelques erreurs de détail dues non à l'ignorance mais à la hâte qu'a eue l'auteur de remettre sa copie à l'impression. Ainsi écrit-il que Staline « en place le pacte de Varsovie, mais un peu plus loin, il read à l'événement sa date : 1935 ».

On aimerait par la même occasion attirer son attention sur un fait connu, bien qu'il n'ait rien de secret. Jean Elleinstein écrit, presque tout le monde, que Staline resta jusqu'à sa mort secrétaire général du parti. Or, à l'article qui lui est consacré dans le « dictionnaire encyclopédique » soviétique (édition de mars 1955), il est indiqué sans autre explication qu'à partir du XIX^e congrès – soit six mois avant sa mort – il fut « secrétaire du comité central ». Ce changement paraît minime, mais il l'est : pour un homme que l'hypocrisie n'effrayait guère, les révélations faites depuis 1956 n'ont pas encore levé tous les mystères de cette époque.

Ivan le Terrible et Marx

Les faits sont néanmoins suffisamment connus, établis, pour que l'historien porte un jugement. Celui de Jean Elleinstein est simple : le régime qui s'est fondé fut un cataclysme. De 1914 à 1953, les événements provoqués par les événements (guerres civiles, famine, répression) sont le sort de 55 millions, l'équivalent de la population totale de la France. Après le désastre, l'historien ne peut que reprendre le diagnostic, précoce du philosophe Nicolas Berdiaev : « Le



Brejnev au pouvoir : « Le temps de la décadence ».

incubateur de la synthèse d'Ivan le Terrible et de Marx et ce qu'il y a de plus mauvais en lui d'Ivan le Terrible, non de Marx, lequel puisait dans le bolchévisme est le produit d'une rencontre entre les aspirations vers une justice sociale et le

besoin d'un gouvernement fort. C'est cette dernière nécessité qui l'a emporté. L'auteur appelle ce gouvernement fort par son nom : totalitarisme, sanglant chez Staline, totalitarisme assouvi sous Khrouchtchev. Il fait sienne la réflexion précoce (1920) de l'écrivain Zamiatine :

« Nous sortons de l'époque où les masses étaient opprimées. Nous entrons dans l'époque où l'individu est opprimé par les masses ».

L'historien croit ou veut croire que le système aurait dû être amendé si Khrouchtchev avait pu en aller au bout de la révision amorcée dans son rapport secret. L'ancien premier secrétaire s'est arrêté en cours de route et cela a donné « Brejnev et le temps de la décadence ». Mais « aller plus loin, c'était remettre en cause le système. Cela demandait Gorbatchev et aboutira à Boris Eltsine ».

À fond, l'historien doute de la possibilité d'une réforme. N'écrit-il pas que tous les dirigeants, de Lénine à Trotski en passant par Boukharine, « étaient des criminels de guerre » ? A propos de la dégradation du Parti communiste en organisation criminelle, il dit : « La décomposition du système est le fruit du système lui-même. Les réalistes se sont réveillés tardivement ».

Il y a pourtant en fin de compte un trait de négativité pour cette URSS qui veut de payer des décennies de totalitarisme : « Elle laissera une marque indélébile dans l'histoire, les charniers de la Kolyma aux bords de Stalingrad ». Et il pose la question : que faire pour que la Russie ne passe pas de 200 à 100 millions ? Mais ce n'est plus que des copies de l'histoire.

Bernard Vérois

Slaves et rouges

LES PEUPLES SLAVES ET LE COMMUNISME

De Marx à Gorbatchev.
de Vladimir Claude Fiser.
Ed. Berg International,
476 p., 240 F.

Les chemins du communisme et du slavisme sont croisés, décroisés, recroisés. Quand ? Comment ? Pour ? Le livre du Tendre est des déclarations de ces deux entités, il a fallu des années de recherches et près de cinq cents pages d'analyse à Vladimir Claude Fiser. D'un côté, l'auteur part de Marx et Engels, mais il n'a pas beaucoup de matériel : les spécialistes ont calculé que seulement 2 % à 3 % des écrits des fondateurs du « socialisme scientifique » étaient consacrés aux questions nationales. Sur l'autre versant il y a le filon, plus riche, du slavisme dit romantique,

répété en Slovaquie au siècle dernier. Les inventeurs des deux courants étaient à cent lieues d'imaginer qu'un jour leurs épigones conjugueraient leurs efforts.

La rencontre est bien simplement survenue par le communisme s'emparant de la Russie et qu'aux heures périlleuses Lénine puis surtout Staline ont fait écho de ces idées pour atteindre leur pouvoir. Au moment même, les slavophiles ont servi le « parti rouge » pour sauver la patrie en danger. Le « socialisme bolchevique » apparaît dans la guerre contre la Pologne. C'est, le 15 septembre 1921 par Oustriouov, le « socialisme national-bolcheviste » par de 1941 et appel soviétique à la mobilisation, non seulement des Russes mais de tous les Slaves réunis par la destinée.

Cette politique était au gré des circonstances. Staline mettait en

branle le « parti slave » quand ses propres forces étaient surchauffées. Le résultat inverse, il ne l'a fait qu'une fois : quand les fédérations de partis de son empire. Les gouvernements royaux de 1941 de Yougoslavie s'étaient pris, dès 1942, à créer une « entente balkanique ». Polonais et Tchécoslovaques préparaient des accords de coopération. En 1943, les propagandistes communistes, qui avaient déjà moins besoin de ménager d'ennemis alliés, se mirent alors à dénoncer la résurgence du cordon sanitaire.

Le livre de Fiser est solide comme une thèse universitaire, sans doute un peu érudite pour le public, avec toutes les nuances et quelques inconvénients du genre. Cela ne se lit pas comme un roman.

B. F.

Le Roumain déraciné

Aujourd'hui français, Edgar Reichmann veut faire comprendre son pays natal à travers le récit de sa propre vie

L'INSOMNIAQUE DU DANUBE

d'Edgar Reichmann.
Millepays, 243 p., 115 F.

Janvier 1941. A travers les rues de Bucarest, les Chouks de feu brûlent dans les yeux des juifs tandis que brûle la synagogue séfard de la capitale roumaine. A cet instant de l'histoire, c'est alors Edgar Reichmann tira-t-il la conviction que l'insomnie et ses parents auront, en tant de compte, la vie aujourd'hui, ne signifie pas toujours l'insomnie, parfois, elle est un rêve qui finit bien. Miraculeusement même, pourrait-on dire, il l'on aux épreuves évitées de justesse – pogroms, arrestations – ou inversées par la grâce de Dieu, en 1940 les bombardements américains de 1944.

Juif, roumain, aujourd'hui français, Edgar Reichmann est l'homme de multiples cultures, ce que l'on aimerait appeler, si le

terme n'avait été dévoyé, un « véritable internationaliste ». Petit « scout du roi », il a aussi appartenu aux Jeunesses communistes, dont il fut exclu, au début des années 50, en raison de son « origine juive maisaine ».

Arrivé en France, il eut une chance incroyable lui a permis de rejoindre ses parents à l'automne 1957, il n'est retourné dans son pays qu'après la révolution de 1989 et la chute de Nicolas Ceausescu. C'est au cours de ce voyage qu'est né, semble-t-il, l'idée de faire comprendre la Roumanie à travers le récit de sa propre vie. L'insomniaque du Danube se veut donc avant tout une autobiographie. Mais c'est une longue réflexion sur les hommes et l'histoire de ce morceau de terre balkanique ravagé depuis des siècles par toutes les invasions et champ mal clos de toutes les rivalités entre les puissances.

Aujourd'hui homme mûr, Edgar Reichmann a passé seul, au bord de sa patrie revisitée, de longues heures de méditation – d'où le titre de son livre – dans un chalet de montagne au-dessus de Brasov, sur le chemin de la Transilvanie, à Galatz, et

il finalement il ne retournera pas. C'est l'histoire d'une franchise, au moins aussi sentimentale qu'intellectuelle, qui donne à ces pages la densité d'un témoignage lucide, mûri, lucide, mais dans lequel l'auteur s'implique trop profondément pour que le lecteur puisse longtemps garder une distance critique. Il y a là, en fait, une interpellation qui s'interroge lui-même.

Car rien n'est simple sur les bords du Danube et sans doute sans plus dans la tête et le cœur d'Edgar Reichmann, « capitif de son déracinement », « partagé entre plusieurs appartenances qui ne cessent de se croiser et de se superposer, et finissent par se mélanger, sans fusionner tout à fait, sur les volutes d'un temps circulaire et se moque des chronologies ». Et, de fait, ignorer ces complexités et ces contradictions serait se condamner à ne rien comprendre à ce pays également torturé par le fascisme, le stalinisme – mais qui menaçait encore ses propres démons intérieurs. « Ignorée par les uns,

camouflée par les autres », écrit Edgar Reichmann, la « végétation rampante du racisme ordinaire envahit les ruines du communisme effondré ». Peu il en être autrement dans une société où perdure la vénération d'intellectuels comme Miron Eliade, auprès desquels les Gardes de fer et leurs partisans trouvent eux-mêmes leur inspiration ?

Le miracle – et c'est là – est qu'au-delà de toutes les tentatives pour l'éblouissement du lecteur descendant de vignettes juives chassées d'Europe il y a cinq siècles devant « cette Europe essentielle et profonde, masquée par la parie », que baignent les eaux du Danube « La nostalgie est un vilain sentiment, elle exprime le regret des choses révolues, le désir confiné », estime Edgar Reichmann, solidement enraciné dans les bords parisiens du canal Saint-Martin. Et pourtant, au fil de ce récit de ces réflexions qu'éclaire le soleil à peine bruni des souvenirs de jeunesse, le poétique le dispute souvent au politique. C'est peut-être cela qui rendra la Roumanie accessible à tous.

Alain Jacob

L'appel à la vie d'artiste

Paul Nizon en « autofictionnaire » : l'enfance et les années d'adolescence d'une vie transformée en écriture

DANS LA MAISON LES HISTOIRES SE DÉFONT
de Paul Nizon.
Traduit de l'allemand
par Jean-Louis de Rambures.
Actes Sud, 215 p., 98 F.

D'où viennent les écrivains ? A quel point ont-ils échappé ? Grâce à quel désir de vivre ont-ils finalement écrit ? Comment naissent et meurent les histoires ? Quiconque lit parce qu'il désire écrire — autant dire chaque vrai lecteur de littérature — souhaite trouver le livre qui répondrait à ces questions. Et, d'une certaine façon, tous les grands livres, disons les œuvres qui font la littérature, apportent leur réponse, de *Don Quichotte à Paris* est une fête, pour prendre deux titres presque au hasard. Dans la maison les histoires se défont est un de ces livres, en dépit de son apparence modeste — des sensations d'enfance, au présent comme chez Nathalie Sarraute, celle d'*Enfance*, justement, mais Paul Nizon a écrit son livre bien avant elle, avec une autre culture et une ambition tout aussi absolue, qui serait de donner forme sensible, singulière, poétique à cette question philosophique majeure : « Pourquoi écrit-on ? »

Que Paul Nizon soit un écrivain de tout premier ordre, peut-être le plus grand aujourd'hui dans le domaine allemand grâce à sa singularité même, qu'il doive en tout cas être mesuré, et non pas comparé (leurs tempéraments sont trop différents), au seul Thomas Bernhard, qui, de toute évidence, domine son époque à l'échelle mondiale, voilà qui ne fait plus guère de doute pour les amateurs de littérature pure. Au fur et à mesure que ses livres paraissent en traduction française (dans le désordre, mais ce n'est pas grave car ils parlent tous de la même chose sous d'autres formes), le cercle de ses lecteurs s'agrandit, et nous distinguons mieux l'étonnante originalité de son art.



Paul Nizon : une alacrité mélancolique.

Si la matière de son écriture est bien, pour Nizon, sa vie même, cela ne fait pas de lui pour autant un autobiographe (quelqu'un qui raconte sa vie pour lui trouver un sens ou une justification), mais un artiste, un « autofictionnaire » qui puise en lui et autour de lui les émotions, les sensations, les images de lieux et de gens qu'il met en mots comme un musicien met en notes, en silences et en rythmes la totalité de son rapport au monde, comme le fait aussi un peintre avec ses couleurs.

Un cercle magique

La référence à la peinture et à la musique s'impose pour parler de Nizon, de même que la référence au cinéma, car son esthétique littéraire est une tentative de conjonction du temps et l'image picturale par une musique de mots qui la rend cinématique. Quant à son sujet profond, c'est

celui de l'art dans ses rapports à la vie.

Chacun des livres de Nizon traite de ce sujet en liaison avec une époque particulière de sa vie. Dans la maison les histoires se défont nous livre l'enfance et les premières années d'adolescence de l'auteur dans un gros immeuble d'appartements populaires, à Berne, sa ville natale. Ainsi avance notre connaissance intime de cette vie transformée en écriture, transformée par le désir de l'écriture, et ce qui apparaît — à présent que nous pouvons faire communiquer entre eux, comme des vases, *Canto, Stolz, l'année de l'amour, Dans le ventre de la baleine, Immersion* et, second dans l'ordre de l'écriture, *Dans la maison les histoires se défont* (écrit en 1971), — c'est que ces livres dessinent un cercle magique dans lequel nous nous laissons entraîner avec un sentiment d'étrangeté émerveillée, comme si le monde pouvait continuer à

procurer en mots les sensations intenses de l'enfance. Dans la maison les histoires se défont est l'*Amarcord* de Nizon. En brèves séquences, et sans la complaisance amusée de la mémoire félinienne au fascisme (nous sommes en Suisse et chez les gens du peuple dans les années 30 et 40, avec beaucoup d'étrangers), on voit défiler les locataires — tous des originaux

dans leur genre — de la maison où l'enfant se sent prisonnier, et toute la vaste famille qui les entoure, lui et sa sœur qui n'aime rien tant que la musique. Une grosse et lourde maison, c'est là que les adultes sont venus échouer comme « dans le ventre de la baleine », c'est là qu'ils ont perdu leur histoire, leur désir de vivre une vie romanesque, une vie qui soit en elle-même une œuvre d'art.

« Il faut renverser la maison »

« Arriver au port, c'est déjà être à moitié mort. » La vie, l'autre vie, l'enfant y aspire de toutes ses forces. Mais la maison étouffe comme une poule monstrueuse, écrase comme un château fort où s'éteignent une à une les espérances. « Il faut renverser la maison. » C'est à quoi s'emploiera l'écrivain Nizon avec l'alacrité mélancolique qu'on lui connaît, renversant l'image du ventre de la baleine pour lui donner le sens de ce vaste abri qu'est la littérature elle-même quand elle produit le désir de vivre ailleurs et autrement.

Et ce sera Paris, la vie d'artiste à laquelle ce livre appelle comme on appelle au secours, moitié affolé, moitié riant parce qu'on pressent déjà l'issue sans la distinguer encore. Avec les thèmes familiers de l'œuvre, et sa sym-

thie pour les marginaux, les lecteurs de Nizon retrouvent aussi, avec *Dans la maison les histoires se défont*, deux figures dessinées d'un autre trait dans ses livres ultérieurs : le père inventeur qui meurt prématurément, la mère ménagère qui fut une jeune fille amoureuse de son étudiant russe et l'épousa, pour se retrouver à faire marcher une pension de famille à cause d'une mystérieuse maladie à laquelle le père s'abandonna. Ainsi, à différents âges de la vie, c'est tout son monde intérieurement poétique et désespérément quotidien que nous offre Nizon pour nous dire ce qu'il lui doit, cette circularité indéfinie entre la vie et l'art qui fait la littérature : à la fois un tourment et une joie.

Michel Contat



Le fantôme du Vésuve

PENSÉES
de Giacomo Leopardi.
Traduit de l'italien
par Joël Gayraud.
Ed. Alia, 90 p., 90 F.

Au printemps 1836, les villageois des basses pentes du Vésuve voient arriver un étrange trio, chassé de Naples par l'épidémie de choléra. Il y a là un homme très beau, encore jeune, un Napolitain à la réputation de don Juan, Antonio Ranieri, accompagné de sa sœur Paolina. Avec eux, un personnage à l'allure de crapaud, bossu, n'y voyant presque plus, paraissant un vieillard, alors qu'il n'a pas quarante ans.

Ils s'installent dans la villa Ferrigni, au milieu d'un paysage détruit par une éruption du volcan. Le frère et la sœur se montrent d'une grande sollicitude envers le crapaud, qui est difficile à vivre, difficile à contenter, qui a des boursoffures aux jambes, se déplace avec peine, ne digère rien (il a dressé la liste des aliments que son estomac tolère — à ses hôtes de préparer les plats avec les ingrédients contenus dans la liste). Le seul plaisir qui reste au crapaud, ce sont les sorbets. Il en mange toute la journée, goulument. Pourquoi donc Antonio Ranieri et sa sœur sont-ils si empressés de servir ce crapaud souffreteux, gelé et despotique ? C'est que ce corps débile cache l'un des plus grands poètes que l'Italie ait jamais produits : Giacomo Leopardi.

Leopardi se prépare à mourir. Il fait le bilan de sa vie : « *La débilité n'est pas un homme, mais un enfant et moins qu'un enfant, car son sort est de voir vivre les autres, tandis que lui doit se contenter de parler, et encore — puisque la vie n'est pas faite pour lui.* »

Que cette vie n'est pas faite pour lui, il en a déjà eu la certitude à Recanati, la bourgade où il est né et dont il dit : « *Je l'aime tant qu'elle m'inspirerait de belles idées*

pour un traité sur la haine de la patrie. » Durant l'enfance à Recanati, prisonnier d'une mère bigote et d'un père ultra-conservateur (Jamais l'apparence de la nouveauté ne le chagrine), telle est l'épigraphie qu'il rêve pour sa tombe), Leopardi ne trouve une échappée qu'en doublant sa peine : il s'enferme dans la bibliothèque paternelle. De ces sept années d'études « insensées et désespérées », il sort bossu, la colonne vertébrale déformée, les yeux malades. Mais il ne sera pas un martyr. La révolte n'est pas dans ses gènes, la passion, la colère que provoquent les affronts. Maldoror est né à Recanati. Il a peur, mais il se révolte. Il est infirme, mais son infirmité lui permet de chanter avec l'accent du malheur et de la liberté.

Péchés irrémissibles

Les premières années, dans la bibliothèque du père, il a étudié la philologie. Puis il découvre la poésie. Il abandonne l'étude pour le beau. L'apprentissage de la philosophie lui permettra d'atteindre le vrai. Son ambition, en empruntant tous ces états, est de se dépouiller — il sera moraliste : « *Le sommet du savoir humain et de la philosophie consiste à connaître l'irrationalité de celle-ci.* » C'est pourquoi seul est utile le point culminant de la philosophie, car il nous libère et nous détrompe de la philosophie.

Rongé par un immense et insolent désir de gloire, Leopardi finit par s'échapper de Recanati. Pour se venger du monde, il écrit les *Opérette morale* (Œuvres morales), de petites proses satiriques. Pour se rappeler au monde, il écrit le *Zibaldone* (1), sorte de journal intime, de bréviaire du désespoir : « *Car le malheur que je haïssais ne résidait qu'en moi.* » Trois mois avant sa mort, le 14 juin 1837, il dit son intention de rédiger des *Pensées sur les caractères des hommes et leur conduite dans la société*. Le volume ne paraît qu'a-

près sa mort. Les éditions Alia nous offrent la première traduction intégrale de ce texte, publié en 1845, où le penseur classique, per-dessus l'épave des romantiques, s'adresse à l'homme de la modernité.

Leopardi n'a pas fait de sa souffrance une pose, une esthétique. Ces *Pensées* sont le livre d'un homme qui a tiré de la fréquentation de ses semblables le remède à ses illusions. Il voit le monde comme une « association des coquins contre les gens de bien », la vie en société comme un savant supplice, les hommes comme des bourreaux habillés de civilisés. Dans ce monde, la beauté et l'excellence sont des péchés irrémissibles, la jouissance est interdite de séjour. Un jeune homme ne peut assimiler le savoir-vivre qu'une fois éteints la fougues des désirs. Il ne jouit que « lorsqu'il n'est plus fait pour les jouissances vives ». Quant aux livres, le dernier refuge des gens de bien, la mode est d'imprimer beaucoup et de ne rien lire, ou alors de ne lire qu'en public : « *Je parle de ce vice qui consiste à lire et à réciter aux autres ses propres productions littéraires. Je crois vraiment qu'il est peu d'occasions où apparaisse davantage la puérilité foncière de l'homme.* » Ce vice n'est pas seulement l'apparence de notre époque, il fut aussi le lot de celle de Martial qui, à un flatteur lui demandant pourquoi il ne lisait pas ses vers, répondit : « *pour ne pas avoir à entendre les tiens.* »

Les *Pensées* font l'inventaire de nos sottises déguisées en mœurs, des infortunes masquées en conventions. Au triomphe de la lâcheté et de la ruse, le moraliste ne propose qu'une seule parade : « *L'homme qui a le courage de lire est le maître du monde, comme celui qui est prêt à mourir.* »

Roland Jaccard

(1) Trd. Michel Ortel. Le temps qu'il fait, 1987. On peut lire également le numéro de *Critique*, 512-513, janvier-février 1990, consacré à Leopardi (Mimik).



Algérie, bords de Seine Le roman-témoin d'une génération.

« Il faut saluer *Algérie, bords de Seine* comme le roman d'une génération perdue et comme une volonté de pousser les Français et les Algériens à une vraie confrontation avec leur mémoire. »

Yves Salgues/Madame Figaro

« Associé à un panorama subtil, subjectif mais sans parti pris, des "événements" d'Algérie, le roman de Pierre-Jean Remy est avec une force étrange le roman de ce qui est sans aucun doute le plus difficile à peindre comme le plus difficile à vivre, et il y a magnifiquement réussi : l'adolescence. »

Dominique Bona/Le Figaro

« Un roman palpitant qui bat tout entier comme le cœur de son héros. Une fiction vivement conduite qui sonne comme une confidence pudiquement travestie, et rend justice aux cœurs purs. »

Jean David/VSD

« Un beau thème traité par Pierre-Jean Remy avec ampleur et conviction. »

Alain Bosquet/Le Quotidien de Paris

Pierre-Jean Remy
Algérie, bords de Seine
roman
Albin Michel

REMY

ALBIN MICHEL

La comédie humaine de Chikamatsu

LES TRAGÉDIES BOURGEOISES
tomes III et IV
de Chikamatsu.
Traduit du japonais
par René Sieffert.
Publications orientalistes
de France,
288 et 330 p., 200 F chacune.

Après avoir publié les deux premiers tomes des « tragédies bourgeoises » de Chikamatsu (1653-1724), le plus grand dramaturge classique japonais (1), René Sieffert accomplit le tour de force, avec la publication des deux derniers, d'avoir rendu accessible au public français, en moins de deux ans, les vingt-quatre pièces qui constituent le cœur de l'œuvre de cet auteur exceptionnel.

Bien que les « pièces historiques » (*jidai-mon*), dans la veine de la geste épique, constituent par leur nombre la plus grande part de l'œuvre du dramaturge, les « tragédies bourgeoises », caractérisées par la simplicité du sujet et le réalisme des personnages, sont le domaine où brille son talent. Grand théâtre, ces pièces écrites pour le kabuki et le théâtre de pupes (*bonraku*) reflètent avec acuité les mœurs de ce petit peuple des villes qui formait l'essentiel du public au cours de la brillante époque Genroku (tournant du dix-septième et du dix-huitième siècles). Chikamatsu puise dans les « faits divers » pour mettre en scène la société qui était la sienne.

Les personnages sont par excellence des anti-héros (bourgeois, commis, filles de joie). Au réalisme social, Chikamatsu ajoute une vision tragique de la destinée humaine qui dénote une grande finesse dans l'analyse psychologique et donne à certaines de ces pièces une portée universelle. L'individu, pris dans les rets de la société, écartelé entre l'argent et les conventions, entre passion et obligations, est acculé au crime, au suicide. Une marche vers la mort, « qui, jouant sur les procédés les plus élaborés de la rhétorique poétique, compte parmi les plus beaux morceaux de la prose japonaise » (2).

Sans doute Chikamatsu ne ménage-t-il pas le pathétique. Mais il sait aussi donner à ses pièces cette dimension de tragédie humaine au quotidien dont le théâtre de marionnettes offre, plus encore que le kabuki — où les « héros de théâtre » que sont les acteurs tirent le texte à eux.

— l'expression la plus épurée. Dans une pièce comme *Gonzi le lancier*, dans laquelle une femme s'enferme dans une relation avec le jeune homme qu'elle veut pour gendre, Chikamatsu excelle à dépeindre une figure féminine des plus perverses. Avec une autre pièce, considérée comme son chef-d'œuvre, *Meurtre d'une femme dans un enfer d'huile*, crime sordide d'un petit dévoyé, l'auteur pose de façon brutale, écrit René Sieffert, la question de la responsabilité dans la conduite d'une vie, faisant preuve d'une approche très « moderne » du problème de la destinée qui déroute ses contemporains.

Le suicide des amants

Sur ces vingt-quatre « tragédies bourgeoises », près de la moitié ont pour thème le double suicide des amants. Une pratique répandue à l'époque au point que le pouvoir, s'inquiétant de ce geste de déviance, sinon de défiance, à l'égard de l'ordre établi, le punissait de refus de sépulture. Des suicides qui témoignent, certes, des contraintes — comme de l'hypocrisie — d'une société à bien des égards enragée et du conflit avec les sentiments qu'elles engendraient, mais aussi, en filigrane, de cette quête de gratification individuelle préfigurant la société moderne.

Chikamatsu a su faire des peines de cœur d'un bouffon ou d'une courtisane, et de leur inéluctable cheminement vers la mort, des sortes d'épiques. Que la fille de joie figure parmi les héroïnes tragiques de ces morts par amour ne doit pas surprendre. Le Japon a toujours reconnu ce que l'Occident, dans son exaltation de l'amour et son rabaissement des sens, « découvre » brièvement avec le romantisme : une prostituée est aussi une femme, avec ses émotions et ses passions.

Enlevé, le texte de René Sieffert, qui sait tenir en haleine le lecteur et lui faire partager le plaisir qu'il a visiblement éprouvé à traduire, a la grande mérite de conserver au style de Chikamatsu tout son pouvoir d'évocation et d'émotion.

Philippe Pons

(1) Le Monde du 30 août 1991 et du 3 avril 1992.
(2) Jacqueline Pigot et Jean-Jacques Tardieu, *La Littérature japonaise*, coll. « Que sais-je ? », PUF.

Grandeur et décadence du samourai

En 1688, Saikaku, l'un des plus grands classiques japonais se fait le chantre, épique... et satirique, de la classe des guerriers

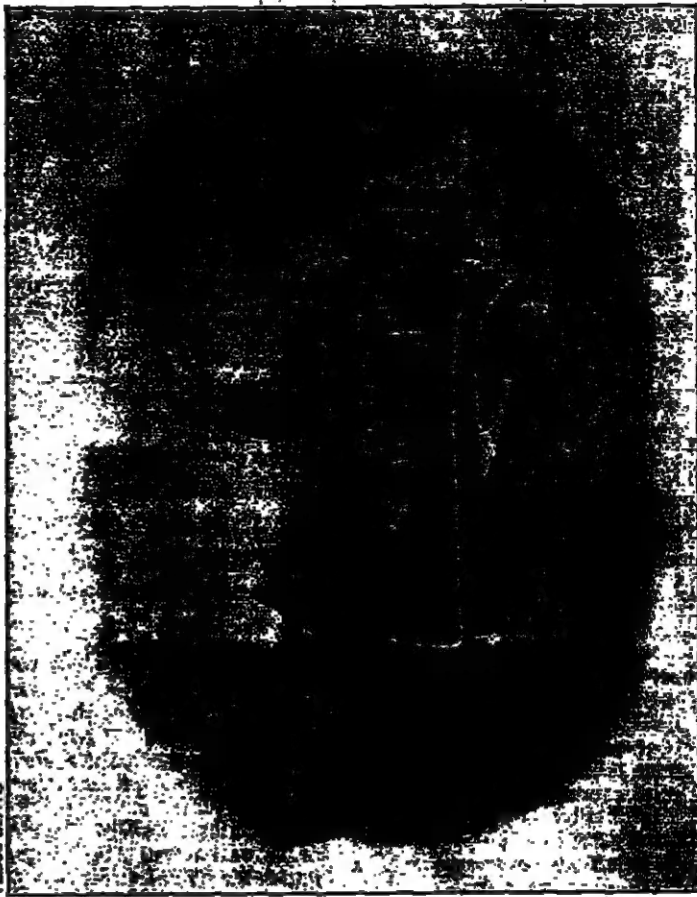
DU DEVOIR DES GUERRIERS

d'Ihara Saikaku.
Traduit du japonais
par Jean Chollet.
Gallimard, coll. « Connaissance de l'Orient », 203 p., 95 F.

Lorsqu'en 1688 il publia ce recueil de vingt-sept récits, Saikaku, poète d'une extraordinaire virtuosité, conteur et romancier considéré comme l'un des plus grands auteurs classiques japonais, n'en était pas à sa première incursion littéraire dans le monde des samourais qui régnaient le pays. L'année précédente déjà, sacrifiant au goût de lecteurs composés pour une bonne part de guerriers, il avait fait paraître le *Grand Miroir de la pèlerinerie*, dont la moitié était consacrée au récit des aventures amoureuses, si répandues alors, entre compagnons d'armes et l'autre aux intrigues sentimentales du monde des acteurs de kabuki. Quelques mois plus tard, il donnait une *Chronique de la transmission des arts guerriers* réunissant trente-deux histoires de « vendettas de toutes les provinces ».

Dernier volet de ce triptyque dédié à la classe des samourais, *Du devoir des guerriers* propose un florilège d'histoires « anciennes et récentes » dont l'auteur se présente comme le simple bérat. Ces récits brefs et variés offrent une interprétation tantôt conventionnelle, tantôt critique, voire humoristique, de cette « loyauté à la voie des armes » qui, avec le temps, n'a pas manqué, elle aussi, d'évoluer.

Dans la société extrêmement cloisonnée où vit Saikaku, le guerrier est d'abord celui qui distingue le port du « grand sabre », attribut qui lui est aussi spécifique que la bure l'est au moine, la houe au paysan ou l'abaque au commerçant. Être privé de son arme signifie, pour le guerrier, que le sort lui est devenu adverse et signe son arrêt de mort. Quant à l'abandon volontaire de ce qui constitue l'apanage de sa classe, il équivaut à une rupture de ban que suit généralement le retrait du monde pour entrer dans la « voie des bouddhistes ». C'est ainsi que, touché par des deuils nombreux, un samourai troquera le sabre pour la robe de bure.



Samourai en tenue de combat, 1864.

Première des obligations incombant au samourai, ce sabre se devait d'être mis au service du seigneur : c'est ainsi que l'on voit un homme depuis longtemps malade et qui « semblait en être arrivé au dernier de ses jours » se relever sous les sarcasmes de ses compagnons, et retrouver comme par miracle l'usage de ses bras et de ses jambes pour revêtir l'armure, pourfendre ses contemporains et du même geste se donner « millement » la mort.

Mais en ces temps de paix où « jamais le sabre n'est tiré » (1), l'ardeur guerrière, qui ne trouve plus guère à s'exprimer sur le champ de bataille, s'épanche dans l'accomplissement de ce devoir de vengeance auquel est astreint tout samourai qui a subi une offense ou dont l'un des proches a été assassiné. Il n'est

pas de répit pour lui tant qu'il ne l'a pas assouvi.

Autre devoir auquel est soumis le guerrier : le respect de la parole donnée. Ainsi du jeune Jubei, qui épouse, conformément à un engagement ancien, une fille que la variole a complètement défigurée entre-temps, ou de ce jeune page qui, fidèle à la promesse faite à un ami mourant, devient, « faveur extravagante », l'amant d'un homme que la vieillesse rend repoussant. Le sens qu'il a des devoirs propres à sa classe est bien l'un des traits essentiels qui distinguent le guerrier de ces « hommes de peu », commerçants, artisans et autres « chônin », dans l'âme desquels ne coule qu'un « mince filet de discernement ».

Est-ce à dire que Saikaku ne présente de la classe guerrière qu'une vision édifiante et édulcorée ? Des samourais à l'ancienne

manière, uniquement occupés à faire montre de leur vaillance, « échangeant des propos emportés si le fourreau de l'un venait à heurter celui de l'autre, puis se livrant à une rixe futile » au mépris de leur véritable devoir. L'auteur n'hésite pas à dire qu'ils sont des scélérats « contrevenant à la loi naturelle ». Atout, aux récits qui chantent les louanges des vrais guerriers, font écho ceux qui rapportent l'opprobre dont se couvrent certains : Tabei Shimagawa insulte un passant qui, aveuglé par la pluie, a heurté son parapluie, puis le tue. Forcé de se cacher, le meurtrier entend se répandre sur lui des « rumeurs fâcheuses » avant de tomber à son tour, victime d'une interprétation par trop épidermique du sens de l'honneur.

C'est donc pas sans une certaine distance que Saikaku décrit le monde des samourais quand il montre l'un d'eux, qui a perdu son maître à la suite de « circonstances fatales » et est tombé à l'état d'artisan, parfaitement adapté — l'habitude est une seconde nature, souligne l'auteur — à sa nouvelle condition, menant rondement ses affaires et finissant comme un marchand de riz prospère.

Oscillant entre fascination et ironie, entre verve épique et ton satirique, Saikaku se fait le chantre — l'un des derniers — de cette classe guerrière dont la geste s'est élaborée au cours des siècles. Mais dans le « grand miroir » qu'il lui tend une ultime fois avant de revenir au monde plus familier, pour lui, des marchands (la même année, 1688, paraît le *Magasin d'armes et de bijoux*), se reflètent, en même temps que des prouesses témoignant d'un ordre déjà ancien, les travers d'une caste qui se crispe sur ses règles et ses privilèges alors même que le pouvoir réel est en voie de lui échapper au profit de cette même classe « bourgeoise » qu'elle accablait de son mépris.

Estrellita Wasserman

(1) Après une période de guerres civiles, le règne des Shoguns Tokugawa (1615-1868) fut marqué par la paix intérieure.

Teru Miyamoto, auteur à succès

Rencontre avec l'un des « poids lourds » des lettres nippones pour qui il ne saurait y avoir de « qualité » sans « quantité »

Romancier et nouvelliste, Teru Miyamoto, dont on peut lire en français la *Rivière aux lucioles* et le *Fluve de boue* (récits traduits du japonais par Philippe Deniau, chez Piquier), est l'un des principaux représentants de la « nouvelle narration » japonaise, efficace, ludique et imaginative. Né en 1947 à Kobe, cet auteur adulé des lecteurs a publié, en quinze ans de carrière littéraire, trente ouvrages, dont la diffusion glo-

bale s'étend à plus de huit millions d'exemplaires. Ses tout derniers romans, ici s'achève la terre, commencent la mer et Histoire d'une comète, ont séduit comme toujours les deux cent mille Japonais qui composent son public. Il livre quelques-uns de ses clefs de son univers.

« Plusieurs de vos livres sont des best-sellers, et vous écrivez beaucoup. Quantité et qualité sont-elles compatibles ?

— Depuis quinze ans, je publie en moyenne deux livres par an, mais je ne tire aucun florin de ma productivité. Comme pour la plupart des écrivains au Japon, mes textes paraissent en feuilletons dans des journaux ou des revues avant d'être édités. Ce système permet à un certain nombre d'entre nous de vivre de leur plume.

« En 1978, après avoir obtenu le prix Akutagawa (1), pour la *Rivière aux lucioles*, j'ai souffert d'une tuberculose qui m'a empêché d'écrire pendant près de deux ans, et j'ai donc eu le temps de réfléchir. Je me suis alors aperçu qu'en littérature il ne pouvait y avoir de « qualité » sans « quantité », comme le montrent les œuvres des plus grands écrivains. C'est pourquoi j'ai décidé d'écrire coûte que coûte, sans jamais arrêter, et c'est parfois une torture. Mais j'avais, et j'ai encore, des choses à dire, bien sûr. De ce point de vue, mon itinéraire ressemble à celui de Yasushi Inoue (2).

« Vos récits sont toujours émaillés d'images magnifiques, dont certaines rappellent le *Fellini d'Amarcord*. Vos romans ont-ils fait l'objet d'adaptations cinématographiques ?

— Il y en a eu sept, y compris les deux nouvelles qui viennent de paraître en français. La plus belle adaptation est sans doute celle du *Fluve de boue*, réalisée, en 1981, par Kohji Oguri (3) en noir et blanc.

« La plupart de vos récits se déroulent à Osaka ou dans ses environs...

— Je suis né dans cette région et je continue d'y vivre. Non seulement c'est mon cadre, mais je vous assure un culte à la langue du Kansai (4), à la fois nuancée, expressive, sobre et elliptique. Ne me parlez pas de Tokyo, c'est un « cimetière de pierres », pour citer Rodin, ce n'est pas une ville pour les êtres humains.

« Vous semblez aussi très attaché à un autre élément du décor : les fleuves, les rivières...

« A plusieurs périodes importantes de ma vie, j'ai vécu au bord de l'eau. Les fleuves ont tous des visages différents, certains vous parlent, d'autres non, et ils me fascinent, c'est vrai. Outre ces deux récits, j'ai écrit un troisième roman inspiré par le fleuve qui traverse Osaka (5) — l'ensemble est dénommé par la critique « Trilogie du fleuve », et le Danube ou la Chao Phraya à Bangkok m'ont également inspiré à écrire.

« Comment envisagez-vous vos œuvres à venir et, compte tenu de votre participation à plusieurs jurys littéraires, que pensez-vous de la littérature contemporaine au Japon ?

— J'aimerais consacrer plus de temps à l'écriture, publier moins de feuilletons, bref rejeter les contraintes. Vous savez que le saké devient meilleur en vieillissant ! C'est une question de fermentation. Quant à la littérature contemporaine, la situation me semble assez inquiétante : j'ai lu des quantités de textes inédits, ont-mêmes sélectionnés parmi des milliers de candidatures, et on dirait que, pour ces jeunes gens, la littérature n'est plus l'expression d'une nécessité intérieure, mais le moyen, simplement, d'accéder au statut d'écrivain.

« Quand les lecteurs relèvent un livre et qu'il n'en reste rien, écrivez-vous plus de sens ?

Propos recueillis par Cécile Sakai

(1) Le Gôjôron japonais.
(2) Yasushi Inoue, dont plusieurs œuvres ont été traduites aux éditions Stock, chez Piquier et aux PUF, est décédé en janvier 1991.
(3) Metteur en scène de l'adaptation de la mort, Grand Prix spécial du jury au Festival de Cannes en 1980.
(4) Région englobant Osaka et Kyoto, dont la culture, y compris la langue dialectale, rivalise traditionnellement avec celle de Tokyo.
(5) Le *Fluve de Dotomori*, 1981, pour lequel.

Le Monde vous attend
AU 6^e SALON DU LIVRE
de BORDEAUX

du 8 au 11 octobre 1992

QUAI DE GARONNE

STAND B22

Un recueil de comptines,
composé par Mallarmé...
Je suis hanté. Le Titre ! Le Titre ! Le Titre !*



TOUTES LES RÉFÉRENCES DE 350 000 LIVRES
Classés par auteur, titre et sujet, 350 000 livres disponibles en langue française, avec un résumé, 500 nouveautés par semaine.

Un service du Cercle de la Librairie

*Tapez dans auteur : Mallarmé

Folies argentines

José Pablo Feinmann et un « guerrier » visionnaire dans la pampa
Rolo Diez et un quatuor burlesque dans le Buenos-Aires de la « guerre sale »

L'ARMÉE DES CENDRES
(El Ejército de Cenizas)
de José Pablo Feinmann.
Traduit de l'espagnol (Argentine)
par Hélène Visotsky.
Albin Michel, 219 p., 125 F.

VLADIMIR ILITCH CONTRE LES UNIFORMES
Vladimir Ilitch contra los uniformados
de Rolo Diez.
Traduit de l'espagnol (Argentine)
par Alexandra Carrasco.
Gallimard, 331 p., 110 F.

Comment n'y pas penser ? Le lieutenant Julian Quesada, qui quitte, au petit trot, Buenos-Aires, un jour de novembre 1828, dressé sur « un cheval noir, nerveux et agile », ne ressemble-t-il pas comme un frère au lieutenant Giovanni Drogo du *Désert des Tartares* ? Comme lui, à vingt-six ans, il a soif d'aventure, d'inconnu : « Quelque chose, n'importe quoi, devait changer dans ma vie. » Et sa destination, ce fort Independencia, perdu dans l'immensité de la pampa, qu'on n'atteint pas sans chevaucher de longues journées à travers « un désert froid et muet (...), plein de pièges mortels », n'est-elle pas la réplique du fort Bastiani, qui domine à jamais, dans l'imaginaire de millions de lecteurs, la plaine des Tartares ? Oui, comment, lisant *L'Armée des cendres*, de José Pablo Feinmann, ne pas penser au chef-d'œuvre de Buzzati ?

Tout y incite, jusqu'à cette attente que Quesada, parvenu au fort, doit subir, une attente qui use les nerfs et exaspère l'impatience de qui rêve du glorieux fracas des armes ou d'un destin et voit ses jours engloutis dans une pesante routine, cette même routine qui raison de la jeunesse et des élans de Drogo.

Tout y incite, et pourtant ce n'est que faux-semblant, comme ces mirages qui se dissipent à mesure qu'on en approche. Car le véritable héros de *L'Armée des cendres* n'est pas Quesada, mais le colonel Andrade, le commandant du fort Independencia. Un homme d'ordre jusqu'au fanatisme, un « guerrier » visionnaire, convaincu d'avoir à mener une mission purificatrice. Lui, le héros de la bataille de Junin, sous les ordres de Bolívar, n'attend pas que l'ennemi vienne à lui. Il ira le débusquer, où qu'il se cache dans le désert, emmenant avec lui Quesada et deux cents hommes.

Quichotte sanglant

Commence alors une longue errance, une impitoyable marche forcée. « Celui qui ne sera pas assez résistant restera dans le désert », a prévenu Andrade. Il tiendra parole, exécutant de sa main ceux qui faiblissent, vaincus par la fatigue, un soleil de feu, cette fureur du ciel d'où, un jour, tombe même ce qui ressemble à des cendres, effaçant toute trace. « Ils formaient maintenant une armée grise. Une armée d'hommes gris, aux uniformes gris, sur des chevaux gris, sur une plaine grise. » Une armée hallucinée qui marchera désormais au hasard, sous la conduite d'un chef somnolent, peu à peu, dans la folie. Et finissant, Quichotte sanglant, par charger, seul, une dune de sable désespérément vide...

Dans un précédent roman, Feinmann écrivait, avec la minutie d'un miniaturiste, un tueur tissant sa toile autour de sa victime et découvrant, au bout du compte, qu'il était lui-même la cible (1). C'est le même vertige qui saisit le lecteur de ce fascinant et talentueux jeu de miroirs avec l'œuvre buzzatienne qu'est *L'Armée des cendres*. Comme s'il découvrait que, derrière la méditation sur la fatalité de la destinée humaine et la cruauté du temps qui passe, se cachaient nécessairement la folie guerrière et la cruauté des hommes.

Folie de l'ordre d'un côté, éloge du désordre de l'autre. Car voici qu'au même moment paraît un roman d'un autre Argentin qui, affrontant une période plus récente de l'histoire nationale, tient une redoutable gageure : traiter en farce noire la « guerre sale », cette guerre que, dans les



Rolo Diez : un hymne à la vie.

années 70, les militaires argentins livrèrent à leur propre peuple, au prix de milliers de morts et de disparitions.

Dans un Buenos-Aires étouffant, où rôdent des voitures sombres qui enlèvent les passants au hasard, selon le principe que même les innocents sont des coupables en puissance, Rolo Diez glisse, comme on placerait une bombe, un quatuor improbable, réuni dans un commun refus de l'étréinte mortifère et, au-delà, de tous les ordres, qu'ils soient médicaux, familiaux ou politiques : un adolescent fanatique de bandes dessinées, un retraité las d'être traité comme un enfant, un vieil anarchiste échappé d'un asile et un comptable ivre de se libérer du morne quotidien.

Ces mousquetaires de la révolte, intuitifs, joyeusement imprévisibles, échappent à tout contrôle. Ils sont le grain de sable dans la machine de mort banalisée que symbolisent, sans jamais verser dans la caricature, une série de figures emblématiques : le commandant Araiza, qui aurait sans doute, s'il avait eu connaissance du personnage de Feinmann, applaudi aux diatribes du colonel Andrade sur « l'ordre sacré de la civilisation » et les « ennemis de la patrie », mais, loin de la grandeur – fût-elle

démontée – du « héros de Junin », n'est qu'un petit fonctionnaire de la répression, masquant mal, sous une attitude martiale, sa servilité envers les forts ; le cadre Di Goia, opportuniste inquiet, qui ne cesse de s'autoproclamer ; et même le Responsable, militant révolutionnaire de haut rang, qui constate, jour après jour, l'effondrement de l'organisation sous les coups de la répression, mais veut continuer à croire à la validité de la « ligne ».

L'auteur, qui a vécu dans sa chair ces sombres années, n'épargne rien à son lecteur. On meurt – beaucoup – et on torture – avec férocité – dans *Vladimir Ilitch contre les uniformes*. Les illusions des uns, les perversions des autres sont disséquées avec une impitoyable lucidité. Mais on y rit aussi, d'un rire libérateur contre la bêtise et l'abjection. Et par la grâce de Vladimir et de ses burlesques compagnons, c'est finalement un formidable hymne à la vie, à l'espoir maintenu au pays même de la désespérance, que signe Rolo Diez. La littérature argentine a, décidément, le génie du paradoxe.

Bertrand Andussey

(1) *Les Derniers Jours de la victime*. Albin Michel, coll. « Suspense ».

Du côté de chez Saer

LE FLEUVE SANS RIVES
(El Río sin orillas)
de Juan José Saer.
Traduit de l'espagnol (Argentine)
par Louis Soler.
Julliard, 300 p., 130 F.

Juan José Saer ne cherche pas à tromper ses lecteurs : « Ce livre est le fruit d'une commande. » Il est devenu habituel de demander aux romanciers de sortir de leur domaine, de quitter la fiction pour se faire les géographes, les sociologues, les historiens, les visiteurs inspirés d'une ville, d'une région, d'un pays. Romancier argentin, Saer a donc reçu commande d'un livre sur la terre de son enfance, le Río de la Plata. Et bien que, dit-il avec cet humour suave qui émane de tout son livre, « être argentin ne soit pas vraiment une spécialité », il a rempli exactement son contrat.

Le Fleuve sans rives est un livre qui ne nous laisse rien ignorer de l'immense estuaire où se rejoignent le fleuve Paraná et le fleuve Uruguay, de la vie de ce delta géant si large que ses habitants ont l'impression d'être installés sur un bord de mer et non sur les rives d'un fleuve.

On trouvera donc, dans le livre de Saer, tout ce qui fait le charme

et l'intérêt des guides intelligents. L'histoire de la découverte de cette terre boueuse par Juan Díaz Solís en 1516, celle de sa colonisation houleuse, sanglante, de ses conflits religieux, de ses formations sociales, de ses affrontements ethniques, de ses paysages et de ses manières de vivre, de sa culture et de ses relations avec le reste de l'Argentine. Et comme Saer aime ce pays où il est né, comme il en possède sur le bout des doigts l'âme et l'intelligence, comme il puise son savoir aux meilleures sources et qu'il exerce son esprit critique comme une forme supérieure de l'activité intellectuelle, ce voyage est une fête un peu exténuante mais parfaitement réussie.

Mais le plus important pour les admirateurs de Saer est qu'il a réussi son autre pari : « J'aimerais que ce livre ne se distingue en rien de ceux que j'ai déjà écrits, récits ou poésies, pour la raison essentielle qu'à l'instar de ces derniers il ne s'adresse à aucun lecteur en particulier, qu'il soit spécialiste ou novice, argentin ou européen. » Ce livre de non-fiction procure le même plaisir esthétique, le même sentiment de vertige excitant que ces grands romans que sont *l'Occasion*, *l'Ancre* (1), *l'Anniversaire*

ou *les Grands Paradis* – parus chez Flammarion et dont le nouvel éditeur de Saer omet de signaler l'existence. Il semble que Saer ait lu toutes les littératures, écouté toutes les musiques, discuté toutes les philosophies, et que les eaux mêlées du Río de la Plata charrient un inimitable et joyeux discours arraché à toutes les rives de toutes les cultures, épaves d'érudition soulevées au flux d'une énergie intellectuelle sans rivage et sans borne, toujours surprenante, intarissable, fascinante, rompant les digues des plus vénérables et les plus solides.

Saer, qui a quitté l'Argentine pour la France il y a maintenant un quart de siècle et qui ne revient plus dans son pays – depuis la chute de la dictature militaire – que pour y retrouver le sens d'une cicatrice qui, il le sait, ne s'effacera jamais, se montre ici plus argentin que jamais : homme d'un lieu qui a pour caractéristique de n'en être pas un, homme d'une culture qui n'a pas de centre et dont la périphérie embrasse toutes les cultures.

Pierre Lepape

(1) Réédité dans la collection « 10/18 » (n° 2296).

Le passé exorcisé

Around d'une femme hantée par l'inceste dont elle fut victime
Jennifer Johnston compose un roman proche du genre poétique

LA FEMME QUI COURT
(The Invisible Worm)
de Jennifer Johnston.
Traduit de l'anglais
par Anne Damour.
Les Belles Lettres, 183 p., 115 F.

Dans son dernier roman, salué par la critique britannique comme le plus abouti de ses ouvrages, Jennifer Johnston, sans abandonner des thèmes souvent traités dans la littérature irlandaise – la vie à la campagne, l'influence pesante de la religion, l'isolement et la solitude –, affirme sa distance à l'égard du genre romanesque, ou plutôt son désir, déjà manifesté dans les romans précédents (1), de rapprocher ce genre de la poésie.

Retraçant les trajets de la mémoire, évoquant l'affleurement des souvenirs, le dialogue, bientôt limité à des bribes de phrases, voix qui s'entrechoient plutôt qu'elles ne s'entendent, surgissant d'un passé lointain, aussi bien que de l'instant présent sans que, souvent, la différence soit claire entre les temps évoqués – mais aussi bien, le poids du passé sur le présent est

infini, – le dialogue donc, dans sa fragmentation constante, prend l'apparence d'un poème.

Certes, depuis Virginia Woolf, qui désirait laisser de côté « les abominations réalistes » et qui, dans *Les Vagues*, procéda par associations libres, laissant les images s'inscrire comme elles venaient, nous sommes familiarisés avec ce genre de technique.

Évanescence des images

Et, certes, Jennifer Johnston n'a pas la même ambition que Virginia Woolf, ni le même mépris du réalisme : son roman, parmi les sensations, les impressions et les souvenirs qui s'entrelient, ne manque pas de ces détails prosaïques qui l'ancrent dans la réalité quotidienne ; situé dans le temps, il possède un début, un milieu et une fin. Mais il doit son charme à cette dérive de la pensée que mime le texte, à l'évanescence des images qui remontent à l'esprit sans qu'on cherche à les retenir.

L'histoire, pourtant, pourrait être sordide. C'est celle d'un inceste qui ne cesse de hanter celle qui en fut victime. Laura court, comme l'indique le titre

(en anglais c'était, d'après un poème de Blake, *le Ver invisible*) ; elle fuit ses souvenirs, mais peut-être, suggère le narrateur, vaille-t-elle, dans ce même mouvement, à la rencontre de son avenir. Car elle a pris pour tâche de libérer de la végétation qui le recouvre le pavillon d'été au fond du parc où se déroula le drame de son enfance.

Elle est aidée dans ce travail par Dominic, qui, poussé par un père à l'autorité abusive, se destinait à la prêtrise et occupe maintenant un modeste poste d'enseignant à l'école du village. Victimes de leurs familles, privées de leur enfance et du bonheur qu'ils pourraient trouver dans le souvenir, ces deux êtres se rejoignent. Il faudra bien sûr, au terme d'une exhumation que figure très concrètement le travail effectué sur les lieux du passé, que soit exorcisé ce passé et que la haine soit enfin apaisée.

Christine Jodris

(1) *Chez Deneault* : *Princes et capitaines* (1977), *Si loin de Babylon* (1979), *les Ombres sur la peau* (1979), *Une histoire irlandaise* (1983), *Un Noël blanc* (1983) ; chez Bernard Colla : *Le Sacrilège des Jours* (1989) ; aux Belles-Lettres : *Un homme sur la plage* (1991).

JACQUES-PIERRE AMETTE

AU "CERCLE DE MINUIT" LE 7 OCTOBRE



JACQUES-PIERRE AMETTE
La Peau du monde

Ce frère normand de Peter Handke, ce cousin de Georges Perec décrit avec beaucoup de finesse et de sensualité ce contact fuyant avec le monde.
Michel Braudeau / *Le Monde*

Jacques-Pierre Amette emprunte d'étranges chemins de traverse et de cœur. Et c'est peu dire qu'on le suit les yeux fermés. Et que douce est l'errance.
Arnould de Liedekerke / *Le Magazine littéraire*

Décrivez minutieusement, avec froideur, tout ce qui vous tombe sous l'œil, et l'angoisse est garantie.
Roger Grenier / *Le Point*

Editions du Seuil

هكذا من راحل



JORGE
AMADO

La découverte
de
l'Amérique
par
les Turcs

Du même auteur
aux Éditions Stock

LES PÈRES DE LA MUI (1970)

LES DEUX MORTS DU QUINQUA (1971)

GABRIELA GIROTTI ET CANNIBALE (1973)

DONNA FLOR ET SES DEUX MARRS (1974)

LA BOULANGERIE AUX ANGES (1975)

LE VIEUX MARIN (1976)

LE VIEUX MARIN (1977)

LA BAUME DE PETIT TRIANON (1980)

LE CHEN ET L'HYROPTILLE (1983)

TOMMY GRANDI (1987)

YANNA DES ORAUX (1979)

TERIZA BAUSTA (1990)

STOCK

LE MONDE DES LIVRES

D'AUTRES MONDES
par Nicole Zand

Un Anglais
tchékhovien



William Gherardie : une familiarité profonde avec l'âme russe.

FUTILITÉ

(Futility)
de William Gherardie.
Traduit de l'anglais
par Guillaume Villeneuve.
Grail, 320 p., 119 F.

LES POLYLOTTES

(The Polyloths)
de William Gherardie.
Traduit de l'anglais
par Guillaume Villeneuve.
Grail, 424 p., 139 F.

LE DERNIER ÉTÉ

(Der letzte Sommer)
de Ricarda Huch.
Traduit de l'allemand
par Marie-Aude Delacroix.
Ed. Viviane Hamy, 140 p., 99 F.

CONNAISSEZ-VOUS William Gherardie? Non, bien sûr. Il devrait pourtant être la découverte de l'automne. La grâce d'une œuvre qu'on lit pour la première fois en français soixante-dix ans après sa publication. Légère, allègre, « futile », ainsi que le revendiquait son auteur. Soit. Mais, en tout cas, loin d'être insignifiante. Une preuve de plus que les synonymes peuvent être trompeurs... Un « premier roman » publié en 1922 par un jeune homme de vingt-sept ans et qui suscite immédiatement l'admiration d'Edith Wharton, de Katherine Mansfield, du jeune Graham Greene : *Futility*, qui porte en sous-titre « roman sur des thèmes russes ». Suivi trois ans plus tard par un second roman qui en est une sorte de suite très librement traitée : *Les Polylothes*.

Futility... Un titre qui joue ouvertement du paradoxe, et qui a dû longtemps paraître inadéquat aux éditeurs, puisque le livre, qui se passe à Petrograd en 1917, puis à Vladivostok au temps de la guerre civile, conte ce qui ne serait qu'une charmante blague sur fond de révolution si le style de l'auteur, sa liberté, sa fraîcheur ne faisaient de *Futility* un vrai « roman russe » vu par un Anglais excentrique, polyglotte et cosmopolite, qui connaît ses personnages en profondeur. Où le rire n'est jamais loin des larmes. Plein de ces gens « bizarres, séduisants et incohérents » dont Edith Wharton dit, dans la préface, qu'ils « agissent comme je n'ai jamais vu personne le faire ». On peut se demander si l'auteur du *Temps de l'innocence* avait alors lu Anton Tchekhov...

William Gherardie, lui, ne cache pas l'admiration qu'il porte à l'auteur des *Trois Sœurs* et qui régit sa manière d'écrire, sa manière de vivre. Au point de lui avoir consacré un essai critique. Au point aussi d'avoir intitulé « Les trois sœurs » le premier chapitre de ce roman dans lequel nous faisons connaissance, en même temps que le narrateur, de la famille Bursanov et des trois filles de la maison, Sonia, Nina et Vera, seize, quinze et quatorze ans. « Je », dans ce livre, n'est pas moi », prévient l'auteur en épigraphe. On peut mettre en doute cette affirmation. Fils d'un industriel anglais installé en Russie, William Gherardie était né à Saint-Petersbourg en 1895 ; il fut élevé en Russie, puis à Oxford. A vingt et un ans, il est en poste auprès de l'attaché militaire britannique à Petrograd ; deux ans plus tard, revenu à Londres, il repart pour la Sibirie et rejoint la mission militaire britannique à Vladivostok après avoir traversé l'Amérique et le Japon. En 1920, il

quitte l'armée et effectue un bateau un long voyage de retour qui le mène à Singapour, Ceylan, Port-Saïd. Autant d'expériences qu'il utilisera dans ses œuvres. Immédiatement célèbre, il sera pourtant peu à peu oublié et mourra à Londres en 1977. Un récit biographique, *God's Fifth Column* (« la Cinquième Colonne de Dieu »), sera publié après sa mort en 1981.

Futility, publié deux ans après le retour de Sibirie de William Gherardie, tout comme *Les Polylothes* sont nourris de l'autobiographie de leur auteur. Sur tout de cette familiarité profonde qu'il a avec l'âme russe, mêlant le drame intime et l'histoire en train de se faire, donnant à éprouver tout à la fois la famille, la destruction des sentiments, de la morale, des familles et des comptes en banque, mais aussi des relations mondaines et amoureuses qui s'épanouissent là, sur fond de fin d'un monde. Le roman commence à Petrograd où André, le narrateur, jeune officier anglais en Russie pendant la révolution et l'intervention alliée, va être admis dans l'intimité de la famille de Nikolaï Vassilievitch : les trois filles de la maison, presque en âge de chercher mari ; Fanny, sa compagne allemande et vieillissante qui écorche la langue russe et qu'il n'épousera jamais ; Magda, sa femme, qui refuse le divorce et vit avec Eisenstein, un dentiste juif,

qu'elle va bientôt quitter pour un nouvel amour, Cecodet, un Tchèque qu'on dit « incroyablement riche » ; un baron qui n'est pas baron ; un prince qu'on nourrit et qui est aphasique depuis vingt ans ; Zina, une jeune femme que Nikolaï voudrait épouser s'il était divorcé et qui est inséparable d'une innombrable parenté. Toute cette « compagnie », comme on dit en russe, vit aux crochets du chef de famille, riche de ses dettes et d'une mine d'or en Sibirie qui doit lui apporter la fortune.

André va tenter de saisir les liens compliqués qui unissent, ou démentent, tous ces gens qui se racontent sans pudeur leurs secrets, leurs rêves et leurs déceptions. Les événements tragiques baignent la vie tout entière. Amour, sexe de Nina, qui l'égotise et se moque de lui, il est prêt à traverser des continents pour se faire dire de se laver la tête (« Je plaque Oxford, je fais toute cette route jusqu'à Vladivostok. Je mets trois mois à faire le voyage... parce que je vous aime et vous... »). Vous avez un peu de suite sur le visage, observe-t-elle. Ce qu'il voit dans le désastre du temps, dans ces fuites en tous sens au gré des victoires et des défaites des armées blanche et rouge, c'est une suite de mondaines, d'acteurs, de balais, de concubines, de gardes-parties, de danses autour de tous ces pique-assiette qui suivront le père de famille jusqu'à Vladivostok. Et

même au-delà, quand, avant l'arrivée de l'armée rouge, ils s'embarqueront pour Shanghai (« Ils sont tous là. Nous sommes finalement inséparables... », grimace Nikolaï, fataliste).

Lorsque le narrateur quitte seul Vladivostok, « avec plus de souvenirs que s'il avait mille ans », il décide d'en faire un livre important en schématisant tous ces personnages qui semblent sortir tout droit de Tchekhov et que cet amateur de théâtre qu'est Gherardie excelle à faire dialoguer et à rendre vivants avec leurs contradictions, leurs mesquineries, leurs drames grands et petits : « Je vais écrire des *Trois Sœurs* telles que le vieux Tchekhov en serait tout réjoui. C'est si simple. Il suffit de décrire les événements. La seule ombre au tableau, selon moi, c'est que vous êtes tous si épouvantablement invraisemblables que personne ne croira que vous pouvez exister. C'est bien là, en fait, le problème auquel est confrontée la littérature moderne. »

Il reprendra cette trame dans *Les Polylothes*, que, pour ma part, je trouve moins réussi. Peut-être moins futile. Nous suivrons cette fois la quête amoureuse de George Hamlet Alexander Diaboligh auprès de sa cousine Sylvia. Il retrouve à Tokyo une fiancée belge qu'il a quittée la Russie, l'armée anglaise dont il dépend et qu'il décrit avec une ironie, une liberté de ton et une sensibilité remarquables. Avec un détachement qui n'exclut par l'émotion, par exemple, devant la mort de la petite Natacha qui a traversé les révolutions, la famine, les épidémies et dont on jette à la mer le cadavre dans le calme d'un beau jour d'été. British et russe à la fois, voilà un auteur aux antipodes de la futilité.

C'EST le même désir de joindre le plus longtemps possible des petits bonheurs tranquilles que l'on sait menacés que l'on retrouvera dans *Le Dernier Été*. Écrit en 1910, par Ricarda Huch (1864-1947), une des grandes intellectuelles allemandes de l'époque prussienne (7), c'est un petit roman par lettres, qui n'a l'air de rien, troublant et terrible, qui nous fait voir « quelques instants d'un monde complet » dans « deux » présentations pourtant tous les éléments. On savoure jusqu'à la fin cette démonstration charmante, rationnelle et efficace sur les illusions de la liberté.

Pourquoi cette atmosphère étrange? Réunie dans sa maison de campagne, après une année agitée qui a suivi les révoltes de 1905, la famille du gouverneur de Posenbourg sent planer une ombre. Inexplicable. Devant les attentats anarchistes, les lettres de menaces, hantée par un sentiment de peur qui ne va plus la quitter, l'épouse du gouverneur a engagé un secrétaire pour servir de garde du corps à son mari. Un jeune homme remarquable qui, grâce à ses qualités, va bientôt se révéler indispensable, créant avec chacun des membres de la famille des rapports de séduction et de mystère que nous voyons s'épanouir dans un mécanisme parfaitement réglé. Peut-on échapper aux prémonitions? Une narration originale pour un destin inéluctable, dans une lumière plus bergmanienne que tchékhovienne, par un bel été rempli de présentiments.

(1) Ricarda Huch est l'auteur d'une étude capitale sur les romantiques allemands (deux tomes, Pöschel, 1978-1979).

La saison est balte

Octobre 1992 : à Paris, comme dans les provinces, la vie culturelle se met à l'heure balte pour inviter le public français à découvrir la richesse et la diversité méconnues des cultures des trois Républiques baltes redevenues indépendantes : l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie.

Jusqu'à l'été 1993, quelque quarante manifestations doivent être présentées (théâtre, cinéma, mode, musique classique, jazz, arts plastiques, photographie, littérature), notamment par le Festival d'automne, le Festival Musica de Strasbourg, la Maison des cultures du monde, l'Ecole nationale des beaux-arts, la Galerie du Jeu de paume, etc., qui permettront, dès cette semaine, de découvrir le metteur en scène lituanien Elmuntas Nekrošius, avec *Oncle Vanja* et

Pirosmant, *Pirosmant* (du 1^{er} au 4 octobre au Théâtre du Rond-Point), de voir *Hopeland Postscript*, le dernier court-métrage du réalisateur letton Juris Podnieks, mort cette année, en prélude à la « Nuit balte », consacrée aux compositeurs des trois pays (à Strasbourg, le 6 octobre).

Quinze écrivains, romanciers et poètes, seront invités en France, dans le cadre des « Belles étrangères » (à partir du 18 novembre). A l'occasion de l'exposition de photographies de Gérard Rondeau, intitulée « Capitales oubliées : Vilnius, Riga, Tallin » (Théâtre du Rond-Point, jusqu'au 3 janvier), un album vient de paraître, avec une préface de Danièle Sallenave (Vilo/Département des affaires internationales du ministère de l'éducation et de la culture, 98 F).

Nouvelle Collection

Dans les siliens littéraires des grands auteurs, faire connaître des œuvres moins connues, certaines peut-être oubliées, mais d'un intérêt certain et d'une lecture agréable.

Livres reliés

LA BOHEME

LES SILIENS LITTÉRAIRES